DE

L'ÉQUILIBRE DES BUDGETS

SOUS

LA MONARCHIE DE 1830.

Les communications que M. le ministre des finances a faites à l'assemblée nationale, au moment de sa séparation, ont vivement préoccupé l'attention publique : elles méritent en effet au plus haut degré l'attention de quiconque s'intéresse à la prospérité de notre pays; elles embrassent l'ensemble de notre situation financière ; elles ont pour objet de régler le passé et d'assurer l'avenir. Pour ce passé encore si court, la charge est déjà bien lourde; les ressources deviennent bien difficiles pour cet avenir si prochain. M. le ministre des finances annonce à la fois la nécessité d'un nouvel emprunt pour alléger le poids de l'arriéré et la nécessité de nouveaux impôts pour équilibrer les recettes et les dépenses publiques. Quelques efforts qui aient été faits depuis dix-huit mois, ces efforts ne peuvent suffire, et la mesure des besoins dépasse encore celle des sacrifices. C'est en vain que des remboursemens onéreux ont amorti la dette flottante laissée par le dernier gouvernement, cette dette flottante est près de renaître : l'accroissement des dépenses, l'affaiblissement des recettes, la reconstituent tous les jours. Au 1er janvier 1848, elle était de 630 millions; au 1er janvier

1850, elle sera remontée à 550 millions. Des voies et moyens extraordinaires et la suspension absolue de l'amortissement, malgré l'abaissement au-dessous du pair du cours de tous les fonds publics, auront fourni, en deux années, 780 millions (1) pour couvrir un déficit sans cesse croissant, et cependant M. le ministre des finances déclare que, même après l'épuisement de ces immenses ressources, les exercices 1848 et 1849 laisseront au trésor une charge de 256 millions (2), dont il prévoit même le notable accroissement. De toutes les prévisions ministérielles, ce sera, sans doute, la moins trompée : la publication du produit des revenus indirects pour le premier trimestre de 1849 donne déjà un démenti aux évaluations des recettes, et personne ne peut espérer que le crédit de 1,200,000 francs, qui figure seul dans les calculs du ministre, soit le dernier mot financier de l'expédition de Rome.

Dans de telles circonstances, la préparation du budget de 1850 a dû présenter de grandes difficultés. Depuis le 24 février, il a été inscrit au grand livre de la dette publique 62 millions de rentes; aucune réduction de quelque importance n'a pu être opérée dans l'ancien budget des dépenses, et des circonstances impérieuses y ont introduit des augmentations considérables. En même temps, des réductions et des

(1)

Suspension de l'amortissement en 1848 et 1849........	242,624,000 fr.
Portion disponible de l'emprunt de 1841 (Compte des finances pour 1847, page 400)..................	45,393,000
Portion disponible sur les premiers versemens de l'emprunt de 1847 (Compte des finances pour 1847, page 401)..................................	40,000,000
Emprunt de 1848..................................	177,886,000
Emprunt aux actionnaires de la compagnie des chemins de fer de Lyon..............................	54,148,000
Remboursement des compagnies de chemins de fer débitrices de l'état................................	15,000,000
Impôt de 45 centimes.............................	191,260,000
Retenues sur les traitemens.......................	10,000,000
Total des ressources extraordinaires.....	776,311,000 fr.
Les travaux extraordinaires sont prévus dans les budgets de 1848 et de 1849 pour..........................	269,000,000 fr.
Les ressources ci-dessus ont donc été affectées aux dépenses ordinaires jusqu'à concurrence de.........	507,311,000 fr.
Et le découvert prévu par le ministre des finances s'applique en entier aux dépenses ordinaires, ci.......	256,000,000
Total de l'excédant actuellement connu des dépenses ordinaires sur les recettes ordinaires pour 1848 et 1849..	763,311,000 fr.

(2) L'exercice 1848 figure dans ce chiffre pour 72,000,000; mais le Compte des finances pour 1848, qui vient d'être publié, réduit ce découvert à 13,824,000. (Page 358.)

suppressions imprudentes dans les impôts indirects retranchaient 160 millions du budget des recettes, et les agitations dont la révolution de février a été suivie faisaient descendre les produits des impôts conservés bien au-dessous du niveau où de longues années d'ordre et de paix les avaient élevés.

Un mal si grave appelait un remède efficace. Nous n'avons pas le projet d'examiner ici les propositions du ministre; nous nous contenterons de les exposer. Réduire la dette flottante à l'aide d'un emprunt de 200 millions, rétablir l'impôt des boissons avec de nouvelles formes de perception plus tolérantes et non moins efficaces, remplacer par l'impôt sur le revenu et par de nouveaux droits d'enregistrement les pertes volontairement éprouvées sur l'impôt du sel, de la poste et du timbre, compenser l'affaiblissement du produit des impôts conservés par la suspension absolue de l'amortissement, exclure les grands travaux publics du budget des dépenses, et leur affecter une dotation éventuelle à l'aide d'un emprunt spécial dont le ministre n'ose affirmer le succès et dont il ne réalise le gage que pour une année : telles sont les mesures à l'aide desquelles il rétablit dans la proposition du budget un équilibre qui se maintiendra jusqu'au règlement de l'exercice, si d'ici là la paix de l'Europe et la prospérité de la France nous préservent de tout mécompte dans les recettes et de toute surprise dans les dépenses.

Quelque effet qu'aient pu produire ces propositions sur l'opinion publique, trop peu préparée à les recevoir, nous approuvons sans réserve la franchise du ministre. Ce que nous redoutons le plus pour notre pays, et même, à vrai dire, la seule chose que nous redoutions pour lui, ce sont ses propres illusions. Il n'est point de fautes, il n'est point de pertes, si graves qu'elles soient, que ne puissent aisément réparer la richesse de son sol et l'industrie de ses habitans. Nul ne le traînera, malgré lui, à l'abîme; il ne risque d'y tomber que s'il s'endort imprudemment sur le bord.

M. le ministre des finances ne se contente pas d'exposer dans toute leur réalité les embarras de notre situation financière; il en recherche les causes. Quelque ruineuse qu'ait été, d'après lui-même, l'influence des derniers événemens, il remonte beaucoup plus haut. « Depuis dix ans, dit-il, l'équilibre du budget a cessé d'exister. » L'exercice 1839 a clos la série des budgets réglés sans déficit; l'exercice 1850 doit sans doute la rouvrir. S'il en était ainsi, M. Passy aurait eu en partage une heureuse destinée : ministre des finances en 1839, ministre des finances dix ans après, il aurait été le dernier défenseur de l'équilibre sous la monarchie, et il en serait le restaurateur sous la république. Nul ne désire plus vivement que moi qu'il obtienne cette dernière gloire; mais je ne pourrais lui reconnaître la première sans lui sacrifier l'hon-

neur d'un gouvernement que j'ai servi, et, ce qui m'est bien plus précieux encore, les droits de la justice et de la vérité. Ce n'est pas d'ailleurs une vaine discussion sur le passé qu'il s'agit d'entreprendre: le passé est ici un enseignement pour l'avenir. S'il était vrai que le gouvernement de juillet, malgré le rapide accroissement de ses revenus, eût laissé ouvert après lui le gouffre du déficit, il faudrait réformer d'urgence le régime nouveau, qui n'a fait autre chose jusqu'ici que d'ajouter à l'ancien budget des dépenses et de retrancher de l'ancien budget des recettes. S'il est vrai au contraire, comme nous espérons le démontrer avec évidence, que ce gouvernement, après dix-sept années remplies par tant de grandes entreprises, a balancé ses dépenses ordinaires par ses recettes ordinaires, et préparé pour ses grands travaux publics les ressources qui devaient en payer le prix, l'exemple, pour venir d'un gouvernement tombé, ne sera pas à dédaigner.

Le moment est venu d'ailleurs de discuter cette grande question avec des documens certains. Le règlement définitif du dernier exercice de la monarchie vient d'être soumis à l'assemblée. Nous ne connaissions jusqu'ici que des situations provisoires : ces situations font connaître le passé plus que le présent. Notre comptabilité se propose pour objet de rapporter à chaque année les faits de dépense et de recette qui la concernent, elle écrit l'histoire de chaque exercice; mais, pour que cette histoire soit exacte, il faut que l'exercice soit terminé. Jusque-là, la comptabilité établit les situations sur des hypothèses : tous les crédits ouverts équivalent à des dépenses. À la fin de l'année, l'exercice est clos pour les dépenses, mais il reste ouvert pour la comptabilité : des délais successifs sont accordés pour liquider, pour ordonnancer, pour payer, et ce n'est que neuf mois après la fin d'une année que les comptes de cette année peuvent être réglés, et que, dans les écritures de la comptabilité, la réalité vient enfin prendre la place de ces hypothèses successives.

C'est là tout le secret de ces énormes déficits de la monarchie que le gouvernement provisoire proclamait comme les avant-coureurs infaillibles de la banqueroute. On faisait le relevé de tous les crédits ouverts, et on le présentait comme l'addition de toutes les dépenses; on confondait dans le même chiffre les dépenses ordinaires et celles des grands travaux publics, mais on avait grand soin de ne parler que des recettes ordinaires. Dans un écrit qui a produit une vive impression et qui a laissé un durable souvenir, M. Vitet, ici même (1), combattit avec autant de force que d'éclat ces exagérations malveillantes, et cependant il ne possédait pas encore tous les résultats définitifs, et sa sagacité a dû quelquefois y suppléer par des conjectures que le temps a vérifiées.

(1) Voyez la livraison du 15 septembre 1848.

Aujourd'hui, toute incertitude a cessé; en prenant le 1er janvier 1848 comme la date finale de l'histoire financière de la monarchie, rien n'est plus facile que de dresser son bilan et d'en faire la balance.

Voici le bilan du passé, tel que le présente M. le ministre des finances: « A la fin de l'exercice 1847, les découverts tombés successivement à la charge du trésor, dans le cours de huit années seulement, formaient un total de 897,764,093 francs, et le produit de la réserve de l'amortissement n'avait servi à les atténuer que dans la proportion de 442,249,115 francs (1). » La conséquence se tire aisément : la monarchie de juillet est restée en déficit de 455,514,978 francs.

Quelles sont les causes de ce découvert? M. le ministre en indique deux concurremment, et comme si elles avaient une part égale dans sa formation : l'extension des dépenses ordinaires et notamment de l'occupation de l'Algérie, et l'extension des travaux publics. Qu'est-ce à dire? Est-ce que les revenus du trésor restaient annuellement au-dessous de ses services essentiels? Était-il obligé de créer des ressources extraordinaires pour payer les arrérages de sa dette, pour amortir la portion de cette dette qui était susceptible d'amortissement, pour entretenir son armée et sa flotte, pour tenir en bon état ses routes, ses ports, ses rivières et ses canaux, pour salarier l'administration, la diplomatie, la magistrature et le clergé, pour subvenir enfin aux dépenses de l'Algérie, et pour achever par la civilisation l'œuvre de la conquête? S'il en eût été ainsi, nous le disons hautement, le dernier gouvernement eût manqué de prévoyance : au lieu de donner carrière à tant d'améliorations diverses que sollicitaient et que payaient, il est vrai, les progrès de la richesse nationale, il aurait dû renfermer sévèrement ses dépenses ordinaires dans la limite des revenus publics; mais il n'en est rien : tous ces services, malgré leurs développemens, trouvaient des allocations suffisantes dans le budget des dépenses, et des ressources correspondantes dans le budget des recettes. Sans doute, dans le cours de ces dix-huit années, qui ont eu tant de fortunes diverses, chaque exercice n'a pas pu se clore par une balance exacte; mais les années les plus prospères ont défrayé les années moins favorisées, et au terme de cette longue liquidation on trouve, c'est M. le ministre des finances qui le déclare officiellement (2), que les services ordinaires de la monarchie n'ont laissé à la charge du trésor que 13,762,000 francs. 13,762,000 francs! voilà donc, au lendemain de l'année la plus calamiteuse que la France ait supportée depuis trente années, tout l'arriéré d'un règne de dix-huit ans! Qui l'eût dit en lisant les rapports du gouvernement provisoire?

(1) Exposé des motifs du budget de 1850, page 8.

(2) Exposé des motifs du projet de règlement de l'exercice 1847, page 13.

Mais ce n'est pas, nous nous empressons de le dire, la seule dépense qui ne fût pas couverte par les recettes ordinaires : 441,752,000 francs représentent la dépense des travaux publics extraordinaires exécutés dans les derniers temps de la monarchie. Hâtons-nous de dire aussi que des ressources spéciales, créées en dehors des recettes ordinaires, étaient assurées et réalisées en partie dans les caisses du trésor pour acquitter cette dépense. Personne ne prétendra certainement que ces vastes entreprises, qui développent pour des siècles l'activité, la richesse et même la puissance d'un grand peuple, puissent se payer, chaque année, sur les excédans des recettes ordinaires. Personne ne prétendra que ces grands ouvrages que le présent lègue à l'avenir doivent rester tout entiers à la charge des générations qui les exécutent, et passer comme un patrimoine gratuit aux générations qui doivent en jouir. Les peuples du moyen-âge, qui ne connaissaient que la richesse présente et qui n'avaient ni la science ni la possibilité même du crédit, élevaient, à force de temps et assise par assise, ces admirables monumens qu'un siècle voyait commencer et qu'un autre siècle voyait finir; mais nos travaux, consacrés aux besoins impérieux du commerce et de l'industrie, n'admettent pas cette longue temporisation, et chaque jour perdu pour leur achèvement est un jour dérobé à leur utilité. L'emploi du crédit, qui associe les générations contemporaines avec leur postérité, peut seul réaliser ces deux conditions essentielles : la rapidité dans l'exécution des travaux, et l'égalité dans la répartition de la dépense. Une nation qui emprunte pour ses besoins périodiques et permanens trouve dans chaque emprunt la nécessité d'un emprunt nouveau, et elle est entraînée par son crédit même sur le penchant de sa ruine. Une nation qui supporte sans peine, à l'aide de ses revenus, non-seulement toutes ses charges accoutumées, mais même tous les incidens imprévus dont se compose la vie d'un grand empire, cette nation peut emprunter sans péril pour exécuter des travaux qui rapportent plus encore qu'ils ne coûtent; elle augmente sa richesse au lieu de la compromettre, et son crédit la pousse sur la voie de la prospérité.

C'est donc une grave erreur et un reproche injuste de dire que le dernier gouvernement, dans les huit dernières années de son existence, s'était irrévocablement engagé dans la voie des déficits, lorsqu'il est manifeste qu'il n'a fait appel au crédit que pour des dépenses extraordinaires et productives. Qu'on lui reproche le choix, l'exagération, le système de ses travaux, qu'on lui dise, en un mot, qu'il a trop fait et qu'il a mal fait, c'est tout simple : toutes ces objections ne lui ont pas été épargnées, et nous n'entendons pas en éluder l'examen; mais du moins qu'il soit reconnu, dès ce moment même, qu'il a usé légitimement du crédit, et qu'il ne serait répréhensible que s'il en avait abusé.

Les principes ainsi établis, notre première pensée était de nous renfermer dans l'examen financier des huit années que M. le ministre des finances a choisies pour justifier ses reproches; mais un mot nous inquiète dans la phrase que nous avons reproduite. M. le ministre parle de ces huit années *seulement;* est-ce qu'il entend faire grace des autres? en portant une accusation grave, est-ce qu'il en sous-entend une plus grave encore? Si c'est une concession, il n'est pas nécessaire de l'accepter; si c'est une insinuation, il est nécessaire de la combattre. Écartons donc tous ces artifices; reprenons rapidement, dès son premier jour, l'histoire financière de la monarchie de 1830; disons simplement ce qu'elle a coûté et ce qu'elle a fait, afin que l'opinion publique lui assigne équitablement sa place parmi les gouvernemens de la France.

Les bons ou les mauvais gouvernemens laissent surtout des traces de leur passage dans le tarif des contributions et dans le grand-livre de la dette publique. Un gouvernement qui obère son pays croit doubler ses ressources en doublant les impôts qui les produisent, et il n'aboutit en réalité qu'à cumuler la gêne du trésor avec celle des contribuables. Un gouvernement qui obère son pays emprunte sous toutes les formes et pour toutes sortes de dépenses; il épuise les ressources présentes, il anticipe sur les ressources futures, et, malgré tous ces sacrifices, il ne traverse une crise difficile que pour arriver à une crise plus difficile encore. Les bons gouvernemens se reconnaissent à une conduite opposée : ils n'empruntent que pour des nécessités suprêmes et passagères, ou pour des dépenses fécondes, et ils assurent, sur leurs recettes ordinaires, le service des intérêts et l'amortissement de leurs emprunts. Ils attendent l'élévation de ces recettes non de l'élévation des tarifs d'impôts, mais de leur plus fréquente application, et les accroissemens de leurs revenus, prélevés sur l'accroissement de l'aisance générale, se résolvent en emplois utiles qui font couler avec plus d'abondance la source où ils ont été puisés.

N'est-ce pas l'histoire financière du gouvernement de juillet que nous venons de résumer en quelques lignes? On a souvent parlé de l'augmentation des impôts : les impôts se divisent en deux grandes catégories, — ceux qui atteignent directement la propriété, le champ, la maison, l'industrie, et qui pèsent sur le propriétaire, le locataire, le patentable, quelles que soient d'ailleurs les circonstances qui en allégent ou en aggravent pour lui le fardeau : ce sont les contributions directes; elles sont fixes de leur nature et ne peuvent s'accroître que par le rehaussement de l'impôt ou par la création de nouvelles propriétés et de nouveaux contribuables. — Les contributions indirectes n'atteignent pas immédiatement ceux qui les acquittent; elles frappent les denrées et les marchandises; elles deviennent portion intégrante de leur prix et se proportionnent à l'étendue de la consommation, et,

par conséquent, aux besoins ou plutôt aux facultés des consommateurs. Voyons quel mouvement s'est opéré dans ces deux catégories d'impôts sous le dernier gouvernement.

Des centimes ont été ajoutés au principal des contributions directes; mais quelle a été la part de l'état dans le produit de ces centimes additionnels? 11 millions à peine sur une contribution totale de 422 millions (1), car il ne serait pas juste de considérer comme une surcharge de l'impôt direct les accroissemens qui sont dus à l'accroissement même de la matière imposable. Si nos villes se sont agrandies, si le sol partagé entre un plus grand nombre de citoyens admis aux jouissances de la propriété s'est couvert d'habitations nouvelles, si la rapide extension du commerce a multiplié le nombre des commerçans, n'était-il pas juste que ces propriétés et ces industries de création récente ajoutassent leur tribut aux ressources publiques? et n'est-ce pas un heureux symptôme que cette plus-value de 17 millions, due tout entière non à la pénible aggravation de l'impôt, mais à l'heureuse augmentation du nombre des contribuables?

D'autres additions ont été faites, nous devons le dire, aux contributions directes; mais qui les a votées et quel en a été l'emploi? Elles ont été votées par les conseils électifs des départemens et des communes, pressés par les vœux des populations, qui acquittaient aisément des dépenses faites sous leurs yeux et pour elles. Les votes des conseils électifs ont ajouté 66 millions aux contributions directes (2). Avant ces votes, les ressources départementales existaient à peine, et les ressources communales encore moins. Aussi, dans quel état se trouvaient, avant 1830, les divers services des départemens et des communes! Les chemins étaient impraticables, les routes peu nombreuses et mal entretenues; il y avait peu d'hospices, peu de colléges et point d'écoles. Qui pourrait nier que, depuis 1830, les départemens et les communes aient changé de face? Nous ne voulons point citer de chiffres: on les trouve dans toutes les statistiques; mais l'évidence parle encore plus haut. Ne rappelons ici qu'un seul service : quelle est la ville, quel est le village, quel est le hameau que n'atteigne ce vaste réseau de routes départementales et de chemins vicinaux, achevés avec tant de persévérance et au prix de tant de sacrifices par les départemens et les communes?

Le gouvernement a donné son autorisation à ces sacrifices; mais pouvait-il la refuser? N'eût-il pas abusé, en la refusant, de cette tutelle administrative que des lois déjà très attaquées ont remise entre ses mains? Le devoir de cette tutelle est de mettre un frein à l'entraîne-

(1) Mémoire de M. Laplagne, 1848, page 77.
(2) *Ibid.*, page 76.

ment des dépenses inutiles ou excessives : quelles dépenses furent plus utiles et plus modérées? Si on veut connaître le point où les contribuables commencent à fléchir sous les charges même les plus acceptées, on n'a qu'à s'enquérir de la rentrée des impôts. Les contribuables obérés ralentissent leurs versemens, et même ils les refusent jusqu'à ce que les moyens de contrainte surmontent leur résistance. Qu'on apprécie, d'après cette règle, la perception des contributions directes depuis 1830 : le chiffre croissant des recouvremens et le taux décroissant des frais de poursuite manifestent d'année en année une rentrée plus prompte et plus facile de l'impôt (1).

La raison de ce progrès est sensible. Les dépenses utiles enrichissent ceux qui peuvent les faire. Les denrées, par exemple, ne valent pas seulement ce qu'elles coûtent à produire, elles valent encore ce qu'elles coûtent à transporter sur les lieux où elles se consomment; l'élévation du prix de transport peut rendre inefficace la médiocrité du prix de revient, et ces denrées, ainsi renchéries, rencontrent sur le marché une consommation restreinte ou une concurrence invincible. C'est là ce qui explique l'ardeur passionnée qui, depuis quelques années, pousse la France vers les travaux publics : tout le monde comprend que la force qu'on épargne pour transporter est employée à produire; tout le monde comprend que l'économie faite sur les frais de transport est un bénéfice net qui se partage entre les consommateurs et les producteurs. Sur ce point, les fermiers pensent comme les économistes, et les conseils municipaux ont agi comme les chambres législatives. Il ne faut pas, d'ailleurs, se méprendre à la fixité apparente de l'impôt direct. C'est un prélèvement obligé sur le revenu : si le revenu s'élève ou s'abaisse, ce prélèvement devient plus léger ou plus lourd; la diminution des fermages et des loyers est bien plus onéreuse que quelques centimes additionnels. Nous ne voulons faire aucune allusion politique aux événemens qui ont changé la constitution de notre pays; mais, sous le point de vue fiscal, est-il un seul contribuable qui ne voudrait pas reculer de deux années? L'impôt direct est cependant le même en 1847 qu'en 1849 : il est vrai; rien n'est changé pour le percepteur, mais tout est changé pour le contribuable.

Nous venons de voir quelle faible part ont eue les dépenses générales de l'état dans l'élévation des contributions directes. Pour compenser et au-delà cette faible part, il suffirait de citer la suppression du produit de la loterie et des jeux, suppression qui, au prix de 18 millions,

(1) En 1828, les frais de poursuite étaient de 3 fr. pour 1,000 fr. de recouvremens; en 1847, ils n'étaient plus que de 1 fr. 96 cent.; ils sont remontés à 3 fr. 50 cent. en 1848.

En 1828, le retard dans la rentrée des douzièmes échus au 31 décembre était de 1 douzième 25 centièmes; en 1847, ce retard n'était plus que de 0 douzième 87 centièmes; il est remonté à 1 douzième 76 centièmes en 1848.

a purifié le budget des recettes; mais combien d'autres compensations ne pourrions-nous pas citer encore! Dans les contributions indirectes, 30 millions sacrifiés en 1830 sur les droits des boissons, sacrifice moins regrettable si le consommateur et le producteur en eussent recueilli le prix; dans les douanes, des dégrèvemens sur les fontes brutes, sur les houilles, sur l'huile d'olive, sur les laines, etc., etc.: on trouvera le détail et les effets de ces réductions dans un excellent mémoire, plein de renseignemens précieux et de solides appréciations, publié par M. Laplagne en réponse aux rapports de M. Garnier-Pagès. Nous nous contenterons de citer cette conclusion remarquable d'une comparaison minutieuse entre les budgets des recettes de 1829 et de 1846 : « Ainsi, les contribuables en 1846, soumis aux taxes et aux tarifs d'impôts existant en 1829, auraient eu à supporter un sacrifice plus considérable que celui qui est résulté pour eux des modifications introduites dans ces taxes et ces tarifs (1). »

Et cependant, de 1831 à 1848, une hausse rapide a élevé, d'année en d'année, les recettes ordinaires des budgets. Laissons à l'écart les contributions directes, dont le produit a été principalement grossi par des centimes additionnels; ne voyons que les revenus indirects, qui n'ont reçu d'accroissement que de l'accroissement même des consommations. Quel magnifique développement de la richesse publique! La restauration se vantait à bon droit d'avoir porté, en quatorze ans, de 397 à 583 millions, le produit des contributions indirectes : combien cette progression a été dépassée par la monarchie de 1830! En 1831, la crise politique et le dégrèvement de l'impôt des boissons avaient réduit de 59 millions les revenus indirects; une plus-value de 304 millions a été le fruit des seize années qui ont suivi. La même séve de prospérité a vivifié toutes les branches de ce revenu. Admirable alliance de la richesse du trésor et de celle du pays! Les capitaux nouvellement créés par l'épargne ou par le travail cherchent un emploi dans les placemens hypothécaires ou fonciers : leur existence se révèle par les produits croissans de l'enregistrement et du timbre (2). L'extension des affaires crée des relations nouvelles et développe les correspondances : les produits de la poste participent à ce progrès (3). L'activité du commerce et de l'industrie multiplie les salaires pour les classes laborieuses et les jouissances pour les classes aisées : des importations plus considérables grossissent les revenus des douanes (4).

(1) Mémoire de M. Laplagne, page 86.

(2) De 1831 à 1847, les produits de l'enregistrement et du timbre se sont élevés de 146,414,000 fr. à 265,482,000 fr.

(3) De 1831 à 1847, les produits de la poste se sont élevés de 33,340,000 fr. à 53,287,000 fr.

(4) De 1831 à 1846, les produits des douanes se sont élevés de 97,076,000 fr. à 162,000,000 fr.

La consommation des boissons s'étend comme celle du sucre et du café, et la population tout entière prend sa part dans le bien-être général (1); tout atteste ce bien-être jusqu'à l'augmentation plus lente des produits de l'impôt du sel, qui met en évidence l'accroissement régulier de cette population qui prospère (2). Jamais les fruits de l'ordre et de la paix n'ont été recueillis plus abondamment par un grand peuple, et, comme pour montrer avec éclat l'étroite union de la politique et du bonheur public, le même coup qui a renversé les institutions a bouleversé toutes les fortunes. Un progrès inoui a été suivi d'une décadence sans exemple; dix-sept ans de règne avaient ajouté 304 millions au revenu de l'état; 142 millions ont été perdus en dix mois de révolution; cet appauvrissement du trésor n'a été qu'un faible indice de l'appauvrissement du pays. Nous revoyons des jours meilleurs, et le trésor et le pays travaillent ensemble à réparer leurs pertes; mais c'est à peine l'ombre du passé, et cependant nous ne serons pas surpris si ces tentatives d'une prospérité qui s'efforce de renaître inspirent plus de joie peut-être que notre ancienne et longue prospérité, car il est dans notre nature que le sentiment du bonheur s'affaiblisse par sa durée : le bien-être de la santé se sent moins vivement que celui de la convalescence.

Voilà l'histoire des contributions publiques sous la monarchie de 1830; parcourons maintenant celle de la dette nationale.

La plus forte part de cette dette a été créée sous la restauration. L'empire s'est peu servi du crédit; il n'en aimait pas l'usage, il n'en pratiquait pas les deux conditions essentielles, l'exactitude et la bonne foi. La dette perpétuelle de 63 millions qu'il a laissée à sa chute est presque en totalité antérieure à son avénement; mais il transmit à la restauration la liquidation des dettes qui remontaient à ses victoires et qu'il fallut acquitter après ses revers. La France paya tour à tour l'invasion et l'affranchissement de son territoire. Cette liquidation de nos désastres pèse encore sur nos finances; plus de 100 millions de notre dette perpétuelle n'ont pas une autre origine. Forcée de subvenir aux intérêts d'une dette si rapidement accrue en si peu d'années, la restauration était hors d'état de payer sur ses recettes ordinaires ses plus petites comme ses plus grandes entreprises; tous ses travaux publics, toutes ses expéditions militaires, toutes ses mesures politiques ont été payés par des ressources extraordinaires. Elle a construit quelques ponts, elle a continué l'œuvre de la canalisation de la France : un em-

(1) De 1831 à 1847, le produit des droits des boissons s'est élevé de 63,441,900 fr. à 101,827,000 fr.; celui des droits sur le sucre, de 35,757,000 fr. à 65,134,000 fr.; celui des droits sur le café, de 7,942,000 fr. à 15,353,000 fr.

(2) De 1831 à 1847, le produit des droits sur le sel s'est élevé de 63,317,000 fr. à 70,408,000 fr.

prunt de 134 millions remboursables en annuités a payé cette dépense. Elle a emprunté pour l'expédition d'Espagne; elle a emprunté pour l'expédition de Morée; elle eût laissé un emprunt à faire pour l'expédition d'Alger, si le trésor de la Casbah n'eût défrayé la conquête. Elle créa 30 millions de rentes pour mener à fin sa plus grande entreprise, l'indemnité des émigrés, et après seize années de durée, elle avait accru de 136 millions de rentes perpétuelles et plus de 10 millions d'annuités la dette de la France (1). Il est juste de reconnaître que, si elle avait aggravé la dette publique, elle en avait commencé le rachat, et que 37,503,000 fr. de rente inscrite au nom de la caisse d'amortissement auraient pu, le 31 juillet 1830, être rayés du grand livre (2).

Durant les dix-huit années de la monarchie nouvelle, plusieurs emprunts successifs ont fait inscrire 46,648,000 fr. de rentes perpétuelles (3); mais, pendant ce temps, la caisse d'amortissement a racheté 26,174,000 fr. de rentes (4), et les arrérages dus aux créanciers de l'état ne dépassaient, en définitive, la dette laissée par la restauration que de 20 millions environ. Ajoutons qu'une opération qui, sous le nom de consolidation des réserves de l'amortissement, a joué dans nos finances un grand rôle que nous essaierons d'expliquer, a fait inscrire au nom de la caisse d'amortissement une rente de 33,906,000 fr.; mais cette opération n'a créé pour l'état aucune charge définitive : les rentes rachetées, les réserves consolidées, sont au fond de même nature, comme on le verra tout à l'heure; l'état, sous des noms divers, en est débiteur et créancier, il ne les a irrévocablement engagées à aucun service, il peut les annuler à toute heure. Le gouvernement nouveau demande l'autorisation de les rayer du grand livre; l'ancien gouvernement avait la même faculté, et pouvait sans plus d'efforts réaliser la même économie. Ajoutons enfin, car nous ne voulons rien omettre, que deux annulations de rentes rachetées par l'amortissement

(1) Compte des finances pour 1847, page 433.

(2) *Ibid.*, page 473.

(3)

Emprunt du 19 avril 1831, à 84 fr. 70 cent. pour 100...	7,142,858 fr.
Emprunt national au pair, id. id. ...	1,021,945
Emprunt du 8 août 1832, à 98 fr. 50 cent. pour 100.....	7,614,213
Consolidation des fonds de la caisse d'épargne, en 4 p. 100, 1837..................................	4,092,647
Emprunt du 18 octobre 1841, à 78 50 1/2, 3 pour 100... } Emprunt du 9 décembre 1841, à 84 75 3 pour 100...... }	12,810,245
Consolidation des fonds de la caisse d'épargne, en 4 p. 100, 1844...	4,000,000
Emprunt du 10 novembre 1847, 3 pour 100, 75 25......	9,966,777
TOTAL...........	46,648,685 fr.

(Compte des finances pour 1847, page 489.)

(4) Compte des finances pour 1847, pages 473-475.

ont été opérées en 1838: l'une de 5 millions pour fournir les fonds des premiers travaux publics, l'autre de 27 millions pour mettre en équilibre les budgets de 1834 et des exercices suivans.

Tel est donc l'ensemble des ressources que le crédit a fournies au dernier gouvernement. Si en définitive il a inscrit 20 millions de rentes nouvelles (1), s'il a disposé de 32 millions de rentes sur les économies du passé, il a largement désintéressé l'avenir par des travaux d'une valeur plus grande encore et dont l'avenir doit hériter. — Après avoir retracé l'ensemble de cette situation financière, indiquons-en les détails les plus importans.

Les commencemens de tout nouveau gouvernement sont difficiles et dispendieux. Les difficultés se compliquent et les dépenses s'aggravent lorsque le gouvernement qui s'établit hérite d'une révolution; les résistances du dedans, les défiances du dehors, exigent de lui des précautions extraordinaires. Il faut qu'il se montre supérieur à toutes les attaques pour les éviter. Telle fut, pendant les trois premières années de son existence, la situation de la monarchie de 1830. Elle n'eut point pour auxiliaire le concert des rois comme la restauration, ni l'insurrection des peuples comme la république; la guerre civile et la guerre étrangère pouvaient éclater à la fois. Pour dissiper les préventions de l'Europe, pour désarmer les ressentimens des partis, ce n'était pas trop de la force unie à la sagesse. Ni la force ni la sagesse ne manquèrent à cette œuvre, et elles l'accomplirent pacifiquement. Ce sera la gloire du gouvernement de juillet, et, pour parler comme l'histoire, ce sera surtout la gloire du roi Louis-Philippe d'avoir voulu la paix avec persévérance et de l'avoir maintenue avec dignité. Les armemens extraordinaires ne pesèrent que passagèrement sur nos finances: de 1831 à 1834, les désarmemens successifs qui ramenèrent l'effectif au pied de paix firent descendre les dépenses du ministère de la guerre de 386 millions à 255 millions (2), et plus tard même à 210 millions, et le grand livre de la dette publique, qu'il fallut bien ouvrir pour faire face à de telles dépenses, fut ensuite fermé, sauf pour les grands travaux publics.

Nous avons vu une seconde révolution, nous sommes encore dans la crise financière de son établissement. Nous pouvons calculer les charges qu'elle a imposées au trésor et prévoir celles qu'elle doit lui imposer encore. Nous pouvons enfin mesurer les pertes qu'a entraînées dans les fortunes privées la perturbation de la fortune publique. C'est un rapprochement fertile en utiles enseignemens que de comparer sous ce point de vue la révolution de juillet et la révolution de février.

(1) Le dernier emprunt de 250 millions, contracté le 10 novembre 1847, est compris dans ce chiffre.

(2) Compte des finances pour 1847, page 373.

La révolution de juillet a eu besoin de 521 millions de ressources extraordinaires (1); au prix de ce sacrifice, elle était fondée. La révolution de février a déjà beaucoup plus coûté au trésor, et son compte de premier établissement est loin d'être fermé; mais que sont les pertes du trésor en comparaison de celles du pays! Le crédit de l'état affaibli, ses recettes plus affaiblies encore, ne nous révèlent que trop les souffrances publiques. La révolution de juillet n'imposa pas au pays de tels sacrifices. La secousse qui avait renversé une dynastie n'ébranla que faiblement les fortunes. Le crédit public remonta rapidement à son niveau, et, dès le mois d'août 1832, un emprunt en 5 pour 100 se négociait presque au pair (98 50); c'est au milieu même de la crise de 1831 qu'a pris naissance la progression si long-temps soutenue qui a élevé de 20 millions chaque année les revenus indirects. Les affaires privées, on n'en a pas encore perdu le souvenir, s'associèrent bientôt à la marche ascendante de la fortune publique.

Nous signalons cette différence sans en vouloir rechercher les causes: nous n'écrivons pas sur la politique, nous n'écrivons que sur les finances; mais il nous était impossible de ne pas nous arrêter un moment sur ce trait distinctif de la révolution de juillet. En trois ans, elle avait fondé un gouvernement, elle avait équilibré son budget, et, secondée par la confiance publique, même durant ses années d'épreuve, elle avait fait pénétrer partout le sentiment de sa durée.

Ce fut alors qu'à l'abri de l'ordre et de la paix fermement établis le gouvernement entra dans la carrière des grands travaux publics, qu'il a parcourue jusqu'au terme de sa durée. Les travaux publics de l'empire, à quelques exceptions près, étaient les instrumens de ses guerres ou les monumens de ses victoires. Les uns, après avoir frayé la voie à la conquête, étaient devenus, par un retour de la destinée, la propriété des peuples conquis; les autres semblaient suivre la fortune de leur fondateur, et leurs colonnades abandonnées étaient l'emblème de sa gloire interrompue. Préoccupée de projets utiles et facilement indifférente à des monumens étrangers à son histoire, la restauration ajouta à peine quelques pierres à ces édifices inachevés. Elle reprit l'œuvre de la canalisation artificielle de la France; mais, soit que l'activité ou les ressources aient manqué à ses travaux, elle laissa l'œuvre im-

(1)

Produit d'aliénation de bois de l'état	114,297,276 fr.
Trésor d'Alger et ressources diverses	60,760,551
Retenue sur les traitemens	9,848,750
30 cent. additionnels sur le principal des contributions directes	46,442,590
Emprunt national au pair	20,438,900
Emprunt en rentes	270,000,014
TOTAL	521,788,081 fr.

parfaite : elle n'avait pas eu l'honneur de la commencer, elle n'eut pas celui de la finir.

Une pensée grande et simple présida aux premiers travaux publics de la monarchie de 1830 : elle voulut achever. Elle se porta l'héritière de toutes les époques de notre histoire. Les canaux de la restauration, les routes de l'ancienne monarchie, la vieille basilique de Saint-Denis, le Panthéon moderne, l'Arc-de-Triomphe et l'église de la Madeleine destinés aux pompes militaires et aux pompes religieuses de notre gloire, le palais d'Orsay, le Muséum des sciences naturelles et l'École des Beaux-Arts, tous ces monumens, tous ces travaux entrepris pour l'utilité, pour la grandeur ou pour l'ornement de la France, et interrompus par impuissance ou par caprice, furent repris avec persévérance, et associèrent par leur achèvement l'époque présente à tout le passé de notre histoire. Ce ne fut pas seulement un heureux démenti donné à notre proverbiale inconstance, une intention politique dirigeait cette œuvre des beaux-arts : c'était toujours le système qui voulait réunir toutes les traditions et tous les intérêts de la France.

Aux entreprises terminées succèdent bientôt des entreprises nouvelles : les palais législatifs répondent à leur grande destination, la fondation de l'abbé de l'Espée trouve un établissement digne d'elle, l'hospice de Charenton cesse d'affliger l'humanité. Les grands services publics s'installent dans de nouveaux édifices ou dans leurs anciens édifices agrandis. Une restauration ingénieuse répare les ruines de nos cathédrales et leur restitue leur solidité première, sans leur ôter les caractères de leur vénérable antiquité; rajeunie de six siècles par une main savante, la Sainte-Chapelle redevient la chapelle de saint Louis. Les anciens canaux livrés au commerce aboutissaient à des rivières d'un régime difficile et incertain : l'art qui avait créé les canaux perfectionne les rivières. De grandes lignes manquaient au réseau de nos voies navigables, l'une complétant la jonction des deux mers et réalisant enfin la pensée de Riquet et de Vauban, l'autre, pour emprunter l'expression pittoresque d'un ingénieur, détournant un bras du Rhin à Strasbourg et l'amenant à Paris : ces deux grandes lignes sont entreprises. Les routes stratégiques de l'ouest viennent en aide à la civilisation plus encore qu'à la surveillance de ce pays de guerre civile : elles pacifient la Vendée en l'enrichissant. Nos petits ports sont améliorés et multiplient sur nos côtes les points de refuge; devenus insuffisans par le progrès de notre commerce, nos grands ports sont agrandis, et la science construit les phares qui doivent en éclairer la route. De féconds encouragemens sont donnés aux premières entreprises de chemins de fer. Les travaux défensifs de la guerre ne sont pas plus négligés que les travaux reproductifs de la paix : nous relevons les remparts de nos places fortes, et nous remplissons nos arse-

naux. Comment rappeler en quelques lignes tant d'ouvrages de nature si diverse que créait sur tous les points du territoire l'activité du gouvernement, armée de la puissance du pays? Les chiffres de la dépense peuvent du moins donner une idée de l'importance des travaux accomplis. En dehors des ressources créées par les lois de 1841 et de 1842, ces ouvrages, dont nous n'avons offert qu'une énumération bien incomplète, avaient absorbé près de 650 millions (1).

A quelles sources le gouvernement pouvait-il puiser de tels trésors? Il les puisait aux sources intarissables de la prospérité publique. Son budget des recettes, plus riche d'année en année, suffisait à la fois à un meilleur entretien des travaux exécutés et à l'ouverture de travaux neufs. Les fonds de l'amortissement, devenus disponibles en grande partie par la constante élévation de la rente 5 pour 100 au-dessus du pair, reçurent dans ces grandes entreprises l'emploi le plus conforme à leur destination première.

L'institution de la caisse d'amortissement remonte à 1816. Cette caisse ajouta successivement à sa dotation annuelle les arrérages des rentes qu'elle avait rachetées. Grace à cette accumulation, sa puissance s'accrut rapidement. La rente 5 pour 100 ayant dépassé le pair, l'état ne pouvait plus continuer à l'amortir, sans payer sa libération d'un prix supérieur au maximum de sa dette. Dès 1825, la suspension de l'amortissement sur le 5 pour 100 devint une obligation légale. La création d'une rente 3 pour 100 lui rendit toute son activité, mais elle fut presque aussitôt détournée au profit de l'indemnité des émigrés. Après la révolution de 1830, l'amortissement fut rendu à sa première destination, et il profita à tous les fonds publics, tous cotés au-dessous du pair. Cependant le crédit de l'état reprit bientôt son essor; sauf de rares et courtes intermittences, tous les fonds publics, le 3 pour 100 excepté, restèrent au-dessus du pair, et jusqu'à la révolution de février, le 5 pour 100, le plus important de tous, ne redescendit jamais au-dessous. La portion de l'amortissement qui leur était destinée dut cesser de recevoir son affectation; elle fut mise en *réserve*, jusqu'à ce que la loi, qui en interdisait l'emploi primitif, lui donnât un emploi nouveau. Quel devait être cet emploi? Le fonds d'amortissement était consacré à éteindre les dettes anciennes; la réserve de l'amortissement fut naturellement consacrée à prévenir des dettes nouvelles. Ses ressources ac-

(1)

Budget annexe des travaux publics. Compte des finances de 1840, page 391..............................	93,852,000 fr.
Budget extraordinaire des travaux publics. Compte des finances de 1843, page 369........................	225,624,000
Ressources ordinaires des budgets. Mémoire de M. Laplagne, page 122..	328,135,000
TOTAL...........	647,611,000 fr.

cumulées fournirent 154 millions (1) aux besoins extraordinaires des trois premiers exercices de la monarchie de 1830; plus tard, elles formèrent le fonds extraordinaire des grands travaux publics; au 1er janvier 1846, elles leur avaient fourni 182 millions (2).

Ce ne fut pas sans objection que passa cette double affectation des réserves de l'amortissement. Tout le monde n'admettait pas qu'il fût permis d'en disposer d'une manière absolue, comme d'une ressource libre et sans emploi. Si, par l'élévation du cours au-dessus du pair, disait-on, la rente cesse d'être rachetable, on peut suspendre l'amortissement, mais on ne doit pas le supprimer. Il faut accumuler la réserve durant les cours favorables; si les circonstances ramenaient la rente au-dessous du pair, les réserves accumulées redoubleraient l'activité de l'amortissement et serviraient à la fois de point d'appui au crédit de l'état et de gage à ses créanciers.

Ce système prévalut d'abord (3) : le cours de la rente 5 pour cent n'était pas encore affermi dans l'opinion par l'expérience de plusieurs années, et le pair n'était pas tellement dépassé, qu'une chute au-dessous du pair parût presque impossible; mais la marche ascendante du crédit public, la permanence des cours du 5 pour cent bien au-dessus du pair, modifièrent bientôt un système trop rigoureux. On voulait rester fidèle au principe fondamental de l'amortissement; on voulait aussi donner un emploi utile aux réserves, qui, s'accumulant d'année en année, avaient déjà produit plus de 200 millions : on transigea entre une théorie trop rigoureuse et les convenances de la pratique; les réserves de l'amortissement devinrent le fonds extraordinaire des travaux publics, et à mesure de leur emploi, la caisse d'amortissement dut recevoir en échange une inscription de rente correspondante au capital employé. Cette rente appartenait elle-même à la réserve et était affectée au même service. C'est ce qu'on a appelé la ***consolidation des réserves de l'amortissement*** (4). On voit que les rentes que l'état créait par cette opération un peu compliquée ne constituaient point une dette obligatoire : comme les rentes rachetées, elles étaient à sa libre disposition; il pouvait, à son gré, en servir les arrérages ou s'en affranchir, suivant qu'il lui convenait mieux d'augmenter les ressources que les consolidations successives procuraient au service extraordinaire, ou de diminuer la dépense qu'elles imposaient au service ordinaire de ses budgets. L'état n'avait qu'une obligation, et jusqu'à la chute de la monarchie, il y est resté fidèle : c'était de restituer leur réserve aux fonds tombés momentanément au-dessous du pair. L'accomplissement de cette obli-

(1) Compte des finances pour 1847, page 371.
(2) *Ibid.*, page 477.
(3) Loi du 10 juin 1833.
(4) Loi du 17 mai 1837.

gation ne lui a pas imposé, du reste, de grands sacrifices, car telle a été la stabilité des cours pendant les quinze dernières années de la monarchie, que cet amortissement exceptionnel n'a employé que 2,801,000 fr. (1).

Tel était l'état des choses, lorsqu'éclatèrent les événemens de 1840. Le budget des recettes ordinaires balançait le budget des dépenses ordinaires et fournissait même une partie de la dotation des grands travaux publics; cette dotation était complétée par les réserves de l'amortissement. Les événemens de 1840 modifièrent cette situation. La question d'Égypte menaça l'Europe d'une conflagration générale; des armemens extraordinaires devinrent indispensables; la politique qui croyait à la guerre dut les faire, la politique qui croyait à la paix dut les maintenir. Dans les grandes crises, la force est nécessaire pour traiter comme pour combattre; mais il est plus difficile de poser les armes que de les prendre; les défiances réciproques survivent à ces formidables conflits, et la paix reste long-temps armée comme la guerre. On retrouve dans nos budgets les traces de cette situation incertaine. Pendant que les dépenses courantes restaient à leur niveau accoutumé, le ministère de la guerre porta rapidement les siennes de 241 million à 367 millions en 1840, et à 385 millions en 1841, et le ministère de la marine de 99 millions à 124 millions et à 130 millions (2). Les années les plus difficiles qui suivirent la révolution de juillet firent à peine peser sur nos finances des découverts plus onéreux; de 1840 à la fin de 1842, ces découverts s'élevèrent à près de 400 millions (3). Toutefois cet embarras du trésor, résultat passager d'une situation dont on entrevoyait le terme, n'ébranlait ni la sécurité, ni la prospérité publiques. La conservation de la paix était dispendieuse, mais la paix était de plus en plus assurée, et la confiance générale ne marchandait pas le prix de cette stabilité. Même en présence d'emprunts inévitables, le cours des rentes montait sans cesse, et les revenus indirects, accélérant leur progression déjà si rapide, s'élevèrent en ces trois années de 93 millions (4).

Il fallait régler la situation du trésor : si cette situation deman-

(1) Compte des finances pour 1847, page 476.

(2) *Ibid.*, pages 372-373.

(3) *Ibid.*, page 477 :

Exercice 1840.......	138,004,529 fr.	—	138,004,529 fr.
Exercice 1841.......	132,044,665 18,694,405	—	150,739,070
Exercice 1842.......		—	108,612.172
			397,355,771 fr.

(4) De 661,891,645 fr., montant des revenus indirects de 1839, à 754,851,176 fr., montant des revenus indirects de 1842.

dait de la réserve, celle du pays excluait la timidité. Un ministre des finances renommé pour sa prudence, M. Humann, le comprit à merveille. En même temps qu'il reprenait, pour éteindre les découverts du trésor, les réserves de l'amortissement, il affecta aux grands travaux publics un emprunt de 450 millions (1). Il attachait autant de prix que personne à maintenir l'équilibre dans les budgets et l'abondance dans le trésor; mais en possession d'un crédit qui allégeait les charges d'un emprunt, et de recettes croissantes qui en assuraient le service, il n'eût pas admis la pensée d'abandonner ou même de ralentir ces grandes entreprises qui secondaient si puissamment l'essor d'une prospérité qui commençait à en payer le prix. Quelque prédilection qu'on accordât aux travaux utiles, le gouvernement et les chambres furent obligés de pourvoir aux travaux purement nécessaires. La crise européenne de 1840 avait donné des avertissemens qui ne pouvaient être perdus : il ne suffisait pas de féconder le territoire, il fallait aussi le protéger, et les fortifications de Paris devinrent le rempart de la France (2).

Jusqu'alors, la construction des chemins de fer n'avait eu qu'une faible part dans les travaux extraordinaires. L'exécution du vaste réseau proposé aux chambres en 1838 avait paru dépasser les forces de l'état; l'industrie privée avait fléchi sous ses premières tentatives. Des questions de système avaient rempli sans fruit toutes les discussions. Tous les systèmes furent essayés en 1840. Le gouvernement fit quelques concessions à des compagnies, il en encouragea d'autres par des prêts, il exécuta quelques lignes à ses frais. Ces premiers essais honorent l'administration de M. le comte Jaubert, et ils ont porté plus tard les plus heureux fruits. Toutefois l'unité manquait encore à ces essais. Le réseau des chemins de fer de France n'était pas même tracé par une loi.

Ce ne fut qu'en 1842 que le gouvernement aborda cette grande et difficile entreprise. Il n'était plus permis d'hésiter. L'activité de l'Europe devenait un danger et presque une honte pour l'irrésolution de la France. Une loi, souvent citée dans l'histoire de nos travaux publics (3), arrêta les grandes lignes qui devaient partir de Paris comme centre, et rayonner vers toutes nos frontières. Les frais d'établissement furent partagés entre l'industrie et l'état; l'exploitation fut réservée à l'industrie. Ce système ne demandait pas assez à l'industrie; mais,

(1) Loi du 25 juin 1841.

(2) Travaux autorisés par la loi du 25 juin 1841 :

Travaux civils	220,769,000 fr.
Travaux militaires	225,052,000
Travaux maritimes	51,000,000
	496,821,000 fr.

(3) Loi du 11 juin 1842.

après tant d'ajournemens, une solution quelconque était un bienfait. L'expérience a prouvé que la solution qui prévalut pouvait être améliorée : à cette époque, elle était la seule praticable. La charge de l'état, quoique réduite, n'en était pas moins lourde; des ressources extraordinaires étaient indispensables pour la supporter. L'appel fait récemment au crédit ne permettait pas, pendant quelques années, d'y recourir encore; les réserves de l'amortissement appartenaient aux trois exercices dont l'équilibre avait été rompu, mais le rétablissement de cet équilibre paraissait prochain; les réserves de l'amortissement redevenaient la ressource de l'avenir, et la dette flottante fut la ressource provisoire qui permit de l'attendre.

Quoique ces prévisions aient été déçues, il ne fut pas téméraire de les concevoir. L'affermissement de la paix faisait décroître rapidement les découverts du trésor : l'exercice 1843 laissa moins de 40 millions à la charge de la réserve, qui s'élevait déjà à près de 70 millions; l'exercice 1844 n'effleura pas même la sienne; l'exercice 1845 eut un excédant de recettes, et les réserves de ces trois exercices eussent fourni aux grands travaux publics 178 millions, si les charges imprévues des trois exercices précédens n'eussent absorbé d'avance cette ressource (1). Cette pénible liquidation touchait à son terme, et l'exercice 1846 s'ouvrait avec une réserve disponible, lorsque les plus grandes calamités physiques vinrent fondre à la fois sur la France. Les désastres des inondations furent aggravés encore par la disette. Pendant que des crues presque sans exemple détruisaient les ressources de plusieurs départemens, l'insuffisance de la récolte en céréales et la hausse extraordinaire des prix désolaient tout le territoire. L'Europe entière était soumise à une crise commerciale compliquée d'une crise monétaire. Les salaires manquaient au travail, et les ressources à la bienfaisance. Le dévouement du gouvernement répondit à la courageuse résignation du pays. Il usa largement des crédits qui lui étaient alloués; il ne craignit pas d'en demander de nouveaux. Il ferma, sans perdre un moment, les brèches des rivières débordées, et trouva ainsi dans le désastre même une occasion de soulagement pour les populations qui en avaient le plus souffert; il redoubla d'activité dans ses travaux ouverts, et en ouvrit de nouveaux que, dans d'autres temps, il aurait ajournés; il pressa, par ses encouragemens, toutes les communes de France à suivre son exemple, et les travaux des chemins vicinaux, subventionnés par l'état, créèrent un vaste atelier national dans tout le royaume. Il hâta les arrivages des grains en employant les vaisseaux de l'état à remorquer les bâtimens du commerce, dans les détroits des Dardanelles et de Gibraltar, et, admirablement secondé par

(1) Compte des finances pour 1847, pages 477 et 488.

les compagnies de chemins de fer et de canaux, il suspendit les droits de péage qui grevaient des transports déjà si renchéris. Il donna enfin à la charité le concours de la bienfaisance publique. Sans doute, dans cette lamentable année, quelques désordres et de grandes misères ne purent pas être évités; mais le pays supporta noblement ces maux, et le gouvernement put peut-être revendiquer l'honneur d'avoir servi dignement le pays. Des causes bien différentes ont ramené bientôt après la même détresse, et les populations furent éprouvées par les révolutions plus sévèrement encore que par les inondations et par la disette. Le trésor de l'état s'ouvrit de nouveau, et s'épuisa même pour les secourir; elles pourraient dire aujourd'hui si elles furent mieux secourues par le gouvernement qui songeait surtout à les servir que par le gouvernement qui songeait surtout à leur plaire.

La dépense des services du budget ne fut pas moins affectée par les circonstances que la situation générale du pays. Il fallut fortifier la surveillance pour assurer la libre circulation des grains et la libre fréquentation des marchés. Il fallut mettre à l'abri du découragement ou des tentations de la misère les agens les moins rétribués qui veillent à la sûreté publique ou à la perception des impôts. Le renchérissement des vivres et des fourrages fit plus que doubler les dépenses les plus importantes de la guerre et de la marine. Tous ces efforts à faire, tous ces sacrifices à subir ont dû laisser de profondes traces dans les comptes des ministères sur qui pesa principalement le poids de ces deux années : le ministère de l'intérieur fut obligé d'élever ses dépenses de 112 millions à 120 millions la première année, et à 142 millions la seconde; celui des travaux publics, de 61 millions à 66 millions, et à 70 millions; celui de la guerre, de 302 millions à 331 millions, et à 353 millions; celui de la marine, de 114 millions à 130 millions, et à 132 millions (1). Qui pourrait s'étonner, dès-lors, que les exercices 1846 et 1847 aient laissé un découvert, le premier de 41 millions, le second de 109 millions, et que les réserves de ces deux exercices aient été absorbées par cet excédant de dépenses si imprévu et si accablant ?

Ce fut ainsi que les réserves de l'amortissement échappèrent encore aux grands travaux publics, au moment même où cette ressource leur paraissait enfin assurée. D'heureuses modifications venaient d'être introduites dans les conditions financières de ces travaux. Le succès inespéré des chemins d'Orléans et de Rouen avait ranimé l'industrie privée. Sur les lignes les plus importantes, l'état était affranchi de tout concours dans la dépense d'exécution. Une compagnie lui achetait le chemin du Nord et se chargeait de construire divers embranchemens; une compagnie lui remboursait le prix des travaux faits sur le chemin

(1) Compte des finances pour 1847, pages 372 et 373.

de Lyon, et se chargeait de les terminer; une compagnie entreprenait à ses frais le chemin de Lyon à Avignon. Ainsi dégagée d'obligations importantes, l'administration redoublait d'activité sur les chemins dont l'exécution lui restait confiée; mais cette activité même imposait au trésor un lourd fardeau : privé, par un ajournement momentané, des réserves de l'amortissement, il faisait provisoirement supporter le poids de ses dépenses par la dette flottante. Cette situation provisoire ne pouvait plus s'aggraver sans danger : l'administration des finances dégagea le service de la trésorerie en négociant, avec l'autorisation législative, un emprunt de 250 millions (1). Au milieu de la crise du commerce européen, lorsque la Banque de France, pour la première fois depuis bien des années, avait haussé le taux de ses escomptes, lorsque la banque d'Angleterre avait limité les siens, même en en relevant considérablement le taux, lorsqu'une baisse générale déprimait le cours de tous les fonds publics dans toutes les bourses de l'Europe, le gouvernement de juillet, encore en plein crédit trois mois avant sa chute, adjugea sans peine son emprunt un peu au-dessous de 4 p. 100. C'est le dernier acte financier de la monarchie. Il n'échappa point aux critiques de ceux qui la renversèrent depuis, et qui, après l'avoir remplacée, se sont trouvés très heureux d'obtenir, pour 5 francs de rente, exactement le même capital que la monarchie avait obtenu pour une rente de 3 francs.

Telle eût donc été la situation financière du dernier gouvernement, si elle eût pu être liquidée tout à coup au 1er janvier 1848 : tous les découverts du service ordinaire étaient éteints, à une légère différence près, qui allait disparaître dans l'exercice suivant; toutes les avances du service extraordinaire étaient couvertes par des ressources assurées, et déjà même en partie réalisées. Pourquoi donc M. le ministre des finances, dans l'exposé des motifs du budget de 1850, fait-il ressortir, à la date que nous venons d'indiquer, un découvert de 441 millions imputable aux travaux publics? Pourquoi s'autorise-t-il de cette circonstance pour reporter en partie sur le dernier gouvernement la responsabilité de la situation à laquelle il est obligé de faire face avec tant d'efforts et au prix de tant de sacrifices?

Cette allégation nous a jeté dans une pénible surprise. Qu'est-ce donc qu'un *découvert?* n'est-ce pas une dépense faite sans une ressource correspondante, une avance sans gage, qui doit être supportée par la dette flottante jusqu'à ce qu'il soit créé une ressource pour la *couvrir?* S'il en est ainsi, le service des travaux extraordinaires n'a laissé, au 1er janvier 1848, aucun découvert à la charge du trésor. M. le ministre des finances additionne avec soin toutes les dépenses de ce service; mais il en oublie toutes les ressources. Il compte dans les

(1) Emprunt du 10 novembre 1847.

découverts 136 millions pour les travaux des chemins du Nord et de Lyon, et il oublie que deux compagnies en devaient et avaient même commencé à en payer le prix! Il compte dans les découverts les prêts faits aux compagnies de chemins de fer, et il oublie que ces prêts sont remboursables et qu'ils sont remboursés par à-compte chaque année! Il compte dans les découverts toutes les dépenses faites pour le chemin de Tours à Nantes, et il oublie que la compagnie concessionnaire de ce chemin est débitrice du prix des terrains que l'état a payés pour elle! Mais voici une omission plus importante encore : l'état pouvait disposer du produit de l'emprunt de 1847, puisqu'il laissait dans le service ordinaire les fonds suffisans pour en servir les arrérages et l'amortissement; 82 millions avaient été versés à-compte sur cet emprunt; cet à-compte figurait, le 24 février 1848, dans l'encaisse du trésor; 162 millions restaient à verser, et M. le ministre des finances passe sous silence ces immenses ressources, et il accable le gouvernement déchu sous la responsabilité d'un découvert de 441 millions! Il semble ne pas soupçonner que des recettes, nées des travaux mêmes, compensent une grande partie de ce découvert et le réduisent à près de moitié, et que l'autre moitié est couverte et au-delà par des ressources réalisées ou prochainement réalisables (1). Singulière inadvertance! Parcourez le

(1) Liquidation du découvert résultant des dépenses faites pour travaux extraordinaires :

Découvert			441,000,000 fr.
1° Ressources provenant d'une partie des travaux cédés à des compagnies.			
Chemin du Nord	93,592,000 fr.		
Chemin de Lyon	42,000,000		
Prix des terrains du chemin de Tours à Nantes, avancé par l'état et dû par la compagnie, évalué provisoirement et sauf règlement à...	6,000,000		
Prix des terrains de l'hôtel des affaires étrangères, remplacé par le nouvel hôtel construit près du palais de l'assemblée, évalué provisoirement à	7,000,000	148,592,000 fr.	
2° Ressources provenant des remboursemens pour prêts faits à diverses compagnies (Compte des finances pour 1847, page 647)		56,268,000	
3° Ressources provenant de l'emprunt de 1847 :			
Versemens effectués et existant dans l'encaisse du trésor le 24 février.	82,000,000		
Versemens à affectuer	168,000,000	250,000,000	454,860,000
Excédant des ressources sur le découvert			13,860,000 fr.

budget de 1850, vous y verrez figurer, à titre de *recettes ordinaires*, les versemens des compagnies, tandis que les travaux extraordinaires dont ces versemens sont le prix figurent, à titre de découverts, dans l'exposé des motifs! Que les écritures doivent être tenues ainsi, cela se peut, et nous ne voulons pas y contredire; mais, dans l'exposé des motifs, il s'agit de la responsabilité du dernier gouvernement, et non pas de l'ordre des écritures. Le gouvernement provisoire a long-temps abusé contre les finances de la monarchie de cet art de grouper les chiffres: il était digne de la loyauté de M. le ministre des finances d'empêcher que l'opinion publique fût plus long-temps trompée par les fausses apparences d'une comptabilité qui met les avances au passif de la monarchie et les recouvremens à l'actif de la république.

Nous avons donc le droit de conclure que, pour tous les services, les finances de la monarchie étaient parfaitement liquides à sa chute. Que seraient-elles devenues dans l'avenir? Nous sortons ici du domaine des faits pour entrer dans celui des conjectures; n'importe, nous y suivrons les plus ardens ennemis du dernier gouvernement, nous démontrerons la fausseté de leurs hypothèses; mais c'est avec ces hypothèses même que nous essaierons de dire quel eût été l'avenir.

Trois accusations ont été dirigées contre le dernier gouvernement: il a, dit-on, exagéré les dépenses ordinaires, et il ne pouvait plus désormais régler un budget sans déficit; il a exagéré la dépense extraordinaire des travaux publics, et il avait contracté des engagemens qu'il n'aurait pas pu remplir; il a exagéré enfin la dette flottante, et il avait par-là préparé pour lui-même les embarras financiers sous lesquels a fléchi le gouvernement qui l'a remplacé.

Examinons successivement ces trois reproches.

Les dépenses ordinaires se sont accrues sous la monarchie de 1830: le fait est incontestable. Quelles sont les causes de cet accroissement?

Le budget des dépenses se divise en plusieurs parties : la dette publique, les frais de perception du revenu public, les restitutions opérées sur ce revenu, les services généraux des divers départemens ministériels.

La dette publique représente les engagemens du passé et les emprunts faits à l'avenir. Nous avons vu quelle était la part du gouvernement de juillet dans la dette publique; nous nous contentons de rappeler qu'il a largement payé cette part par plus de 1,500 millions de grands travaux exécutés pendant sa durée (1).

(1)

Travaux faits en dehors des lois de 1841 et de 1842. Voir l'état ci-dessus, page 900	647,000,000 fr.
Travaux exécutés en vertu de la loi du 25 juin 1841	450,000,000
Travaux exécutés en vertu de la loi du 11 juin 1842	441,000,000
Total	1,538,000,000 fr.

Les frais de régie et de perception du revenu public se proportionnent naturellement à l'importance de ce revenu. Toutefois la progression de la dépense ne doit pas être la même que celle de la recette : le taux de la rémunération doit décroître à mesure qu'il reçoit une application plus étendue; mais, si cela est vrai pour la perception du revenu qui a son origine dans un impôt, il ne peut pas en être ainsi pour la perception du revenu qui a son origine dans un monopole, et qui est le prix d'un service rendu par l'état aux contribuables. La fabrication du tabac, par exemple, a pris un accroissement considérable; mais cet accroissement, source d'une dépense, a été la source d'une recette beaucoup plus considérable. L'administration de la poste aux lettres a amélioré tous ses services; elle a augmenté le nombre de ses lignes, la rapidité de ses transmissions, la fréquence de ses distributions : une augmentation de 18 millions dans les frais de régie a payé le prix de ces améliorations; mais, si les dépenses se sont élevées, les recettes ont monté encore plus haut : l'état a un peu gagné, le public a gagné beaucoup plus. Comparons maintenant les deux termes dans lesquels se résume cette question : l'administration a perçu 992 millions en 1829, et elle a dépensé 128 millions pour les percevoir; l'administration a perçu 1,334 millions en 1847, avec une dépense de 154 millions : la proportion de l'augmentation dans les frais ne reste-t-elle pas, malgré le perfectionnement des services, bien au-dessous de celle de l'augmentation dans les recouvremens?

Le trésor ne recouvre pas pour lui seul, et même il ne garde pas tout ce qu'il recouvre pour son compte. Il est le percepteur et le caissier des communes : il reçoit et il leur rend le produit des centimes additionnels imposés pour payer leurs divers services; c'est une recette purement nominale; elle s'élève ou s'abaisse suivant l'activité des travaux communaux; elle atteint aujourd'hui 50 millions. Le trésor reçoit les droits de douanes sur toutes les matières premières extraites de ses entrepôts; mais, si ces matières premières sont exportées sous forme de marchandises fabriquées, il restitue les droits qu'il a perçus. Sans cette restitution, la concurrence sur les marchés étrangers serait interdite à nos fabricans. Le revenu public est privé d'un bénéfice, mais le travail national bénéficie d'une main-d'œuvre. Ainsi, dans les frais de perception, l'accroissement de dépense indique un accroissement plus considérable de recettes; dans les restitutions, l'accroissement de dépense est indifférent; il est couvert par une recette exactement équivalente. C'est donc fausser la comparaison des dépenses de deux exercices que d'y comprendre ces deux parties du budget.

Tout l'intérêt de cette comparaison se concentre sur les services généraux des départemens ministériels. Considérons séparément les services militaires; ils se règlent par d'autres causes que les services civils;

il arrive presque toujours qu'on n'est pas libre d'accroître les uns; c'est presque toujours volontairement qu'on accroît les autres. A la rigueur, une nation peut s'arrêter et reculer même dans la voie des améliorations intérieures; dans la détermination de ses forces, elle ne peut pas ne pas tenir compte des exigences de sa sûreté et des éventualités de la politique.

En 1829, les dépenses du ministère de la guerre se sont élevées à 214 millions, et celles du ministère de la marine à 73 millions; en 1845 (nous écartons les deux exercices suivans, comme trop fortement influencés par l'énorme enchérissement des vivres et des fourrages), en 1845, ces dépenses se sont élevées à 302 millions pour le premier, et à 92 millions pour le second; de nombreuses améliorations dans la flotte et dans l'armée ont une part dans cet accroissement considérable, mais à quoi bon les énumérer? Cet accroissement s'explique presque tout entier par deux grands faits politiques: l'agrandissement de notre puissance navale et la conquête de l'Algérie.

On ne peut pas nier que l'extension de nos armemens et de nos établissemens maritimes a été conforme au vœu du pays. Sur cette question, à toutes les époques, le gouvernement a été en arrière de l'opinion publique, il la retenait au lieu de l'exciter : il n'ignorait pas que la force maritime d'un grand état ne se mesure pas d'une manière absolue, et qu'elle réside principalement dans sa relation avec celle des autres puissances; il n'ignorait pas qu'un armement à Brest ajouterait peu de chose à notre force navale, s'il provoquait un armement à Portsmouth, mais il connaissait la susceptibilité nationale sur la prépondérance maritime; il savait que c'était le dernier vestige de la rivalité qui a si long-temps divisé la France et l'Angleterre, et que l'opinion publique désavouerait une amitié qui semblerait achetée par un sacrifice. Or, sa politique était d'unir les deux pays dans une entente cordiale; elle a été continuée avec abandon par ceux qui la lui ont si long-temps reprochée. Sous la monarchie de 1830, elle a plus d'une fois rencontré une assez vive résistance dans des ressentimens mal éteints. Pour servir le pays, en la pratiquant, le gouvernement a risqué plus d'une fois de lui déplaire, et on reconnaîtra sans doute qu'il n'eût été ni patriotique ni habile d'aggraver les difficultés de cette politique en refusant aux préventions du pays quelques satisfactions qui servaient, après tout, à la protection et au développement de son commerce maritime.

Nous n'appelons pas un préjugé national la passion de la France pour l'Algérie. Cette passion lui a donné un empire et une armée. Quelle sera la grandeur de cet empire? nul n'oserait le prédire encore; mais qui oserait contester que l'armée d'Afrique a sauvé la France? Elle a donné son sang à toutes les nobles causes; elle a pacifié et illustré le

pays, elle est notre force et notre gloire. L'occupation d'Afrique a agrandi l'influence plus encore que les possessions de la France; elle a montré que nous avions l'esprit de suite comme l'esprit d'entreprise; puisse-t-elle montrer aussi que nous avons l'esprit de colonisation comme l'esprit de conquête! De tels succès ne portent guère leurs fruits que pour l'avenir; le présent n'a que les efforts et les sacrifices. Il eût été juste peut-être de rejeter sur les générations qui doivent nous suivre une partie du fardeau financier. Le gouvernement ne l'a pas voulu, l'occupation d'Afrique a été constamment une dépense ordinaire. Durant dix-sept années, la monarchie de 1830 a vaincu, pacifié, civilisé l'Afrique sans emprunts. La restauration avait donné Alger à la France; la monarchie de 1830 lui a donné l'Algérie; l'une n'est tombée que le lendemain de sa victoire, l'autre n'est tombée qu'au terme de sa conquête. C'est une ressemblance dont elles peuvent s'honorer toutes deux.

L'accroissement de la dépense des services civils n'a pas été aussi considérable que celle des services militaires. Avant d'en examiner les causes, il importe de remarquer que la marche ascendante des dépenses ordinaires est un fait normal dans un pays en progrès. Comme les individus qui s'enrichissent, les peuples qui prospèrent changent leur vie avec leur fortune. Leur civilisation devient plus élégante et plus chère; dans l'ordre moral, dans l'ordre matériel, ils ont des goûts et des besoins nouveaux qui ne sont satisfaits que par de nouvelles dépenses. Si l'administration réalise par elle-même tous ces progrès, et si la comptabilité centralise toutes les dépenses, tout accroissement du bien-être figure en accroissement de charges au budget de l'état; mais dans les pays où les localités s'administrent sans contrôle, et même où l'industrie privée occupe une grande place dans les services publics, la dépense de ces améliorations successives se dissimule sous des péages ou se dissémine dans les comptes des autorités locales. Qui n'a entendu parler des chemins vicinaux et des routes de l'Angleterre? On a dit avec raison qu'on ne trouverait pas une ornière dans tout le royaume. A la construction des voies de terre a succédé celle des canaux, à la construction des canaux a succédé celle des chemins de fer. Ces travaux gigantesques ont coûté plusieurs milliards; leur entretien seul coûte des centaines de millions. Cherchez dans les budgets du royaume-uni la trace des frais d'entretien ou de premier établissement; à quelque époque que vous remontiez, vous ne la trouverez nulle part : ce sont les taxes levées sur les propriétaires, ce sont les péages levés sur les voyageurs et sur les marchandises qui ont créé ces merveilleux travaux. Combien d'autres exemples ne pourrions-nous pas citer encore! Qui ouvre ces musées, ces cours publics, ces écoles? qui fonde ces chapelles, ces hospices, ces asiles? C'est l'amour

des lettres, c'est la charité, c'est la piété du public, inépuisable dans ses ressources, infatigable dans son activité. On a quelquefois comparé les dépenses publiques de la France et de l'Angleterre : l'inexactitude de la comparaison sauterait aux yeux, si elle se faisait ministère par ministère; on serait tout surpris de trouver que trois ou quatre ministères français seraient des sinécures en Angleterre : c'est le public qui en est chargé.

Il ne faut donc pas s'étonner si, dans les services civils, nos dépenses se sont élevées d'année en année. On pourrait presque dire qu'il n'y a que deux espèces de budget en France, celui de chacun et celui de tous. Le budget des départemens et des communes fait partie du budget de l'état : ce qu'ils font, grace à notre comptabilité centralisée, c'est l'état qui semble le faire et qui semble le payer. Tous les progrès civils de la France depuis dix-huit ans sont représentés par un accroissement de dépenses de 110 à 120 millions (1). Il y a quelques années, un honorable membre de la chambre des députés crut avoir découvert que depuis huit ans on avait créé plus de quarante mille fonctionnaires publics; c'était le grand secret révélé, secret de ruine financière et de corruption électorale! A 3,000 fr. par fonctionnaire nouveau, c'était juste les 120 millions. Quels étaient donc ces sinécuristes dont le vote était payé grassement au budget? La liste a été publiée : c'étaient principalement des facteurs ruraux et des douaniers.

Il serait fastidieux d'entrer dans le détail du chiffre d'accroissement que nous avons indiqué. Les dépenses des départemens et des communes en absorbent plus de la moitié; le meilleur entretien des travaux anciens, l'entretien des travaux neufs, l'augmentation du nombre des ingénieurs proportionnelle à l'extension de tous ces travaux, telles sont les causes d'un accroissement de dépenses de plus de 25 millions. Regardez de plus près encore : que trouvez-vous? De gros traitemens, comme on avait coutume de le dire? Non, mais les premières nécessités de la vie assurées dans les rangs inférieurs de la magistrature et du clergé. Que trouvez-vous encore? Quelques nouvelles chaires et quelques nouveaux colléges, des encouragemens à l'instruction publique, à l'agriculture, au commerce. Voilà tout, ou presque tout du moins, et si nous voulions justifier d'un seul mot toutes ces dépenses, nous dirions : Le gouvernement nouveau, qui a si vivement critiqué les prodigalités prétendues du dernier gouvernement, qui est voué à l'économie par ses critiques même, par sa situation financière et par son principe, n'a pu, dans le budget de 1850, qui doit rétablir l'équilibre financier, réduire que 6 millions sur les services civils de l'année la plus calamiteuse de la monarchie.

(1) L'augmentation a été plus grande en 1846 et en 1847 par des raisons déjà expliquées.

Mais qu'importe la légitimité des dépenses, si les ressources manquent pour les acquitter? Or, n'est-il pas évident, dit-on, que la monarchie était à bout de voies, que son dernier budget présentait un déficit de 109 millions, déficit que les budgets suivans devaient reproduire et aggraver d'année en année?

Rien n'est plus contraire à la raison et à l'équité que de choisir une année calamiteuse pour servir de base à l'appréciation d'une situation financière. Nous avons retracé plus haut les malheurs de cet exercice. Qu'on retranche de ce déficit toutes les dépenses imprévues qu'ont entraînées ces malheurs, et on le verra disparaître pièce à pièce. Pour juger des finances de la monarchie, nous avons suivi sans hésiter M. le ministre des finances sur le terrain qu'il avait choisi. Les années écoulées de 1840 à 1847 ont été les années les plus agitées et les plus dispendieuses du gouvernement de juillet; sur ces huit années, trois ont supporté le poids d'une guerre imminente ou d'une paix armée, deux ont supporté le poids des inondations, d'une crise commerciale et de la famine. A quelle plus rude épreuve peuvent être mises les finances d'un pays? Et cependant, ni son crédit, ni ses recettes n'ont failli; il n'a contracté d'emprunt que pour ses grands travaux, et l'emprunt le plus favorable qui ait jamais été contracté en France date de cette époque (1). Il n'a pas diminué d'un centime le fonds d'amortissement des rentes, dont le cours était inférieur au pair; il n'a ni établi, ni aggravé aucun impôt, et, sauf ce reliquat de 13 millions, unique arriéré de dix-huit ans de règne, il lui a suffi, pour faire face à toutes ses charges, des réserves de l'amortissement, que l'affermissement de son crédit laissait disponibles entre ses mains. Si jamais les finances d'un pays n'ont subi une plus rude épreuve, jamais elles ne l'ont mieux supportée. Que ne devait-on pas attendre d'une année qui s'ouvrait sous de meilleurs auspices, lorsque le bienfait d'une abondante récolte soulageait déjà les misères privées, réduisait les dépenses publiques, et rendait aux divers emplois de l'activité commerciale les capitaux absorbés depuis dix-huit mois par les approvisionnemens d'urgence exigés par la disette!

Le gouvernement provisoire a pourtant condamné ces espérances; les états de situation provisoire qu'il a publiés font ressortir, pour 1848, un découvert de 76 millions (2). Nous pourrions accepter le chiffre

(1) Emprunt de 1844, contracté par M. Laplagne, en 3 pour 100, à 84 75.

(2) Exposé des motifs du budget rectifié de 1848. M. le ministre des finances dit, dans l'exposé des motifs du budget de 1850, page 8, « qu'*au moment où il fut voté*, le budget de l'année 1848 admettait dans ses prévisions *un découvert de 48 millions sur le service ordinaire.* » C'est une erreur capitale. Le budget de 1848 a été voté avec un *excédant de recettes de 9,296,340 francs pour le service ordinaire*. Le chiffre de 48 millions donné par M. le ministre est celui du découvert résultant de *tous les crédits supplémen-*

sans le discuter, car la réserve de l'amortissement excédait de 6 millions ce découvert prétendu, et à ce prix, qu'on ne l'oublie pas, le service de l'emprunt de 1847 était assuré; mais par quels tristes artifices ce découvert a été construit! On ajoutait aux crédits primitifs du budget tous les crédits de toute nature dont la demande avait été faite ou pouvait être prévue, et on composait du total la dépense de l'exercice. On oubliait, dans ce calcul, que les crédits demandés ne sont jamais épuisés, qu'il n'y a pas un seul règlement d'exercice qui ne prononce des annulations de crédits pour 20 à 30 millions, que les situations définitives réduisent toujours les charges des situations provisoires, et, pour emprunter un exemple au premier budget du nouveau gouvernement, le compte des finances pour 1848 annonce la réduction à 13 millions d'un découvert que M. le ministre des finances évaluait, il y a deux mois à peine, à 72 millions.

Le même artifice qui a exagéré les dépenses a atténué les recettes. Les recettes prévues pour 1848 étaient fondées, suivant l'usage, sur les recettes réalisées en 1846, à quelques modifications près justifiées par des circonstances spéciales. Le progrès constant du revenu public dépassait toujours ces prévisions, et devait d'autant plus les dépasser, que deux ans d'intervalle séparaient l'évaluation de la réalisation. En règlement d'exercice, les recettes ordinaires de 1845 ont dépassé les évaluations du budget de 45 millions, celles de 1846 ont dépassé les évaluations du budget de 36 millions (1). Le règlement de l'exercice 1847 fait seul exception à cette progression soutenue; les évaluations du budget ont été atteintes, mais elles n'ont pas été dépassées. Sauf les douanes cependant, toutes les parties du revenu indirect ont suivi leur marche ascendante; mais le produit des douanes a rétrogradé de 17 millions, et cette seule diminution a absorbé toutes les augmentations. Il est facile de se rendre compte de cette exception bien passagère. L'extrême renchérissement des grains a donné lieu à une importation extraordinaire (2). La plus grande partie de cette importation appartient à l'année 1847; beaucoup de capitaux, beaucoup de navires y étaient employés. Tous les droits d'entrée étaient supprimés. Ce commerce si nécessaire, mais improductif pour la douane, prenait la place d'affaires fructueuses pour le trésor. Cette exception n'était évidem-

taires et extraordinaires demandés ou *prévus pour cet exercice*. Ce découvert devait nécessairement être réduit par la liquidation des dépenses et par l'augmentation habituelle des recettes.

(1) Lois de règlement des 20 juillet et 8 décembre 1848.

(2) D'après les évaluations du ministère du commerce, l'importation extraordinaire (déduction faite de la moyenne des importations ordinaires) a été de 9,200,000 quintaux métriques de farines, froment et autres grains, et d'une valeur approximative de 276 millions de francs.

ment que temporaire; les rédacteurs de la situation provisoire en firent l'application à l'exercice 1848, et, tandis que tout présageait à cet exercice une plus-value considérable sur ses recettes, on lui supposa au contraire une insuffisance; ce fut ainsi qu'on créa un découvert qui absorbait presque toute la réserve de l'amortissement, dont le règlement probable de l'exercice devait laisser une bonne part à la disposition des travaux extraordinaires.

Ces travaux ont été le texte de bien des attaques, et même, pour les multiplier, les adversaires du gouvernement ne se sont pas fait faute de se contredire. On disait que le réseau de canaux et de chemins de fer était un réseau de corruption électorale jeté sur la France, comme si la France était géographiquement divisée en deux grands camps politiques, et que le gouvernement pût diriger les lignes navigables et les voies ferrées vers le camp de ses amis et les détourner du camp de ses adversaires! On disait que le gouvernement aurait dû exécuter une seule ligne de chemin de fer et ajourner tout le reste, comme si une seule ligne pouvait desservir tous les intérêts généraux, et qu'il fût possible de refuser toute satisfaction à plus de la moitié de la France, en la faisant concourir à la satisfaction exclusive de l'autre moitié! On disait que le gouvernement aurait dû construire lui-même tous les chemins de fer, et affranchir ces nouvelles voies de circulation de la domination des compagnies, comme si les ressources de l'état pouvaient suffire à une telle entreprise, et que l'état eût quelque intérêt à construire des voies de communication que, de l'aveu de tous, il ne peut pas exploiter! On disait en même temps que l'état aurait dû abandonner tous les chemins aux compagnies et exonérer le trésor de charges accablantes, comme si la comparaison des recettes et des dépenses ne démontrait pas avec évidence que, pour la plupart de nos grandes lignes, l'intérêt du capital employé à les construire ne pouvait pas être servi même par des péages perpétuels! Vous n'avez pas assez de confiance dans les compagnies, disaient les uns : les déchéances encourues ont prouvé qu'elles ne pouvaient pas tout faire. Vous faites des conditions trop favorables aux compagnies, disaient les autres : même avant la révolution de février, le cours des actions avait répondu. On reprochait au gouvernement de donner les actions de chemins de fer en proie à l'agiotage, et l'agiotage, qui se nourrit de chances illimitées, prenait pour programme les discours des adversaires du gouvernement, et jetait à la crédulité publique leurs calculs, si cruellement démentis par l'expérience. On lui reprochait d'entreprendre des ouvrages improductifs, et l'un de ces ouvrages, le plus attaqué, le canal latéral à la Garonne, a eu, dès l'ouverture de sa première section, une circulation presque égale à celle de nos anciens canaux les plus fré-

quentés (1)! On lui reprochait d'éparpiller ses travaux, de tout entreprendre et de ne rien finir, et il a laissé 2,000 kilomètres de chemins de fer en exploitation, et 1,000 kilomètres à la veille d'être exploités! Le gouvernement qui les inaugure ne se fait pas sans doute l'illusion qu'il les a construits : ce sont les travaux de la monarchie qui ont préparé les fêtes de la république.

Toutes ces objections, et bien d'autres encore, sont oubliées aujourd'hui; une seule objection demeure et mérite d'être examinée. Le gouvernement n'avait-il pas trop entrepris, et les ressources ne lui auraient-elles pas fait défaut pour mener à fin une si grande entreprise? Mesurons-en d'abord l'étendue. Il ne faudrait pas croire que tous les crédits ouverts dussent être employés. Le système des concessions avait fait de grands progrès, il avait allégé les charges de l'état, peut-être devait-il les alléger encore; mais enfin, au 1er janvier 1848, la dépense des travaux qui étaient déjà exécutés, ou qui devaient s'exécuter dans les conditions financières de la loi du 11 juin 1842, s'élevait à 1,081,000,000 de francs. C'est un chiffre convenu; il a été établi dans un document du dernier gouvernement et accepté dans un document du gouvernement nouveau (2). C'étaient les projets d'un temps de paix conçus pour un temps de paix. L'état n'avait d'engagement qu'avec quelques compagnies concessionnaires. Si les circonstances avaient changé, il pouvait ajourner ou ralentir tous les travaux non concédés: tels étaient le prolongement du chemin de l'ouest et du double chemin du centre; tels étaient encore les travaux de routes, de ports, de canaux et de rivières. Dans des circonstances difficiles, l'état restait libre de réduire ses projets; dans des circonstances favorables, il pouvait les exécuter jusqu'au bout.

Déjà même cette vaste entreprise était presque au milieu de son cours. Sur 1 milliard 81 millions, nous avons vu qu'au 1er janvier 1848, 441 millions étaient dépensés et payés. Cette dépense, il est vrai, avait été en grande partie supportée provisoirement par la dette flottante; mais nous avons vu aussi que les ressources étaient prêtes pour la dégager (3). Il restait donc à pourvoir, dans une série de plusieurs années, à 640 millions de ressources.

Il eût été imprudent de compter exclusivement sur les réserves de l'amortissement. C'eût été compromettre ou du moins retarder beaucoup la libération de l'état. L'expérience avait appris que, dans une

(1) En 1846, la circulation a été de 90,962 tonnes, parcourant toute la distance; en 1847, elle a été de 147,179 tonnes.

(2) Exposé des motifs du 3 janvier 1848. — Rapport au gouvernement provisoire du 9 mars suivant.

(3) Voir plus haut, page 907, en note.

série d'années très difficiles, ces réserves pouvaient être engagées aux découverts du trésor. Il ne fallait pas s'attendre aveuglément à une série d'années faciles qui les aurait complétement dégagées; mais aussi c'eût été porter bien loin la prudence que de prendre les huit dernières années pour base des calculs sur l'avenir. Admettons cependant cette hypothèse : la liquidation de ces huit dernières années a demandé 492 millions aux réserves de l'amortissement, c'est-à-dire environ 61 millions par an. Admettons, contre toute vraisemblance, que les huit années à venir eussent exigé le même sacrifice. Les réserves de l'amortissement s'élevaient, en 1848, à 81 millions; fixons-les irrévocablement à ce chiffre, en supposant, pour plus de simplicité, qu'on eût arrêté l'opération progressive des consolidations. C'était assurément une ressource disponible pour le trésor, car, pour que l'amortissement pût la lui reprendre, il eût fallu que le cours des rentes autres que le 3 pour 100 tombât au-dessous du pair, et cette éventualité n'était pas à prévoir, même comme un incident passager. Opérons sur cette réserve le prélèvement de 61 millions, dont, à titre d'hypothèse extrême, nous avons admis la probabilité : il reste 20 millions de rentes disponibles. L'état pouvait disposer encore de 17,602,000 francs de rentes rachetées, actuellement affectées à l'amortissement du 3 pour 100 (1). Le trésor possédait donc 37,600,000 francs de rentes qu'il pouvait aliéner à sa volonté, tout en restant dans la stricte exécution des lois constitutives de l'amortissement. Ainsi, sans encombrer le marché par des inscriptions nouvelles, sans imposer aucune charge nouvelle au budget, il pouvait réaliser, par des aliénations successives, un capital bien supérieur à celui qu'exigeait l'achèvement de son entreprise. Ajoutons enfin que la dette flottante, ramenée dans ses plus étroites limites par les versemens du dernier emprunt, permettait au gouvernement de régler ses aliénations de rentes en conciliant les convenances de son crédit avec les besoins de ses travaux. Tous les accroissemens de recettes pouvaient être réservés à l'amélioration des services ou au soulagement des contribuables.

Ainsi, dans les circonstances les moins favorables qu'on puisse pré-

(1) Composition du fonds d'amortissement au 1er janvier 1848 :

Dotation du 5, du 4 1/2 et du 4 pour 100.	33,103,472 fr.	
Rentes rachetées, appartenant au 5, au 4 1/2 et au 4 pour 100	47,980,905	
Total des réserves de l'amortissement		81,084,377 fr.
Dotation du 3 pour 100	15,783,193	
Rentes rachetées appartenant au 3 pour 100.	17,603,172	
Total du fonds d'amortissement du 3 pour 100...		33,386,365
Total général du fonds d'amortissement		114,470,742 fr.

(Compte des finances pour 1847, page 472.)

voir, la libération de l'état était largement assurée. La situation des finances suffisait également au service ordinaire et au service extraordinaire. Le service de la trésorerie n'était pas moins facile que celui des travaux publics et des budgets. Faut-il répondre, pour le prouver, aux accusations dirigées avec tant de violence contre l'exagération prétendue de la dette flottante du trésor? Un gouvernement frappé de discrédit dès sa naissance s'est irrité de ne pouvoir manier les affaires d'un gouvernement qui avait gardé son crédit jusqu'à son dernier jour. Il a mieux aimé accuser l'imprévoyance d'autrui que d'avouer sa propre impuissance. Forcé de succomber, il a voulu succomber sous un poids irrésistible; il a déclaré que le dernier gouvernement avait contracté une dette flottante d'un milliard, et que cette dette était incessamment exigible. L'écrit si concluant de M. Vitet nous dispenserait peut-être d'une réponse; il nous permet du moins de l'abréger. Disons un mot du montant de la dette; nous retrouverons plus tard la question de l'exigibilité.

La dette flottante du trésor remonte plus haut qu'on ne pense ordinairement. Son origine est antérieure à l'empire. Les divers déficits de cette dernière époque la portèrent à 87,437,000 francs. La restauration continua à l'accroître. Sa créance sur l'Espagne, qu'elle ne put jamais recouvrer et qu'elle se paya à elle-même, et les découverts de quelques-uns de ses budgets élevèrent le chiffre de la dette flottante de 143 millions. De 1832 à 1840, le gouvernement de juillet a mis quelques découverts s'élevant à 25,301,000 francs à la charge de la dette flottante. Les trois sommes que nous venons d'énumérer dépassent 256 millions.

On se demande au premier abord pourquoi le trésor n'a jamais songé à consolider cette portion de la dette flottante, presque entièrement formée, comme on vient de le voir, avant 1830. La raison en est simple: notre centralisation administrative et financière fait arriver au trésor des versemens importans; il est le caissier des établissemens publics et des communes, des corps de troupes, de la caisse des dépôts et consignations et des caisses d'épargne; il reçoit en outre de ses receveurs-généraux des avances considérables, qui sont comme un supplément de cautionnement pour leur gestion. Le montant de ces versemens s'élève ou s'abaisse, suivant que les dépositaires retirent plus qu'ils ne versent ou versent plus qu'ils ne retirent; mais il n'est guère arrivé, depuis un assez grand nombre d'années, que ces versemens n'aient pas dépassé le chiffre de 256 millions, et dès-lors il a été raisonnable de ne pas consolider cette dette et de la couvrir d'année en année à l'aide de versemens qu'on ne pouvait pas refuser. Qu'eût fait le trésor de ces versemens, s'il ne leur eût donné cet emploi?

Voilà donc, sur le prétendu milliard, 230 millions qui ne sont pas à la

charge du dernier gouvernement : il a hérité de la dette de l'empire et de la restauration; le reste est à sa charge. Au 1er janvier 1848, la dette flottante était de 630 millions (1). La portion de cette dette contractée à cette époque par le dernier gouvernement était donc de 400 millions. Nous sommes bien loin du milliard. Veut-on savoir quelle était l'origine de cette dette? Jusqu'à concurrence de 324 millions (2), elle supportait provisoirement la dépense des travaux publics; le reste était consacré au service de la trésorerie : ce n'était donc en grande partie qu'une dette flottante passagère, car les versemens de l'emprunt affectés aux travaux publics allaient arriver pour l'éteindre.

Nous n'avons pas compris dans la dette flottante les fonds des caisses d'épargne placés en effets publics. En leur donnant ce caractère, M. le ministre des finances vient de changer la règle adoptée de tout temps dans son ministère. Cette règle est cependant bien facile à justifier. Les caisses d'épargne versent leurs fonds au trésor par l'intermédiaire de la caisse des dépôts et consignations. Si ces versemens étaient restés dans ses caisses, ils y auraient accumulé, à l'époque qui nous occupe, 355 millions. Cette énorme accumulation eût été ruineuse pour le trésor, qui en servait l'intérêt à 4 pour cent, et fatale au commerce, qui eût été privé d'une portion si importante du numéraire circulant. Le trésor pouvait bien recevoir les fonds des caisses d'épargne, mais il devait les employer. Il les employa en effet presque en totalité, en vertu d'autorisations législatives, tantôt en achetant sur le marché des fonds publics ou des actions de canaux garanties par l'état, tantôt dans des emprunts directement faits par l'état et qui ont porté le nom de consolidation des fonds des caisses d'épargne. Par cette opération bien simple, le trésor recevait en rentes ou en dividendes l'intérêt qu'il payait aux déposans, et il rendait à la circulation les capitaux que l'épargne en avait momentanément retirés. Les versemens non employés restaient en compte courant au trésor; ils formaient le fonds de roulement des caisses d'épargne, tantôt diminué par des retraits, tantôt augmenté par des versemens nouveaux. Le trésor était seul débiteur de ce fonds, qui figure dans les 630 millions de la dette flottante au 1er janvier 1848; il en servait les intérêts, il aurait dû en rembourser le capital sur ses propres ressources. Quant aux fonds employés, il en était garant, si on veut; mais M. le ministre des finances n'abuse-t-il pas évidemment des termes en représentant ce placement comme une dette directe et personnelle, comme un emprunt à découvert, et le gouvernement provisoire n'abusait-il pas de la crédulité publique en racontant l'histoire de ces placemens ordonnés par la loi comme une ***déplorable histoire?***

(1) Compte des finances pour 1847, pages 416 et 417.
(2) *Ibid.* 1847, page 388.

Parvenu au terme d'un long examen, nous voudrions en résumer dans quelques lignes les principaux résultats. Le produit des contributions directes, presque uniquement accru par des impositions locales que des travaux utiles remboursaient en plus-value; le produit des contributions indirectes prodigieusement accru par le progrès inoui de la richesse publique; l'accroissement de la dette publique payé par de grands ouvrages qui représentent la valeur de cet accroissement; les règles de l'amortissement religieusement observées, même au-delà des promesses faites aux créanciers de l'état; la stabilité du crédit public rendant disponible une réserve considérable, réserve dont une partie suffisait pour assurer, dans les circonstances les plus malheureuses, l'équilibre des budgets, et dont le reste était la dotation naturelle des travaux extraordinaires; l'Algérie conquise et pacifiée; une armée de terre et de mer nombreuse, vaillante, disciplinée; tous les services civils améliorés; le progrès moral recherché à l'égal du progrès matériel; l'instruction primaire répandue, l'instruction supérieure agrandie, de nouvelles succursales à côté de nouvelles écoles; l'activité du gouvernement présidant à l'activité du pays, de grands travaux, de grands projets, de grandes ressources, les recettes publiques s'élevant sans cesse, les économies de la paix employées à rendre cette paix féconde; le passé réglé, le présent facile, l'avenir assuré : tel est le testament financier de la monarchie.

Nous croyons l'avoir dégagée de la responsabilité des nouveaux emprunts et des nouveaux impôts qu'annonce M. le ministre des finances. Faut-il maintenant indiquer l'origine de ces nécessités pénibles? Cette origine n'est que trop évidente : si le passé est innocent, c'est le présent qui est responsable. Nous trouverons écrites à toutes les pages du budget les preuves de cette responsabilité. Indiquons-les rapidement, car il ne peut nous plaire de nous appesantir sur des fautes ou sur des malheurs.

La rupture de l'équilibre des budgets a trois causes principales: l'accroissement considérable de la dette publique, l'augmentation des dépenses, et la diminution des recettes ordinaires.

En quinze mois, la dette publique s'est accrue de 70 millions de rentes; l'annulation de 8 millions de rentes appartenant aux caisses d'épargne a réduit ce chiffre à 62 millions. Sur ces 62 millions, M. le ministre des finances en met 36 à la charge du dernier gouvernement, parce qu'ils ont été employés à rembourser les versemens des caisses d'épargne qu'il avait reçus et les bons du trésor qu'il avait émis. Une première observation nous frappe : le passif des caisses d'épargne a été remboursé; mais n'avaient-elles pas un actif? Ne possédaient-elles pas, en rentes ou en actions sur les canaux, environ 11 millions et demi de revenus? L'état n'en a-t-il pas disposé comme de valeurs à lui

appartenant? N'a-t-il pas annulé 8 millions de ces rentes 4 pour 100 (1) et réduit par là l'importance de ses nouvelles émissions? Les autres valeurs ne figurent-elles pas dans l'actif du trésor? Tous ces faits sont incontestables; comment donc se fait-il qu'en rappelant sans cesse comme une dette du dernier gouvernement le passif des caisses d'épargne, on oublie sans cesse de mettre en regard les valeurs qui, sauf le compte courant du trésor, couvraient exactement ce passif? Il eût été de la plus simple équité de retrancher des 21 millions de rentes environ qui ont été inscrites pour rembourser les déposans des caisses d'épargne les 11,600,000 francs de rentes (2) ou de dividendes d'actions que l'état avait achetés pour employer leurs dépôts. Quand on liquide une succession qu'on dit obérée, on ne devrait pas aggraver la situation en prélevant tout l'actif au profit du liquidateur.

Nous ne pensons pas que cette rectification puisse être contestée; mais elle est loin de suffire. La consolidation des fonds des caisses d'épargne a été une opération déplorable : son résultat net, comme on vient de le voir, a été de laisser 10 millions de rentes à la charge du trésor, et de le libérer d'un compte courant qui, au 24 février 1848, s'élevait à 65,703,000 fr. (3). 10 millions de rentes pour un capital de 65 millions! c'est un emprunt à plus de 15 pour cent.

Pour faire de telles opérations, il fallait y être bien forcé. La force majeure a-t-elle existé? S'il est vrai que la révolution de février a été frappée d'un si énorme discrédit dans les classes populaires, que tous les déposans, par une défiance spontanée et unanime, ont voulu retirer leurs versemens, c'est un phénomène sans exemple dans l'histoire de notre crédit public, et nous nous contenterons de dire que la monarchie n'en avait pas même vu l'ombre. La crise de 1847, cette crise de la disette et de la misère, a laissé intact le crédit des caisses d'épargne, et le trésor de l'économie ne subit alors que les prélèvemens réclamés par le besoin. Peut-être même, après la révolution de février, le crédit des caisses d'épargne aurait pu être sauvé; la loyauté aurait suffi : quelques remboursemens en espèces ou en valeurs au cours auraient subvenu aux premiers besoins et calmé les premières défiances; mais on marchanda la stricte justice aux ouvriers des caisses d'épargne, pendant qu'on prodiguait les trésors de l'état aux ouvriers des ateliers nationaux; on leur offrit des bons du trésor ou des rentes dépréciées de plus de 30 pour cent, et tandis que les préambules des décrets pla-

(1) Décret du 7 juillet 1848.

(2) Tableau de l'état des caisses d'épargne au 31 décembre 1847 annexé au rapport de M. Ducos du 14 avril 1849.

(3) Rapport de M. François Delessert, au nom des directeurs de la caisse d'épargne de Paris, 23 août 1849.

çaient les caisses d'épargne sous la protection de la loyauté du gouvernement, les décrets même leur déclaraient la banqueroute (1).

Pour bien connaître la politique du gouvernement provisoire dans la question des caisses d'épargne, il faut lire en entier l'excellent rapport de M. Delessert; les fautes ne pouvaient être exposées avec plus de mesure, les droits avec plus de force, les souffrances avec plus de sympathie. L'établissement des caisses d'épargne est peut-être la plus belle part du patrimoine d'honneur que Benjamin Delessert a laissé à sa famille; elle a dignement accepté l'héritage. Nous voyons dans ce rapport que si, sur les premières demandes en remboursement, « on eût adopté la seule mesure qui eût été juste et convenable, de donner de la rente au pair, *la difficulté du moment eût été probablement surmontée.* » Il y a plus : lorsque l'assemblée nationale eut réhabilité la foi publique en adoptant la rente au cours comme valeur de remboursement, satisfaits de ce gage de loyauté, les déposans, dit encore M. Delessert, « ne demandaient qu'à conserver leurs économies, *en les laissant à la caisse d'épargne.* » Mais on rendit général et obligatoire le remboursement en rentes, qui, pour la convenance de tous et pour l'intérêt de l'état, eût dû rester facultatif, et, « sans cette erreur bien regrettable, ajoute M. Delessert, *on n'eût imposé à l'état que des sacrifices comparativement de peu d'importance.* » Nous n'avons pas à demander compte aux ministres de cette époque de ces injustes ou fausses mesures; mais le ministre actuel aurait dû leur en laisser la responsabilité.

La consolidation des bons du trésor n'a pas eu l'urgence pour excuse. C'est par un décret du 16 mars 1848 que l'atermoiement a été prononcé, et cependant les échéances du mois de mars n'étaient pas considérables, les fortes échéances n'arrivaient qu'en avril. Pour y faire face, le dernier gouvernement avait organisé toutes les ressources de son service de trésorerie. Un encaisse de 200 millions était préparé; à ses versemens réguliers, le contractant de l'emprunt offrait d'ajouter des anticipations; la compagnie du chemin du Nord allait faire un remboursement de 20 millions; la réduction de l'intérêt à 4 pour 100 n'avait pu arrêter l'affluence des preneurs de bons du trésor. Héritier de toutes ces ressources, pourquoi le gouvernement nouveau a-t-il ajourné si long-temps d'avance ses créanciers? C'est parce que les unes ont été bientôt épuisées, et que les autres se sont taries. D'un côté, des services plus exigeans que le service des bons du trésor ont absorbé l'encaisse; il a fallu solder les ateliers nationaux, organiser la garde mobile, ajouter en quelques jours un énorme supplément à l'effectif.

(1) Décrets des 8 et 10 mars 1849.

De l'autre, les recettes ordinaires ont baissé avec la plus effrayante rapidité; le contractant de l'emprunt, qui sollicitait des escomptes de la monarchie, s'est exposé à une amende de 25 millions pour résilier son marché avec la république, et le guichet d'émission des bons du trésor a été fermé par la défiance générale. D'où venaient ces dépenses énormes, cet épuisement de toutes les recettes et ce discrédit? A qui faut-il imputer les consolidations ruineuses qui en ont été la conséquence? Est-ce à la révolution de février? est-ce aux fautes de ceux qui l'ont gouvernée? Qu'on choisisse; mais M. le ministre des finances n'avait pas le droit de les mettre à la charge de la monarchie.

La dépense des services généraux a suivi le même accroissement que la dette publique : les chiffres parlent si haut, qu'il suffira de les citer. Nous ne chercherons pas un objet de comparaison dans un budget normal du dernier gouvernement. Nous prendrons pour point de départ son dernier exercice, celui qui s'est accompli dans les circonstances les plus difficiles, sous la double et sinistre influence des inondations et de la disette. En 1847, les dépenses ordinaires (nous n'en exceptons que les grands travaux publics) se sont élevées à 1,427 millions; le premier budget de la république les a portées à 1,629 millions (1). M. le ministre des finances nous fait craindre que, pour les mêmes dépenses, le second budget ne dépasse notablement 1,492 millions, et le troisième budget des dépenses ordinaires, le budget qu'il vient de présenter, serait déjà de 1,488 millions, indépendamment de toutes les charges imprévues, si le sacrifice absolu de l'amortissement ne le ramenait provisoirement à 1,409 millions. Le décroissement des recettes a formé un triste contraste avec l'accroissement des dépenses : en 1848, les produits indirects ont diminué de 142 millions (2); nous manquons de base pour évaluer la diminution de 1849; dans les prévisions un peu optimistes de son budget des recettes pour 1850 (3), M. le ministre des finances propose de compenser, par une ressource momentanée de 65 millions, la réduction probable du produit des anciens impôts. Et c'est au milieu de cette décadence du revenu public que l'assemblée constituante a réduit l'impôt du sel et la taxe des lettres, supprimé l'impôt des boissons, et retranché volontairement 160 millions d'un budget des recettes déjà mis en déficit par la force majeure des événemens!

C'est là le plus grand danger de notre situation financière. Les dépenses extraordinaires disparaissent avec les circonstances qui les ont créées, le produit des impôts se relève avec la prospérité publique, une politique d'ordre et de paix répare peu à peu les ruines d'une politique

(1) Compte des finances pour 1848, page 98.

(2) *Ibid.*, page 52.

(3) Exposé des motifs du budget de 1850, page 14.

agitatrice; mais les sources du revenu public ne se rouvrent plus quand elles ont été long-temps fermées, et les impôts long-temps supprimés sont aussi difficiles à rétablir qu'à remplacer. Une croisade contre les impôts avait été entreprise sous la monarchie; elle a été victorieuse sous la république. La guerre à l'impôt était déjà, dans des colléges électoraux peu nombreux, un lieu commun de corruption électorale; c'est un lieu commun dont le suffrage universel n'a pas sans doute compromis le succès. Il est si populaire et si facile de faire la guerre à l'impôt! Qui ne croit s'enrichir par la réduction des taxes? Qui ne s'occupe de son revenu beaucoup plus que des recettes publiques? Qui se souvient qu'un état qui perd ses recettes perd son crédit et sa puissance, et qu'une étroite alliance unit la prospérité de chacun à la prospérité de tous? Hélas! nous ressemblons tous un peu au sauvage dont parle Montesquieu, et, pour peu que la faim nous presse, nous voudrions couper l'arbre au pied et cueillir le fruit. Et puis quel est l'impôt qui n'a pas d'inconvéniens, qui ne gêne pas un peu soit la production, soit la circulation, soit la consommation des denrées ou des marchandises? Quel est l'impôt irréprochable dans son assiette ou dans sa perception? L'imperfection est le péché originel des institutions humaines; c'est notre force de l'apercevoir, c'est notre faiblesse de ne pouvoir y porter remède. Ne voudrons-nous donc jamais nous résigner à des impôts imparfaits et à des lois imparfaites?

La guerre à l'impôt a été une guerre savante, pleine de surprises et de stratagèmes. On s'est bien gardé d'attaquer de front le revenu public; on lui a dressé des embûches. On ne voulait pas, disait-on, diminuer les recettes de l'état, on voulait les mieux organiser et même les accroître. Cette taxe est trop élevée; diminuez-la des deux tiers, et vous triplerez la consommation de la marchandise taxée. Telle autre taxe est juste au fond, mais elle est mal établie; gardez le fond et changez la forme. On disait encore : Cet impôt est injuste, il frappe inégalement les contribuables; sans doute l'état a besoin du produit, mais que lui importe l'impôt qui le lui donne? Abolissons cet impôt, vous le remplacerez par un autre. On disait enfin : Les dépenses sont excessives, nul doute qu'on ne puisse les réduire; escomptons la réduction future des dépenses par la diminution actuelle des impôts. Et au milieu de tous ces novateurs, les novateurs de la dernière heure, ceux qui savent que la question de propriété peut être habilement impliquée dans la question d'impôt, criaient bien haut : Réforme! et disaient tout bas : Révolution!

Voilà les sophismes coalisés contre le revenu public. Quelques-uns ont déjà réussi. Quel a été le fruit de leur victoire? Prenons la réduction de l'impôt du sel pour exemple. Que ne nous promettaient pas ceux qui ont cherché dans cette réduction une popularité fatale à nos

finances! Ils faisaient bon marché du dégrèvement du sel destiné à la consommation des hommes. Ce dégrèvement, insensible et limité, ne valait pas, même à leurs yeux, le sacrifice d'un de nos plus beaux revenus; mais le sel, mis à la portée de l'agriculture, allait faire des prodiges, et le progrès de la consommation enrichirait le pays sans appauvrir le trésor. La réduction a été prononcée. Qu'avons-nous vu? Les approvisionnemens retardés dans l'attente de cette réduction ont profité aux premiers mois de l'expérience et ont simulé un accroissement de consommation. On célébrait déjà le succès de cette réforme financière; mais le temps, en marchant, a dissipé ces illusions: de mois en mois, le déficit s'est accru; il s'est rapproché du chiffre correspondant à la réduction de la taxe (1). M. le ministre des finances se résigne, et il n'évalue qu'à 27 millions pour 1850 le produit d'un impôt qui a donné 70 millions en 1847. Un sacrifice annuel de 43 millions a été consacré à une expérience manquée. — L'expérience n'est pas finie, dira-t-on, attendez encore.—L'Angleterre attend depuis vingt-cinq ans, et personne n'y croit plus guère aux heureux effets agricoles de l'abolition de cet impôt. Je consultais un jour, à ce sujet, un homme d'état illustre qui consacre aux progrès de l'agriculture les intervalles de sa glorieuse administration. — Oh! me répondit-il avec une spirituelle ironie, il n'y a pas l'ombre d'un doute pour les personnes engagées dans le commerce du sel.

Une déception pareille nous attend, selon toute apparence, dans nos autres essais, et le remaniement de nos impôts excitera plus de murmures qu'il n'est destiné à en apaiser. Ce qui se supporte par l'habitude révolte par la nouveauté. Croit-on que les nouveaux droits d'enregistrement semblent plus légers que l'ancienne taxe des lettres, et que l'impôt sur le revenu soit plus populaire que l'impôt du sel? On cède aux clameurs de quelques-uns contre les rigueurs de l'exercice: que répondra-t-on aux plaintes de tous contre les enquêtes sur les fortunes? Nous avons vu, dans des jours d'émeute, brûler quelques bureaux d'octroi : en 1816, le parlement d'Angleterre fit livrer aux flammes tous les papiers de l'*income-tax*. Ah! si les choses étaient entières, la question du remplacement serait-elle même posée? Et encore aujour-

(1) Tableau mois par mois de la diminution du produit de l'impôt du sel en 1849 comparativement à 1848 :

Janvier......................	Diminution.	187,000 fr.
Février......................	—	1,877,000
Mars.........................	—	1,493,000
Avril........................	—	1,497,000
Mai..........................	—	3,171,000
Juin.........................	—	3,161,000
Juillet......................	—	3,148,000

d'hui, si M. le ministre des finances employait à redemander les anciens impôts la science et le talent dont il prépare les ressources pour la défense des impôts nouveaux, croit-on que cette question serait un moment douteuse, et que l'assemblée, d'accord avec les contribuables, ne repousserait pas tous ces changemens qui déplacent, sans les alléger, les charges publiques et n'en font que plus sentir le poids? Devons-nous donc tout renouveler sans cesse, et, s'il se passait vingt-quatre heures sans un changement, l'esprit humain aurait-il perdu sa journée? On disait autrefois aux amis les plus opiniâtres de la stabilité qu'ils auraient été conservateurs au temps du chaos : ceux qui leur ont fait ce reproche demanderaient le progrès en paradis. Mais enfin, si l'esprit de rénovation est l'esprit de notre temps, qu'on mette à la fois sous les yeux du public les prétendus abus qu'on lui dénonce et les réformes qu'on lui prépare, et qu'il ait la faculté de choisir. Si les réformes l'emportent, elles remplaceront ces abus sans intervalle, et par cela seul elles en vaudront mieux, car en toutes choses, dans les impôts comme dans le pouvoir, rien n'est pire que les interrègnes. Qui sait aussi? peut-être le public aimera mieux le mal qu'il connaît que le remède qu'il ignore; peut-être il aimera mieux se résigner à ces vieux impôts sous l'empire desquels tout a haussé, les salaires comme les profits et les fermages, que de poursuivre ces utopies nouvelles qui promettent la réduction de toutes les taxes, et qui jusqu'ici n'ont réduit que les revenus.

Mais je me laisse entraîner au-delà de mon sujet. Je m'arrête. Une provocation partie de haut m'a imposé le devoir de justifier un gouvernement tombé. A cette défense du passé, j'ai ajouté mon avis sur la situation présente; Dieu me garde de me désintéresser, même dans la retraite, des affaires publiques! Au milieu des révolutions dont, depuis soixante ans, se compose notre histoire, il nous est arrivé à tous de douter un jour de la constitution de notre pays. C'est un sentiment plein de découragement et de tristesse : ne le rendons pas plus amer par notre faute; ne séparons jamais, même par la pensée, notre humble fortune des destinées de la patrie; à défaut de services dévoués, offrons-lui de sincères conseils, et souhaitons-lui toujours le bien que nous avons voulu lui faire.

S. Dumon.

CARACTÈRES ET RÉCITS.

—

LA COMÉDIENNE.

I.

Miss Jane était une terrible créature; c'était en même temps Corinne et Manon. Je l'ai vue pour la dernière fois, il y a quatre ans, un soir où elle jouait Desdemona au théâtre de Covent-Garden. Ce soir-là tout le monde disait qu'elle était à l'apogée de sa beauté aussi bien que de son talent. Miss Jane avait été créée pour prouver que tous les yeux bleus n'ont pas la pureté, la tendresse, l'honnête et calme douceur d'un ciel printanier. Il n'est pas d'yeux noirs que je n'eusse défiés de l'emporter sur les siens en ardens et inquiétans mystères. De même ses cheveux blonds n'étaient pas de ceux qui se marient à la blancheur du lin, dont l'éclat a je ne sais quoi de frais et de virginal; c'étaient des cheveux pleins de chaude lumière, comme ceux que fait tomber Giorgion sur les chairs vivantes de ses femmes. Moi, j'ai toujours pensé que Desdemona méritait un peu d'être étranglée par Othello. Évidemment, il y avait dans son ame et dans son corps ce brûlant secret de volupté perfide, que toutes les vraies filles d'Ève possèdent pour notre joie et notre tourment. On sentait dans la Desdemona de Covent-Garden tout ce qui explique l'amour et la fureur du Maure. Ce qui a inspiré à Shakspeare sa plus magnifique expression, ce mystérieux et dangereux attrait des femmes et de l'onde, triomphait dans chacun de

ses regards, de ses sourires, de ses mouvemens. Les femmes la regardaient avec un intérêt curieux et jaloux. Je n'ai pas besoin de dire comment la regardaient les hommes.

J'en remarquai un dont je vois encore l'œil fixé sur la scène, avec une expression étrange de tristesse et d'ardeur : c'était le marquis William de Colbridge. A côté de lord Colbridge était sa femme, miss Mary Claforth, la plus noble, la plus honnête et la plus jolie fille de l'Écosse. Lady Colbridge avait toute la pureté des lacs et des neiges; mais elle avait aussi, il faut bien le dire, quelque chose de leur froideur. La pureté a souvent le malheur de s'unir avec le froid. On sentait qu'aucune passion n'avait traversé le regard limpide qui éclairait le teint reposé et uni de la marquise. Cependant lady Colbridge, ce soir-là, regardait son mari avec une sorte d'inquiétude. Elle trouvait qu'il portait au spectacle un intérêt bien vif pour un intérêt littéraire. Il va sans dire que Mary Claforth ne savait point la vie qu'avait menée William avant de l'épouser; si elle l'avait sue!... On prétend que l'été dernier, lord B..., qui suit encore assez lestement le chemin des bonnes fortunes, quoique fort près de ses quarante ans, la lui a racontée. Nous allons la dire, nous, telle que nous la savons déjà depuis longtemps.

Lord Colbridge, à l'époque où il vit miss Jane pour la première fois, s'appelait sir William Simpton. Il ne pensait guère avoir la fortune et le titre dont il est maintenant possesseur. Son père, le colonel Simpton, était un cadet de famille qui avait fait toutes les folies classiques, y compris le mariage d'amour. Il avait laissé une femme et trois enfans à peu près sans autre héritage que son nom, c'est-à-dire le nom d'un des hommes les plus braves, mais les plus écervelés de la Grande-Bretagne. William et ses deux sœurs avaient un oncle fort riche, Henry Simpton, marquis de Colbridge, mais cet oncle était l'ennemi de leur mère, et n'avait jamais été l'ami de leur père. De plus, il avait deux fils : c'était là un oncle dont on ne parlait même pas. Il se trouva que William Simpton avait un talent. Le talent est une aumône que le ciel met quelquefois dans la besace des pauvres gens. William Simpton était sculpteur. Il y a eu des artistes gentilshommes, témoin le chevalier Van Dyck. Sir William fit en bronze et en marbre des figures qui avaient une grande élégance. On les lui payait un assez bon prix qu'il touchait d'un cœur humilié, mais fort résigné cependant.

Le fait est qu'à vingt-cinq ans William n'était pas trop malheureux; il ne songeait guère à se brûler la cervelle que deux ou trois fois par semaine, ce qui indiquait, il y a encore quelques années, une situation d'esprit assez satisfaisante chez des jeunes gens nourris du désespoir de Werther, du vaste ennui de René et des tristesses de Child-Harold. Il avait le bonheur d'avoir une condition qui, sans être bien originale,

ne ressemblait pas toutefois à celle de tout le monde : les gens qui se livrent à l'art, sans être ni ces amateurs ridicules, ni ces artistes proprement dits, qui, les uns par leurs prétentions et leur niaiserie, les autres par leur vie bohémienne, leurs instincts de pie voleuse et leur caractère de Pantalon, appellent la déconsidération sur eux; — ces gens-là se rencontrent, Dieu merci, mais ne se rencontrent pas à chaque instant.

William Simpton était un galant homme, ne se souvenant hors de son atelier qu'il était artiste qu'à la façon particulière dont l'affectaient soudain certaines formes du monde extérieur et certains mouvemens du monde caché. Il était avec les hommes franc, ouvert, plutôt bienveillant que malveillant; toutefois il n'eût pas fallu dans une discussion le contredire beaucoup plus long-temps que son père, feu le colonel Simpton. Vis-à-vis des femmes, il était d'une grande douceur, d'une grande sûreté, et malheureusement pour lui d'une grande tendresse. Il avait une nature amoureuse. Il pensait sérieusement tout ce que d'autres disent par habitude et façon de parler. Ainsi il croyait que l'amour peut vraiment brûler le cœur d'une vraie flamme, il était convaincu qu'avec tout le sang de ses veines on ne paie pas assez chèrement la mystérieuse, l'idéale et pourtant la si réelle conquête de ces jolies fleurs vivantes auxquelles tant d'enchantemens sont attachés. Enfin, il était un peu romanesque; mais, s'il n'y avait pas de roman dans la vie, que ferions-nous de maintes choses charmantes, des vieux châteaux, par exemple, des chants d'oiseaux, du clair de lune et du printemps?

C'est par un clair de lune et au mois de mai que commença le roman de William. On sait que le mois de mai est à Londres le mois mondain. Du reste, mois de mai, clair de lune et charme du monde ne se faisaient guère sentir dans l'endroit où sir William se trouvait le soir dont il est question. Cet endroit était une de ces tavernes chères au prince Henri quand il traînait encore la débauche après lui sous la forme ventrue de Falstaff. William, assis à l'écart, fumait sa pipe et buvait de la bière. Il goûtait d'abord ce plaisir compliqué que les artistes trouvent dans les tavernes, les lieux où, grace à la pipe et au vin, il y a le plus de fumée et de rêverie, puis un autre plaisir encore qui me fait préférer le sort de ce bandit pour qui l'homme inventa la potence et la providence les vautours, à celui de cette jolie miss pour qui ont été créés la famille, le sourire, les tartines de pain et de beurre et les tasses de thé. William Simpton jouissait du plaisir d'être là où nul ne vous sait, nul ne vous cherche, où vous êtes allé sans savoir pourquoi. Il n'y avait qu'un instant il avait quitté sa famille; il avait laissé ses deux sœurs et sa mère dans la clarté de la lampe, et il avait respiré cet air libre de la rue qui nous a fait pousser à tous, à certaines

heures, en sortant de certaines réunions convenables, dîners d'apparat, soirées domestiques, des hurrahs si triomphans. Il s'était trouvé à la porte d'une taverne, il avait regardé à la vitre, l'aspect des buveurs l'avait séduit, et il était entré.

Un homme s'approcha de lui au moment où il s'asseyait devant un pot de bière. William reconnut dans cet homme M. Peter Croogh, le propriétaire de la maison qu'il habitait. Peter Croogh était une de ces créatures humaines qui ont de grandes chances pour parvenir à quatre-vingts ans, parce qu'elles n'ont aucune raison pour exister. Il avait près de cinquante ans alors; il avait eu ce qu'on nomme une figure agréable; mais aucune expression généreuse ou élevée ne se peignait sur ses traits, d'où tout charme s'était retiré. Peter Croogh avait mené une vie de plaisir, mais de plaisir sans audace et sans grandeur. Jamais la fortune, qu'il avait toujours poursuivie sans hardiesse, ne lui avait donné assez d'or pour figurer dans les fêtes royales de la volupté. Il avait gagné à diriger tour à tour des théâtres et des journaux qui faisaient faillite quelque argent vite et sottement dépensé. Maintenant il ne lui restait plus rien que la maison où demeurait William, vieille maison sise en un quartier désert, une santé ruinée et un cœur plus ruiné encore. Dans ce cœur, cependant, fleurissait le sentiment jeune et vivace par excellence : Peter Croogh était amoureux. Il y avait de cela quatre ans, une pauvre famille était venue loger sous le toit de sa maison, dans une chambre où avaient peine à tenir une paillasse et un fourneau. Cette famille se composait d'un homme qui avait été boxeur, puis contrebandier, et qui enfin s'était fait vendeur de contre-marques à la porte de Covent-Garden, d'une de ces horribles et douloureuses créatures perdues de souffrances et de misère que nous appelons des femmes, et qui pourtant n'ont plus de sexe, enfin d'une jeune fille de quatorze ans, belle sous ses haillons comme la filleule d'une fée. Peter Croogh regardait cette jeune fille avec plaisir, quand il la rencontrait dans l'escalier. Un jour, il lui parla, et fut frappé du son harmonieux et doux de sa voix. Il se demanda, en s'établissant dans son fauteuil à l'heure où il fumait sa pipe, ce qu'on pourrait faire de cette enfant-là, et, comme il avait été directeur de théâtre, il pensa tout naturellement qu'on pourrait en faire une actrice. Au bout de quelques jours, il avait mis la petite en pension chez un vieux comédien de ses amis, M. Nipp. Quelle vie avait menée la protégée de Peter Croogh avant son entrée chez M. Nipp, c'est un de ces mystères que pourraient nous expliquer ceux-là qui se sont faits récemment les Colomb de ce monde formidable, si long-temps oublié, de l'indigence et du vice. Le fait est que l'élève de M. Nipp semblait n'avoir jamais connu ce séjour que nous avons tous fait plus ou moins long dans le jardin de l'innocence. Chose effrayante, aucun sentiment ne l'étonnait,

même la candeur. Quand elle prenait le regard d'Ophélie, elle vous faisait respirer des fleurs d'oranger, elle rendait virginale l'ame de ce pauvre Peter Croogh; puis, un instant après, le dard du serpent sortait de ses yeux bleus à reflets d'or. Eh bien! ils étaient là deux vieux fous à aimer cette mystérieuse et malicieuse créature, le comédien Nipp et Peter Croogh.

Saules et buissons, cachez-nous les mains blanches, lorsqu'elles s'unissent aux pattes de bouc! On prétend que ce vieux Nipp... j'en serais indigné, mais je n'en sais rien; ce que je sais, c'est que Peter Croogh, étant encore beaucoup plus amoureux que le comédien, fut, à coup sûr, beaucoup plus maltraité. Le brave homme, au lieu d'un joli chat dont la délicate fourrure et les caresses mignardes auraient réjoui ses vieilles années, avait nourri un tigre qui lui dévorait le cœur. Si elle avait eu le moindre besoin d'enflammer Peter Croogh, cette mauvaise beauté, elle se fût jetée à son cou; que lui importait? De qui recueillait ses caresses, elle ne se souciait guère plus que le prodigue de qui recueille son or; mais Peter Croogh était bien assez enflammé. En lui refusant toute faveur, elle ne le détachait point d'elle, et elle le faisait souffrir. La cruauté a toujours été le goût dominant de ce tyran aux cheveux d'or, comme Néron, qu'on appelle miss Jane; car on a certainement deviné que je parle de miss Jane.

Quoi qu'il en soit, Croogh était plus épris que jamais de sa protégée, et plus que jamais il était loin d'elle. Depuis que la belle avait eu cet immense succès dont le bruit franchit la Tamise, depuis qu'elle était entrée dans les pays lumineux de la fortune et de la gloire, c'était à peine si elle reconnaissait son vieil amoureux. Elle avait par excellence la nature ingrate et oublieuse, et puis le fait est que ce malheureux Croogh était d'un aspect chaque jour plus fâcheux. La mélancolie est si importune et si triste dans des yeux éraillés! L'affection silencieuse et plaintive du bonhomme, au lieu de toucher miss Jane, l'ennuyait, et cette affection-là pourtant était encore, après tout, le seul titre du pauvre diable à être reçu chez la comédienne; car, dans ce monde étincelant que voient se créer autour d'eux le talent et la beauté, au milieu des hommes jeunes, bien faits, spirituels, nobles, riches, que pouvait apporter Peter Croogh, si ce n'est son amour; et qui n'était pas amoureux de miss Jane?

Enfin, Croogh était cependant toléré quelquefois. Quand il allait voir l'actrice en sa loge après quelques grands succès, à ces heures où, avec une munificence royale, les souveraines de théâtre accordent à tout le monde la vue de leur visage triomphant, Peter était admis avec la foule. Il attendait humblement son tour dans le baisemain, et il lui arrivait de temps en temps, en effleurant de ses lèvres des doigts qui se retiraient précipitamment, d'obtenir un regard ou un mot.

Deux jours avant celui où il aborda William Simpton, Peter avait échangé plusieurs phrases avec sa divinité. Au moment où il approchait de sa bouche la main de la comédienne en s'écriant : — Quel philtre amoureux vous nous avez fait boire à tous ce soir dans votre rôle d'Ophélia! — miss Jane disait à un jeune lord : — Je voudrais avoir ma statuette faite par William Simpton. — Voulez-vous, miss, s'empressa de dire Peter, que je vous amène sir William Simpton? C'est un jeune homme un peu sauvage, mais fort aimable, qui demeure dans ma maison. Jane avait répondu : — Volontiers, — de ce ton indolent que prennent les femmes faites comme elle, quand elles voient la possibilité d'accomplir sur-le-champ le désir qu'elles viennent de former. Et maintenant on comprendra pourquoi M. Croogh dit à William en l'abordant : — Je bénis le hasard qui a porté vos pas ici, monsieur William. Hier le logis que vous avez le moins hanté, n'est-ce pas, c'est le vôtre. J'ai vainement heurté à la porte de votre chambre et à celle de votre atelier. J'avais à vous parler, monsieur William, d'une belle dame, d'une femme célèbre...

— De miss Jane, interrompit William, qui savait combien était restreint le nombre des belles dames et des femmes célèbres que connaissait Peter Croogh.

— Oui, de miss Jane. Elle a envie de voir ses traits divins reproduits par votre ciseau. Si vous le voulez, je vous conduirai ce soir à sa loge.

C'était une bonne fortune que Simpton n'avait aucune raison de refuser. Il n'appartenait pas à cette race exécrable d'artistes qui vont s'installer dans le monde devant les beautés à la mode avec des regards extatiques ou enflammés voulant dire : — Que j'aurais de plaisir à rendre tous ces charmes pour une bonne somme de guinées! — mais l'idée d'avoir à faire une jolie statuette bien payée ne lui paraissait pas une idée triste. — Allons, soit, dit-il à Peter, conduisez-moi à miss Jane. — Et la fatalité, sous la forme de Peter Croogh, mena William Simpton chez celle qui devait brûler sa vie.

II.

Il y avait réunion nombreuse dans la loge de miss Jane quand Peter Croogh et William Simpton y pénétrèrent. L'illustre actrice venait de jouer pour la seconde fois dans *Hamlet* le rôle d'Ophélie, et son succès, à cette seconde épreuve, avait encore dépassé celui qu'elle avait obtenu à la première. Des monceaux de bouquets odorans s'élevaient dans tous les coins de sa loge. C'était à peine si l'on pouvait remuer dans cette petite pièce où s'agitait une foule de courtisans empressés rappelant les foules de Versailles ou de Windsor.

Miss Jane était assise sur un petit sofa en velours cramoisi qui faisait ressortir l'éclatante blancheur de sa toilette. Elle était encore en son costume d'Ophélie, mais de ce personnage virginal elle n'avait gardé que la parure. Une expression hardie, impérieuse, triomphante, avait remplacé dans ses yeux cette expression de candeur profonde et de jeune songerie qui tout à l'heure éveillait au fond de toutes les ames l'essaim des rêves printaniers. Il n'y avait qu'un instant, une secrète et merveilleuse harmonie existait entre l'innocente mélancolie de son visage et la couronne de fleurs blanches qui entourait son front. Maintenant il n'y avait plus rien de commun entre l'expression ardente de ses traits et cette pâle guirlande. Je crois vraiment qu'à cette transformation miss Jane avait gagné, bien loin de perdre, en irrésistible attrait.

C'était ce que pensaient, à coup sûr, tous ceux qui l'entouraient; c'était même ce que lui disait le beau duc Lionel de Norforth d'une façon qui semblait la charmer et qui n'avait rien de piquant cependant, car l'esprit n'était certes pas l'apanage de ce brillant seigneur; mais il était jeune et de haute naissance, il avait un grand nom et toutes ses dents, que laissait voir à chaque instant un vaste sourire amené par une vaste sottise. Il était de ces hommes qui poussent certains auteurs élégiaques à dire toutes sortes de choses désagréables au ciel sur la répartition injuste de ses faveurs, et qui égaient ou ennuient tout simplement les honnêtes gens suivant que ceux-ci sont disposés à prendre le ridicule de bonne ou de mauvaise humeur. Ces hommes-là sont toujours fort bien accueillis par une espèce de femmes très charmantes et très nombreuses, j'entends par ces créatures de plaisir qui excitent l'attendrissement des poètes râpés et malades, et qui, elles, ne s'attendrissent guère sur eux.

— Sur l'honneur, s'écriait Lionel, je vous préfère, vous, miss Jane, à toutes les femmes qu'a créées William Shakspeare. Je suis enchanté quand vous sortez de leurs corps pour rentrer dans le vôtre.

— Certes, dit alors d'un ton à la fois grave et fleuri un personnage qui était assis à côté de la comédienne avec une physionomie maritale, un air de béatitude et d'autorité; certes, miss Jane est ravissante, je le trouve plus que personne, quand elle est elle-même, mais évidemment elle nous fait éprouver des jouissances d'un ordre plus élevé quand, confondant sa pensée avec celle des grands maîtres, elle mêle à sa vie l'existence idéale de leurs créations. Ainsi, dans ce personnage d'Ophélie, si chaste, si rêveur, si...

— Ah! c'est vous, Peter, fit miss Jane au milieu de cette tirade qu'elle semblait heureuse d'interrompre; est-ce par hasard M. Simpton qui se tient derrière vous?

— Oui, miss, répondit Croogh, je vais vous le présenter officielle-

ment. — Et, prenant William par la main : — J'ai l'honneur de vous présenter, miss Jane, mon jeune ami sir William Simpton. Aussi distingué par son talent que par sa naissance, sir William...

— Monsieur Simpton, interrompit miss Jane en tendant la main à l'artiste avec un laisser-aller où se mêlaient deux puissans attraits : l'étourderie capricieuse d'une jolie femme et la grace expansive d'une actrice; monsieur Simpton, vous me connaissez, je l'espère, et je vous connais aussi. Sautons la préface de Peter Croogh, et commençons tout de suite le livre d'amitié. Tenez, pour que je voie d'abord votre façon de me juger, dites-moi à qui vous donnez raison de ces messieurs? Il s'agit de savoir si je vaux mieux quand je suis moi-même ou quand je suis un personnage de Shakspeare. Le duc de Norforth, que j'ai soupçonné toujours d'être très illettré, m'aime mieux quand je suis miss Jane. Je plais plus à lord Damville, dont vous connaissez bien certainement le goût pour les lettres, quand je suis Juliette ou Ophélie.

— Eh! miss, dit Simpton, sur la scène ou hors de la scène, faisant tourner des milliers de têtes ou n'en faisant tourner que deux ou trois, vous êtes toujours vous-même. Ce n'est pas Shakspeare qui vous anime, c'est vous qui animez Shakspeare. La rêverie candide d'Ophélie, la mélancolique tendresse de Juliette, vous les avez, comme vous avez cet entrain plein de charme que je ne connaissais pas, mais que je vais me mettre à adorer.

— Ah! sir William, nous autres, reines de théâtre, nous sommes donc aussi malheureuses que les véritables reines. Ce n'est pas un ami, c'est un flatteur que vous m'avez amené, Peter Croogh.

Puis, quittant les notes tendrement boudeuses que sa voix venait de prendre, elle ajouta d'un ton de fantasque et hardi enjouement : — Eh bien! je l'avouerai, quand ils flattent bien, j'aime les flatteurs. Voilà qui est convenu; je me crois fort au-dessus de Shakspeare.

— Et vous avez raison, miss Jane, repartit Simpton du même ton; ce qui est bien certain, c'est que j'ai beaucoup plus de plaisir à me trouver avec vous que je n'en aurais eu à me rencontrer avec ce garçon boucher.

Évidemment, Simpton réussissait auprès de miss Jane. Aux façons intelligentes, capricieuses, quand il le fallait enthousiastes d'un véritable artiste, il joignait une désinvolture native de grand seigneur à faire envie au beau Lionel. Du reste, William n'avait pas grand'peine à briller entre le duc de Norforth et lord Damville. Lord Damville s'aimait beaucoup et il n'avait pas complétement tort, car il était plein de bonnes qualités. Il était d'un caractère doux, d'une humeur obligeante; il pensait sur les autres comme sur lui-même une infinité de choses agréables qu'il n'éprouvait aucun embarras à dire. Voilà, avec une fortune assez considérable, de la naissance et de l'élégance, ce qui

lui faisait trouver presque partout sa bienvenue; mais, *au demeurant*, comme on dit dans la langue d'Amyot, c'était un esprit faible, borné et ambitieux; oui, ambitieux, voilà le grand malheur. Lord Damville avait à la fois une ame molle et ambitieuse. Son ambition avait des buts de toute sorte. Il avait eu envie d'abord d'être un écrivain politique; mais comme, d'une part, il n'avait aucune idée sur les faits ni sur les principes, comme, de l'autre, il craignait, par excès de bonté, d'être désagréable aux personnes, ce qu'il avait écrit n'avait pas un caractère très piquant. Il avait songé ensuite à se faire écrivain mondain, et il avait composé un roman de *high life;* ce roman était curieux en ce qu'il établissait d'une façon incontestable une vérité fort consolante pour les écrivains qui vivent hors du monde : c'est que mener la vie élégante est ce qu'il y a de moins nécessaire pour la bien décrire. Le mauvais succès de son roman n'avait point découragé Damville. Il se dit très sérieusement qu'il était victime de ses ennemis politiques, et il conserva ses espérances littéraires. Cependant il résolut de faire quelques instans trêve à ses tentatives. Il voulut laisser aux dieux qu'irritent toujours les audaces de Prométhée le temps de s'apaiser. Ce fut dans un moment où son esprit goûtait un repos mélancolique que commencèrent les agitations de son cœur. Il rencontra miss Jane; ce fut d'abord sa vanité qui s'éveilla. Il pensa qu'une liaison avec une femme célèbre serait fort convenable pour un homme comme lui; puis, comme il avait une ame facile aux tendresses, ce pauvre Damville, quand il fut l'amant de miss Jane, il devint très épris d'elle. Grace aux caprices de la malicieuse créature, il éprouvait toutes les souffrances d'un amoureux; par sa nature, c'était un mari, le plus honnête, le plus dévoué, le plus infatigable et le plus fatigant des maris. Il rendait à miss Jane toutes sortes de menus services : visites chez les journalistes, discussions avec les directeurs de théâtre, il se chargeait de tout; mais aussi quelle part il réclamait dans une vie faite pour la liberté des bohèmes! Dans sa maison, dans sa voiture, dans sa loge, miss Jane l'avait toujours auprès d'elle. C'était une ombre, et une ombre qui n'était pas muette, que la malheureuse actrice traînait toujours sur ses pas. Damville prétendait diriger l'illustre artiste dans sa carrière dramatique. Il lui donnait des conseils continuels sur les rôles qu'elle devait prendre et sur la manière dont elle devait les jouer. Quand elle avait eu quelque grand succès, il éprouvait de profondes jouissances d'amour-propre; ceux qui venaient féliciter miss Jane après une première représentation le trouvaient assis à côté d'elle, portant sur le front l'expression triomphante d'un homme à qui sa femme vient de donner une paternité souhaitée ardemment. *Chaque création nouvelle* de miss Jane, comme il disait en empruntant aux journalistes leur langage, lui donnait une semaine d'ivresse, un mois d'orgueil.

Comment diable, me dira-t-on, miss Jane le supportait-elle? Les vrais bohémiens ont des heures où ils sont las de la vie bohême. Dans toute vie bien franchement déréglée, le caprice pour une vie régulière a sa place. Notre actrice avait eu tout à coup la fantaisie d'être comme mariée, puis à ce désir s'en était joint un autre, fort concevable chez une artiste, surtout chez une artiste britannique, un désir de vanité. Miss Jane avait désiré faire la grande dame, avoir un salon où viendraient les hommes les plus considérables des deux chambres, et ce qu'on nomme des littérateurs éminens. Rien ne l'amusait plus, elle, la fille ardente, indomptée, sauvage, du plaisir et de la liberté, que de jouer à la personne convenable. Elle voulait entendre ceux qui avaient admiré son regard enflammé, son impétueuse parole, son caractère de poésie brûlante et désordonnée, s'extasier sur sa manière de traiter la question des céréales, murmurer à son oreille : — Qu'elle est étonnante! c'est la distinction même; lady *** n'a pas une meilleure tenue; elle peut tout ce qu'elle veut. — Par ses velléités politiques et ses habitudes fashionables, lord Damville s'était trouvé en mesure de donner à miss Jane le salon qu'elle avait rêvé. Il avait réuni autour d'elle la fleur des hommes graves et des hommes frivoles, ces beaux oisifs qui ont tant d'affaires, et ces hommes d'affaires qui sont si singulièrement oisifs. Tous les goûts, toutes les opinions étaient représentés chez miss Jane; on y rencontrait et les soutiens de l'aristocratie et ces élégans défenseurs du radicalisme, qui, en attendant le jour où leurs doctrines détruiront la vie mondaine, se font mondains avec délices. Enfin miss Jane avait une maison ouverte, et une maison où l'on allait en sortant d'un dîner d'ambassadeur ou d'une soirée de ministre. Elle supportait donc lord Damville, mais il y avait des momens où elle en était bien lasse.

Le soir où Peter Croogh lui présenta William Simpton, elle était dans un de ces momens-là. Damville l'avait toute la soirée irritée d'une façon particulière par ses dissertations sans fin sur la littérature dramatique. L'honnête lord avait parlé comme un professeur d'athénée, sans s'apercevoir du mal de nerfs qu'il donnait à l'objet de sa tendresse. Il s'écoutait et se charmait, cela lui suffisait. Miss Jane avait essayé de se distraire en causant avec le beau Lionel; elle n'y avait pas réussi. Lord Norforth avait la prétention de rappeler Hamilton, comme lord Damville avait la prétention de rappeler Fakland. Le genre de sottise vers lequel se tournait Jane était tout aussi fatigant que celui qu'elle quittait. Simpton, avec son regard intelligent, sa parole neuve et franche, lui plut beaucoup. C'était un air vif et frais qu'il faisait pénétrer pour elle au milieu d'une fade et pesante atmosphère; elle lui demanda de commencer sa statuette dès le lendemain.

Simpton, en revenant chez lui le soir avec Peter Croogh, n'était cer-

tainement pas amoureux de la comédienne. D'abord, quoique fort jeune et fort romanesque, il n'était plus cependant ni assez romanesque, ni assez jeune, pour partir, sur un regard, dans les pays de la tendresse comme un prince de contes de fées; puis il s'était fait contre les liaisons avec les actrices tous les raisonnemens que peut se faire à ce sujet un homme qui a peu d'argent et beaucoup de dignité. Toutefois les yeux, le sourire et la voix de miss Jane étaient bien présens à son esprit, et il écoutait sans fatigue Peter Croogh lui raconter avec l'expansion d'un écolier à son premier amour maints détails sur cette ingrate beauté. Tous les deux, William et Peter, marchaient le long de la Tamise où se réfléchissait alors la plus romantique des lunes. — Oui, je suis convaincu, dit Peter, en levant tout à coup ses yeux vers ce monde si mystérieusement cher aux amans et aux poètes, qu'il y a eu des nuits où cet astre a pris pitié de moi. — Simpton réfléchit sur cette effrayante puissance de miss Jane qui donnait à Peter Croogh l'idée de songer à la lune.

III.

Au jour et à l'heure qu'elle avait indiqués, miss Jane se rendit chez Simpton; malheureusement, lord Damville l'accompagnait. Toutefois le sculpteur trouva rapide le temps de sa première séance. D'abord, il prenait un plaisir infini à contempler le visage qu'il reproduisait; puis l'esprit de la comédienne le charmait. Ce n'était cependant ni un esprit élevé, ni un esprit profond que celui de miss Jane. On était même étonné de ne pas rencontrer dans la conversation de la grande actrice un sentiment plus original et plus vif de l'art qu'elle pratiquait si merveilleusement; mais ce qui occupait et séduisait en elle, c'était une mobilité incroyable d'intelligence. Elle entendait tout d'une façon amusante; il était une chose qu'elle entendait d'une façon sublime, c'était la coquetterie. Combien Célimène manquait de grandeur auprès d'elle! Célimène auprès de miss Jane, que sais-je? c'était le premier mari venu près d'Othello. On sentait qu'elle faisait la chasse aux cœurs, comme les Indiens font la chasse aux tigres. Elle les poursuivait avec une ardeur passionnée, les forçait et ne les quittait que haletans d'abord, puis mortellement frappés. Simpton tenait bon contre les plus meurtriers des regards; cependant il sentait en son ame d'inquiétans symptômes.

Quand miss Jane fut partie après cette première séance, Peter Croogh, qui avait obtenu de venir voir poser son idole, aperçut un mouchoir sur le fauteuil que l'actrice venait de quitter, un de ces mouchoirs de femme, parfumés et garnis de dentelle, qui semblent faits uniquement pour essuyer des pleurs romanesques ou des larmes de volupté. L'an-

cien directeur de théâtre se précipita sur ce précieux objet, et le couvrit de baisers; puis il se mit en devoir de le cacher dans son sein, c'est-à-dire entre un vaste gilet de drap marron et un gilet de flanelle. William arracha vivement à Croogh ce mouchoir si tendrement choyé, en lui disant : — Mon cher monsieur Croogh, je veux demain rendre à miss Jane son mouchoir. Moi, qui ai le bonheur de ne pas être, comme vous, entre les griffes de l'amour, je ne veux pas avoir l'air d'un amoureux, surtout d'un de ces amoureux qu'une fleur ou un petit morceau de toile jette dans des extases. — Puis, lorsque Peter Croogh se fut retiré, abandonnant, le pauvre homme, sa chère relique, William, à son tour, prit entre ses mains ce mouchoir qu'il avait posé sur un chevalet. Il se mit à le regarder attentivement, et à y chercher une émanation de la charmante créature qui le jetait tout à l'heure dans une si chaude atmosphère. Enfin, insensiblement, il l'approcha de ses lèvres, et, par un brusque mouvement, il y plongea toute sa bouche. Alors, avec un véritable élan de colère, il lança le mouchoir sur le fauteuil où Peter Croogh l'avait pris, et s'en alla dans le jardin fumer un cigare. Le beau moyen, à vingt-cinq ans, quand on se sent près de devenir amoureux, que de s'en aller fumer un cigare dans un jardin!

Le lendemain, était-ce inspiration de son humeur ou calcul de coquetterie? miss Jane fut moins agaçante; elle laissa Damville faire des dissertations sans fin sur l'art dramatique. Toutefois, de temps en temps, pendant que le pauvre lord discourait gravement, elle avait de petits bâillemens qu'une rapide et brûlante œillade rendait pleins de grace et d'espérances pour Simpton.

Le surlendemain, elle amena avec elle le beau duc de Norforth, puis un homme politique qui avait la prétention d'être homme à bonnes fortunes, et elle fut franchement coquette de l'ordinaire coquetterie. Elle eut pour tous des regards pleins de promesses et des paroles caressantes. Il y eut un jour (c'était la dernière séance qu'elle avait à donner à William) où elle vint seule.

Quand on se trouve seul avec une femme pour laquelle on se sent un vif attrait et qu'on n'a pu voir qu'avec contrainte, le premier sentiment qu'on éprouve, c'est un sentiment des plus violens de joie et d'espoir. On est seul, on va pouvoir parler enfin; on n'a plus de poids sur le cerveau, ni sur la poitrine. Rien ne vous empêche de prendre votre vol. En ce moment-là, souvent les mauvais destins inspirent à celle vers qui vous vous élancez l'idée de vous casser les ailes. William Simpton, oubliant toutes ses résolutions de retenue, de réserve, de dignité vis-à-vis des actrices, ne voyant plus qu'une femme jeune, belle, séduisante, seule avec lui dans son atelier, venait de s'écrier d'une voix émue, avec un regard enflammé :

— Quel bonheur de vous voir enfin, miss, seule, sans lord Damville!

— J'ai vivement regretté, fit miss Jane d'une voix glaciale, que lord Damville ne pût point m'accompagner aujourd'hui; mais il était obligé de donner sa matinée au travail.

— Ah! lord Damville travaille, reprit Simpton d'un ton blessé et ironique; s'occuperait-il, par hasard, de quelque composition littéraire? Beaucoup de gens en seraient ravis, miss, car lord Damville a des ennemis, malgré son parti pris de bienveillance universelle.

— Oui, monsieur, des ennemis qui sont parvenus à fausser le jugement du public sur la valeur fort incontestable, suivant moi, de son esprit et de ses œuvres. J'aime et j'estime beaucoup lord Damville, monsieur Simpton; je lui trouve autant de hauteur dans l'intelligence qu'il a de bonté dans le cœur.

— Ma foi, miss, reprit Simpton en homme décidé à jouer gros jeu, parce qu'il se sent une partie unique à perdre ou à gagner, s'il a de la bonté, vous n'en avez guère, car en ce moment, sans but aucun, ou plutôt dans une intention damnable, celle de me faire souffrir, de m'exaspérer, vous me dites sur lord Damville ce que vous ne pensez pas, ce que vous n'avez jamais pensé. Ce peut être un homme fort honnête, d'un commerce très sûr; mais vous savez parfaitement que c'est un sot. J'ai dit le mot et je le maintiens. Ce que j'exprime en franches paroles aujourd'hui, vous saviez fort bien l'exprimer l'autre jour en expressifs regards et en significatifs bâillemens, pendant que lord Damville faisait un cours sur Shakspeare. Dites-moi, miss Jane, que vous n'avez jamais aimé et ne voulez jamais aimer aucun homme, mais ne cherchez pas à me faire croire que vous aimez lord Damville.

— Vous avez raison, fit miss Jane, changeant tout à coup de voix et de visage; je n'ai jamais aimé et n'aimerai jamais personne, monsieur Simpton. Je juge fort bien lord Damville : il m'ennuierait comme il a toujours ennuyé tous ses amis et toutes ses maîtresses, si celui-ci m'ennuyait plus que celui-là, si cette chose m'ennuyait plus que cette autre; mais je suis à peu près insensible, mon pauvre monsieur Simpton, en dépit de ces airs passionnés par lesquels je vois bien que vous vous laissez tromper vous-même, malgré votre esprit éclairé. Dans ma tête, il y a eu trop de flamme; maintenant il n'y a plus que de la cendre. Dans mon cœur, je n'ai jamais eu que le néant. Je bâille par habitude à ce que je sais être ennuyeux, comme je ris par habitude à ce que je sais être amusant. Ennui, amusement, ces mots-là ne me représentent rien, du moins ils ne m'irritent pas. J'en sais d'autres qui n'ont pas pour moi plus de sens et qui me causent d'incroyables impatiences; ce sont ceux qu'on me répète sans cesse, d'amour, de tendresse, de passion. Je suis sûre d'avoir aimé très ardemment l'art, je crois avoir aimé un peu le public; mais un homme, monsieur Simpton (et miss Jane prit le sourire d'un Méphistophélès en jupons), un de ces hommes

comme j'en ai vu tant, qui croient niaisement, en se mettant à vos genoux, vous ouvrir les portes d'un monde nouveau et enchanté, je suis sûre que je n'en ai pas aimé et que je n'en aimerai pas. C'est si vieux et si peu mystérieux, l'amour!

Miss Jane trouvait plaisir, en cet instant, à jouer ce rôle d'ame implacablement aride, amère et désabusée, qui a flatté tant d'esprits depuis l'inauguration de la raillerie et de la mélancolie infernales avec Goethe et Byron. Probablement elle allait encore changer de personnage, quand lord Damville entra. Lord Damville avait cet air posé et content de lui qui ne le quittait pas un instant. Il baisa avec une grace onctueuse la main de miss Jane, fit le plus convenable salut à William Simpton, s'assit et se mit à parler du ton d'un homme qui se veut et se croit aimable. Miss Jane fut sombre et Simpton fut rêveur. A la fin de cette séance, la statuette était terminée.

— Demain, monsieur Simpton, dit miss Jane en prenant congé de l'artiste, j'exposerai votre œuvre dans mon salon; après-demain, j'espère que vous viendrez me voir dans ma loge. Excusez-moi aujourd'hui si je ne vous témoigne pas plus de reconnaissance et d'admiration; je suis fatiguée, je souffre.

— Vous avez fait, monsieur Simpton, une fort belle chose, dit lord Damville avec l'accent solennel d'un mari qui prend la parole au nom de la communauté; soyez bien sûr que miss Jane apprécie comme moi votre talent, mais, en sa qualité de femme et d'artiste, miss Jane a le droit d'être impressionnable, mobile, même capricieuse : c'est une véritable sensitive.

Sur cette comparaison poétique d'une si étincelante nouveauté, lord Damville s'arrêta avec un sourire satisfait.

— Tout artiste, dit William Simpton en jetant un regard ardent et triste sur miss Jane, éprouve un véritable chagrin à se séparer de l'œuvre qu'il finit. Moi surtout, j'ai le droit d'être affligé, car ce n'est pas de mon œuvre seulement que je me sépare.

— Ah! monsieur Simpton, dit encore lord Damville avec bonté, nous ne romprons pas, je l'espère, les charmantes relations qui se sont établies entre nous depuis quelque temps.

Et il fit un signe à miss Jane pour qu'elle dît quelque chose d'agréable au sculpteur.

La mystérieuse créature baissait la tête. C'était à présent son humeur et son plaisir de garder le silence. Ce silence, du reste elle le savait bien, avait, par son étrangeté, quelque chose de plus propre à émouvoir Simpton que toutes les louanges du monde. Au moment où elle se retirait, comme par un mouvement involontaire, elle tendit la main à l'artiste, toujours sans lui parler.

— Quelle ame perversement coquette! se dit William quand il fut

seul, savamment et cruellement capricieuse! Comment peut-on aimer une pareille femme!

Puis, en regardant la statuette qu'il venait de finir, et en s'arrêtant dans cette pensée qu'il avait exprimée tout à l'heure de sa séparation avec le plus charmant ou le plus occupant des modèles, il sentit, chose incroyable, comme des larmes qui montaient à ses yeux. Il pensa qu'il s'était couché trop tard la veille, qu'il avait travaillé avec trop d'ardeur dans cette séance, enfin qu'il avait les nerfs malades.

IV.

William ne manqua pas d'aller à Covent-Garden le jour où miss Jane lui avait dit d'aller la voir dans sa loge. Il se rendit au théâtre de bonne heure, et assista aux cinq actes d'*Hamlet*. Jamais Ophélia ne lui avait paru plus touchante que ce soir-là. Simpton était debout près de la rampe; il lui sembla tout d'un coup que le regard de miss Jane venait de rencontrer le sien. Tous ceux, le nombre en est grand, qui ont aimé des actrices savent quel incroyable effet produisent ces regards, qui, au milieu d'une scène, devant tout un public, du sein de l'éclat d'un théâtre, tombent tout à coup sur vous, furtifs et brûlans. William se sentit remué jusqu'au fond de l'ame.

La pièce finie, il traversa d'un pas rapide les corridors du théâtre, et se rendit à la loge de miss Jane. Il se trouva au milieu d'une foule de visiteurs. Lord Damville n'était pas là. Miss Jane lui donna la main et l'accueillit avec un sourire aimable, mais banal. A peine fut-il assis, qu'elle sembla l'oublier complétement. Elle parlait courses avec lord Norforth. En ce moment, le rôle qu'elle paraissait avoir adopté était celui de l'élégante la plus ingratement, la plus désespérément futile qui ait jamais traversé les allées d'Hyde-Park. La conversation du beau Lionel semblait répondre à tous les besoins de son ame. Elle avait l'air de manger avec plaisir et appétit le même foin que lui dans le même râtelier. Cette soirée-là n'était pas donnée aux hommes politiques, mais à la jeunesse dorée, aux muguets, aux raffinés. Quand la conversation sur les courses fut épuisée, on s'entretint longuement d'un duel qui avait eu lieu le matin. Tous ceux qui étaient là parlèrent de leur courage à mots couverts, avec un sourire de discrétion vantarde, des airs fanfarons de modestie qui irritaient singulièrement l'ame honnêtement et simplement brave de Simpton. William était tombé dans un de ces silences d'où l'on ne peut plus sortir sans embarras, parce qu'ils vous ont mis tout-à-fait en dehors de ce qui se dit autour de vous. Il avait grande envie de se retirer, et cette puissance mystérieuse qui vous enchaîne dans les situations pénibles ou fausses le clouait sur son siége; puis, je le crois bien, il était retenu aussi par je ne sais quel vague espoir, quel secret instinct. Miss Jane ne lui avait

pas adressé une parole flatteuse sur sa statuette, qui avait dû être la veille, chez elle, l'objet de tous les propos. Il lui semblait qu'il y avait là une conduite arrêtée, dont il voulait avoir le secret. Enfin, pour maintes raisons, et pour celle-là surtout que miss Jane, dans sa frivolité, était aussi charmante que dans sa gravité ou dans son enthousiasme, il restait.

Le beau Lionel et ses amis avaient, ce soir-là, un souper chez un petit prince allemand détrôné, qui se consolait de sa destinée en buvant du vin de Champagne, et se vengeait de l'humanité en faisant des dettes. Ils se retirèrent d'assez bonne heure. William resta seul avec miss Jane.

Quand il n'y eut plus que William auprès d'elle, quand le silence eut succédé au bruit qui remplissait sa loge, la comédienne inclina sa tête sur sa poitrine dans une attitude de songerie profonde, montrant aux regards enflammés de Simpton, dans le mouvement le plus attrayant, dans la plus gracieuse des lignes courbes, un cou blanc sur lequel se jouaient, dans une chaude lumière, quelques cheveux échappés au peigne; puis tout à coup elle releva le front, fixa sur William un regard éblouissant et d'une expression toute nouvelle, non plus le regard d'une femme mondaine et coquette, mais celui de la muse de Shakspeare, telle que l'aurait peinte Raphaël. Elle se leva, et, se dirigeant vers Simpton :

— Vous avez du génie, lui dit-elle; votre statue est un chef-d'œuvre! Hier, toute la journée, je l'ai regardée, et j'ai admiré. Je ne sais pas comment tous ces sots qui étaient là tout à l'heure peuvent m'aimer, car ils ne me connaissent pas. Vous seul vous m'avez vue telle que je suis, telle que je veux être. Laissez-moi vous remercier.

Et, par un mouvement inattendu du plus souverain, du plus irrésistible des charmes, elle mit sur le front de William un baiser. Simpton saisit les deux mains de la comédienne, les appuya sur sa bouche, et, pendant un instant, ne sentit que flammes et parfums en son cerveau.

Puis, quand il put parler :

— Mais vous me trompiez donc avant-hier, dit-il; vous n'êtes donc pas morte à tous les sentimens ardens et généreux, vous vivez donc?

— Je vis pour vous ce soir, dit-elle.

— Oui, ce soir, repartit impétueusement William; mais demain, demain, vivrez-vous pour moi encore?

En ce moment, on entendit une porte s'ouvrir et un pas dans la petite pièce qui précédait celle où cette scène se passait.

— Voici lord Damville, dit miss Jane à voix basse; demain, à midi, venez chez moi, je serai seule.

Lord Damville s'était cru obligé, pour ne pas rompre avec son passé politique, d'assister à un dîner ministériel et d'aller se montrer à un

bal d'ambassadeur. Il revenait haut cravaté et ganté exactement, dans toute la sévérité, toute la raideur d'une tenue officielle. William lui trouva cet air indéfinissable, portant à la pitié et au sourire, que les amans trouvent aux maris quand ils les voient rentrer au gîte conjugal à la fin de certaines soirées. Damville n'était cependant pas le mari, et William surtout était encore bien loin d'être l'amant de miss Jane.

V.

Le lendemain, William Simpton, au moment où il quittait son logis pour se rendre chez miss Jane, reçut le billet que voici : « Ne venez point à midi, cher monsieur, je suis obligée de sortir dans la matinée avec lord Damville; mais soyez assez aimable pour venir à six heures me demander à dîner. Vous vous trouverez avec quelques hommes distingués, qui me sauront un gré infini de les avoir réunis à vous. »

Il n'est pas un mot de cette lettre qui ne mît William en fureur. A l'instant où il se croyait emporté avec miss Jane dans le monde excentrique et passionné de l'amour, le voilà qui retombait dans les plus glaciales et les plus banales régions de la politesse. A la place d'un entretien ardent et solitaire, on lui offrait une réunion avec des *hommes distingués!* Ces derniers mots surtout lui causaient des transports de rage. — Non, se dit-il, je n'irai pas à son exécrable dîner!

A six heures moins un quart, il se dirigeait vers la demeure de l'actrice. Il allait la voir au moins, et lire peut-être sur ses traits l'explication de son étrange conduite. Enfin il vivrait, car, à l'âge qu'avait alors William, on a beau être guerrier ou artiste, ambitionner une grande place parmi les hommes, c'est par les femmes surtout que l'on vit. Dans l'élégant salon où fut introduit William, lord Damville et le duc de Norforth étaient installés déjà : c'étaient deux de ces convives distingués que miss Jane avait promis à Simpton. La maîtresse du lieu avait pris ses airs les plus convenables : elle parlait d'un ton mesuré et ne se permettait que des demi-sourires. Sous tous ces airs réservés, sa beauté avait quelque chose de brûlant. Elle était vêtue à l'espagnole avec un voile noir sur ses cheveux blonds, une rose rouge, couleur des amours sanglantes, jetée dans ses lumineuses boucles. Ses épaules, au milieu des garnitures de dentelle, étaient plus attrayantes et chargées d'ivresse que le vin de Chypre dans une coupe romaine. Elle répandait autour d'elle la chaleur et le frisson.

Après Simpton arrivèrent encore deux convives. L'un était un ambassadeur autrichien, le prince de Nipperg. Le père du prince avait été l'un des grands seigneurs les plus spirituels du siècle dernier. Malheureusement trop prodigue de son esprit, il n'en avait rien laissé à son fils. L'autre était le duc de Penarez, grand d'Espagne de première classe, possesseur d'une immense fortune et plongé dans un au-

guste abrutissement. Quand l'Autrichien et l'Espagnol furent arrivés, on se mit à table.

Encore si le vieux prince de Nipperg s'était borné à manger tout le fonds d'esprit qui aurait pu revenir à son fils; mais il lui avait laissé par son nom une écrasante dette. Le prince actuel de Nipperg, par sentimens de famille, par pitié filiale, voulait absolument faire, vis-à-vis des artistes et des gens du monde, les frais qu'aurait faits son père. Toujours il se trouvait à court; c'est une justice à lui rendre : il supportait parfaitement sa pauvreté; on pouvait croire qu'il ne la soupçonnait pas. Lorsqu'il sut que William Simpton était sculpteur, il voulut parler statuaire. Il s'extasia sur les narines de l'Apollon du Belvédère. Ce qu'il dit, lord Damville allait le dire. Lord Damville et le prince de Nipperg étaient faits pour s'entendre merveilleusement. Toutefois le prince de Nipperg avait quelque chose de plus léger dans ses prétentions, cela va sans dire. Représentant de la cour de Vienne (Vienne avait une cour alors; la civilisation n'y avait pas encore élevé des barricades), il avait un tour moins constitutionnel dans le discours et dans les idées. Le beau Lionel, qui, lui, s'était fait le représentant de la cour de Charles II, était d'une légèreté étourdissante. Il jetait au milieu de toute conversation sérieuse le rire dont les marquis, autrefois assis sur la scène, le dos tourné au parterre, interrompaient les tirades de tragédie. Le duc de Penarez mangeait avec application et buvait avec solennité. La tristesse envahissait William Simpton.

Par son nom, il n'avait aucune infériorité; par son esprit, il avait une supériorité incontestable vis-à-vis de tous ceux qui étaient là; mais il n'était pas de leur monde, car William Simpton n'était d'aucun monde, à bien dire. S'il avait eu de vrais châteaux, comme ceux de son oncle le marquis de Colbrige, peut-être Simpton aurait-il beaucoup moins habité les châteaux d'Oberon et de Titania. Faute des magnificences de la vie réelle, il s'était jeté dans les splendeurs de la vie imaginaire. De là lui venaient cette fierté rêveuse, ces dédains mélancoliques avec lesquels les hôtes des pays enchantés traversent cette vie. De là lui venaient aussi parfois un ennui très précis, une très positive amertume. On est condamné à errer seul dans les palais de la fantaisie avec les fées et les génies; on n'y reçoit pas ceux qu'on aime. William Simpton aimait fort cet Espagnol, — c'était le comte de Villa-Medina, — *qui brûla sa maison pour embrasser sa dame;* mais il lui manquait une maison à brûler. Il s'apercevait en ce moment que miss Jane sentait au moins aussi vivement que lui combien cela lui manquait. Cette femme, qui semblait hier si abandonnée aux charmes de l'art, de la poésie, était aujourd'hui tout entière à la magie du luxe, de la fortune, de toutes les grandeurs sociales. Elle caressait Norforth par un petit sourire grondeur dans ses prétentions à l'étourderie; elle caressait le prince de Nipperg par un sourire de fine approbation dans

ses prétentions à la spirituelle amabilité; enfin elle encourageait, par un regard d'intérêt onctueux, la manière dont buvait et mangeait le duc de Penarez. Il y avait deux hommes seuls pour qui elle ne faisait point de frais, lord Damville, qu'elle traitait en mari, et notre ami William Simpton, qu'elle semblait n'avoir jamais traité ni ne vouloir traiter jamais en amant.

Après le plus ennuyeux des dîners commença pour William la plus ennuyeuse des soirées. Le salon de miss Jane était amusant ce jour-là comme un salon ministériel. Toutes sortes d'illustres personnages y arrivaient pour lesquels la comédienne se mettait en frais de graves façons. Lord Damville triomphait; William résolut de s'en aller. Il se trouva dans la rue par une nuit d'été éblouissante. Ce soir-là, il y avait au-dessus de Londres un ciel italien. — Comment! se dit-il, deux yeux où il n'y a pas même eu d'amour pour moi m'empêcheraient de sentir tout ce libre espace de ciel, cet air pur et ces étoiles! Ensevelissons dans notre cœur miss Jane sous une couche de pensées tendres et mélancoliques comme des fleurs de cimetière, et n'y pensons plus. — Il est une chose qu'on doit soupçonner, c'est que William Simpton, qui avait vingt-cinq ans et qui était bien tourné, avait dans sa vie un attachement plus positif que son amour pour miss Jane. Il n'en est point de la vie réelle comme du roman où une tendre inquiétude, un sentiment idéal, suffisent pour remplir une ame. En ce monde, tandis que vous vous préoccupez d'une femme qui ne vous appartient pas, il en est d'habitude une qui vous appartient dont vous ne vous préoccupez pas.

Simpton songea tout à coup qu'il ferait bien de se mettre à aimer sérieusement une femme qu'il voyait tous les jours, et auprès de laquelle il avait réussi depuis plusieurs mois. Lady Blington, c'était la maîtresse de William, était une femme suffisamment aimable et suffisamment jolie, qui avait aimé les arts toujours et de temps en temps un artiste. Elle n'était point précisément sotte, et elle avait des yeux bleus avec des cils noirs que William aurait bien adorés; mais elle avait la plus fâcheuse des prétentions, elle voulait être une Béatrix. Elle déposait sur le front du jeune sculpteur un baiser de la poésie la plus affectée. Elle lui parlait de l'inspiration, elle lui faisait jurer qu'elle était sa muse. Pour un esprit comme celui de William Simpton, épris de l'art d'une façon naturelle et sérieuse, ces afféteries étaient intolérables. Il y avait des jours où lady Blington le mettait dans l'état où le piano met les chiens de chasse, c'est-à-dire lui donnait de longues et violentes attaques de nerfs. Eh bien! pourtant il résolut d'aller braver ce soir-là les paroles inspirées et le baiser sur le front.

Il trouva lady Blington seule, tenant à la main un volume de Lamartine qu'elle lisait en français, car elle était essentiellement lettrée. Quand elle aperçut William, elle lui tendit la main en laissant son re-

gard fixé sur le livre comme s'il y eût été retenu par un charme; ses lèvres prirent un sourire contemplatif et harmonieux.

Et l'amante et l'amant, sur l'aile du génie,
Montent d'un vol égal à l'immortalité,

déclama-t-elle à mi-voix comme entraînée par le besoin de faire partager une émotion trop vive.

— William, fit-elle après un moment de silence pendant lequel elle avait fermé lentement le livre et s'était mise à regarder son amant d'un air enthousiaste et recueilli, n'est-ce pas que ces vers-là sont beaux et qu'ils rendent vos secrets désirs? Quelle grande et charmante image que ce couple amoureux qui monte à l'immortalité sur l'aile du génie! Ces vers pourraient vous inspirer un groupe, William : sur une figure ailée, sur un ange au front étoilé qui représenterait le génie, vous pourriez jeter deux êtres, un poète et sa maîtresse. Je voudrais que le poète eût votre noble front; peut-être donneriez-vous à sa compagne quelque chose de mes traits. Tous deux s'enlaceraient, et...

Ici l'impatience de Simpton éclata. — Ce serait, dit-il, une chose bizarre que ces deux êtres assis sur un ange. Je ne suis pas fou des vers de Lamartine; je trouve qu'ils renferment, comme beaucoup de vers malheureusement, une image que ni pinceau ni ciseau ne saurait exécuter. Du reste, peut-être suis-je en disposition mauvaise et brutale; mais j'avoue que de l'immortalité ni du génie je ne me soucie guère ce soir. Je voudrais prendre la vie tout simplement, jouir de ce que je ne suis pas immortel encore; car, lorsque je serai immortel, chère lady, je ne sentirai pas sur mes lèvres la peau transparente et fraîche de cette jolie main.

Et par un mouvement assez tendre, car ce soir-là vraiment lady Blington était jolie, il prit la main de sa maîtresse. Il sentait sa mauvaise humeur se dissiper; mais lady Blington le repoussa vivement.

— Ah! William, s'écria-t-elle, vous ne m'aimez pas comme je veux être aimée; vous ne me comprenez pas, vous ne m'avez jamais comprise.

— Le fait est, milady, repartit William exaspéré, que nous ne nous comprenons pas ce soir. Peut-être que cette nuit je verrai en songe les *anges* de M. de Lamartine, et qu'alors, demain matin, vous me trouverez moins grossier. En ce moment, permettez-moi de vous quitter.

Et, sans écouter les reproches dont l'accablait lady Blington, il sortit d'un pas rapide.

— Ah! miss Jane! s'écria-t-il quand il se retrouva dehors en plein air, vous êtes capricieuse, vous êtes perverse, vous déchirez, vous brûlez, mais vous n'agacez pas les nerfs. Vous ne faites pas connaître ce misérable ennui, ces dépits mesquins qui sont ce qu'il y a de plus détestable au monde. Auprès de vous, on est heureux ou l'on souffre; mais on sent les vraies, les grandes puissances de la vie.

VI.

William alla passer un mois au bord de la mer. Il y a des gens qui, dans l'air des plaines, des prairies et des grèves, boivent l'eau du Léthé; Simpton s'aperçut qu'il n'était pas de ces gens-là. L'image de miss Jane l'assiégeait comme certains fantômes assiégent les solitaires. Après de grandes courses sur les côtes, quand il se couchait le soir, espérant voir le ciel et les flots dans son sommeil, c'était le regard de miss Jane qui se fixait sous son front. Les songes paraient pour lui cette créature, dont le souvenir n'était déjà que trop attrayant en son ame, de ce charme aux longues et puissantes ivresses qu'ils répandent dans leurs scènes de volupté. Il lui fallait toute une matinée passée au grand air, sur le rivage, pour secouer les dangereux parfums de ses rêves. Lorsque, assis dans le creux d'un rocher, il regardait l'inquiétante étendue de l'océan, il se disait : Que me font tous ces espaces? Deux baisers qui fermeraient mes yeux me donneraient plus de plaisir que ces lumineuses et frémissantes plaines. — Il était vraiment amoureux.

Un matin, il prit le chemin de fer, et, grace à cette fantastique invention du génie moderne, qui met dans la vie comme dans l'ame les espaces solitaires auprès des lieux pleins de mouvement et de bruit, il se trouva à sept heures du soir devant le théâtre de Covent-Garden. Miss Jane jouait. William se mit dans un coin obscur de la salle, il ne voulait être vu ni des spectateurs ni de l'actrice. Il était résolu à rompre avec le monde; le spectacle de ce soir-là était une fantaisie qu'il se passait; le lendemain, il comptait retourner dans la solitude. Quand la pièce fut finie, une envie démesurée le prit d'aller voir l'actrice dans sa loge. Il se demanda, — ce que se demandent parfois tout d'un coup ces gens aux idées bizarres, violentes et malheureuses, qu'on nomme les songeurs, — pourquoi il augmenterait volontairement lui-même le nombre de ses souffrances. Rien ne l'empêchait d'entendre la voix de Jane lui adresser des paroles, de voir ses yeux le regarder; à quoi bon s'enlever ce bonheur? Quelques minutes après ces réflexions, il était dans la loge de l'actrice. Ce soir-là, comme d'ordinaire il y avait beaucoup de monde chez miss Jane, comme d'ordinaire aussi il y avait cohue dorée; mais, dès que l'actrice aperçut William, elle interrompit sa conversation avec le prince de Nipperg, se leva, courut à lui, et l'embrassa presque.

— Monsieur Simpton, s'écria-t-elle, qu'êtes-vous devenu? Comment peut-on disparaître ainsi sans donner de ses nouvelles à ses amis? Qui vous a enlevé? Est-ce l'amour? est-ce l'art? est-ce une créature de chair ou une créature de marbre? N'importe pour quel objet vous nous ayez quittés, vous avez mal agi. Vraiment, ajouta-t-elle d'une voix basse qui

fit parcourir un long frisson dans tout le corps de William, j'étais désolée. — Puis elle fit asseoir Simpton à côté d'elle, et comme au bout d'une demi-heure, voyant que la foule ne désemplissait pas sa loge, il voulait s'en aller : — Ne vous découragez point, lui dit-elle à l'oreille; restez, je veux que nous soyons seuls.

William se dit qu'il était sans doute couché au bord de la mer, qu'il faisait un bon rêve, et il resta. En effet, tous les adorateurs de miss Jane, voyant que ce soir-là il n'y avait rien à espérer pour eux, se retirèrent les uns après les autres, et William resta seul avec la comédienne. Alors miss Jane garda le silence.

— Qu'avez-vous à me dire? lui dit William.

— Moi? rien! répondit miss Jane d'un ton triste et comme perdue en un songe.

— Mais, Dieu me pardonne, miss, je crois voir une larme sur votre joue?

— Non, je ne pleure pas.

— Si, vous pleurez; Jane, vous pleurez!

— William, fit-elle d'une voix ardente, sa joue contre celle de Simpton, c'est que je vous aime!

William poussa un cri et laissa tomber sa tête sur les genoux de la comédienne, fondant en larmes à son tour, en vraies larmes.

Le lendemain matin, à dix heures, il regagnait son logis, où la veille il n'était pas rentré, après une de ces nuits couronnées de roses brûlantes qui valent pour les ames amoureuses ce que valent les journées aux couronnes de lauriers pour les ames de conquérans. Il s'était laissé tomber sur un sofa dans un coin de son atelier, et depuis une heure il goûtait un sommeil plein d'enchantement, quand on lui annonça la visite du duc Lionel de Norforth.

— Ah! ah! fit Lionel en l'abordant, je trouble dans un sommeil qui lui était probablement fort nécessaire monsieur le marquis.

— Monsieur le marquis! que signifie ce mot, monsieur le duc? répondit William, qui ne se croyait pas assez lié avec Lionel pour lui laisser prendre ce ton de plaisanterie.

— Cela signifie que j'ai l'honneur de parler au lord marquis de Colbridge. Hier matin, votre oncle le marquis de Colbridge et ses deux fils ont voulu faire une promenade en pleine mer, malgré tout ce qu'on a pu leur dire sur l'incertitude du temps et le danger des côtes. La petite embarcation qu'ils montaient portait non point leur fortune, mais la vôtre. Maintenant leurs corps sont à l'océan, leurs ames à Dieu, et leurs biens à vous. Comme j'étais en ce moment à leur château, où l'on venait d'organiser de grandes chasses, je me suis chargé d'aller vous annoncer la catastrophe qui vous fait pair d'Angleterre et l'un des plus riches particuliers de l'Europe. Je suis arrivé hier soir par le che-

min de fer de Bristol; je n'ai pas couru à votre logis, parce que j'étais sûr de ne pas vous y rencontrer. Quoique depuis un mois vous ne vous montriez plus à Covent-Garden, j'ai pensé que je vous y trouverais peut-être, mais je ne vous ai pas découvert, et, comme j'étais las, je ne suis pas resté au théâtre....

— De sorte, dit William, dont une terrible pensée venait de traverser soudain l'esprit, que vous n'avez appris à personne, hier au soir, le changement de mon destin.

— Ah! si fait, reprit Lionel, j'ai vu miss Jane pendant un entr'acte.

Une effrayante expression de douleur se peignit sur les traits de William; sa tête s'inclina sur sa poitrine, il sembla près de se trouver mal.

— Bien certainement, se dit Lionel en lui-même, c'est ma nouvelle qui agit sur lui de cette étrange façon. Ah! fortune, de quel amour on t'aime!

De quel amour William aimait miss Jane!

VII.

Ainsi tout le bonheur de la veille était maintenant corrompu. Dans ces tendresses qui faisaient fondre son cœur, dans ces baisers qui mettaient la flamme en ses veines, il n'y avait que mensonge. Pas un seul n'était vrai de ces élans qui l'avaient porté au ciel. Il avait eu entre ses bras une créature froide, intéressée, maîtresse d'elle-même, calculant le prix de chacune des caresses dont elle l'enivrait. Il eut envie de ne pas la revoir; puis cet ardent et adoré visage, tel qu'il l'avait vu dans les heures amoureuses, revint à son esprit et l'attira avec une incroyable puissance. Quelques instans après la visite de Lionel, William se rendait chez miss Jane.

Quand son amant entra chez elle, la comédienne était couchée sur un divan, les joues pâles, les yeux animés et les lèvres vermeilles, vêtue d'une longue robe du matin en velours noir, qui laissait voir tous les mouvemens et tous les contours de son corps. Elle tendit la main à William. Elle avait une de ces petites mains féminines, animées d'un fluide mystérieux, qui ne peuvent s'appuyer sur les vôtres sans vous jeter dans un étrange état de frisson. William mit sur les doigts de Jane un baiser enflammé et rapide; puis il s'éloigna d'elle en passant la main sur son front, et se prit à la regarder avec une tristesse mêlée de peur.

— Qu'avez-vous à me regarder ainsi, William? dit-elle, que se passe-t-il en vous?

— Jane, fit William, pourquoi ne me donnez-vous pas ce matin le

nom que vous me connaissiez hier soir? pourquoi ne m'appelez-vous pas marquis de Colbridge?

Miss Jane cacha sa tête dans ses mains et garda un moment de silence. William la contemplait avec angoisse. Enfin elle se leva, les joues couvertes de larmes aux traces enflammées, les yeux secs. Elle venait d'attacher sur ses traits le plus vrai et le plus terrible de ses masques tragiques. Debout devant William, d'une voix où frémissait cette passion à bouleverser des milliers d'ames dont l'art et la nature lui avaient donné le secret :

— Vous venez me reprocher ce matin, lui dit-elle, mon amour d'hier, vous avez raison; ce sera le souvenir le plus honteux, le plus flétrissant, le plus douloureux de ma vie. Moi qui espérais garder au moins dans cette existence désordonnée que nous font les entraînemens de l'art et les dédains du monde la dignité d'un cœur qui ne s'est livré jamais, moi qui espérais ne pas aimer, j'ai aimé un homme que je devais mépriser quelques heures après lui avoir montré mon amour. Oui, c'est vrai, je m'en souviens maintenant, je savais hier que vous étiez le marquis de Colbridge, quand vous êtes entré dans ma loge. C'est le duc de Norforth qui me l'avait dit, n'est-ce pas? Lorsque je vous ai vu, vous dont une mauvaise puissance, dont une détestable magie fixaient depuis plus d'un mois l'image devant mes yeux, j'ai bien songé à la nouvelle du duc de Norforth! Vous savez quelles paroles je vous ai dites à voix basse, quand il y avait du monde autour de nous, puis cet aveu qui m'est échappé au milieu des larmes quand nous avons été seuls. De ce qui s'était dit, de ce qui s'était passé, il y avait des années, il y avait une heure, je n'avais aucun souvenir. Toute ma vie était dans les mots que votre regard arrachait alors à mon cœur. Ah! ces mots dont ce matin je suis désespérée, dont il me semble que je sois souillée, pour les racheter, si je la possédais, je donnerais toute l'Angleterre. Oui, je me le rappelle à présent, vous êtes le marquis de Colbridge, vous êtes riche. J'ai fait une spéculation, n'est-ce pas? J'ai voulu faire croire au marquis de Colbridge que je l'aimais. Eh bien! lord Colbridge, maintenant, je vous le dis en face, je ne vous aime pas, je ne vous estime pas, et je désire ne jamais vous revoir.

— Jane, s'écria William, je suis un misérable, j'ai mérité votre haine, votre colère, votre mépris; mais, croyez-le, en ce moment je mérite aussi votre pitié. Tenez, je suis à vos genoux, j'embrasse vos pieds, je mets mon cœur dans la poussière. Je vous demande pardon et je souffre. Si vous saviez combien je vous ai aimée déjà, combien je vous aime et combien je puis vous aimer encore! Vous êtes ma pensée unique, ma vie entière. Cette douleur même, cette affreuse et injuste douleur que ce matin j'ai ressentie, que tout à l'heure je vous ai laissé voir, me l'a bien prouvé. Quand lord Norforth est venu m'annoncer

une nouvelle qui aurait suspendu chez un autre tout mouvement d'intelligence et de cœur, c'est à vous seule, à votre amour que j'ai pensé. Un terrible, un odieux soupçon m'est venu, et je me suis trouvé plus malheureux alors en tombant sur mes sacs d'or qu'un autre en tombant sur du fumier. Sans vous, tout me déplaît, m'ennuie et me fait mal. Vous m'aimiez, dites-vous, vous aviez toujours devant les yeux mon image; c'est moi qui vous aimais, c'est moi qui vous voyais. Si vous saviez comme la nature m'irritait, comme ses splendeurs me semblaient mesquines, comme tous ses spectacles étaient pour moi sans intérêt, sans valeur, pleins de tristesse et de néant, alors que j'étais loin de vous, ne me doutant pas que vous m'aimiez! Ah! Jane, si vous avez pitié d'une vie qui vous appartient, d'une vie qui s'éteindra sans vous, tâchez de m'aimer encore. Je le sens maintenant, si vous m'aimiez, si je rentrais dans ce paradis d'où me bannit votre colère, je vous adorerais d'une adoration parfaite, il n'y aurait plus en moi, mon Dieu, une pensée qui ne fût toute d'amour et de respect pour vous.

Jane se laissa toucher, et comme cela arrive dans la vie amoureuse, cette vie où les heures s'enlacent d'une si capricieuse façon, aux emportemens du désespoir et de la colère succédèrent tous les élans du bonheur et de la tendresse; puis vinrent ce sourire, cette gaieté, ces momens de libre causerie, de familiarité joyeuse, qui ont leur place parmi les émotions variées dont se compose le plus divin des passe-temps. Jane raconta en riant à William comment elle avait rompu avec lord Damville.

Le pauvre lord, qui l'impatientait depuis si long-temps par maint côté de son caractère, particulièrement par son goût pour les lettres, lui avait fait tout à coup une révélation désastreuse. Un beau matin, il lui avait lu une pièce en cinq actes appelée *Élisabeth*, pour laquelle il réclamait son talent. Au moment où William était parti pour aller respirer l'air de la mer, on répétait la pièce de lord Damville à Covent-Garden avec activité, mais avec mystère. L'auteur d'*Élisabeth* voulait étonner ses amis et ses ennemis en prenant place un beau jour à côté de Shakspeare, sans en avoir prévenu personne; mais la discrétion et la patience lui avaient manqué, et, une semaine avant la première représentation, il s'était mis à faire chaque soir des lectures dans les salons. Lord Damville était un de ces hommes qu'attire fatalement le ridicule des lectures mondaines. Du reste, on le croyait si peu en état de faire marcher une action et agir des personnages, que généralement on était étonné en voyant toutes ces entrées et toutes ces sorties, toutes ces demandes et toutes ces réponses qui se suivaient tant bien que mal pendant cinq actes; puis on se disait : « Le talent de miss Jane fera des merveilles. » Il y a des bornes à toutes les puissances, même à celles des femmes et du talent. On avait représenté, il y avait huit

jours, l'*Élisabeth* de lord Damville. Jamais chute n'avait été plus complète et marquée d'un caractère plus triste. La grande majorité du public, composée de gens bien élevés et amis de l'auteur, ne se permettait ni sifflets, ni murmures, mais s'abandonnait à une morne stupeur, à une somnolence désespérante et désespérée. Sur tous les visages couraient des bâillemens mélancoliques que les femmes cachaient derrière leurs éventails ou leurs bouquets, mais que les hommes laissaient voir sans pudeur. Au milieu de cette foule élégante et endormie, une poignée d'hommes sales et réveillés, placés dans les humbles et obscurs endroits qu'on n'avait pu interdire au vrai public, témoignait de temps en temps sa mauvaise humeur. Quand la pièce fut achevée, cette petite troupe factieuse demanda bruyamment le nom de l'auteur. Dans les coulisses, on conseillait de tous les côtés à lord Damville de ne pas se nommer. Un poète dramatique ne peut jamais croire à sa chute. Alors que la pièce est finie, tant qu'il reste un spectateur dans la salle, il lui semble que les destins peuvent encore changer. Lord Damville se disait que son nom serait peut-être accueilli avec des transports d'enthousiasme. Cependant les avis lui vinrent si nombreux et si pressans, qu'il n'osa pas leur résister. Au moment où il se résignait à décliner la paternité de son œuvre, un certain nombre de ses amis débusquèrent dans le théâtre. Norforth, s'avançant vers lui de son ton le plus étourdi de jeune seigneur, dit à lord Damville : — Écoute, mon cher, franchement ta pièce est détestable. — Ce signal donné, le malheureux Damville vit commencer pour son drame une véritable curée. Il n'osait pas aller trouver miss Jane. La grande actrice lui devait le premier revers qu'elle eût éprouvé dans sa vie théâtrale. — Ma foi, disait-elle à William, je fus impitoyable. Ah ! milord, m'écriai-je, quand je l'aperçus se tenant tout confus à la porte de ma loge, vous auriez bien dû m'abandonner pour les muses ou abandonner les muses pour moi. Ce soir-là, il ne me reconduisit pas à mon logis. Le lendemain, il m'écrivit que j'avais été, avec tout le public, bien cruelle pour lui, qu'il voulait quitter pendant quelque temps cette Angleterre où Shakspeare n'avait été célèbre qu'après sa mort, et où l'on avait outragé Byron. Je lui répondis que la postérité m'accuserait peut-être d'avoir méconnu un grand homme, que j'étais décidée à encourir ce reproche avec tout mon siècle, qu'il ferait bien de quitter l'Angleterre en effet, parce que les voyages guérissent des passions, et que ce serait un grand bonheur pour lui s'il pouvait se guérir de sa passion pour les lettres. Et il est parti, ma foi, et je suis libre et je t'aime, fit-elle en embrassant William.

— Mais comment, dit lord Colbridge, avez-vous pu si long-temps supporter un pareil homme?

— Mon Dieu, je n'aimais pas, je n'avais jamais aimé; tous les

hommes me semblaient un peu plus ou un peu moins sots. J'attachais peu de prix à la différence. Celui-là, après tout, était d'une humeur obligeante. Il m'épargnait l'ennui de faire des courses, d'écrire des lettres, et me tenait de longs discours pendant lesquels je m'établissais commodément dans quelque songerie. Ah! William, vous m'avez transformée.

— Jane, fit William d'une voix sombre et passionnée en embrassant l'actrice sur le front, que ne puis-je brûler toutes les images qui sont entrées dans votre cerveau avant que vous m'ayez connu!

— Hélas! lui répondit-elle avec un douloureux accent, je vois bien à quoi vous songez : j'ai mené une vie indigne. Je suis la plus misérable des femmes; je suis née en pleine Bohême. Le premier fruit qu'on ait porté à mes lèvres a été le fruit défendu. Je ne sais pas quelles affreuses passions, quels terribles caprices ne m'ont pas battue de leurs ailes. Si vous désiriez des aveux, je vous en ferais dont vous-même, qui êtes un homme, vous frémiriez; puis elle insista sur cette pensée, exprimée sous toutes ses formes à chacune de leurs nouvelles liaisons, par les hommes et par les femmes qui ne peuvent cacher un bagage embarrassant de galanterie, que dans le cœur est la vraie virginité, qu'elle donnait son cœur pour la première fois. Et enfin, en arrivant aux détails même de sa vie, elle présenta à William ces faits qu'elle lui avait peints d'abord si monstrueux sous des couleurs telles que le pauvre amoureux croyait peu à peu presser l'innocence même entre ses bras. Évidemment, aucun homme n'avait eu ses faveurs avant lord Damville, et même était-il bien sûr que lord Damville eût été son amant?

VIII.

Le fait est que William aimait comme il n'avait jamais aimé; c'était sa vie tout entière qui s'écoulait, heure par heure, en joies, en souffrances, en emportemens, en extases, aux pieds de sa maîtresse. Il était plongé dans cette atmosphère féminine où languissent et s'éteignent avec tant de délices les plus nobles, les meilleures existences, et cependant à chaque instant, lui dont l'esprit était vraiment élevé, dont le cœur était profond et sincère, il comprenait tout ce qui manquait à l'être dont il avait fait son dieu. La nature de miss Jane était en tout un mystère. Il y avait dans sa voix, quand elle déclamait les vers de Shakspeare, plus de poésie que dans la pensée même qu'elle traduisait. Ses costumes savans et charmans annonçaient chez elle une plus intime et plus vive intelligence de la peinture que celle des plus grands peintres de toutes les écoles; eh bien! quand elle raisonnait sur un poème ou sur un tableau, jamais rien d'original ni d'élevé ne sortait de sa bouche. Un jour, William alla visiter avec elle la célèbre galerie

de lord Bentinck; il revint plein de fatigue et de tristesse. Il n'avait point surpris dans sa maîtresse un seul de ces élans que demande au cœur qu'il aime un cœur épris de l'idéal. Les planches de la scène semblaient être pour elle ce qu'était le trépied pour la pythonisse. Quand elle ne les touchait plus, elle cessait de vivre de la vie enthousiaste et sacrée. Il y avait un monde cependant où elle conservait son énergie, sa grandeur, ses charmes surprenans et irrésistibles : c'était celui de la passion. Dans ce monde-là, elle régnait comme sur le théâtre; mais de quelle façon perverse, tyrannique, meurtrière! Elle armait de toute la puissance, elle ornait de tous les attraits du génie cette succession inouie de caprices effrénés, de fantaisies dépravées et égoïstes dont se compose une ame de courtisane.

Un jour, en se promenant avec William dans Hyde-Park, elle aperçut Lionel, qui, monté sur un genet d'Espagne, sortait d'une verdoyante allée. Le jeune duc maniait son cheval avec une parfaite élégance. Il rappelait vraiment, par sa belle tournure, par son grand air, ces seigneurs des siècles passés qu'il avait choisis pour modèles. Il passa auprès de la calèche où miss Jane était à demi couchée, regardant, avec une langueur de lassitude plutôt que d'amour, les yeux de William, constamment fixés sur les siens. Il eut l'inspiration heureuse de ne pas lui parler, mais de s'incliner et de se découvrir en passant. Le beau Lionel saluait à cheval avec une grace particulière. Miss Jane, quand Lionel se fut éloigné, tomba dans une rêverie sombre et obstinée, semblable à celle d'un prince d'Orient qui regarde danser des bayadères. Cet homme qu'elle avait vu maintes fois, et dont maintes fois les tendres discours lui avaient semblé insipides, venait de lui apparaître sous un jour tout nouveau. William fut des heures entières sans pouvoir lui arracher une parole. Cependant il arriva un instant où ses vapeurs se dissipèrent tout à coup. Ses traits reprirent toute leur animation, son esprit reprit toute sa verve; elle sembla recouvrer toute sa tendresse pour William : elle venait de prendre un parti; elle avait trouvé le plus simple et le plus ingénieux des moyens pour se débarrasser tout un jour de lord Colbridge.

A cette heure où Roméo quitte Juliette, où la verdure est gaie, le ciel rose et le cœur des amoureux mélancolique, elle dit tout à coup à William, dont l'ame, comme le corps de cette ardente Romaine d'un poète antique, rassasiée, mais non pas lassée d'amour, était suspendue à son regard : — Ne me regardez pas ainsi, vous me faites peur!

Il y avait dans sa voix lente et sonore un accent de mystérieuse épouvante qui glaça le cœur de Colbridge.

— Au nom du ciel! lui dit-il, Jane, qu'avez-vous? Quelle fantaisie sinistre passe dans votre esprit? Quel fantôme voyez-vous que mes yeux ne découvrent pas?

— Vous me faites peur, reprit-elle de la même voix, vous m'aimez

trop! Et moi, tenez, je suis une malheureuse, je ne sais pas si je vous aime et si je vous ai jamais aimé!

— Jane, quelles affreuses, quelles cruelles paroles! A quel jeu terrible vous vous livrez! Rappelez-vous...

— Je ne me rappelle plus rien. Que voulez-vous? je vous l'avais dit, ma nature est pleine de secrets que moi-même je ne comprends pas et n'ai jamais cherché à comprendre. Il n'y a eu chez moi ni les heures pures et fraîches de l'enfance, ni les heures tendres et inquiètes de la jeunesse : toute ma vie n'a été qu'une journée orageuse et brûlante d'été. Qui m'aime est un insensé; chercher dans mon cœur de la tendresse, c'est chercher des fleurs sur un rocher, un palais au milieu des mers. Tenez, William, partez, quittez-moi; tâchez de ne pas me maudire, car, si vous me maudissiez, ce serait une douleur pour vous; à moi, hélas! vos malédictions ne me feraient même point de peine. Tâchez de ne pas me maudire, mais de m'oublier.

Toutes les paroles ardentes et désespérées de William furent inutiles. Jane se montra inflexible. Elle ne voulait plus le voir. Cet immense amour, disait-elle, l'effrayait et la fatiguait; enfin le sentiment de l'orgueil froissé s'éveilla dans l'ame de Colbridge. L'esprit enflammé et bouleversé, le cœur saignant par maintes blessures, il se sépara de la comédienne. — Je m'en vais, lui dit-il en la quittant, visiter le château de Colbridge, dont je suis le maître et que je n'ai pas encore vu. Peut-être, en effet, le ciel, le grand air, les courses dans les forêts, me feront-ils oublier l'atmosphère pleine de fièvres dans laquelle j'ai vécu.

A peine William l'avait-il quittée, que miss Jane écrivait à lord Norforth : « Je me suis débarrassée pour un jour du marquis de Colbridge. Je suis lasse des amours sombres et passionnées. Si vous vous sentez disposé à m'aimer comme je vous aime, gaiement et modérément, venez. »

En même temps que ce billet, elle en écrivit un autre adressé au marquis de Colbridge, en son château de Colbridge, qu'elle ordonna à un domestique de mettre à la poste le soir, de façon à ce qu'il arrivât à Colbridge, situé à quelques lieues de Londres, le lendemain matin. Voici quel était ce billet : « Je t'aime, William, je t'ai toujours aimé, je n'ai jamais aimé que toi. oublie les paroles insensées que je t'ai dites hier et reviens. »

William était sur le perron de son château se disposant à monter à cheval par une matinée qu'éclairait un magnifique soleil de septembre, quand il reçut cette lettre. Son regard, du lieu où il se trouvait, embrassait une vaste étendue de ciel lumineux et de plaines d'un vert éclatant coupées de fossés et de barrières qui provoquait l'ame et le corps à l'enivrement des courses au galop. Ce morceau de papier qu'il tenait entre ses mains le rappelait à une vie malsaine, fâcheuse, que

sa raison et presque son honneur lui ordonnaient d'abandonner; tout ce que contemplaient ses yeux l'appelait au contraire à une bonne et généreuse vie : il n'hésita pas un instant. Au bout de quelques heures, il était à Londres, ne sachant pas s'il existait en ce monde d'autres beautés que les charmes de miss Jane.

IX.

William avait servi de témoin dans une affaire à un de ces hommes comme on en rencontre assez souvent parmi les officiers de l'armée anglaise, qui joignent à une grande fermeté de cœur des qualités intellectuelles d'une nature originale et d'un ordre élevé. Le colonel Scander avait inspiré à William une profonde estime et une assez vive affection. Dans les heures qu'à son grand regret il ne donnait pas à miss Jane, c'était avec lui qu'il avait le plus de plaisir à se trouver. Un matin, le colonel vint chez Colbridge, et voici à peu près ce qu'il lui dit :

— Mon cher marquis, il y a un rôle qui à tout âge et pour tous les hommes est humiliant et douloureux, mais qui à un homme de votre caractère et de votre âge doit causer une humiliation et une douleur toute particulière. Miss Jane, il est impossible que vous ne le sachiez point, vous a affublé de ce rôle-là...

Si vous ne donniez à miss Jane que de l'argent, je ne vous adresserais aucun reproche. Avec votre fortune et votre naissance, qu'on paie une femme qui vous trompe, c'est fort bien, cela vaut infiniment mieux que de tromper, comme on le fait d'habitude, une femme qu'on ne paie pas; mais vous donnez à miss Jane votre cœur. Il n'est bruit dans Londres que de votre amour pour elle. La passion effrénée qu'elle vous inspire est le texte de tous les discours; les imbéciles en rient, les philosophes en raisonnent, tous les oisifs en sont ravis; moi, cette passion m'afflige, car elle vous tue. Je ne vous dirai pas qu'elle vous avilit, ce serait une expression trop forte; toutefois elle vous fait perdre, c'est bien certain, cette estime parfaite, cette considération sérieuse dont un homme de votre valeur devrait être entouré. Elle vous met en contact avec un fléau social dont vous n'auriez jamais dû sentir les atteintes, avec le ridicule. Le duc de Norforth est parti hier pour Saint-Pétersbourg, après avoir échangé deux coups de pistolet avec moi. Savez-vous pourquoi ? je vais vous le dire. Dans un souper que le prince de Nipperg nous a donné il y a trois jours, Norforth a tiré de sa poche une lettre où miss Jane lui disait de venir, parce qu'elle s'était débarrassée de vous. Et il nous a raconté par quelle scène sentimentale cette perverse créature s'était fait les loisirs dont elle a usé de la sorte. Je n'ai point pu supporter le rôle que vous jouiez dans l'histoire

de Norforth, qui cependant, je dois le dire, s'exprimait avec beaucoup de convenance sur vous. Je lui ai parlé en termes vifs qui ont amené la rencontre d'hier. Encore si c'était seulement pour des gens comme Norforth que vous fussiez trompé! Norforth est un sot, mais enfin c'est un homme de notre monde; miss Jane vous unit, sans que vous le sachiez, à ce qu'il y a de plus bas dans le caractère et de plus infime par la condition. En ce moment, vous seul peut-être ignorez qu'elle a pour amant Mady le danseur. Cela me coûte, Colbridge, de venir vous faire supporter, je le sais bien, la plus douloureuse opération qu'un homme puisse subir; c'est une partie de votre ame dont il faut vous séparer, car malheureusement le mal est en votre ame.

William, depuis l'instant où Scander lui avait raconté l'histoire de Norforth, était tombé dans un véritable état de stupeur. Ses yeux brûlans et sans larmes ne réfléchissaient aucune pensée. Quand il entendit prononcer le nom de Mady, un souvenir se présenta sur-le-champ à son esprit. Il se rappela avec quelle insistance miss Jane l'avait prié de ne pas venir la voir dans la matinée, pour qu'elle pût se livrer sans distraction aucune à l'étude d'un nouveau rôle. Il se leva, ne dit pas un mot, ne jeta même pas un regard au colonel, et courut à la demeure de sa maîtresse. Sans s'arrêter aux paroles suppliantes et aux airs effarés de la femme de chambre, il traversa comme un fou cet appartement dont chaque pièce avait renfermé, pour lui, des scènes de bonheur, et il arriva jusqu'à la chambre à coucher de miss Jane. Sur ce sofa où il avait échangé avec elle ces regards, ces paroles, ces caresses qui ne la livraient pas à lui, tandis qu'ils le livraient à elle tout entier et pour toujours, il la trouva suspendue au cou du danseur Mady.

Il s'enfuit; quand il fut hors de cette demeure maudite, il ne savait pas s'il marchait dans le jour ou dans les ténèbres. L'astre qui l'éclairait était tombé du ciel. Il crut qu'il devenait fou et s'en réjouit. Il désirait voir sa tête ou le monde se briser. Au moment où ses pieds chancelans allaient le trahir et le jeter comme un homme ivre sur le pavé, il tomba entre les bras du colonel Scander, qui l'avait suivi.

Le marquis de Colbridge partit pour la France. Il s'établit dans la ville la plus mélancolique qui existe en ce monde, à Versailles. On disait de lui : C'est un Anglais immensément riche, atteint du spleen. La maladie de William était cent fois plus cruelle que le spleen, car souvent des douleurs aiguës succédaient pour lui à un état habituel de langueur. L'amour, quand on aime vraiment, attache tellement à tous les objets une idée mystérieuse et enchantée, qu'après les grandes douleurs amoureuses il n'est rien où l'on ne trouve un souvenir meurtrier. Les tableaux, les arbres et les livres faisaient souffrir William. Il vivait parce qu'il avait perdu ce degré d'énergie auquel on se tue.

Un jour, après une promenade à pied, il se souvint du plaisir qu'il éprouvait quand il était pauvre et jeune (il lui semblait que sa jeunesse était séparée de lui par d'immenses espaces de temps) à passer, au fond des tavernes devant un pot de bière, de longues heures de songerie. Il entra dans un petit café placé au coin d'un de ces boulevards déserts et solennels de Versailles. Son regard tomba par hasard sur un journal taché de tabac, et voici ce qu'il y lut : « La célèbre actrice d'outre-Manche, miss Jane, est dangereusement malade. On attribue aux fatigues de la scène l'état d'abord inquiétant et maintenant presque désespéré où elle est depuis plus d'un mois. »

A peine William eut-il lu cet article, qu'il courut chez lui, dominé par une seule pensée. Au bout de quelques instans, des chevaux de poste étaient devant son hôtel. Le soir même de ce jour, il prenait au Hâvre le paquebot de Southampton; le lendemain, il était à Londres, auprès du lit de miss Jane.

La comédienne, depuis sa rupture avec Colbridge, avait mené une vie effrénée. Cette féminine organisation n'avait pas été assez forte pour cette existence à la Mirabeau, où les fatigues du génie succédaient aux fatigues du plaisir. Elle était tombée malade, et l'on disait autour d'elle qu'elle se mourait. Quand William l'aperçut, il éprouva un immense transport de douleur, mais d'une douleur si tendre, qu'elle lui fit du bien. Il était heureux de s'abandonner à un sentiment qui, loin d'être haineux, était au contraire plein de douceur et de miséricorde vis-à-vis de cette créature qu'il avait tant aimée, qu'il aimait tant pour mieux dire. Et puis, quand il la contemplait si pâle dans ce lit blanc, déjà paraissant presque unie au linceul, il lui semblait qu'en elle et autour d'elle se rétablissait une sorte de pureté. Il oubliait dans quelle vie brûlée et souillée par la débauche toutes ces graces qui lui étaient si chères s'étaient abîmées. Livrée à cet abandon qui aux heures de la maladie et de la mort se fait si souvent autour des royautés, surtout des royautés de plaisir, miss Jane avait éprouvé une grande joie à voir apparaître Colbridge. Elle conservait jusqu'en son délire la science instructive de tout ce qui excite l'amour; elle jetait de temps en temps à l'oreille de William, tandis qu'il se tenait à son chevet, la tête appuyée sur son lit, les lèvres attachées à sa main, quelques paroles qui lui rendaient les longs et ardens frissons des anciens jours.

Une nuit où elle ne pouvait pas dormir, et où elle semblait envahie par une funèbre tristesse : — William, dit-elle, quand je ne serai plus, souviens-toi bien que tu as seul eu le secret de ma vie, que je n'ai jamais appartenu ni à l'art, comme on l'a tant de fois répété, ni au plaisir, comme on l'a tant de fois répété aussi, mais à toi, uniquement à toi. Je suis heureuse de te dire cela, William, aux heures où l'on ne ment point..

La mort s'éloigna de miss Jane. C'est certain, elle n'aime pas à frapper ceux qui exercent en ce monde des puissances dangereuses. Les jours de l'actrice cessèrent d'être menacés, mais on lui ordonna d'abandonner pour une année le théâtre. — Eh bien! lui dit William, quand les médecins lui signifièrent cet arrêt, nous irons en Italie. Tu oublieras, comme je l'ai oubliée, la vie de l'art pour ne songer qu'à la vraie vie. Je suis enchanté que tu rompes avec cette existence de la scène qui mettait la fièvre dans ta pensée et dans ton sang. De la tombe qui t'a presque engloutie un instant, tu es sortie pour moi aussi pure que de ton berceau. Je veux te mener, comme on mène son épousée après un mariage, sous un ciel où l'amour se trouve pour ceux même qui ne l'ont pas emporté dans leur cœur.

Un de ces palais de Venise gais le matin, graves le jour, amoureux et rêveurs la nuit, reçut lord Colbridge et miss Jane.

X.

Cependant miss Jane s'ennuyait; voilà ce que découvrit Colbridge. Cet amour qui lui semblait suffisant à lui pour remplir une éternité, pour elle, ne pouvait plus remplir une heure. Ce n'était même point la scène qu'elle regrettait; ce regret-là aurait été le moins cruel que pût renfermer son cœur pour l'amour-propre de Colbridge. C'était la vie du mouvement, de la liberté, du plaisir, des caprices assouvis, après laquelle elle soupirait. William se promenait le soir en gondole avec elle, il lui montrait les étoiles (que lui faisaient les étoiles?) et les vagues (que lui importaient les vagues?). Miss Jane aurait donné toutes les merveilles de ces nuits poétiques pour les joies d'un de ces soupers de Londres où elle faisait folie de son corps et de son ame.

Un jour, avant l'heure du dîner, William se promenait seul sur la place Saint-Marc, l'esprit irrité, les nerfs malades, le cœur triste. Miss Jane avait passé dans un long bâillement toute sa journée. Il rencontra le duc Lionel de Norforth, qui accomplissait son dixième voyage d'Italie.

William n'avait pas vu Lionel depuis ce souper que lui avait raconté Scander. Le moment où reparaissait devant lui cet homme, dont le nom seul lui causait un mouvement de douleur et de colère, était particulièrement malheureux. Une querelle rapide eut lieu entre lord Norforth et lord Coleridge.

Le lendemain, on rapportait William à sa demeure avec une balle dans la poitrine. Il était fort près de la mort; cependant le danger s'éloigna de lui. La balle fut extraite, mais il entra dans une de ces longues maladies qui suivent parfois les blessures d'armes à feu. Dans la fièvre qui ne le quittait presque jamais, il voulait toujours avoir entre

ses mains la main de miss Jane. Son amour pour cette créature était devenu semblable à une tendresse d'enfant pour sa mère. Quand sa maîtresse s'éloignait, il se mettait à pleurer. Sa respiration cessait d'être oppressée, son regard prenait un peu de calme, alors seulement qu'elle appuyait sa bouche sur son front.

Comme presque tous les malades (c'était là ce qui augmentait encore son besoin d'une présence chérie), il avait pris en haine tous les autres visages que celui de miss Jane. Un être surtout lui inspirait un sentiment de répugnance : c'était le médecin qui le soignait. Ce médecin était un Français ayant dans l'extérieur et dans l'esprit cette espèce d'agrémens vulgaires qui appartient à une certaine classe de notre nation. C'était une sorte de beau dont l'amabilité familière, bavarde et présomptueuse froissait l'ame haute, silencieuse et discrète de Colbridge. Rien n'irritait William comme la façon dont le docteur l'appelait son cher malade et disait « belle dame » à miss Jane.

Du reste, M. Julien (c'était le nom du médecin) montrait au blessé un grand dévouement. Il venait renouveler les pansemens plusieurs fois par jour, et quelquefois il lui arrivait, quand le soir amenait chez le malade une fièvre trop forte, de passer la nuit.

Presque toujours, vers onze heures, William s'endormait donnant la main à miss Jane, et d'habitude il ne se réveillait qu'au bout de deux heures. Un soir il s'endormit comme à son ordinaire, mais il ne goûta qu'une demi-heure de sommeil. Il ne vit pas auprès de lui la figure de miss Jane. Il avait une fièvre violente, et il était dans cet état fatigant entre la vie réelle et la vie du songe qui se prolonge longtemps pour les malades aux heures des réveils nocturnes. Il désirait passionnément entendre la voix et contempler les traits de sa maîtresse. La chambre où couchait miss Jane tenait à la sienne. La porte en restait habituellement ouverte. Ce soir-là, cette porte était fermée. William voulut appeler, mais aucun son ne vint à sa bouche. Une émotion étrange, dont il ignorait la cause, étouffait sa voix dans son gosier. Alors il entreprit de se lever et se dirigea vers la chambre à coucher de miss Jane. Il arriva d'un pas silencieux jusqu'à cette porte qu'il était irrité de voir fermée; il l'ouvrit, et il vit quelque chose de répugnant, de terrible, d'odieux : miss Jane était entre les bras de son médecin.

Colbridge tomba inanimé sur le parquet. Il eut pendant une semaine la fièvre et le délire; miss Jane avait essayé de se présenter devant lui, mais sa présence avait produit sur le malade un effet tel que force lui avait été de s'éloigner. Cependant, comme on ne meurt jamais de ce qui devrait vous tuer, William se rétablit, et un jour qu'il était assis dans un grand fauteuil au soleil, sur un balcon où mainte fois il était venu avec sa maîtresse jouir de Venise et de l'amour, il eut le senti-

ment magnétique d'un être respirant derrière lui. Il se retourna, et, dans la lumière du ciel vénitien, il aperçut la blonde chevelure de miss Jane. Jamais la comédienne n'avait été plus belle et n'avait eu sur le visage une expression plus habilement composée. C'était quelque chose d'humble et de repentant jusqu'au désespoir, de résolu jusqu'à la témérité. — William, lui dit-elle en tombant à ses genoux qu'elle étreignit avec un indicible emportement, écoute-moi, je suis une mauvaise femme, une femme perdue, une courtisane, je te l'avais dit, mais je t'aime...

Tout ce qu'elle mit de passion dans ce dernier mot, qui par lui-même renferme une puissance d'une si incroyable magie, c'est ce que je ne rendrai pas. Il s'agissait d'embraser cette parole d'un feu qui cautérisât la plus profonde des blessures. Ce *je t'aime* disait ou plutôt criait : Que t'importent mes fautes et mes hontes, que t'importeraient mes crimes? Mon corps et mon ame ont plus de bonheur à te donner qu'ils ne t'ont jamais causé de douleur. Crois-tu que sans moi tu puisses vivre? Sans mon amour, tu manques d'air sous ce ciel; tu as froid dans ce soleil.

William se leva lentement, Jane restait à genoux, et, appelant son valet de chambre : — Qu'on me délivre de cette malheureuse! dit-il; puis il quitta le balcon et le salon même dont le balcon dépendait, après avoir vu la main du laquais se poser sur le bras de sa maîtresse.

L'infini n'est donné à rien ici-bas. Il faut que l'art voie toujours sa puissance se heurter contre une limite. Miss Jane se releva la rougeur au front, et au cœur la grande douleur de l'artiste vaincu. Elle savait qu'elle ne retrouverait jamais un accent comme celui qu'elle avait demandé et arraché à sa poitrine. Elle n'a jamais cherché à revoir lord Colbridge.

William épousa miss Claforth. Quelques mois après ce mariage, il trouva lâche et honteux le sentiment qui l'empêchait d'aller à Covent-Garden, où miss Jane avait repris le cours de ses succès, et il se rendit à cette représentation d'*Othello* dont j'ai parlé au commencement de ce récit. C'est là que j'étudiai dans son regard ce que laisse au cœur d'un galant homme la passion inspirée par une femme comme miss Jane. Lord Colbridge ne sentira jamais les joies du foyer, le rêveur attrait des enfans, le charme austère de l'épouse : il est pour toujours marqué du sceau fatal des profanes amours.

PAUL DE MOLÈNES.

LES POLONAIS

DANS

LA RÉVOLUTION EUROPÉENNE.

—

DEUXIÈME PARTIE.[1]

LE DUCHÉ DE POSEN, LA GALLICIE ET LE GERMANISME.

J'ai raconté ce que l'émigration polonaise avait fait avant février pour conserver intact le dépôt de la pensée nationale dans l'exil, et comment, après avoir désespéré de l'appui de la France et de l'Angleterre, elle s'était créé des amitiés plus sûres, fondées sur le sentiment de race, parmi les peuples de l'Autriche et de la Turquie. La situation générale de l'Europe, celle de l'Allemagne en particulier après les révolutions de Berlin et de Vienne, modifièrent profondément les rapports de la Pologne avec ses ennemis et avec ses alliés. Tout lui souriait dans ce premier moment d'illusion trop confiante, et sa joie était d'autant plus vive, que la cause en était plus imprévue. On eût interrogé les esprits les plus naturellement portés à la confiance, tous auraient avoué qu'ils n'avaient jamais, dans la fièvre de l'imagination,

(1) Voyez la livraison du 15 août.

rêvé rien de semblable aux occasions que la fortune leur offrait. Le cri de *vive la Pologne!* n'avait-il pas retenti dans nos rues? les échos du Rhin ne l'avaient-ils pas répété? ne s'était-il pas prolongé jusqu'à la Vistule? Les hommes qui passaient pour avoir embrassé le plus chaudement l'intérêt de la Pologne étaient au pouvoir chez nous, comme à Berlin. A Vienne enfin, ces Slaves que l'émigration avait entourés de tant de caresses étaient écoutés et puissans; peut-être demain allaient-ils devenir les maîtres.

Je voudrais montrer comment et pourquoi des conjonctures en apparence si favorables n'ont pas tenu tout ce qu'elles promettaient. L'émigration cesse de ce moment d'être le principal acteur dans ces vicissitudes nouvelles. La Pologne russe continue, il est vrai, de souffrir dans le mystère; ses vœux restent voilés, quoique l'on sente, pour ainsi dire, les pulsations de son cœur; mais, si cette portion la plus vaste et la plus généreuse de la Pologne est encore condamnée à l'immobilité jusque dans l'ébranlement général de l'Europe, les deux grandes provinces de Posen et de Gallicie, profitant des libertés conquises à Berlin et à Vienne, saisissent avec ardeur le rôle qui leur est offert. Le pays n'agit plus seulement par les émigrés et les conspirations; il agit directement par lui-même, et prend avec résolution la responsabilité de ses destinées. — Quelles idées ces hommes si long-temps déshérités de toute institution libre apportent-ils dans les affaires? de quelle manière entendront-ils l'intérêt de la Pologne parmi tant d'autres intérêts qui le secondent ou l'entravent?—Si Posen et la Gallicie, malgré un grand fonds de bon sens et des tendances conservatrices incontestables, n'ont point évité toute faute, si parfois les populations ont semblé égarées par les conseils du radicalisme, c'est que la partie turbulente de l'émigration a su s'introduire parmi les conservateurs des deux provinces, se glisser au milieu de leurs délibérations et les détourner de leur but. Les obstacles inattendus que les Polonais ont rencontrés lorsqu'ils ont voulu pacifiquement constituer les libertés que les gouvernemens de Berlin et de Vienne leur avaient promises expliquent d'ailleurs qu'ils aient pu ressentir quelque accès de désespoir, et qu'ils se soient trompés par des impatiences de patriotisme.

I.

La Pologne, dès le lendemain des révolutions de Berlin et de Vienne, se trouvait aux prises avec la Prusse et l'Autriche, avec la race allemande tout entière, qui voit en elles les deux formes de son développement historique et de sa pensée dans le temps présent. Cette lutte avec l'Allemagne est la première phase de l'histoire des Polonais de-

puis février; la seconde sera cette guerre de Hongrie, dans laquelle ils ont pris une part si héroïque et en même temps si désastreuse.

Pour peu que l'on remonte dans le passé, on s'explique l'antagonisme de la Pologne et de l'Allemagne. Ce n'est point la querelle particulière des Polonais et de tel ou tel état allemand, c'est la querelle héréditaire du Teuton et du Slave. Une nation qui semblait former l'avant-garde des races slaves à l'ouest et qui pénétrait au cœur de la race germanique, la Bohême, n'a-t-elle pas été, par son histoire, la preuve vivante, le premier témoignage des ambitions contraires des deux races? Tandis que l'influence germanique cherchait à s'étendre vers l'est et qu'elle s'avançait de ce côté sous le nom d'Autriche, les populations slaves étaient poussées par un instinct semblable vers l'ouest. C'est d'abord la Bohême qui essaie de déborder sur l'Allemagne; mais les Bohêmes, introduits par ce fait même au sein de la race germanique, finissent par s'y oublier, au point de demeurer associés à ses destinées. L'Allemagne prend bientôt le dessus, et l'union devient pour la Bohême une servitude, servitude à la fois intellectuelle et religieuse. C'est alors que s'élève cette grande et profonde protestation nationale de la race tchèque contre l'Allemagne, l'hérésie de Jean Huss et la guerre de Ziska. Le germanisme l'emporte.

L'opposition des deux principes séparait dès le même temps les Polonais et l'Allemagne. Pendant que celle-ci, par les conquêtes de l'Autriche, étendait pas à pas ses frontières au sud, à travers la Hongrie et la Croatie, jusqu'au territoire des Serbes, elle se glissait au nord, le long de la Baltique, jusqu'au sein des provinces polonaises, par l'établissement de l'ordre teutonique, par les progrès du margraviat de Brandebourg, enfin par la fondation du royaume de Prusse. Puis un jour vint où, après de longs préparatifs, profitant de l'effroyable discorde qui épuisait les Polonais, usant de supercherie plutôt que de violence, conquérans à peu de frais, la Prusse et l'Autriche conspirèrent avec la Russie pour le partage du royaume. Le germanisme dominait ainsi la Bohême, l'Illyrie et une large part de la Pologne. Les procédés administratifs auxquels il recourut pour consolider son facile triomphe en Pologne n'étaient pas de nature à apaiser l'antique animosité des deux races. Dès le lendemain du partage, il s'engagea entre la bureaucratie autrichienne ou prussienne et les populations de l'ancienne Pologne une lutte permanente et corps à corps, dans laquelle l'administration allemande mit tout son entêtement, et la race polonaise toute sa passion. Si, dans les grandes occasions, en 1831, en présence d'un courage que personne ne pouvait méconnaître sans cruauté, l'Allemagne libérale a montré quelque velléité de justice, c'est que la guerre des Polonais contre les Russes détournait alors de l'Allemagne l'action de la Russie. Cette sympathie était passagère. Lorsqu'enfin

s'annonça ce grand mouvement du slavisme auquel la Pologne s'attacha comme à la formule féconde qui contenait sa régénération, les Allemands, inquiets, irrités, déprécièrent de leur mieux cette doctrine, qui manifestait la naissance de la civilisation slave. L'Allemagne ne pouvait voir avec joie l'avénement d'une race nouvelle sur le théâtre même de cet Orient, où son ambition lui montrait le plus vaste champ ouvert au génie de ses hommes d'état et aux évolutions de sa pensée. Quelquefois, d'ailleurs, les Slaves se faisaient à cet égard puérilement provocateurs. La vieille injure du Slave à l'Allemand, le mot de *nemet* (muet, lourdaud), fut répétée plus haut que jamais. Kollar prêcha ouvertement la haine de l'Allemand *jaloux et perfide*. Bien que les Polonais, représentés en Allemagne par des écrivains éminens, n'aient point tous suivi les slavistes exagérés dans leurs batailles littéraires, ces batailles ont entretenu dans leur vivacité les ressentimens du Germain et des enfans de la Pologne associés aux vœux du slavisme.

On voit quel enchaînement de fatalités historiques et de préjugés dominait les rapports de la Pologne avec l'Allemagne avant les révolutions de mars. Si le changement d'opinion qui s'accomplit alors dans toute l'Allemagne en faveur des Polonais eût été durable, le résultat était immense. Il remplaçait ces animosités séculaires par une alliance qui eût été funeste à la Russie. La Pologne crut à l'origine qu'elle pouvait dès ce moment compter sur l'amitié de l'Allemagne. C'est la pensée avec laquelle les émigrés se précipitèrent de tous les points de l'Europe sur le territoire de Posen et de la Gallicie. Leur hâte était déjà un péril par la défiance qu'elle excitait. La sympathie de l'Allemagne était venue trop soudainement pour qu'il n'importât point d'en user avec discrétion. Il ne fallait à aucun prix la mettre à de trop rudes épreuves.

Le germanisme a deux faces très distinctes; il s'offre sous ces deux faces à la Pologne, par la Poznanie d'un côté, par la Gallicie de l'autre. L'une de ces faces est jeune, ardente, impétueuse; l'autre a déjà vieilli et porte toutes les traces des années. La Prusse représente le côté juvénile et entreprenant, l'Autriche le côté traditionnel. C'est avec l'Autriche que la Pologne est principalement en lutte; l'Autriche est le théâtre où se pose le plus largement la question des nationalités, et par la Gallicie, la Pologne est appelée à jouer un rôle très influent parmi les populations slaves et hongroises de l'empire des Habsbourg. Pour combattre le germanisme en Autriche, les Polonais ont des alliés chez tous ces peuples. En Prusse, les Polonais se trouvent seuls en présence de l'Allemagne entière. Si, en effet, l'Autriche est un peu abandonnée à elle-même par les intrépides champions du germanisme, la Prusse, au contraire, concentre autant qu'elle l'ose toutes leurs forces; elle dispose, dans beaucoup de cas, de tout le patriotisme allemand.

Le germanisme de l'Autriche est tout entier basé sur le principe de

la conquête. L'Autriche, en effet, n'est que l'assemblage plus ou moins cohérent de peuples divers conquis l'un après l'autre. Bien que la Prusse soit fondée sur un principe de nationalité et qu'elle ait placé sa principale ambition dans le perfectionnement de la nationalité germanique, elle n'est point pour cela aussi hostile qu'on serait tenté de le penser à l'idée de conquête. L'Allemagne nouvelle, dont la Prusse est l'image, tient encore par là au vieux monde. Aussi qu'arrive-t-il? C'est que, tout en essayant d'opérer sur elle-même un mouvement concentrique qui resserre entre eux tous ses membres, la Prusse se préoccupe peu au fond des nationalités étrangères, et ne se ferait aucun scrupule de s'étendre à leurs dépens. Lorsque l'on a ce penchant à conquérir, comment donc aurait-on la générosité de laisser échapper des conquêtes accomplies? Voilà ce qui devait gâter le libéralisme de la Prusse dans ses rapports avec la Pologne, et peut-être les Polonais auraient-ils dû prévoir ces susceptibilités du germanisme libéral.

Il eût été surtout bien désirable que la Pologne entière fût d'accord sur la politique qui lui convenait au milieu de tant de complications; mais l'entente de tous les esprits pour une même ligne de conduite, c'était toujours là le problème que la Pologne cherchait sans succès à résoudre, même après tant d'événemens de nature à effacer les vieilles haines. Il y avait lieu de se défier de ces hommes qui, éloignés depuis dix-huit ans de la Pologne et façonnés à toutes les habitudes des sociétés occidentales, voulaient d'abord bouleverser leur patrie pour la régénérer. L'insurrection de Cracovie, cette funeste puérilité des démagogues de l'émigration, avait montré récemment leur savoir-faire. Avant de se produire sur le sol du pays, une nouvelle lutte d'influence commença, dans l'exil, entre les démagogues et les conservateurs. Un sentiment vrai s'était emparé de beaucoup d'esprits à la vue de la révolution qui changeait si profondément les bases de la société française; ils avaient pensé que tous les anciens partis devaient modifier leurs idées et leur tactique, se rajeunir en s'unissant. L'idée de nationalité séparée de l'esprit révolutionnaire offrait aux diverses fractions de l'émigration le lien le plus honorable et le plus fort que l'on pût désirer. Point d'obstacles de la part des conservateurs. Disciplinés originairement sous le nom de *Société du* 3 *mai*, et attachés à la législation que cette glorieuse date rappelle, ils firent les premières démarches. Ils déclarèrent qu'ils laissaient désormais de côté les idées de monarchie empruntées à cette constitution fameuse de 1791. De leur aveu spontané, le pays seul désormais avait le droit de déterminer la forme de son gouvernement à venir. Pour assurer plus de liberté aux décisions de la nation elle-même, la *Société du* 3 *mai* prononça officiellement sa dissolution : elle était prête à se fondre avec toutes les opinions qui voudraient, à son exemple, constituer un parti exclusivement natio-

nal; mais les hommes de la *Société démocratique*, qui avait eu primitivement son siége à Versailles, et qui prétendait centraliser les forces démocratiques de l'émigration, ne répondirent point à ces avances. S'inspirant de l'esprit révolutionnaire qu'ils voyaient triomphant, ils prétendaient plus résolûment que jamais chercher dans la démocratie le levier de l'insurrection; comment eussent-ils consenti à ce sacrifice de leurs prétentions personnelles à l'heure où ils croyaient tenir l'instrument de la régénération universelle? Ils refusèrent l'union qui leur était proposée. La *Société du 3 mai* se dissolvait donc sans se reconstituer; mais, en cessant d'être avec les raisons qui lui avaient donné naissance, elle annonça qu'elle remettait aux mains du prince Adam Czartoryski le soin des intérêts du pays dans ses relations extérieures. Comme président du gouvernement insurrectionnel de 1831, par les services rendus dans l'exil à la cause polonaise et l'heureux emploi qu'il avait su faire de sa considération personnelle près des gouvernemens étrangers, il était, suivant les membres de l'ancienne *Société du 3 mai*, le représentant naturel de la Pologne de l'exil. Le prince Czartoryski restait donc chargé de la direction de la diplomatie polonaise.

Les conservateurs autochthones n'avaient point d'objection contre le prince Czartoryski au moment où il renonçait aux idées de monarchie qui étaient celles de son parti plutôt que les siennes. S'ils acceptaient le concours des forces conservatrices de l'émigration, ils tenaient à éloigner résolûment l'action de la *Société démocratique* de Versailles, et à se décider en tout par les seules inspirations du pays. Placés dans des circonstances aussi graves que favorables, ils sentaient combien ils devaient mettre de soin à ne pas les brusquer. Ils le comprirent principalement lorsqu'ils eurent vu les radicaux à l'œuvre dans la Poznanie et la Gallicie. Quelques personnages influens de la Gallicie conçurent, malheureusement un peu tard, l'idée d'un congrès dans lequel toutes les parties de la Pologne seraient appelées à arrêter un plan de conduite en laissant provisoirement les émigrés à l'écart. Le congrès se tint en Silésie, à Breslau. L'on y discuta les bases de l'entente par laquelle on espérait concerter les démarches de Posen avec celles de la Gallicie et créer une grande ligue pareille à celles d'Irlande. Cette ligue n'eût point demandé l'indépendance ni la guerre contre la Russie, qui n'étaient point parmi les choses immédiatement possibles. Elle eût toutefois, en s'autorisant de toutes les libertés issues des révolutions allemandes, travaillé à dégager Posen et la Gallicie des étreintes trop étroites du germanisme, et à y rétablir légalement et pacifiquement des institutions nationales. Les radicaux de l'émigration sentaient bien que, si ce congrès réussissait sans eux, leur existence comme parti était gravement compromise et peut-être à tout

jamais perdue, car ils n'avaient eu d'action jusqu'alors en Pologne que par la négligence des conservateurs à s'unir. Sans doute cette union eût été pour le pays une force nouvelle, un moyen puissant. Pour les radicaux, c'est l'intérêt du parti qui passe avant celui du pays; périsse la patrie plutôt qu'un principe, dût le principe être faux! On les vit donc accourir de Posen et de la Gallicie, où ils s'étaient déjà abattus par volées. Ils demandèrent à grand bruit à être admis. Repoussés, ils s'emportèrent. Bien qu'aucune partie de l'émigration ne fût officiellement représentée à Breslau, ils accusèrent les conservateurs d'être des agens du parti monarchiste, qui pourtant n'existait plus depuis la dissolution de la *Société du* 3 *mai*.

En présence de cette invasion de multitudes tapageuses, arrogantes, préoccupées de se faire accepter ou de tout arrêter, le congrès devint bientôt impossible. Le radicalisme, qui avait dans l'émigration refusé de se fondre avec les conservateurs en un parti national, portait ainsi le dernier coup à cette patriotique tentative renouvelée en grand sur le sol de la Pologne. Les conservateurs venus de la Gallicie et de Posen furent obligés de rentrer dans leurs foyers sans avoir arrêté aucune mesure commune. Ils n'avaient plus qu'à reprendre en sous-œuvre, chacun chez soi, la peusée qui les avait conduits à Breslau, et déjà les événemens étaient trop avancés à Posen et en Gallicie pour que la prudence fît tout le bien qu'elle aurait pu accomplir, en disciplinant plus tôt les forces conservatrices de la nation. Les deux principes qui s'étaient développés depuis 1831 dans le sein de la société polonaise, ou, pour mieux dire, dans l'émigration, se trouvaient donc en lutte, dès qu'il s'agissait de tracer un programme aux populations et de formuler des vœux en présence de l'Allemagne, de la Russie et de l'Europe. A Posen et en Gallicie, les mêmes tiraillemens se reproduisent. Les conservateurs veulent le progrès régulier des institutions nouvelles, ils le veulent avec la patience d'esprits éclairés qui savent bien que les réformes ne s'accomplissent point en un jour comme les révolutions; ils le veulent surtout, parce qu'en se plaçant sur ce terrain, ils éloignent d'eux toute apparence de conspiration et évitent de provoquer les cabinets ou de réveiller les passions du germanisme. Les radicaux au contraire, toujours animés de sentimens belliqueux, toujours prêts à trancher les difficultés à la façon d'Alexandre sans se demander s'ils ont son épée, ne savent prononcer que les mots d'insurrection et de guerre au premier obstacle qui les retarde; et comme les gouvernemens auxquels ils s'en prennent ont la supériorité de la force organisée, faire un appel aux armes, c'est chercher à être battus à coup sûr, tout en donnant prétexte aux réactions; c'est risquer follement à la fois la nationalité et la liberté. La Prusse et l'Autriche ont trop bien profité des fautes commises par l'imprudence des radicaux

de l'émigration; elles n'ont d'ailleurs rien négligé pour les provoquer. Avant même que le radicalisme leur vînt fournir des raisons spécieuses, elles avaient évidemment rêvé les combinaisons qui ont amené un nouveau démembrement de Posen et la situation précaire de la Gallicie.

II.

C'est à Posen que commença la lutte entre le germanisme et la Pologne; c'est là aussi qu'elle se dénoua le plus promptement. La Prusse avait d'abord entr'ouvert d'heureuses perspectives aux populations de la Poznanie. Le roi Frédéric-Guillaume, non sans doute par un mouvement bien spontané, mais du moins aux acclamations de son peuple, avait amnistié les Polonais condamnés naguère à la suite de l'échauffourée de Cracovie : on les avait vus conduits en triomphe dans les rues de Berlin, sous les fenêtres de Frédéric-Guillaume, qui, lui-même, avait dû incliner son front devant eux. « Compatriotes, disait l'un de ces captifs mis en liberté, le savant et grave docteur Libelt, tout le peuple prussien n'est rempli que d'une seule pensée : c'est qu'une Pologne libre et indépendante soit constituée pour servir de rempart à la libre Allemagne. Il n'y a plus de doute que la question polonaise ne soit bientôt résolue; il est même possible que les gouvernemens eux-mêmes en prennent l'initiative pour réparer le crime commis par le partage de la Pologne. » — « Les Polonais, écrivait le 23 mars le chargé d'affaires de France, les Polonais ont repris leur cocarde nationale; ce qu'ils veulent, ce n'est pas le désordre, ce n'est pas le triomphe immédiat de la démocratie républicaine : ils veulent employer la Prusse à régénérer la Pologne. »

Le gouvernement prussien, dans ce premier instant d'émotion où il pouvait douter des intentions de la Russie et de l'Autriche, se complut d'abord à flatter cette pensée. Le ministère accueillit tous les officiers polonais qui vinrent s'offrir; plusieurs reçurent des passeports sous des noms empruntés, avec mission de se rendre en Russie, d'y étudier les conditions stratégiques d'une attaque. Le savant général Chrzanowski, qui devait plus tard perdre la bataille de Novarre, fut appelé auprès de l'honorable général Willisen, qui jouissait alors de toute la confiance du cabinet, et dont les sympathies pour la Pologne s'étaient manifestées par ses écrits militaires sur l'insurrection de 1831. Les deux généraux étaient chargés officieusement de combiner et de proposer un plan de guerre, dans la prévision d'une lutte avec la Russie. Les esprits les plus calmes pouvaient se méprendre à une pareille

attitude aussi bien que les têtes les plus exaltées (1). Dès le 22 mars, un *comité national* s'instituait à Posen; il devait prendre la direction politique de la province. Ce comité, au sein duquel figuraient plusieurs prêtres, était animé des sentimens les plus modérés, et il n'arborait aucune prétention qui ne pût être approuvée par les conservateurs les plus exigeans. Il ne songeait qu'à une action pacifique et à des négociations amicales avec le gouvernement prussien. « Polonais et frères, disait ce comité dans sa première proclamation, si l'amour de Dieu et de la patrie vous anime, si vous êtes prêts à leur offrir votre vie, si l'espérance vous fait lever aujourd'hui les yeux vers le ciel pour lui exprimer vos vœux et vos désirs, si vous avez pitié de vos frères exilés, qui par le monde entier versent leur sang et leurs larmes en vue de la patrie, appliquez-vous, avant tout autre soin, à éviter tout conflit qui pourrait amener une effusion de sang et une prostration de forces aujourd'hui inutiles, et dont plus tard l'emploi pourra être salutaire et décisif. » Le même jour, dans une proclamation aux Allemands, le comité disait : « Nous nous sentons de la reconnaissance pour vous, Allemands, en voyant que vous ne croyez à la durée de la liberté qu'autant qu'elle sera générale. Nous vous tendons la main fraternellement, et nous espérons avec confiance que notre cause se développera, de concert avec vous, dans des sentimens paisibles et amicaux. Le gouvernement des baïonnettes est fini, nous savons que nous ne combattrons plus contre vous, le combat ne viendra pas de vous; mais la guerre est possible d'un autre côté, la guerre contre l'Asie. Cette guerre, nous l'avons poursuivie sans relâche depuis le commencement de notre histoire, et nous l'aurions glorieusement achevée, si l'insouciance des nations ne nous en avait empêchés. » Le comité n'était donc animé d'aucun sentiment hostile contre les Allemands. Comme les Israélites sont un élément assez important de la population des différentes parties de la Pologne, où ils reçurent l'hospitalité quand ils étaient partout encore en butte à l'intolérance, le comité national voulut les rassurer, ainsi que les Allemands, par une proclamation spéciale à leur adresse. Aussi bien, en dépit du peu de gratitude dont les Israélites ont payé cette hospitalité, les écrivains polonais les ont toujours entourés d'une vive sympathie. Suivant M. Mickiewicz, la régénération du monde moderne commencera par trois peuples, et les Israélites sont, avec les Français et les Slaves, l'un de ces peuples privilégiés.

L'idée germanique n'était alors pour la Pologne qu'un objet d'ému-

(1) On pourra consulter avec fruit sur l'esprit de ces événemens la brochure allemande d'un Polonais, précédemment l'un des collaborateurs de la *Gazette de Heidelberg*, M. Kladzko (*Die deutschen Hegemonen*).

lation. Elle offrait aux Poznaniens une bonne occasion de demander au souverain qui encourageait le patriotisme unitaire de l'Allemagne la garantie de la nationalité polonaise dans le duché de Posen. Un décret du 24 mars vint en effet leur donner l'espoir d'une réorganisation nationale. La tâche était grande, en vérité, si le gouvernement prussien eût consenti à l'envisager dans son étendue; il avait bien des concessions à faire, s'il eût voulu réparer les atteintes portées par lui à la nationalité des Poznaniens depuis leur annexion à la Prusse. Quoique le duché de Posen n'eût pas subi de traitemens aussi amers que le royaume de la Gallicie, les institutions, la langue et l'esprit polonais y avaient été battus en brèche sous toutes les formes et à tous les instans.

A peine en effet, à la suite des premiers partages, les Prussiens étaient-ils établis à Posen, que le gouvernement représentatif, traditionnel en Pologne, disparut sous un déluge d'employés allemands, et que le code national dut faire place aux lois du conquérant, appliquées par des magistrats allemands. Deux classes de la société avaient le dépôt des traditions et du patriotisme, le clergé catholique et la noblesse: le gouvernement prussien s'appliqua à ruiner l'influence de l'un et de l'autre. Les Poznaniens, contenus, mais non domptés, n'attendaient que l'occasion pour s'insurger contre la Prusse. Quand la monarchie prussienne fut brisée à Iéna, l'on vit renaître en un moment tous ces élémens de vie qui n'étaient point encore étouffés. En 1815, lorsqu'on agita au congrès de Vienne les conditions de la domination des Allemands et des Russes en Pologne, la Prusse fut obligée, comme la Russie, de tenir compte de ces forces, que le contact de la France avait ressuscitées dans le sein de la Poznanie. « Vous serez réunis à ma monarchie, dit le roi de Prusse aux Poznaniens, sans avoir à renier votre nationalité.... Elle vous sera conservée comme preuve de mon estime pour vos efforts à la maintenir. » Consolantes paroles, si elles eussent été sincères! La Prusse revint promptement à son premier système: le code fut de nouveau changé; derechef les fonctions furent enlevées aux Polonais et distribuées aux Allemands. Cela ne se pratiquait point comme en Russie, par violence, mais insensiblement, avec une prudence redoutable pour la race polonaise. En 1830, le tribunal de première instance de Posen ne comptait plus qu'un seul juge capable de présenter un *referat* en polonais; à Bromberg, tous les employés, jusqu'au crieur public, avaient été destitués; enfin, le livre des hypothèques et tous les actes relatifs à la propriété étaient rédigés en allemand. Plus d'écoles supérieures, plus d'académie. Le roi n'était que grand-duc de Posen; les Polonais ne prêtaient point serment au roi de Prusse, mais au grand-duc; ils avaient une monnaie nationale, un drapeau. Tous ces signes extérieurs leur avaient été laissés en 1815 pour marquer leurs droits à une autonomie natio-

nale conforme aux vœux de l'Europe. Ce principe avait même reçu une sorte de sanction dans le choix du prince Radziwil pour gouverneur ou vice-roi national de la Poznanie; mais à la mort de ce prince l'institution disparut avec lui, et le duché se vit ainsi placé sur le pied des provinces allemandes de la monarchie.

Une atteinte plus rude peut-être que toutes les autres avait été portée à la nationalité par les changemens introduits *ex abrupto* dans les conditions de la propriété. Le gouvernement disposa en faveur des paysans des terres qu'ils cultivaient à titre de fermiers héréditaires. Certes, cette mesure était juste en elle-même : c'était le malheur de la Pologne de n'avoir point pris les devans; mais, grace aux circonstances, la mesure n'en causait pas moins un grave préjudice à la nationalité : elle frappait la fortune de la noblesse et du clergé, qui étaient les gardiens éclairés du patriotisme. D'ailleurs (et c'était là un inconvénient grave), mobiliser la propriété des paysans, peu accoutumés à la prévoyance, c'était offrir aux colons allemands le moyen de se substituer insensiblement à ces petits cultivateurs. Le paysan devenu propriétaire vendait volontiers, soit pour essayer d'une autre existence, soit, par force, pour acquitter les dettes promptement contractées, et tombait de la sujétion dans le prolétariat. Le colon allemand, au contraire, envahissait, envahissait toujours. Ainsi un élément germanique d'une grande activité s'enracinait au sein de la race polonaise en Poznanie, et menaçait, avec l'aide du temps, de la ronger au cœur.

Tant de blessures faites à la Poznanie ne pouvaient être guéries que par une administration polonaise et le rétablissement des institutions nationales. Le décret royal du 24 mars 1848, qui ordonnait la réorganisation du duché, comblait à cet égard les plus pressans d'entre les vœux des Poznaniens. Toute la question était de savoir comment et dans quelle limite la Prusse avait l'intention de tenir ses promesses.

Les fonctionnaires allemands, si directement intéressés à maintenir l'ancien ordre de choses, ne pouvaient voir sans inquiétude les progrès de ce grand mouvement qui ébranlait par sa base leur existence même; ils prirent l'initiative d'une contre-agitation germanique sitôt que le premier moment de stupeur fut passé. L'armée, inaccessible à l'esprit du jour et aux entraînemens de l'opinion, embrassa la cause des fonctionnaires; les comités allemands et l'armée allemande se laissèrent aller à des provocations fâcheuses; les Juifs s'en firent les agens; des cocardes et des drapeaux polonais furent enlevés et insultés dans plusieurs villages. La Russie, de son côté, effrayée de l'ébranlement que la révolution avait imprimé à l'Europe et de la tournure menaçante que prenaient les affaires de Pologne, avait, dans l'intervalle, adressé au cabinet de Berlin les remontrances les plus amicales par un envoyé extraordinaire, le général de Berg. C'était plus qu'il

n'était peut-être nécessaire pour ralentir l'action déjà si peu empressée du gouvernement prussien. Le cabinet n'osa pas cependant retirer absolument ses promesses avant que les événemens fussent venus donner lieu à des conflits violens et que l'agitation anti-slave suscitée par le patriotisme germanique eût pris assez de consistance pour appeler directement la répression.

D'abord le général Willisen est envoyé en mission à Posen; il est officiellement chargé de concilier les intérêts et d'apaiser les passions. Le général paraît prendre sa mission au sérieux. « Polonais, dit-il, vous voulez avoir une administration et une juridiction polonaises, vous les aurez. » Il déclare qu'en garantie de cette promesse le roi a décidé qu'un Polonais serait placé à la tête du pouvoir dans la province, et que le libre choix des *Landrath* sera rétabli dans les districts. Le général Willisen annonce en outre que la Poznanie aura une force armée. Il n'en est point, dit-il, de plus nationale que la Landwehr. Ce principe de la Landwehr pourra d'ailleurs recevoir des développemens, et le général accueillera toutes les propositions qui lui seront faites au sujet des emblèmes et du commandement de cette troupe. « Allemands, ajoute le général Willisen, n'ayez aucune crainte; les droits que vous donne votre langue ne peuvent pas vous être arrachés, toute la Prusse vous les garantit. Ainsi le veut l'esprit des institutions nouvelles; chaque race pourra conférer dans sa propre langue avec ses autorités. Ayez confiance dans les Polonais; en ces derniers temps d'une irritation provoquée par les événemens, ils ont fait de grands efforts pour vous préserver de toute injustice... Ne cherchez pas à vous accuser les uns les autres... Vous êtes forts, si vous êtes unis; sans cette union, vous seriez exposés au danger d'une première attaque qui pourrait vous venir du dehors. »

On le voit, le commissaire prussien promettait encore aux Polonais la nationalité; il les laissait encore croire à la possibilité de grandes complications politiques à l'extérieur. Bien convaincus de la sincérité de son langage et de sa conduite, les Poznaniens signèrent avec lui, à Jaroslawiecz, une convention d'après laquelle l'organisation nationale du duché devait commencer dès que les troupes de volontaires polonais, formées irrégulièrement, se seraient dispersées. Or, la question, qui semblait, par cet arrangement, avoir fait un grand pas, était plus éloignée que jamais d'une solution pacifique. Vainement le général Willisen avait-il donné l'ordre aux généraux prussiens d'arrêter tout mouvement de troupes pour ne point inquiéter les masses polonaises au moment de leur dispersion : débordé lui-même par les passions de l'armée, il vit ses ordres méconnus; il s'entendit déclarer traître à la patrie allemande; sa vie fut menacée sans que le général qui commandait à Posen songeât à protéger son frère d'armes. Enfin le vœu

d'une incorporation d'une partie du duché à la confédération germanique fut formulé par la population allemande et juive. Les troupes prussiennes se ruèrent sur les camps polonais, qui étaient en train de se dissoudre; une lutte sanglante allait commencer. Le comité national, animé de sentimens pacifiques, constitué en vue de la conciliation des races et de l'action légale, n'avait plus rien à faire dans cette phase toute nouvelle de la question de Posen : il se retira en protestant. La réaction allemande offrait au radicalisme polonais une belle occasion d'essayer ses forces; M. Mieroslawski, l'un des plus fervens apôtres de ce parti, trouvait là sa place et la saisit.

C'est le propre des radicaux polonais de ne jamais douter de rien. Ils prennent l'imagination pour de la foi et se croient de force à soulever les montagnes. Un coup de fusil est tiré par une main maladroite, une barricade est construite par trois mauvais sujets, c'est le monde qui s'ébranle. La terre va enfin s'incliner sur son axe pour recevoir respectueusement les vérités nouvelles. Nos hommes accourent leur Évangile en main; ils paraissent, se font huer, sont battus et chassés. Cependant l'expérience n'a pas le pouvoir de leur arracher leurs illusions. Leur imagination a quelquefois ses beaux jours, jours d'inspiration et de lyrisme, où le cœur fait entendre l'accent des passions vraies; mais ces jours sont rares, et l'habitude de pareils esprits est de sonner faux. M. Mieroslawski, avec tous les défauts du radicalisme polonais, n'avait pourtant pas un esprit de trempe commune. De tous les penseurs maladifs que la Pologne a enfantés dans ses momens d'amertume, Mieroslawski est un des plus distingués par l'intelligence. Quand son langage n'est point entièrement intolérable par l'abus de l'hyperbole, il est singulièrement séduisant; quand il ne se traîne point dans les banalités humanitaires, il est parfois d'une originalité qui ne manque point d'éloquence; quand il ne déraisonne point de façon à mettre à la torture un auditoire sensé, il a comme des éclats d'intuition qui éblouissent et entraînent. Le même homme qui, dans l'atmosphère malsaine des clubs de Paris, n'était qu'un vulgaire déclamateur, sans nulle apparence de conviction, avait autrefois trouvé, devant ses juges de Berlin, des sentimens vigoureux et élevés pour parler de sa conspiration et évoquer l'image de sa patrie. Le même homme qui, dès l'origine, se jetait avec tant d'ardeur dans les aventures révolutionnaires et qui devait être, parmi ses compatriotes, l'un des plus intrépides à se tromper sur la consistance de telle ou telle insurrection, avait naguère écrit dans notre langue un livre où des aperçus lumineux et profonds percent çà et là sous le luxe redondant des images (1). Tel était le chef

(1) *Le Débat entre la contre-révolution et la révolution en Pologne,* publié en 1848. M. Alexandre Thomas en a cité plusieurs fragmens pleins de verve, en exposant l'histoire de la propagande démocratique en Pologne. (*Revue* du 1er avril 1848.)

qui s'offrait aux populations déçues de la Poznanie, et qui, envenimant leur juste douleur, les poussait à la résistance armée.

La défense fit autant d'honneur à la bravoure polonaise qu'elle en fit peu aux armes prussiennes; mais cette défense à forces si prodigieusement inégales ne pouvait pas être heureuse. Les Poznaniens, que la Prusse avait primitivement encouragés à s'organiser en garde civique, et qui plus tard avaient consenti à dissoudre leurs camps, conformément à la convention conclue avec le général Willisen, furent désarmés. La Poznanie, brisée dans cette lutte, retomba aux pieds de son ennemi, le germanisme, plus affaiblie et plus suspecte que jamais. Le germanisme au contraire, avec le temps, avait pris plus d'ambition et d'orgueil. Loin de se prêter à la réorganisation nationale du duché de Posen, il aspirait à lui faire subir l'injure d'un nouveau morcellement et à introduire la ville de Posen elle-même, comme une ville allemande, dans la confédération germanique. Francfort et Berlin ont rivalisé d'ardeur dans cette œuvre. Appelées par les fonctionnaires et la petite bourgeoisie germanique du duché avec lesquels les Juifs faisaient cause commune, la Prusse et l'assemblée nationale allemande ont couvert leur conduite du prétexte de la nationalité et du patriotisme. Retournant ainsi contre la Pologne le principe même sur lequel elle s'appuyait pour demander l'autonomie de Posen, elles ont fait au duché la blessure la plus douloureuse qu'il eût encore ressentie depuis son incorporation à la monarchie prussienne. Les craintes vagues qui s'étaient mêlées aux espérances du parti conservateur polonais au milieu même de ces beaux jours où l'Allemagne fraternisait avec la Pologne, ces craintes étaient dépassées de beaucoup par l'événement. Dans deux lettres écrites de Berlin (26 avril), l'une à M. d'Arnim, ministre des affaires étrangères, l'autre à M. de Lamartine, membre du gouvernement provisoire, le prince Czartoryski, qui était allé à Berlin en pacificateur, fit l'aveu de son désenchantement. Il ne lui restait plus qu'à se retirer devant le revirement du germanisme, en protestant contre le nouveau partage de la Pologne près de s'accomplir par la même main qui, quelques mois auparavant, promettait de la sauver.

La Poznanie a été forcée d'accepter le sort que lui faisait la violence. Réduite à suivre la route de la légalité et renfermée dans les limites d'une agitation purement constitutionnelle, elle n'a pas pourtant désespéré. Une ligue polonaise (*Liga Polska*) s'est organisée dans l'intention de dérober aux envahissemens de l'administration et de l'esprit germaniques ce qui reste de la nationalité polonaise en Poznanie, de soutenir la foi patriotique des districts incorporés à l'Allemagne, d'entretenir sur tous les points l'union de la noblesse et des

paysans dans une commune espérance. La *Liga Polska*, conçue et dirigée dans un esprit aussi modéré que national, s'est enrichie des dons volontaires des patriotes. Elle a des journaux qui savent parler au peuple son vrai langage, non point ce langage déclamatoire ou vulgaire qui est au service de tout tribun de carrefour, mais cette langue simple et animée qui sait donner à la raison les couleurs du sentiment et revêtir la science des formes de la poésie. Le paysan suit l'impulsion qui lui est ainsi donnée de haut, et la passion, au lieu de l'abaisser comme ailleurs aux funestes préoccupations d'un matérialisme brutal, l'élève à la notion de la solidarité et du sacrifice (1). La nationalité des Poznaniens retrouve ainsi dans les libertés constitutionnelles de la Prusse un moyen légal d'échapper aux nouvelles chaînes administratives dont elle est embarrassée. La consolidation de ces libertés, voilà aujourd'hui le but essentiel et unique de la Poznanie : c'est la politique qui avait été indiquée dès l'origine par le parti conservateur dans l'émigration et dans le pays.

La Poznanie a été représentée à Berlin, comme les autres provinces, dans toutes les diètes qui s'y sont succédé depuis un an. Il eût été difficile aux députés polonais d'y jouer un rôle très large; ils ont su du moins y conserver une réserve intelligente et nationale, ne s'affiliant pas à tel ou tel parti, sachant rester indifférens dans toutes les questions qui ne les touchent point, et cherchant toutes leurs raisons d'agir dans la seule considération du patriotisme de race. Plût à Dieu que la députation de la Gallicie à Vienne eût suivi tout entière une inspiration semblable, et que l'intérêt mal entendu du libéralisme ne lui eût point fait perdre quelquefois de vue l'intérêt de la nationalité!

III.

La politique conservatrice qui avait présidé aux premiers efforts du duché de Posen, et qui a repris là toute son autorité après le court passage et les aventures malheureuses de M. Mieroslawski, fut adoptée dès l'origine par la noblesse gallicienne. Le malheur est que le parti conservateur ne se soit point assez énergiquement concerté en Gallicie, et qu'il ait d'ailleurs faibli lui-même dans quelques-uns de ses membres au moment de la dernière révolution de Vienne et de la guerre de Hongrie. C'est en Gallicie pourtant qu'il avait le plus besoin d'être fortement constitué, parce que c'est là qu'il y avait le plus de maux profonds à réparer et le plus de chances ouvertes à l'action politique de la race polonaise.

(1) Je fais allusion surtout au très remarquable journal de l'abbé Prusinowski. Cet écrit est regardé comme un modèle de littérature et de politique populaires.

Que l'on se rappelle un moment dans quelle situation lamentable les événemens de mars surprenaient cette province, et par quelle suite de calamités elle avait été conduite à l'abîme où elle se débattait sans espoir. L'Autriche, en prenant possession de ce pays, avait découvert du premier coup d'œil dans la féodalité combinée avec la bureaucratie les élémens du système administratif dont elle gratifia la Gallicie : ce système consistait principalement à laisser aux mains de la noblesse les priviléges onéreux et peu populaires du recrutement, de la levée des impôts et de la justice seigneuriale, en plaçant les tribunaux d'appel dans les attributions de l'autorité allemande. Le gouvernement avait donc le moyen de s'effacer derrière la noblesse dans l'exercice de toutes les fonctions par lesquelles le pouvoir pèse sur les peuples; il avait tout combiné de manière à se retrancher dans un rôle de médiateur, qui, pris à propos entre les paysans et les seigneurs terriens, lui donnait l'apparence d'une grande sympathie pour la classe opprimée. L'Autriche avait d'ailleurs eu soin, comme la Prusse, d'enlever aux Polonais toute action dans les affaires de leur pays. Si elle leur avait laissé une ombre de diète provinciale, ce n'était qu'une sorte d'ironie pour leur mieux faire sentir combien ils étaient impuissans. Mêlez les sentimens personnels du bureaucrate allemand et du Juif à ces monstruosités administratives, vous concevrez ce que put être, dès le lendemain du démembrement, la domination de l'Autriche en Gallicie.

La noblesse n'avait pas tardé à comprendre que la législation nouvelle allumait la haine dans le cœur des paysans et faisait pencher leurs sympathies du côté du gouvernement impérial; mais la noblesse osait vainement solliciter une réforme des lois administratives et l'abolition des corvées, si grand que fût pour elle ce sacrifice. L'organisation sociale de la Gallicie servait trop bien, par ses seuls effets, les desseins du cabinet de Vienne, elle réussissait trop parfaitement à paralyser tout mouvement national en rendant l'accord impossible entre les deux classes, pour que l'on pût songer à la modifier. Quelques jours avant la conspiration de 1846, l'archiduc gouverneur Ferdinand d'Este écrivait à Vienne : « Le pays est agité, un mouvement semble se préparer, les esprits sont inquiets. Cependant le gouvernement peut être tranquille, je n'ai besoin d'aucun renfort, car toutes les mesures sont prises, en cas d'insurrection, pour paralyser le mouvement sans compromettre les troupes. » Ces confidences signifient-elles que le gouvernement autrichien prévit les massacres qui devaient quelques jours plus tard épouvanter la Gallicie? Non peut-être; mais cela signifie du moins qu'en présence de la folle conspiration conçue, comme l'on sait, par les radicaux de l'émigration, l'autorité comptait sur le désaccord et au besoin sur les haines qu'une longue lutte d'intérêts avait semées entre le paysan corvéable et la propriété seigneuriale; en un mot, la

législation de la Gallicie était telle que, dans un temps donné, la guerre sociale y était inévitable (1).

A l'époque où éclatait la révolution de Vienne, deux ans après cette guerre, la question sociale était donc posée en Gallicie dans son affreuse et saisissante vérité. D'un côté, des multitudes égarées, encore tout émues du parricide qu'elles venaient de commettre sans en bien comprendre le sens et la portée; de l'autre côté, une noblesse encore en deuil de tant de funérailles, à peine rentrée sous le toit de ses châteaux visités récemment par le fer et le feu, ruinée d'ailleurs dans sa fortune par l'impossibilité de se procurer, même au plus haut prix, des bras pour remplacer sur ses terres le travail gratuit de la corvée; enfin, entre les deux classes, le gouvernement incertain, effrayé lui-même de l'incendie attisé par ses mains, qui menaçait de se répandre, par la Bohême et la Transylvanie, à travers le reste de l'empire : tel était alors l'aspect affligeant de la Gallicie.

A peine M. de Metternich est-il renversé, qu'une députation de la noblesse accourt à Vienne pour appeler l'attention de l'empereur sur l'état de la province. La noblesse avait hâte de sortir d'incertitude; elle sollicitait de l'empereur l'autorisation de libérer les paysans de toute corvée par une mesure générale et irrévocable. Sans doute on n'ignorait plus à Vienne que l'heure était venue d'en finir avec le système féodal : on était, sur l'urgence d'une réforme, de l'avis de la noblesse polonaise; mais, si la noblesse tenait à l'initiative, l'Autriche avait aussi ses raisons de ne point s'en laisser dérober le mérite. Comment livrer gratuitement aux propriétaires cette magnifique occasion d'offrir aux paysans un gage de réconciliation politique, lorsque soi-même on en pouvait tirer un si bon parti? Avant que la députation de la noblesse eût reçu la réponse qu'elle venait chercher, un ordre impérial, publié en Gallicie, annonça aux paysans que l'empereur les dégageait pour l'avenir de toute corvée. Le bienfaiteur, c'était donc le gouvernement; la noblesse était ruinée sans cette compensation morale dont l'espoir l'avait aidée dans ce complet sacrifice de sa fortune.

Cependant, l'impression des événemens de 1846 une fois dissipée et la noblesse déchargée de fonctions administratives qui la rendaient odieuse, le paysan gallicien, par l'impulsion de la nature, devait tendre à se rapprocher des hommes éclairés qui parlaient sa langue, et dans lesquels il ne pouvait plus voir que des compatriotes. Bien que docile

(1) Ces affaires de Gallicie ont donné lieu à un écrit très distingué de pensée et dans lequel une modération, une réserve parfaites s'unissent à une connaissance approfondie des relations et des intérêts réciproques de l'Allemagne et de la Pologne. Cet écrit, qui a été reçu avec beaucoup de faveur dans les deux pays, est intitulé : *Briefe eines Polnischen Edelmannes an einen Deutschen publicisten*. Il ne faut pas le confondre avec la *Lettre* panslaviste *d'un gentilhomme de Gallicie au prince Metternich*.

jusque-là aux inspirations du pouvoir impérial qui flattait sa misère, le paysan n'avait jamais eu d'inclination pour le germanisme. Il devait, par la force des choses, redevenir Polonais, et sentir le patriotisme de race se rallumer en lui dès qu'il aurait échappé aux préoccupations de sa haine sociale. A la faveur des libertés conquises à Vienne, la noblesse de Gallicie organisa sur toute la surface du pays des comités nationaux dont la mission était de diriger le mouvement des esprits et de se substituer à la bureaucratie allemande. Un conseil central installé à Léopol reliait entre eux les conseils locaux, qui, dans les premiers jours, faisaient fonction de municipalités. Les comités nationaux se tinrent à l'origine dans les limites d'une réserve prudente, qui eût aplani bien des difficultés, si elle eût été durable. L'on n'avait point reçu du cabinet de Vienne les encouragemens belliqueux venus de Berlin en Poznanie. Cependant l'on avait réussi promptement à former une garde nationale; les fusils avaient manqué, non les hommes. La garde civique chez un peuple du tempérament et de la condition des Polonais n'a point le même caractère que chez nous; ce n'est point l'inoffensive association de gens pacifiques qui ont besoin pour prendre feu de se sentir bien directement blessés ou menacés dans leurs intérêts. C'est une armée de volontaires impatiens qui envisagent leur métier par son côté le plus vif, et dont la susceptibilité veut être ménagée. La garde nationale de la Gallicie suivait naturellement l'impulsion des comités municipaux centralisés à Léopol dans le conseil supérieur. La direction de l'esprit public dépendait donc de l'action de ce conseil. Le conseil de Léopol tomba par malheur aux mains des hommes les plus turbulens de la province et des agens de la société démocratique de Versailles. Vainement l'influence des conservateurs autochthones se combina-t-elle avec celle du prince Czartoryski, présente en Gallicie, comme à Posen, pour conseiller la prudence : elle ne put assez promptement contre-carrer les entreprises du conseil de Léopol. Des altercations survinrent entre les troupes et la garde nationale. Tout de même qu'en Prusse, le gouvernement attendait et désirait un conflit. Que fallait-il de plus à un pouvoir non encore débarrassé de ses traditions d'absolutisme, pour suspendre ou supprimer des droits qu'il avait accordés à regret? Le bombardement de Léopol, l'état de siége, ont en effet mis en péril l'autonomie que les Galliciens pensaient avoir conquise, et rouvert une assez large brèche par où le germanisme a su rentrer dans la place.

Il y avait, à la vérité, un autre terrain où les Galliciens pouvaient reprendre avantage sur l'Autriche germanique. Battus un peu par imprudence dans leurs foyers, ils avaient sous la main de grandes facilités pour une revanche à Prague, à Agram, à Pesth, à Vienne même. On n'a point oublié peut-être comment l'émigration, et particulière-

ment le prince Czartoryski, avaient pris le slavisme à cœur, et mêlé le nom de la Pologne à tout ce que les peuples slaves de l'Autriche rêvaient de liberté et de gloire à leur race. Les Polonais autochthones, surtout ceux de la Gallicie, où l'on avait moins de liberté d'opinions et de mouvemens qu'à Posen, étaient entrés moins avant que l'émigration dans les projets du slavisme libéral : négligence un peu imprudente et dont ils sentaient bien l'inconvénient à l'heure où tout les invitait à s'unir avec les Tchèques et les Croates dans un commun effort contre le germanisme.

Cependant quelques rares patriotes de Gallicie avaient eu le mérite de pressentir cette situation. Parmi eux se distinguait le prince George Lubomirski, homme de sens et de sacrifice. Mêlé très jeune aux slavistes de l'université de Prague, ayant fréquenté de bonne heure les principaux chefs du mouvement slave de la Hongrie, il avait pris goût à leurs doctrines, et s'était facilement laissé aller à leurs espérances. Je ne saurais préciser dans quelle mesure M. George Lubomirski croyait originairement le slavisme capable d'avancer les affaires de la Pologne : toujours est-il que l'idée d'une union étroite de la Pologne et des Slaves n'a point eu de partisan plus empressé que lui depuis la révolution de mars. Dans toutes les occasions où il s'est agi de concilier les intérêts de la Gallicie avec ceux de la Bohême et de la Croatie contre la prépondérance du germanisme de Vienne, le jeune patriote est intervenu avec une ardeur où il mettait tout le feu de la jeunesse, et dont ses compatriotes ne se souviennent point sans émotion.

M. George Lubomirski fut l'un des promoteurs et l'un des membres les plus influens du congrès de Prague, où les représentans de tous les pays slaves se rassemblèrent pour discuter l'intérêt général de leur race et régler les relations de la Gallicie, de la Bohême et de l'Illyrie entre elles et avec l'Autriche. De tous les points de l'Europe, on les vit se réunir auprès de la vieille université, leur mère, autour de leurs premiers maîtres, les patriarches du slavisme, Schaffarick et Palacki. Les Tchèques, sans être hostiles au gouvernement autrichien, montrèrent aux Polonais l'empressement le plus fraternel. La réaction du Tchèque contre l'Allemand était arrivée au plus haut point de vivacité, au moment où la Pologne venait donner la main à la Bohême dans le congrès de Prague. La Pologne n'avait rien à dire à cet égard pour être comprise; sa juste animosité contre l'Allemagne était de beaucoup dépassée par les invectives des Tchèques contre les unitaires de Francfort. Les Croates et les Serbes, qui n'ont pas vu le germanisme d'aussi près que les Tchèques, ne se préoccupaient point aussi vivement que ceux-ci de batailler contre Francfort. Cependant ils regardaient comme l'un des principaux buts du congrès et de l'union qui devait en sortir, de détourner l'Autriche de toute liaison avec les promoteurs de l'idée

d'unité germanique; en un mot, d'arracher le gouvernement autrichien à ses traditions allemandes pour le faire décidément et irrévocablement incliner du côté des Slaves, prêts à se donner conditionnellement à l'empereur. Les Croates, peut-être plus étroitement liés que les Tchèques au cabinet de Vienne par les nécessités de leurs querelles avec les Magyars, ne témoignèrent pas aux Polonais la même effusion que les Tchèques; mais cette réserve ne les empêcha point d'assurer la Pologne de leurs sympathies dès la première rencontre.

George Lubomirski, par ses liaisons personnelles avec les chefs du parti tchèque, dans la confiance desquels il était entré, par ses relations avec le représentant armé du slavisme méridional, le ban Jellachich, dont il admirait le caractère, fut naturellement appelé au rôle de conciliateur et d'intermédiaire dans tous les débats. Aussi bien la pensée dont il s'était fait l'organe domina dans les conclusions du congrès. Le principe de l'égalité des nationalités et de la fédération des peuples de l'Autriche en fut la base. On vota un manifeste à l'adresse de l'Europe, afin de faire connaître dans quel esprit les peuples slaves avaient tenu pour la première fois cette grande assemblée de toutes les tribus de leur race. Ce manifeste contenait, en faveur de la Pologne, une protestation approuvée à l'unanimité par les Tchèques et à la majorité par les Illyriens de la Croatie et de la Serbie. Un acte de fédération couronnait les résolutions du congrès de Prague, il déterminait les conditions de l'alliance des peuples slaves, et la sagesse des représentans de la Pologne avait obtenu que les Magyars fussent invités à entrer eux-mêmes dans cette alliance, bien qu'ils eussent affecté de ne pas se présenter au congrès et d'envoyer des agens officiels à Francfort.

Le plan fédératif adopté par le congrès faisait une position spéciale à la Gallicie; il ne prétendait pas l'enchaîner à tout jamais à la confédération projetée, mais seulement pour un temps, jusqu'à ce que la Pologne redevînt indépendante. La Pologne, une fois maîtresse de sa destinée, aurait pu faire partie de la confédération des Tchèques et des Illyriens, tout en conservant un gouvernement séparé. Étant, parmi les Slaves libéraux, la famille la plus nombreuse et la plus avancée dans son développement historique, elle eût exercé dans cette union des peuples la prépondérance du nombre et de la civilisation. L'Autriche slave se transformait ainsi en une Autriche polonaise.

Par une fatalité dont on ne saurait assez gémir, avant que le congrès eût voté officiellement le programme de la fédération déjà rédigé et convenu, on vit intervenir dans le débat les affidés de la démagogie polonaise, les représentans de la pensée de Versailles, qui semblent avoir pris pour mission, depuis février, de faire tourner toutes les questions au profit des ennemis de la Pologne. Irrités des allures pacifiques que l'assemblée slave avait prises et des conséquences simples

et fortes qui résultaient de l'accord de tous dans un libéralisme progressif, ces artisans de révolution s'employèrent et parvinrent à pousser la population de Prague à de tristes excès avant que le congrès eût achevé ses travaux. De là une insurrection où la force resta au pouvoir, de là le bombardement de Prague et la dispersion des membres de l'assemblée, qui, loin d'être pour quelque chose dans ce sanglant conflit, était la première à le déplorer amèrement.

La question si brusquement tranchée devait se poser de nouveau dans la diète de Vienne. A Vienne, les Slaves ne se trouvaient point dans les conditions les plus favorables au slavisme. Les Polonais et les Tchèques y étaient représentés : les provinces illyriennes de la Carinthie et de la Carniole, la Dalmatie, y avaient aussi leurs députés slaves; mais les Croates, les Slavoniens, les Serbes et les Slovaques, liés par leur constitution à la Hongrie, n'avaient point entrée dans la diète de Vienne. Les Polonais et les Tchèques étaient ainsi, dans leurs ligues parlementaires contre le germanisme, privés du concours du tiers des Slaves de l'empire. Et pourtant à peine les travaux constitutionnels de la diète avaient-ils commencé, que l'influence combinée des Galliciens et des Bohêmes se faisait sentir; de jour en jour, elle devait s'accroître, jusqu'à l'époque de la révolution dernière, où les députations de la Bohême et celles de la Gallicie se virent en position de dominer les débats. Alors la diète de Vienne était présidée par M. Smolka, Polonais, qui n'avait de concurrent possible que M. Strobach, Bohême.

Bien des obstacles entravaient pourtant l'action parlementaire des Polonais. En présence des questions de principes soulevées par l'examen des réformes que la diète avait mission d'opérer, les opinions n'avaient pas su rester unies dans la pensée exclusive de la nationalité et du slavisme. Bientôt on avait vu des conservateurs et des démocrates suivre les erremens du radicalisme européen. Le parti conservateur était lui-même divisé; il y avait les esprits éclairés et indépendans, qui savaient se rendre compte de leur conduite, puis les paysans dépourvus de toute éducation, nommés sous l'influence du cabinet autrichien, et qui n'étaient dans sa main qu'un instrument aveugle. Les conservateurs éclairés votaient souvent avec le cabinet, les paysans toujours. C'est dire assez que leurs résolutions ne venaient point d'eux-mêmes, qu'ils obéissaient à une impulsion étrangère, et étaient en définitive une gêne plutôt qu'un secours pour leurs concitoyens de la Gallicie. La députation polonaise était donc affaiblie par ses propres divisions, et ces divisions mêmes devaient être parfois une cause de refroidissement entre elle et la députation de la Bohême.

Encouragés sans doute par ces divergences d'opinions qui éclataient au sein du slavisme, les Magyars, dont la situation devenait critique, et les Allemands de Francfort avaient songé à se faire un point

d'appui commun dans les élémens révolutionnaires rassemblés à Vienne de tous les coins du monde, de l'Italie, de l'Allemagne, de la Pologne. L'extrême gauche du parlement de Francfort avait là des intelligences; elle disposait des populations laborieuses des faubourgs. Pour les soulever, la Hongrie offrait son or, promettant d'ailleurs qu'elle serait prête à seconder par la force tout ce qui serait tenté dans les rues de Vienne. Le but des démocrates allemands était, du point de vue de leur patriotisme unitaire, parfaitement clair. En formant le projet d'une insurrection à Vienne, ils aspiraient à ruiner l'influence conservatrice des Slaves et à entraîner l'empire dans la nouvelle confédération allemande rêvée à Francfort. La Bohême, la Gallicie, l'Illyrie, par le succès de cette tentative, fussent devenues parties intégrantes du nouvel état germanique; le slavisme eût été moissonné dès sa naissance.

Les Magyars, de leur côté, avaient leurs vues personnelles en s'alliant ainsi à la démocratie de Vienne et de Francfort. L'accord des Slaves et du gouvernement de l'Autriche mettait en péril la domination magyare sur les Slaves de la Hongrie. Si les Allemands voyaient avec dépit l'ascendant que le slavisme prenait dans la politique autrichienne, les Magyars pouvaient voir le même progrès avec terreur, comme le présage de cette grande catastrophe depuis long-temps redoutée, la dissolution de la Hongrie par l'émancipation des races. Dans la convention que les Magyars concluaient avec Francfort, ils lui proposaient le partage de l'Autriche. Vainqueurs, les Magyars, en laissant retourner dans le sein de l'Allemagne les états héréditaires de la maison de Habsbourg, conservaient sur le pied de l'indépendance la Hongrie avec ses annexes, c'est-à-dire la Transylvanie, la Croatie, la Slavonie et la Dalmatie. C'était le triomphe de leur ambition, tout leur avenir était là. L'alliance du magyarisme et du germanisme de Francfort était donc naturelle; M. Kossuth l'avait indiquée tout récemment dans un discours fort applaudi. « Je n'hésite pas à déclarer, avait-il dit, que la nation hongroise est, à mon avis, destinée à être, avec l'Allemagne, la sentinelle de la civilisation à l'orient de l'Europe. » Enfin, lorsque M. Kossuth avait expédié deux plénipotentiaires à Francfort au lieu de les envoyer à Prague, où on ne leur eût pas fait mauvais accueil, n'avait-il pas déclaré assez hautement qu'il cherchait dans le germanisme un allié contre les Slaves? Pourquoi faut-il que le radicalisme soit encore une fois intervenu pour précipiter les Polonais dans une erreur plus grave que toutes celles qu'ils avaient commises depuis février? Pourquoi faut-il que nous les retrouvions mêlés aux Allemands et aux Magyars sur les barricades de Vienne, en lutte ouverte avec le seul allié sûr que tant d'années de propagande et tant d'activité dépensée à la suite des révolutions de mars avaient préparé pour la Pologne? Comment se fait-il qu'au milieu, à la tête des démagogues

de Vienne et de Pesth, nous apercevions un général polonais, un homme qui eût été digne de commander pour la meilleure des causes, Bem, le futur héros de la guerre de Hongrie?

Bem, ce n'était plus un fanatique du radicalisme, un esprit juvénile, un général formé dans les sociétés secrètes; ce n'était plus le clubiste Mieroslawski se jetant parmi les Poznaniens pour faire parade de sa témérité; c'était un général éprouvé dans plus d'une bataille, endurci aux coups du sort, et qui, sans avoir rien perdu de la fougue de son courage, avait l'expérience d'une vie déjà longue. Quelle pensée fatale l'avait poussé sur ces barricades pour qu'il y vînt jeter l'éclat de sa bravoure et les rendre plus séduisantes aux yeux de la députation de Gallicie, déjà trop complaisamment émue pour une révolution qui se couvrait du prétexte de la liberté? Par quelles considérations expliquer la conduite de ceux des députés éminens de la Gallicie qui, au lieu de suivre la députation tchèque auprès de l'empereur éloigné de Vienne, restèrent dans Vienne même, au milieu de l'insurrection, comme pour l'encourager par leur présence? Leurs collègues les plus éclairés, les conservateurs de l'émigration, le prince Czartoryski le premier, dans les termes les plus nets et les plus pressans, leur criaient de tous les points de l'Europe : « Vous jouez follement l'avenir de votre pays; vous l'engagez dans une partie que vous ne pouvez que perdre. Quittez les barricades, sortez de Vienne, joignez-vous aux Tchèques qui suivent l'empereur, et laissez faire l'épée slave de Jellachich. » Les paysans de la diète et les chefs du parti conservateur donnèrent l'exemple et abandonnèrent Vienne en jetant l'anathème à cette révolution anti-slave; mais les radicaux, sous la présidence de M. Smolka, ne voulurent point abandonner la cause vers laquelle ils avaient incliné dès le premier jour.

Dans les perplexités de cette crise où la députation polonaise s'était vue en proie aux plus douloureux déchiremens et où l'alliance de la Pologne avec le slavisme avait éprouvé de terribles atteintes, l'esprit dévoué et actif qui avait mis tant de zèle à réunir ses concitoyens aux Tchèques et aux Croates, le prince George Lubomirski, saisi et frappé d'un patriotique désespoir, se retirait de la scène, où il n'apercevait plus que les débris de ses généreuses combinaisons. Cependant les Slaves ne gardèrent point rancune aux Polonais, et une société de Prague, le *Tilleul Slave* (*Slovanska Lipa*), répondant d'ailleurs aux instincts des Croates, adressa à la Pologne, peu de temps après ces événemens, de touchantes paroles où le reproche, plein de vérité, ne cessait pas d'être fraternel. « C'est avec le cri de liberté, disait-elle, que les Allemands insurgés de Vienne et les Magyars vous ont traîtreusement attirés dans leurs piéges. Tout entiers à vos inspirations libérales et oubliant vos frères slaves, vous avez volé là où, sous de faux semblans de

liberté, vos vieux ennemis forgeaient, pour le slavisme et par conséquent aussi pour vous, de nouvelles chaînes. Frères, examinez donc mieux nos actes, et vous vous convaincrez que nous travaillons au même but que vous... Polonais, c'est l'amour seul de la liberté qui vous a poussés à aller verser votre sang au pied des Apennins, sous les pyramides d'Égypte et dans les steppes glacées de Moscou. Hélas! partout on vous a trompés; mais le frère ne tromperait pas son frère: pourquoi ne vous fiez-vous pas à nous?... Le Slave est l'élu de l'ère nouvelle; il doit en devenir l'apôtre après en avoir été si long-temps le martyr. Ainsi, Polonais, joignez-vous à nous, Tchèques, Moraves et Slovaques. Ne séparez plus votre cause de celle des Ruthéniens, des Serbes, des Croates, des Illyriens; donnez la main à tous vos frères que jusqu'à présent vous avez méconnus, et qui vous aiment... Dans cette ligue pour l'émancipation, votre Pologne, qui nous est si chère à tous, a pour mission de former le lien conciliateur entre notre liberté et celle des nations de l'Occident. »

Le slavisme tenait donc toujours ses bras ouverts à la Pologne, en dépit de la complaisance qu'une partie de la députation gallicienne avait montrée pour la révolution magyaro-germanique de Vienne; mais les passions révolutionnaires furent plus fortes chez plusieurs Polonais que les sympathies de race. Si les plus clairvoyans d'entre les conservateurs avaient repoussé toute solidarité dans les affaires de Vienne, les démocrates avaient goûté de la révolution; ils s'en étaient enivrés durant le court triomphe des barricades; ils avaient mêlé leur sang à celui du radicalisme allemand et des patriotes hongrois. Les imaginations qui s'étaient si complétement trompées avant l'insurrection n'étaient pas de tempérament à revenir sur leurs opinions après la défaite. La guerre, comprimée à Vienne, ne pouvait-elle pas recommencer en Hongrie? M. Kossuth le promettait. Si la guerre continuait en Hongrie, c'était la grande guerre; elle avait de l'attrait non plus seulement pour les démocrates, mais pour les officiers et les généraux de l'émigration. Bem, qui avait commandé à Vienne, avait gagné miraculeusement le territoire de la Hongrie. Peut-être le bruit du canon éveillerait-il un écho de l'autre côté des Carpathes. Espérance aussi vaine que futile! Elle faisait sortir la Pologne des conditions de la politique normale pour la jeter dans les aventures; on allait jouer ainsi tout ce que l'on avait conquis depuis mars. Il est d'autant plus merveilleux que tout ne soit point encore perdu, qu'une fraction du parti conservateur a fini elle-même par céder à cette fatale séduction d'une guerre illustrée par Bem et Dembinski.

Si l'on doit faire à la démagogie une large part dans les fautes qui ont été commises par la Pologne, c'est aussi un devoir d'équité pour l'historien de considérer tous les prétextes que les gouvernemens ger-

maniques ont fournis aux passions et aux représailles. Combien la politique de la Prusse à l'égard de Posen n'a-t-elle pas été d'abord ambiguë, puis à la fin intraitable! Combien l'Autriche n'a-t-elle pas été sévère et rude avec cette Gallicie encore toute saignante, dont les blessures eussent mérité d'être traitées d'une main paternelle! Que dire des législateurs de Francfort? A la rigueur, on s'explique que des gouvernemens à peine sortis du régime absolu, toujours dominés par l'esprit d'une époque de conquête, aient pu entraver la renaissance d'un peuple détruit par leurs mains. Le cabinet de Berlin, et surtout celui de Vienne, pouvaient, sans être hors de leur rôle, arrêter à son origine le mouvement que l'agitation de l'Europe avait imprimé à la Pologne; mais que des hommes qui se nommaient hautement libéraux, que des esprits ardens qui rêvaient de constituer la nationalité allemande se soient acharnés après cette malheureuse Pologne, comme à une proie, c'est là ce qui se conçoit moins. Quel est en effet le principe en vertu duquel la Pologne réclame son indépendance, si ce n'est celui-là même sur lequel l'Allemagne essaie d'asseoir son unité? Sans doute, à défaut du droit, qui témoigne contre sa politique, l'Allemagne invoque l'intérêt de son système de défense du côté de l'est. La meilleure frontière d'un pays, a-t-on dit, c'est le droit; l'Allemagne en préfère une autre. Cependant, sous ce rapport même de la défense de ses frontières, que pourrait souhaiter l'Allemagne de plus favorable que l'indépendance de la Pologne? Oui, la nation allemande a raison d'être inquiète des agrandissemens continus du territoire et de l'influence russes; la Russie est le plus redoutable obstacle qui se puisse élever devant les pas de l'Allemagne, soit que le czar la menace sur la Baltique, soit qu'il lui ferme le cours du Danube, dont il domine déjà les embouchures; mais, dans une telle situation, sera-ce un espace de quelques lieues de plus à l'est qui servira de barrière à l'Allemagne? Non; l'Allemagne n'aura de sécurité possible du côté de l'est que le jour où un état intermédiaire, un état libéral, belliqueux sans être conquérant, rival naturel, sinon ennemi, de la Russie, sera reconstitué sur la Vistule. La Pologne indépendante, voilà la vraie frontière de la confédération germanique, la condition sûre de sa liberté internationale. Aussi bien il faut choisir : si l'indépendance polonaise n'était plus parmi les choses possibles, au lieu d'avoir la Pologne pour alliée contre les Russes, l'Allemagne pourrait bien un jour la rencontrer tout entière sur les champs de bataille alliée aux Russes contre elle; il se pourrait que de guerre lasse, après avoir souffert outre mesure des injustices de l'Allemagne, de l'oubli de la France, des fausses promesses des libéraux de tous les pays, la Pologne désespérée, n'ayant plus à choisir qu'entre la domination germanique et la fusion avec la Russie, en vînt un jour à se jeter dans les bras du czar pour venger la que-

relle antique du Teuton et du Slave. Ainsi de deux choses l'une : ou la Pologne trouvera, du consentement de l'Allemagne, un moyen de se reconstituer, soit par elle-même, soit par le slavisme et par la fédération des peuples autrichiens, ou bien elle sera russe. Il n'y a pas de milieu dans cette alternative.

L'Allemagne était donc mue par une inspiration vraiment politique, lorsque, dans la première effervescence de son libéralisme, elle tenait pour désirable la reconstitution de la Pologne, et offrait spontanément de s'y prêter. Ces momens de raison et d'équité ont passé trop vite. Faut-il désespérer de les voir revenir? Je ne le pense pas. Il y a des considérations d'intérêt et de droit qui peuvent être étouffées par des passions de race et des préjugés internationaux, mais qui finissent par triompher en devenant plus saisissantes. Espérons d'ailleurs que les Poznaniens, pacifiquement occupés de maintenir leur nationalité par tous les moyens légaux, sauront faire face au germanisme sans le provoquer. Espérons surtout que les peuples triompheront à Vienne des vieilles traditions germaniques, et que la Gallicie, par le progrès naturel des libertés publiques en Autriche, prendra dans les affaires de la future confédération une influence qui servira l'avenir de la Pologne entière. Un publiciste autrichien, M. Schuselka, d'ailleurs favorable à l'indépendance de la Pologne, pose dans un écrit récent ce qu'il appelle la question de vie ou de mort pour l'Autriche : « Ou allemande ou russe (1)! » J'oserai conclure par une affirmation tout opposée à celle de M. Schuselka, et je dirai que l'unique moyen pour l'Autriche de ne point être Russe, c'est de ne pas être Allemande. Condamnée évidemment à prendre pour base de son existence le slavisme libéral, elle reste ainsi, en dépit du germanisme, un asile ouvert aux espérances de la Pologne.

HIPPOLYTE DESPREZ.

(1) Paris, chez Klincksieck. M. Schuselka est l'auteur de plusieurs écrits sur les intérêts de l'Allemagne dans la question russe. Il a publié en 1846 *l'Allemagne, la Pologne et la Russie* (en allemand). C'est un représentant aimable du germanisme autrichien.

SACS ET PARCHEMINS.

DEUXIÈME PARTIE.[1]

V.

Après un temps de galop sur un terrain ferme et uni, Mlle Levrault débouchait dans une vallée étroite et s'arrêtait au pied d'un château qui, bien que mutilé par les ans, gardait encore quelque chose de seigneurial, et se carrait dans sa vétusté comme un hidalgo dans son manteau troué. La nature, toujours bienfaisante, avait mis sur toutes ses blessures un appareil de verdure et de fleurs. Les joncs, les saules, les glaïeuls, croissaient dans les fossés où chantaient les rainettes. Le lierre et les ronces grimpaient jusqu'au front des tours; de toutes les fentes, de toutes les crevasses pendaient des touffes de ravenelle, de mille-pertuis et de pariétaire. Un perron de dix degrés montait fièrement de la cour dans le vestibule. Les alentours étaient agrestes, même un peu sauvages. Les fabriques et les manufactures n'avaient pas pénétré jusque-là. La Sèvres ne réfléchissait que le luxe de ses ombrages. Le village, qui s'étendait à deux portées de fusil du manoir, n'offrait à

(1) Voyez la livraison du 1er septembre.

l'œil qu'un éparpillement de fermes isolées, ralliées autour d'un clocher rustique. En ce moment, la vallée était déserte; le château lui-même semblait inhabité. Rien ne trahissait la vie à l'intérieur : pas un bruit, pas un mouvement, pas un filet de fumée bleuâtre s'élevant en spirale au-dessus du toit. Par la porte ouverte à deux battans, on pouvait voir l'herbe pousser en paix entre les pavés de la cour et jusque sur les marches disjointes du perron. Si cette demeure n'était pas vouée à un abandon définitif, elle devait appartenir à l'une des familles absentes dont le vicomte avait parlé; mais, encore une fois, pourquoi donc le vicomte avait-il dénoncé comme dangereux, coupé de fondrières et aboutissant à des marécages, un sentier inoffensif, tapissé d'une herbe fine et drue, et qui conduisait sans encombre les gens dans ce joli vallon, au pied de ce manoir solitaire? Pourquoi le nom de La Rochelandier n'était-il jamais sorti de sa bouche? Tout en faisant ces réflexions, Mlle Levrault ne pouvait s'empêcher de comparer la physionomie piteuse du petit castel de Montflanquin à la mine haute et fière de cette habitation féodale. Autant eût valu comparer une taupinière avec un nid d'aigle.

Laure était descendue de cheval, et, relevant sa jupe d'amazone, avait hasardé quelques pas dans la cour pour examiner de plus près l'écusson sculpté au-dessus de la porte. Le spectacle des créneaux et des tours avait suffi pour la distraire de la contemplation de la nature; la vue d'une pierre armoriée venait d'effacer à ses yeux toute la poésie des landes et des prés. Elle allait se retirer, quand une dame du plus grand air parut sous le vestibule et s'avança sur le perron. Le premier mouvement de Laure fut de s'enfuir; mais la noble châtelaine ne lui en laissa pas le temps.

— J'espère, mademoiselle, dit-elle avec un aimable sourire, que ce n'est pas ma présence qui vous fait peur. Je ne me pardonnerais de ma vie d'avoir effarouché tant de jeunesse, de grace et de beauté.

— Madame, balbutia Laure plus rouge que la fleur du grenadier, excusez mon indiscrétion; j'avais tout lieu de croire que ce château était inhabité.

— Eh bien! mademoiselle, vous voilà punie de votre étourderie, car vous êtes ma prisonnière. Vous ne refuserez pas de vous reposer un instant chez la marquise de La Rochelandier.

Et la marquise tendait sa belle main blanche à la jeune fille pour l'inviter à franchir les degrés du perron.

Mlle Levrault ne s'était jamais vue à pareille fête; sans se faire prier davantage, elle prit la main de la marquise, qui l'introduisit dans un vaste salon où ne respirait pas l'opulence, mais où l'on retrouvait encore les vestiges d'une splendeur évanouie. Tous les dessus de porte représentaient des fêtes galantes à la manière de Watteau, de Lancret

et de François Boucher. La cheminée, large et de marbre blanc, était surmontée d'une glace dont le cadre, formé d'entrelacs, se terminait par un fouillis de branchages, de nids de tourterelles et de canaris sculptés. Tout cela fané, ébréché, enfumé. Les chaises et les fauteuils étaient couverts de housses blanches destinées à voiler plutôt qu'à prévenir les injures du temps. Les tapisseries de haute lisse qui cachaient les murs auraient eu besoin de quelques reprises. Je pense aussi que quelques meubles de plus ne se fussent pas trouvés mal à l'aise dans cette immense pièce, dont les portraits de famille composaient le plus bel ornement. Tous les La Rochelandier étaient là, dans leurs cadres gothiques, bardés de fer ou chamarrés d'hermine, plaqués de croix, bariolés de cordons. Parmi les figures de femmes, une surtout attira les regards de Laure. C'était une grande dame habillée en bergère-camargo, robe de moire, avec paniers et tonnelet, talons rouges, houlette en main et petit chapeau sur le coin du chignon. Elle se tenait gravement au milieu de ses moutons, et près d'elle, sur la même toile, un La Rochelandier en casaque de velours gorge de pigeon et à pèlerine, avec un chapeau en lampion sur la tête, lui présentait de l'air le plus respectueux un lapin blanc tapi dans une corbeille de roses. Le portrait de la marquise n'eût pas déparé cette collection de visages aristocratiques. Quoiqu'elle eût passé depuis long-temps la première et même la seconde jeunesse, la marquise était belle encore, marchait la tête haute, la poitrine en avant, et avait le port d'une reine. Tout révélait en elle l'instinct de la domination. Ses lèvres, qui souriaient avec une grace infinie, semblaient pourtant faites pour exprimer plus volontiers le dédain que la bienveillance. L'orgueil de la race couronnait son front. Un œil observateur eût deviné, en la voyant, une de ces femmes, charmantes par calcul, impérieuses par nature, que Dieu a créées pour régner moins par les séductions de la faiblesse que par la souplesse de l'esprit et l'énergie de la volonté.

A peine entrée dans le salon, Laure déclina le nom de son père, et Dieu sait ce qu'il lui en coûta pour prononcer ces simples paroles : Je suis la fille de M. Levrault, sous le feu croisé des regards que tous les portraits de famille paraissaient attacher sur elle. Il lui sembla qu'à ce nom de Levrault, un sourire narquois partait comme une flèche de chaque cadre et venait la frapper droit au cœur. Puis, elle raconta par quel hasard elle s'était trouvée seule au milieu des campagnes et comment la curiosité l'avait poussée jusque dans la cour du château.

— Quoi ! mademoiselle, s'écria la marquise, vous êtes la fille du riche industriel qui est venu s'établir à la Trélade? On m'a parlé souvent de monsieur votre père. Je sais qu'il a visité plusieurs familles des environs. Je vous l'avoue, j'avais compté que le château de La Rochelandier ne serait pas le dernier où M. Levrault se présenterait. Ce

matin encore, je pouvais m'étonner que monsieur votre père en eût décidé autrement; à cette heure, je le regrette.

— Madame la marquise, dit Laure avec empressement, mon père est moins coupable que vous ne pourriez le croire. Nous sommes étrangers dans ce pays. La personne qui s'est chargée de nous diriger dans le choix de nos relations ne nous a jamais parlé du château de La Rochelandier. Votre nom n'a pas été prononcé une seule fois à la Trélade depuis que nous l'habitons. Voilà une heure au plus que je dois au hasard de l'avoir entendu pour la première fois. C'est qu'à coup sûr le vicomte de Montflanquin ne vous sait pas de retour dans vos terres, autrement j'aurais peine à comprendre....

— Pardon, mademoiselle, reprit la marquise l'interrompant : est-ce que la personne qui s'est chargée de vous diriger dans le choix de vos relations serait par aventure...

— Le vicomte de Montflanquin, oui, madame.

— Je m'explique très bien, répliqua la marquise avec hauteur, que le vicomte de Montflanquin n'ait pas été tenté d'ouvrir à monsieur votre père les portes d'un château dont il n'a pas les clés. Mais, mademoiselle, ajouta-t-elle gaiement, si M. Levrault ne s'est présenté que dans les maisons où le vicomte a ses entrées, vous devez vivre ici dans une solitude à peu près absolue.

— Il est vrai, madame la marquise, que nous ne voyons pas beaucoup de monde, répondit Mlle Levrault, qui commençait à dresser les oreilles. Nous sommes à la Trélade depuis près de trois mois, et le cercle de nos connaissances se borne, jusqu'à présent, au vicomte de Montflanquin, au chevalier de Barbanpré et au comte de Kerlandec.

A ces mots, la marquise partit d'un éclat de rire si bruyant, qu'on eût dit un bruit de cascade. Elle se tordait dans son fauteuil, tandis que Laure la regardait d'un air embarrassé et ne savait quelle contenance tenir.

— Mille excuses, mademoiselle, dit enfin Mme de La Rochelandier, quand son accès d'hilarité fut un peu calmé : j'ai mauvaise grace à rire devant vous des personnes que monsieur votre père reçoit dans son intimité. Cela ne m'arrivera plus. Promettez-moi seulement de ne pas juger de la noblesse de Bretagne d'après les trois échantillons que vous venez de me citer.

— Mais, madame la marquise, le vicomte de Montflanquin nous a dit que les maisons de Kerlandec et de Barbanpré ne le cèdent à aucune autre pour l'illustration et l'ancienneté, et j'aurais cru que le vicomte de Montflanquin lui-même représentait avec ces deux gentilshommes l'élite de la noblesse du pays?

— Tenez, mademoiselle, parlons d'autre chose, répondit la marquise

se maîtrisant à peine; sinon je vais me reprendre à rire, et cela me fait mal, outre que c'est inconvenant.

Là-dessus, au grand regret de Laure, elle changea le cours de l'entretien. M[lle] Levrault, dont la défiance et la curiosité venaient d'être singulièrement éveillées au sujet du vicomte, essaya vainement de remettre son nom sur le tapis; la marquise se renferma dans cette réserve obstinée qui est la pire des indiscrétions. En revanche, elle combla la jeune fille d'attentions de tout genre et se montra pour elle d'une grace exquise, d'une bonté parfaite. Elle avait cette haute aristocratie de manières qui relève le prix des moindres prévenances, frappe à son coin la menue monnaie de la politesse courante, et d'un brin de muguet sait faire un épi de diamans. Les complimens ne lui coûtaient rien; mais la flatterie, en passant par ses lèvres, pouvait être prise pour la fleur de la vérité. Un serviteur avait apporté un plateau chargé de fruits et de sirops. La marquise voulut servir elle-même la jeune amazone, et s'en acquitta avec une courtoisie qui toucha vivement la vanité de M[lle] Levrault. Puis elle la promena sur les plates-formes du château et dans les allées d'un parc qui, sans être considérable, était charmant, grace aux soins qu'il n'avait pas reçus depuis plus de vingt ans. Rien ne rappelait, dans cette habitation, le luxe et le faste de la Trélade. Au contraire, tout y ressentait l'abandon et la pauvreté; mais aussi on y retrouvait à chaque pas les traces authentiques d'une longue suite d'aïeux, et Laure eût donné volontiers pour ces écussons, ces portraits de famille et ces tours crénelées, la Trélade, la meute et les dix chevaux de son père, avec Barbanpré, Kerlandec et Montflanquin par-dessus le marché.

Les heures s'envolaient. M[lle] Levrault, que la marquise avait ramenée dans le salon, se leva pour prendre congé.

— Je vous reverrai, n'est-ce pas? dit la marquise d'une voix caressante.

— Soyez sûre, madame la marquise, que mon père s'empressera de venir vous offrir ses hommages et vous remercier de l'accueil que j'ai reçu au château de La Rochelandier. Pour moi, je n'oublierai jamais votre aimable hospitalité.

— Vous direz de ma part à M. Levrault qu'il a une fille adorable. J'avais entendu parler de sa richesse, et pourtant j'étais loin de me douter qu'il eût un trésor si précieux; mais, j'y pense, mademoiselle, ajouta la marquise se ravisant, vous ne pouvez pas retourner seule à la Trélade. Nos sentiers vous sont inconnus, ou tout au moins peu familiers. Attendez, pour partir, que mon fils soit rentré; Gaston se fera un plaisir de vous accompagner.

Jusque-là M[me] de La Rochelandier n'avait pas dit un mot de son fils.

A cette révélation inattendue, Mlle Levrault tressaillit. Presque au même instant, le galop d'un cheval s'arrêta dans la cour, et, au bout de quelques secondes, un beau jeune homme entra dans le salon. Son visage était doux et fier. L'intelligence rayonnait sur son front, qu'encadraient négligemment des touffes de cheveux blond cendré. Bien qu'il fût au printemps de la vie, son regard triste et son air souffrant accusaient de secrets ennuis. Grand, mince, élancé, il était vêtu avec une élégante simplicité et paraissait avoir vingt-cinq ans au plus. Laure, en l'apercevant, comprit enfin le sens et la moralité des fables de Montflanquin. Ce fut pour elle comme un flot de lumière éclairant tout d'un coup les ténèbres du chemin du diable. Gaston n'avait eu qu'à se montrer pour dévoiler Gaspard. Il s'inclina gravement devant la jeune fille, et baisa la main de la marquise avec une tendresse mêlée de respect.

— Gaston, dit la marquise, vous ne comptiez pas trouver, en rentrant, une si jolie fleur épanouie entre nos vieux murs. Remerciez le hasard qui vous a ménagé cette agréable surprise. Mlle Levrault veut bien vous permettre de l'accompagner jusqu'à la Trélade. Si vous voyez M. Levrault, vous lui ferez mes complimens.

Gaston, qui connaissait tout l'orgueil de sa mère, jeta sur elle un regard curieux; puis, se remettant aussitôt :

— Mademoiselle, je suis à vos ordres. Mon cheval est encore tout sellé et bridé; nous partirons dès que vous le voudrez.

Mlle Levrault fit tous ses efforts pour épargner cette corvée au jeune marquis. Si on l'eût prise au mot, je crois qu'elle eût été un peu désappointée. Heureusement, il n'en fut rien, et la marquise insista tellement que Laure dut finir par céder. Gaston, par politesse, n'avait pas cru pouvoir se dispenser de joindre ses instances à celles de sa mère. Mme de La Rochelandier les accompagna jusqu'au pied du perron, les vit monter à cheval, les suivit des yeux à travers la vallée et ne rentra qu'après qu'ils eurent disparu dans les profondeurs du sentier. Elle avait, en rentrant, l'air satisfait d'une personne qui n'a pas perdu sa journée.

Certes, un poète, ou tout simplement un rêveur qui eût aperçu ces deux enfans chevauchant côte à côte le long des traînes, sous le ciel embaumé des prairies, n'eût pas manqué de s'écrier : Voilà deux amoureux qui passent. Et peut-être son cœur se fût abîmé dans la mélancolie d'un lointain souvenir. Moi-même, si j'étais libre d'obéir à ma fantaisie, je dirais que ces deux jeunes gens en arrivèrent doucement à se sentir attirés l'un vers l'autre, j'essaierais de retrouver les accens de la jeunesse pour chanter le doux poème des tendresses écloses à l'ombre des bois, sur le bord des ruisseaux, dans le creux des vallons.

Par malheur, cette histoire n'est pas une idylle, et je plains de toute mon ame ceux qui s'obstineraient à chercher dans ce récit la fraîcheur, la poésie et la grace des sentimens.

Veut-on savoir ce qui préoccupait Mlle Levrault pendant que Gaston chevauchait auprès d'elle? Ce n'était ni la bonne mine de ce jeune homme, ni l'élégance de sa tournure, ni la tristesse de son regard; c'était son titre de marquis. Elle reconnaissait bien que Gaston était plus jeune, plus beau, mieux tourné que Montflanquin; mais avant tout Gaston était marquis, Montflanquin n'était que vicomte. Elle se souciait assez peu de la valeur personnelle de son compagnon; mais il souriait à sa vanité de rentrer à la Trélade avec un marquis. Et puis, quel coup de foudre pour Gaspard! Elle jouissait par anticipation de sa stupeur et de son dépit. Dérober aux regards de Laure un jeune et beau garçon qui pouvait devenir un jeune et beau mari, Laure n'était pas fille à s'en plaindre; mais tenir un marquis sous le boisseau, voilà ce que Laure ne pardonnait point. On juge si de pareilles méditations étaient faites pour appeler l'amour. Quant au jeune La Rochelandier, pendant qu'il chevauchait près de Laure dans des sentiers si étroits, que parfois son visage était effleuré par le voile de l'amazone, il songeait malgré lui aux millions de M. Levrault, et, comme Gaston avait l'ame délicate et fière, cette préoccupation aurait suffi pour fermer son cœur à l'amour, si l'amour se fût avisé de rôder autour de son cœur. Tout en souffrant de sa pauvreté, il la respectait et n'eût voulu pour rien au monde l'humilier devant l'opulence. Aussi avait-il pris vis-à-vis de Mlle Levrault une attitude froide, compassée, même un peu hautaine. Si elle eût été pauvre comme lui, à coup sûr il eût remarqué sa jolie taille et sa jolie figure, car Laure était vraiment jolie; mais, tandis qu'elle ne voyait en lui qu'un marquis, il ne voyait en elle que la fille d'un millionnaire.

Les choses ainsi posées, il n'est pas besoin d'ajouter que la promenade de Laure et de Gaston n'avait rien de bien sentimental. Celui qui eût écouté derrière les haies en eût été pour sa courte honte. Mlle Levrault, qui tenait à prouver au marquis de La Rochelandier qu'elle n'était pas la fille d'un ancien marchand de drap, comme de méchantes langues en répandaient peut-être le bruit dans le pays, parlait à tort et à travers de ses liaisons avec les filles de la plus haute aristocratie. Ses anciennes compagnes de pension, qu'elle détestait si cordialement, étaient toutes devenues ses amies intimes. Gaston, en l'écoutant, ne pouvait parfois s'empêcher de sourire. Elle essaya de l'amener, par d'insensibles détours, à s'exprimer sur le compte de Montflanquin; mais Gaston imita la réserve et la discrétion de sa mère. Seulement, quand Laure l'interrogea sur Mlle de Chanteplure, il se mordit les lèvres

et ne réprima pas sans peine un mouvement de folle gaieté. Après deux heures de marche, ils aperçurent enfin, à travers le feuillage, le toit de la Trélade.

— Mademoiselle, dit Gaston, qui ne se sentait pas tourmenté du désir de présenter ses hommages à M. Levrault, voici votre demeure. Ma mission est terminée; si vous le permettez, je n'irai pas plus loin.

Laure l'entendait autrement. La présence du marquis était nécessaire à l'effet de son entrée; elle voulait en même temps que le jeune La Rochelandier emportât chez lui une idée un peu nette du luxe de M. Levrault.

— Mon père ne me pardonnerait pas, lui dit-elle, de vous avoir laissé partir ainsi. Peut-être vous en voudrait-il à vous-même de vous être dérobé à ses remercîmens. Je me suis reposée au château de La Rochelandier; venez, monsieur, vous reposer au château de la Trélade. Vous n'y retrouverez pas la grace et l'esprit de madame votre mère; mais mon père sera très heureux de vous connaître et de recevoir de votre bouche les complimens dont Mme la marquise a bien voulu vous charger pour lui.

Gaston ne paraissait pas bien convaincu de la nécessité de complimenter le nouveau seigneur. Laure redoubla d'insistance. Ce petit débat durait encore, quand les deux chevaux s'arrêtèrent devant la grille du château.

VI.

A la façon dont M. Levrault avait insisté pour qu'il restât à la Trélade, le vicomte avait compris qu'il touchait au moment décisif. En effet, le grand industriel s'était promis, en se levant, que la journée ne s'achèverait pas sans couronner ses espérances. Il avait résolu, pour précipiter le dénoûment, d'en agir avec Montflanquin comme Mahomet avec la montagne : en d'autres termes, il se disposait à lui jeter adroitement sa fille et ses écus à la tête. Ainsi maître Gaspard en était venu à ses fins. Depuis près de deux mois, il sentait frétiller dans sa nasse les millions de M. Levrault; mais, au lieu de les saisir avidement et de s'exposer, par trop de hâte, à les voir glisser, comme une anguille, entre ses doigts, il avait préféré attendre, pour plus de sécurité, qu'ils vinssent eux-mêmes et de leur propre mouvement se mettre dans la poêle à frire. Il allait jouir de ce spectacle, unique, je le crois, dans les annales de la pêche.

Après s'être assuré que Laure se dirigeait du côté de Clisson et tournait le dos au château de La Rochelandier, le vicomte, plein de sérénité, était allé rejoindre M. Levrault sous les arbres du parc. M. Levrault avait passé la nuit à combiner les manœuvres qui devaient avoir

raison de Gaspard, car le brave homme ne pensait pas pouvoir s'y prendre avec trop d'adresse et d'habileté, tant il craignait que sa proie ne lui échappât. Pour préparer les voies et faire un pont d'or au vicomte, il commença par l'entretenir de ses projets avec une apparente bonhomie. C'était son rêve de marier sa fille en Bretagne, et d'acheter une grande propriété dans les environs de la Trélade. Ce pays lui plaisait. Le mari de Laure devait être de noble race; quant à la fortune, on l'en tenait quitte, et, si pauvre qu'il fût, si délabré que fût son castel, on se faisait fort de relever ses tours et de reconstituer le fief de ses aïeux. De temps en temps, M. Levrault s'interrompait pour demander l'avis de Montflanquin. — Qu'en dites-vous? — Que vous en semble? — Monsieur le vicomte, n'ai-je pas raison? — M. le vicomte écoutait d'un air distrait, hochait la tête, et répondait à peine; il voulait ménager à ce vainqueur la satisfaction d'enfoncer des portes ouvertes, de foudroyer des bastions démantelés, et de réduire une place sans garnison. Après avoir exposé ses projets, M. Levrault aborda, par une transition ingénieuse, l'avenir et la destinée du vicomte. Il s'étonnait, il ne comprenait pas que l'héritier d'une si grande famille se condamnât, de gaieté de cœur, à l'inaction, à l'obscurité, au lieu de chercher les moyens de rajeunir l'éclat de sa maison. Le vif intérêt, l'affection presque paternelle qu'il portait à Gaspard, l'autorisaient à lui parler avec sévérité. Eh bien! Gaspard était coupable; Gaspard, en s'abandonnant lui-même, trahissait du même coup la mémoire de tous ses ancêtres. Qu'en devaient penser les ombres consternées des Baudouin et des Lusignan? L'ancien marchand de drap de la rue des Bourdonnais traita toute cette partie de son discours avec une magnificence de langage dont je n'essaierai pas de donner une idée; un Rohan ne se fût pas exprimé avec plus d'éloquence sur les devoirs qu'impose un grand nom. M. Levrault s'admirait lui-même, et jouissait de l'attitude affaissée de Gaspard. Gaspard, comme écrasé sous le poids des dures vérités qu'on lui faisait entendre, marchait la tête basse et s'arrêtait de loin en loin pour porter sa main à son front. Par-ci, par-là, le madré compère hasardait bien quelques répliques. Pour irriter l'attaque, il disputait pied à pied le terrain, ne rompait qu'à regret, et reprenait parfois l'avantage qu'il avait perdu. Enfin, il vint un instant où, sûr désormais de son triomphe, M. Levrault s'avança dans la discussion comme un hippopotame à travers les roseaux qu'il broie sur son chemin. Le vicomte fut obligé de confesser humblement sa défaite.

— Vous avez raison, monsieur, je suis forcé de le reconnaître, s'écria-t-il avec un geste de résignation. A votre voix, la lumière est descendue dans mon esprit : je comprends que j'ai failli à tous mes devoirs. Plût à Dieu que je vous eusse rencontré plus tôt! Éclairé, dirigé par votre haute intelligence, je n'aurais pas consumé dans l'oisiveté

les plus belles années de ma jeunesse. A cette heure, il est trop tard. En me ralliant à la branche cadette, j'ai brûlé mes vaisseaux. Je n'aurais qu'un mot à dire pour attirer sur moi les faveurs de la cour; mais ce mot, je ne le dirai pas.

— Je vous approuve, monsieur le vicomte. Ce n'est pas un Levrault qui vous conseillera jamais une lâcheté. J'apprécie la délicatesse de votre belle ame. Vous ne voulez pas qu'on puisse vous soupçonner de vous être rallié par calcul, dans une arrière-pensée d'intérêt personnel. Vous réservez votre influence pour vos proches, pour vos amis, et ne demandez rien pour vous-même. Un Montflanquin se donne, il ne se vend pas. C'est beau, c'est grand, c'est chevaleresque; à votre place, je n'agirais pas autrement. Heureusement, monsieur le vicomte, vous avez un moyen honorable et sûr de restaurer votre maison, et de prendre dans le monde le rang élevé qui vous appartient.

— Ce moyen, monsieur, quel est-il? demanda Gaspard avec un sourire d'incrédulité. Vous m'avez fait l'honneur de visiter ma vicomté; vous savez aussi bien que moi ce que m'ont laissé les révolutions.

— Monsieur le vicomte, repartit M. Levrault d'un ton solennel, le temps n'est plus où la noblesse et la bourgeoisie vivaient entre elles comme chien et chat : passez-moi ces expressions empruntées au vocabulaire des petites gens. Autrefois rivales, la noblesse et la bourgeoisie se sont reconciliées à l'ombre du trône de juillet. Ces deux grandes puissances tendent chaque jour à se rapprocher davantage; il n'est pas rare de les voir se donner la main, mêler leur sang, confondre leurs intérêts et se prêter un mutuel appui. Un gentilhomme ne croit plus déroger en épousant la fille d'un riche banquier ou d'un grand industriel. Je connais vos sentimens, monsieur le vicomte : vous n'avez jamais songé à vous élever contre ces alliances qui deviennent de plus en plus fréquentes, et sont comme un trait d'union entre le passé et l'avenir de notre beau pays.

— En me ralliant à la dynastie de 1830, répliqua Gaspard avec gravité, je crois avoir témoigné hautement quelle est ma façon de penser là-dessus. Pourquoi me suis-je rallié, sinon pour inaugurer ce système de fusion entre la classe bourgeoise et la caste nobilière? Il fallait que l'exemple partît de haut; je me suis offert. J'ai toujours honoré la bourgeoisie. Je n'ai jamais fait mystère des sympathies qu'elle m'inspire : je n'ai pas attendu qu'elle fût au pouvoir pour les manifester. J'estime ses travaux; je m'incline devant ses vertus. Fille de ses œuvres, c'est elle aujourd'hui qui règne et gouverne; elle représente les forces vives de la nation; elle est elle-même une aristocratie dont les titres sont inscrits à chaque page sur le livre d'or de la France.

— Il est bien entendu, ajouta M. Levrault, que nous ne parlons pas ici de cette classe intermédiaire qui tient encore au peuple par ses

mœurs et par ses besoins, mais de la haute banque, de la grande industrie, qui représentent seules l'aristocratie nouvelle. Eh bien! monsieur le vicomte, pourquoi ne chercheriez-vous pas, dans les rangs de cette bourgeoisie à laquelle vous rendez pleinement justice, une alliance qui vous permît de relever et de soutenir l'éclat de votre nom? Vous ne pouvez pas pleurer éternellement Mlle de Chanteplure. Nos devoirs ici-bas ne se bornent pas à ensevelir nos morts, nous avons autre chose à faire. Moi qui vous parle, j'avais un fils; la perte de cet ange ne m'a pas empêché de gagner trois millions. Mlle de Chanteplure s'est noyée : sans doute c'est un malheur; mais toutes les larmes de vos yeux ne la rappelleront pas à l'existence. Vous avez juré de lui rester fidèle; tous les amoureux ont fait le même serment. Monsieur le vicomte, le temps est venu pour vous d'aborder la vie par son côté sérieux. Dieu ne nous a pas mis sur la terre pour pleurnicher comme des enfans. Vous avez à perpétuer votre race; l'héritage d'un grand nom impose à celui qui le reçoit l'obligation de le transmettre. Écoutez donc ce que vous disent par ma voix les Montflanquin, les Beaudouin et les Lusignan : Vicomte Gaspard, il faut vous marier.

Tout en causant, ils s'étaient dirigés du côté du château et avaient fini par entrer au salon. A ces mots, — il faut vous marier, — Gaspard se laissa tomber dans un fauteuil et cacha sa tête entre ses mains. Il demeura long-temps ainsi, pendant que M. Levrault, debout, immobile, les bras croisés sur sa poitrine, le contemplait d'un œil victorieux. — Je le tiens! se disait le grand industriel, ivre de bonheur et d'orgueil. — Il est pris! se disait Gaspard, qui riait dans sa barbe et pétillait de joie.

— Le ciel m'en est témoin, s'écria le vicomte d'une voix étouffée, jamais l'ambition n'eût triomphé dans mon cœur du souvenir de Mlle de Chanteplure. Que me font, à moi, les honneurs, la richesse, la splendeur de ma race, l'éclat de mon blason? Périsse dans la mémoire des hommes le nom de Montflanquin plutôt que dans la mienne le doux nom de Fernande! Oui, j'avais juré de lui rester fidèle; mais, hélas! le diamant entame le diamant, et l'amour m'a rendu parjure.

Et, comme effrayé de l'aveu qui venait de lui échapper, il colla son front contre le dos du fauteuil où il était assis, afin de dérober son trouble et sa honte aux regards de M. Levrault.

— Eh bien! monsieur le vicomte, va pour l'amour! s'écria gaiement le grand manufacturier. Ce n'est pas le premier tour de ce genre qu'aura joué le petit dieu malin. Laure, qui sait son histoire de France sur le bout du doigt, m'a souvent parlé d'un roi que l'amour de sa dame poussa à reconquérir son royaume. Va pour l'amour, monsieur le vicomte! Pourquoi rougir? pourquoi baisser les yeux? pourquoi dérober à ma vue ce noble visage? Levez la tête, héroïque jeune homme.

Assez long-temps vous avez souffert, assez long-temps vous avez combattu; Mlle de Chanteplure n'a plus rien à vous demander. Si ses mânes ne sont pas satisfaits, je ne sais pas ce qu'il leur faut. Parlez-moi, complétez l'aveu de votre flamme, confiez à votre vieil ami, à votre vieux Levrault, le nom de la beauté qui a su vous charmer. Quelle qu'elle soit, je réponds de votre bonheur. Quelle famille ne s'empresserait de vous faire place à son foyer? quelle femme ne serait fière d'avoir dompté un cœur tel que le vôtre? quel père ne serait heureux de pouvoir vous nommer son gendre?

Comment Gaspard eût-il résisté à ces paroles entraînantes? Il se leva tout d'un jet, comme les diablotins à ressort quand on ouvre la boîte où ils sont comprimés. La félicité des élus rayonnait sur son front; il parut un instant comme transfiguré. Il fit quelques pas vers M. Levrault, qui attachait sur lui un œil fascinateur; sa bouche était prête à laisser échapper le secret de son ame, quand tout à coup la porte du salon s'ouvrit, et Laure entra fièrement, suivie du marquis de La Rochelandier.

A cette brusque apparition, Gaspard comprit que la statue du Commandeur et l'ombre de Banco n'étaient que des jeux d'enfant; il resta foudroyé sur place. De son côté, M. Levrault ne fut pas médiocrement surpris de voir entrer chez lui un visiteur qui n'était ni le chevalier de Barbanpré ni le comte de Kerlandec.

— Mon père, dit Laure sans avoir l'air de remarquer la présence du vicomte, je vous présente M. le marquis de La Rochelandier, qui a bien voulu m'accompagner jusqu'à la Trélade.

Et la jeune fille raconta brièvement comment le hasard l'avait conduite au château du jeune marquis. Gaspard eût été plus à l'aise dans un buisson d'épines ou sur le gril de saint Laurent; il eût donné ses breloques, sa décoration de l'éperon d'or et jusqu'à la dernière pierre de son château, pour sentir, au péril de sa vie, le parquet du salon s'abîmer sous ses pieds. La confusion, le dépit, la colère, se partageaient son cœur. Qu'on se figure un autour se disposant à plumer un oison, et qui voit un aigle fondre et s'abattre sur sa proie. Quant à M. Levrault, tout entier à ses préoccupations, il ne devinait rien et ne soupçonnait pas qu'il pût y avoir quelque anguille sous roche. L'intrusion d'un marquis à la Trélade n'avait pas changé le cours de ses idées. Il n'avait que faire des La Rochelandier et s'en tenait à son vicomte, qui suffisait à toutes ses ambitions. Il n'était pas ingrat et ne se flattait pas du fol espoir de rencontrer jamais un gendre plus exquis. Gaspard était le gendre modèle. M. Levrault l'eût fabriqué lui-même qu'il ne l'eût pas fait autrement. Enfin, l'attitude de Gaston ne pouvait raisonnablement prétendre à tourner la tête au grand industriel. Grave et silencieux, froid et sévère, Gaston avait le fier maintien qui sied à

la pauvreté vis-à-vis de la richesse. M. Levrault lui trouvait l'air impertinent.

— Monsieur le marquis, dit enfin Gaspard, qui sentait la nécessité de faire bonne contenance, j'ignorais que vous fussiez de retour dans vos terres.

Gaston le regarda avec hauteur et ne répondit que par une légère inclination de tête. Il ne convenait pas à ce jeune homme d'accepter un rôle, quel qu'il fût, dans la comédie qui se jouait à la Trélade. Au bout de quelques instans, il prit congé de M. Levrault et de sa fille, et se retira comme il était entré, sans saluer le vicomte Gaspard de Montflanquin.

Débarrassé de la présence de ce visiteur incommode, Gaspard respira plus à l'aise. La courte apparition du marquis, la réserve de ses manières, le piètre effet qu'il avait produit sur M. Levrault, le silence même de la jeune fille, qui s'était abstenue jusque-là de faire la moindre allusion au chemin du diable, avaient à peu près rassuré le vicomte, qui se préparait à reprendre avec son beau-père l'entretien fatalement interrompu au moment le plus intéressant; mais Gaspard ne devait pas en être quitte à si bon marché.

— Monsieur le vicomte, dit Laure d'un ton sec et bref qui ne présageait rien de bon, j'ignorais qu'il y eût des La Rochelandier dans notre voisinage; je l'ignorerais encore à cette heure, si le hasard eût imité votre discrétion. Il me semble pourtant que la marquise de La Rochelandier et son fils valent bien le comte de Kerlandec et le chevalier de Barbanpré. Remarquez, monsieur le vicomte, que je ne parle pas de vous.

— Je déclare que ce marquis ne m'a pas charmé du tout, s'écria M. Levrault avec un dédain suprême. Qu'est-ce que c'est que ça, les La Rochelandier? D'où ça vient-il? où ça perche-t-il? C'est la première fois que j'entends parler de ces gens-là.

— Je le répète, répliqua Gaspard affectant une sécurité qui n'était déjà plus dans son cœur, je ne savais pas que les La Rochelandier fussent de retour dans leurs terres.

— C'est bien étrange, monsieur le vicomte, ajouta Laure d'un air distrait, tout en jouant avec sa cravache qu'elle avait encore à la main. Voici près de trois ans que la marquise et son fils sont de retour dans leur domaine : le temps vous aura manqué pour l'apprendre.

— Mademoiselle, reprit Gaspard, je croyais, je m'étais laissé dire que la marquise et son fils étaient partis pour Frohsdorf à la fin du dernier hiver. Je dois ajouter que les La Rochelandier appartiennent à une fraction de la noblesse que j'ai vue long-temps, mais que je ne vois plus.

— Ah! vous ne voyez plus les La Rochelandier... Je l'aurais deviné,

monsieur le vicomte, rien qu'à la façon dont le marquis vous a salué en entrant et en sortant.

— Qu'est-ce que tout cela signifie? s'écria M. Levrault, qui ne pouvait comprendre où sa fille voulait en venir. Ce marquis est un mal appris qui mériterait une bonne leçon. Ne vous semble-t-il pas, vicomte, qu'il n'a pas eu pour moi tous les égards qui sont dus à mon rang? Quelle pitié! ça fait le fier, et je jurerais que j'ai là, dans ma poche, plus d'argent qu'il n'en faudrait pour acheter ses terres, son château et ses armoiries.

A ces mots, il tira de son gousset une poignée d'or qu'il fit sauter dans le creux de sa large patte. Gaspard se sentait appuyé par M. Levrault; il reprit avec assurance :

— Les La Rochelandier ne me pardonneront jamais d'avoir, en me ralliant au trône de juillet, pacifié la Vendée et ruiné dans l'Ouest les dernières espérances de la légitimité aux abois. Ils représentent en Bretagne cette noblesse incorrigible qui n'a rien appris ni rien oublié. Infestés de tous les préjugés de leur caste, entichés de leurs titres, ennemis nés de toutes les idées nouvelles, ils regrettent le régime de la féodalité, et rêvent, dans leur château branlant, le rétablissement de la dîme et de la corvée. Parce qu'il leur reste deux ou trois tours éventrées, ils se croient appelés à restaurer la monarchie du droit divin. Ne leur parlez pas de la bourgeoisie, ils la détestent. L'industrie, cette gloire de la France, cette jeune reine du monde, cette puissance des temps modernes, ils la dédaignent, ils la méprisent, ils la traitent du haut en bas. Ils en sont encore à confondre la bourgeoisie avec le peuple, et, à leurs yeux, un grand industriel ne compte pas plus qu'un petit marchand.

— C'est un peu fort! s'écria M. Levrault.

— Voilà, monsieur, ce que c'est que les La Rochelandier. Vous venez de voir le marquis. Quelle morgue! quelle insolence! Pendant le peu de temps qu'a duré sa visite, ce petit hobereau a-t-il paru un seul instant se douter qu'il avait devant lui un des plus illustres représentans de la haute industrie? J'en souffrais pour vous et pour lui-même. Il est tout jeune; nous sommes du même âge; peut-être a-t-il un ou deux ans de moins que moi. Eh bien! ne dirait-on pas déjà le marquis de Carabas? Quant à sa mère, c'est la marquise de Pretintailles.

— Monsieur le vicomte, repartit Laure, qui avait écouté tout cela sans sourciller, il faut que la marquise et son fils aient beaucoup changé depuis que vous ne les voyez plus. Mme de La Rochelandier m'a semblé la grace en personne. C'est elle qui est accourue au-devant de moi, c'est elle qui m'a introduite dans son château branlant. Château branlant tant que vous voudrez. Tout ce que je sais, c'est qu'il est

debout; j'en connais plus d'un en Bretagne dont on n'en pourrait dire autant. J'ignore si la marquise est hostile à la bourgeoisie; ce que je puis affirmer, c'est qu'elle ne m'a parlé de mon père qu'avec considération, de ses travaux qu'avec respect.

— C'est bien heureux! dit M. Levrault en se caressant le menton.

— Enfin, monsieur le vicomte, poursuivit Laure en appuyant sur chaque mot, il n'est pas d'amitiés ni d'avances que la marquise ne m'ait faites, avec un charme, un esprit, des manières dont rien, je dois l'avouer, n'avait pu jusque-là me donner une idée. Quant au jeune marquis, s'il est fier, c'est que sans doute il a ses raisons pour cela. Il ne me déplaît pas qu'un gentilhomme porte haut la tête.

— Mademoiselle, répliqua Gaspard avec un fin sourire, la marquise est une bonne mère. Peut-être qu'en cherchant bien, vous finiriez par trouver le secret de ses cajoleries.

— Qu'entendez-vous par là, monsieur le vicomte? riposta Laure d'un ton mutin. Est-ce à dire qu'on ne saurait choyer et fêter en moi que la richesse de mon père? En cherchant le secret des cajoleries de la marquise, peut-être trouverait-on celui des prévenances dont nous avons été comblés dès le soir de notre arrivée à la Trélade.

Ici Gaspard se leva, pâle et froid de colère. Plus pâle que Gaspard, M. Levrault, muet d'épouvante, regardait tour à tour sa fille et le vicomte, et se demandait s'il n'assistait pas à la ruine de ses espérances. Ce qui le rassurait un peu, c'est qu'il pensait rêver et se croyait le jouet d'un abominable cauchemar.

— Restez donc assis, monsieur le vicomte, reprit Laure d'une voix mielleuse et sans avoir l'air d'y toucher. Je n'ai pas eu, croyez-le bien, l'intention de vous offenser. Je ne vous ai jamais fait l'injure de mettre en doute le désintéressement de votre affection, la loyauté de votre caractère. De grace, asseyez-vous. Je ne veux pas que nous nous quittions de la sorte. S'il m'est échappé quelque parole étourdie qui ait blessé en vous des susceptibilités légitimes, soyez généreux et pardonnez-moi.

— A la bonne heure! s'écria M. Levrault, que ces derniers mots avaient rappelé à la vie; mais à qui en as-tu? quelle mouche te pique? Donnez-vous la main, mes enfans, et, pour Dieu! laissez là les La Rochelandier.

Gaspard lui-même se croyait sauvé. Il prit les doigts de la jeune fille; mais, comme il allait les porter à ses lèvres :

— Monsieur le vicomte, dit Laure avec un impitoyable sang-froid, si, pour nous égayer un peu, nous parlions du chemin du diable?

Gaspard tressaillit et retira sa main, comme s'il eût senti des griffes s'allonger traîtreusement sous le velours et s'enfoncer brusquement dans sa chair.

— Mademoiselle, dit-il après s'être mordu les lèvres jusqu'au sang, je m'éloigne, je vous laisse à vos nouvelles amitiés. Puissiez-vous ne regretter jamais celle que vous venez de traiter si indignement! Tel est le dernier vœu d'un noble et tendre cœur qui, pour prix de son dévouement, n'aura recueilli que l'ingratitude et l'outrage.

Et il sortit comme un ouragan. Non qu'il abandonnât la partie, notre ami Gaspard n'était pas homme à lâcher ainsi un million de dot; mais il sentait qu'au point où les choses en étaient arrivées, il fallait frapper un grand coup. Il ne doutait pas que M. Levrault ne le rappelât ou ne fît courir après lui. Il avait besoin de se recueillir, de reprendre ses sens, et d'aviser aux moyens de réparer le rude échec qu'il venait d'essuyer.

Je dois renoncer à peindre la stupeur du grand manufacturier : qu'on se représente la consternation d'un enfant qui, au moment de mettre un grain de sel sur la queue d'un oiseau, le voit s'envoler et se percher sur une branche. Son premier mouvement avait été de courir après Montflanquin; ses pieds étaient scellés au parquet. Il voulut l'appeler; une main de fer lui serrait la gorge. Cependant, à demi couchée sur un un divan, Laure frappait à petits coups sa jupe d'amazone avec sa cravache, et regardait tranquillement les mouches qui se promenaient sur la corniche du plafond.

— Que la peste étouffe les La Rochelandier! s'écria enfin M. Levrault passant tout d'un coup de la stupéfaction à la colère et au désespoir. Que s'est-il passé? que se passe-t-il? où est le vicomte? Malheureux que je suis! m'être donné tant de peine, avoir tant travaillé pendant deux mois, à l'unique fin de l'apprivoiser! Que d'esprit, que d'adresse, pour en arriver là! J'avais triomphé de tous ses scrupules. Mes bras s'ouvraient pour le recevoir; il allait m'appeler son beau-père. Trois mois encore, et j'étais baron, je siégeais à la chambre haute. Parle, que t'a-t-il fait, ce modèle de gentilhommerie? Pour toi, il était prêt à renoncer à la pauvreté qui lui fut toujours chère, au veuvage dans lequel il avait promis de vieillir; il trahissait M[lle] de Chanteplure; il consentait à t'épouser. Et voilà que, de but en blanc, sans raison, sans motif, tu l'aiguillonnes, tu l'irrites, tu le harcèles, tu lui jettes l'insulte au visage. C'est ainsi que tu reconnais les sacrifices de ce cœur généreux!

Quand l'exaspération de M. Levrault se fut un peu calmée, Laure raconta tout au long de quelle façon elle en était venue à suspecter le désintéressement et la bonne foi de Gaspard, comment ses soupçons, vagues d'abord, s'étaient à peu près changés en certitudes.

— Au diable le château de La Rochelandier! s'écria M. Levrault quand elle eut tout dit. Tu avais bien besoin d'aller te fourvoyer dans ce repaire de chouans! Le vicomte a raison, ces gens-là ne lui pardonnent pas, ne lui pardonneront jamais d'avoir, en se ralliant à la dynastie d'un grand roi citoyen, porté le dernier coup au parti de la

légitimité, à ce parti rétrograde que nous avons, en 1830, renversé du pouvoir, nous autres grands industriels. Ta marquise, que Dieu confonde! et son godelureau de fils t'auront dit du mal de Gaspard; je n'en suis pas surpris. Dans ce parti, on ne connaît point d'autres armes que la calomnie : j'en excepte pourtant les baïonnettes étrangères. Je tiens le vicomte de Montflanquin pour l'honneur, pour la loyauté même. Pourquoi Jolibois nous l'aurait-il présenté comme la fleur des preux? Pourquoi le comte de Kerlandec et le chevalier de Barbanpré, ces deux burgraves de la vieille Armorique, me chanteraient-ils chaque jour et sur tous les tons ses mérites et ses vertus?

— Mais, mon père, d'où vient que la marquise est partie d'un éclat de rire en m'entendant nommer ces deux burgraves?

— Encore un coup, laissons là ta marquise! Je vais, de ce pas, relancer Gaspard dans sa vicomté. Un Levrault peut courir sans honte après le rejeton d'une maison qui se rattache par ses alliances aux Baudouin et aux Lusignan.

Laure se planta fièrement devant la porte du salon, et lui barra vaillamment le passage. Elle tenait à son marquis autant que M. Levrault à son vicomte. On doit se rappeler qu'elle n'avait jamais éprouvé de bien vives sympathies pour Gaspard; elle avait lutté long-temps contre l'entraînement de son père, et n'avait cédé que de guerre lasse, dans la conviction que Montflanquin était le seul parti que la Bretagne eût à lui offrir. On n'eût pas éveillé sa défiance, que l'entrée en scène d'un marquis aurait suffi pour changer brusquement ses dispositions et retourner son cœur comme un gant. Or, ce marquis était des plus charmans, et, s'il n'importait guère à M[lle] Levrault d'avoir un mari jeune et beau, il lui importait encore moins d'épouser un homme mûr et laid. Avec cet instinct délicat que les femmes ont au plus haut degré, elle avait saisi sur-le-champ quelle distance séparait Montflanquin des La Rochelandier. Elle ne s'était pas trompée un seul instant au bon parfum d'aristocratie répandu dans le gothique manoir où son étoile venait de la conduire. Les opinions politiques de la marquise et de son fils ne l'inquiétaient aucunement; elle se souciait médiocrement que son père siégeât à la chambre haute, et se disait avec orgueil que, si elle n'allait pas à la cour, elle irait chez les duchesses du faubourg Saint-Germain. Elle n'ignorait pas que, depuis 1830, la rue des Bourdonnais était moins loin des Tuileries que du noble faubourg. Tels étaient déjà ses rêves; mais, quand bien même elle eût senti qu'elle n'avait rien à espérer de ce côté, elle n'en eût pas moins rapporté à la Trélade la ferme résolution de rompre en visière au vicomte. Elle avait, en quelques heures, appris à le connaître. Sans parler de la belle invention de la pastoure et de sa vache, le silence de la marquise et de Gaston en avait dit suffisamment sur Gaspard; ce silence délateur,

Laure l'avait entendu que de reste. Enfin, en observant le jeune La Rochelandier, elle avait compris que Montflanquin n'avait d'un gentilhomme que le nom. La stupeur de Gaspard en apercevant le marquis, l'attitude hautaine et dédaigneuse de Gaston vis-à-vis du vicomte, avaient achevé de lui ouvrir les yeux.

M. Levrault eut beau se débattre et se refuser à rien entendre; Laure parvint à le mater, et s'exprima avec tant de raison, de conviction et d'autorité, qu'elle réussit enfin à lui mettre la puce à l'oreille.

— Tout ce que je vous demande, dit-elle après avoir ébranlé sa confiance, c'est d'agir prudemment et de ne rien précipiter. Au lieu de courir après le vicomte, restez tranquillement chez vous. Il reviendra, gardez-vous d'en douter. Ce soir ou demain, vous aurez la joie de le voir reparaître. Observez-le, tenez-vous sur vos gardes, et je réponds qu'avant huit jours vous serez le premier à lui signifier son congé.

Bon gré, mal gré, M. Levrault dut se rendre aux conseils de sa fille. Le lecteur n'avait pas attendu jusqu'ici pour deviner que Laure faisait de son père tout ce qu'elle voulait. La journée s'acheva tristement. Le dîner fut lugubre. Le grand fabricant, que n'égayait plus la présence de Gaspard, était d'une humeur de sanglier; il gronda ses gens à propos de tout, et en mit deux ou trois à la porte. Sa confiance, un instant ébranlée, était, au bout d'une heure, aussi ferme, aussi florissante, aussi robuste que jamais. Il ne comprenait déjà plus que la calomnie eût osé s'attaquer à Montflanquin et ternir ce miroir de la chevalerie. L'espoir de voir son Gaspard reparaître l'avait soutenu jusqu'à la nuit tombante; mais les étoiles s'allumèrent au ciel, et, comme Marlborough, Gaspard ne revint pas. L'infortuné Levrault tomba dans une mélancolie sombre. Il allait de chambre en chambre, maudissant les La Rochelandier, et redemandant son vicomte à sa fille, comme le vieil Auguste ses légions à Varus.

VII.

Après s'être retourné plus de vingt fois pour voir si M. Levrault ou quelqu'un de ses gens ne le suivait pas, après s'être assis de quart d'heure en quart d'heure le long des haies, afin de donner au grand industriel ou à ses émissaires le temps de l'atteindre, le vicomte était rentré dans le château de ses ancêtres. En quel état, juste ciel! On se l'imagine aisément. Galaor eut peine à le reconnaître et trembla pour ses gages. Le château se composait d'un tas de pierres éboulées, au milieu desquelles une aile seule restait encore debout; les beaux-esprits du pays disaient que la maison de Montflanquin ne battait plus que d'une aile. Cette aile obstinée, d'un effet moins rassurant que pittoresque, ne devait pas offrir un abri très sûr lorsqu'il faisait une forte

bise. C'était dans cet asile héréditaire que Gaspard venait de loin en loin se reposer des orages de la vie parisienne et se dérober aux importunités de certaines gens. L'intérieur répondait à toutes les idées de luxe et de magnificence qu'éveillait le dehors. Je n'ajouterai rien de plus, par respect pour la mémoire des Baudouin et des Lusignan.

Ce fut surtout à l'heure du dîner que le vicomte sentit toute l'horreur de sa position. Depuis près de trois mois, il prenait tous ses repas à la Trélade. Galaor se nourrissait à son propre compte, et n'avait, pour faire bouillir la marmite, que les ressources de son intelligence. Aussi ne vivait-il que de rapines et de pillage. Il rôdait autour des poulaillers, s'introduisait frauduleusement dans les garennes, et tendait des piéges aux lapins. Il n'y avait pas à deux lieues à la ronde une basse-cour où le drôle n'eût fait des siennes. Les œufs étaient à peine pondus qu'ils étaient déjà dans ses poches. Il ne se passait guère de jour sans qu'un fermier des environs n'accusât le renard de lui avoir croqué une oie ou un dindon. Le renard, c'était Galaor qui maraudait pour ses besoins comme Caleb pour l'honneur de son maître. Habitué aux vins fins, aux mets exquis de la Trélade, hélas! que devint le vicomte en voyant fumer sur sa table une gibelotte de lapin que le jeune groom avait préparée pour lui-même! C'était tout le dîner de Gaspard, avec un pot de vin du cru et un morceau de fromage de chèvre que l'industrieux enfant avait harponné la veille dans une métairie.

Accoudé sur le bord de la table sans nappe, la tête entre ses mains, le vicomte n'avait pu encore se résigner à fêter la cuisine de Galaor. Il s'abîmait de plus en plus dans l'amertume de ses pensées, quand tout à coup il sentit une main familière qui s'appuyait sur son épaule. Un éclair de joie traversa son cœur : ce ne pouvait être que M. Levrault. Gaspard se leva brusquement, et se trouva nez à nez avec Jolibois.

— Eh bien! monsieur le vicomte, dit gaiement le tabellion venu tout exprès pour veiller au grain, où en sommes-nous? Nos affaires avancent-elles? Palpons-nous bientôt les écus du beau-père?

— Tout est perdu! répliqua le vicomte s'affaissant sur sa chaise de paille.

— Comment, mille diables! s'écria maître Jolibois, qui pensait à ses quatre-vingt mille livres. Vous voulez rire, monsieur le vicomte.

— Jamais je n'en eus moins envie. Tout est perdu, vous dis-je. Nous sommes ruinés, volés, pillés comme au coin d'un bois. Les La Rochelandier ont paru!

Maître Jolibois sauta au plafond, comme si un pétard eût éclaté entre ses jambes.

— Massacre et sang! reprit le vicomte avec un geste dont rien ne saurait rendre la sauvage énergie. Avoir déployé plus de génie que n'en

montra M. de Talleyrand au congrès de Vienne; avoir imaginé plus de combinaisons savantes, dépensé plus d'esprit, de patience et d'habileté qu'il n'en faudrait pour escamoter un royaume; n'avoir rien négligé, avoir tout calculé, tout prévu, et pourquoi? pour échouer au port. Stupide hasard, sois maudit! Nous triomphions, Jolibois. Je le tenais enfin, ce buffle de Levrault! je le tenais, il était pris. Je l'avais amené à me jeter sa fille et ses millions à la tête. Le tour était joué. Sa face rayonnait de bêtise et de joie; ses bras s'ouvraient; il allait m'appeler son gendre.....

— Eh bien! monsieur le vicomte?

— Eh bien! Jolibois, c'est à ce moment que sa fille est entrée, traînant après elle ce faquin de La Rochelandier.

— Mais, s'écria Jolibois frappant du pied le parquet vermoulu, vous n'avez donc pas tenu compte de mes recommandations?

— Allons donc! s'écria Gaspard; me prenez-vous pour un enfant? Aujourd'hui, ce matin, voilà quelques heures, le père et la fille, après trois mois de séjour à la Trélade, ne se doutaient pas encore qu'il y eût des La Rochelandier sous le ciel. Pour les éloigner du château fatal que j'aurais voulu pouvoir entourer de piéges à loup, j'avais fait tout ce qu'il est humainement possible de faire : j'avais fait des légendes. Vaine précaution, Jolibois! Il a fallu que cette petite sotte de Laure allât caracoler sous les fenêtres des La Rochelandier, et la damnée marquise, qui, je le jurerais, se tenait depuis trois mois à la croisée comme une araignée qui guette une mouche, s'est précipitée sur sa proie.

— C'est grave, monsieur le vicomte : la marquise aura parlé de vous.

— Et vous jugez si elle m'aura ménagé. Dieu merci, il n'y a rien à dire contre moi. Je n'ai point démenti ma race, j'ai gardé pur le nom de mes aïeux; mais, de tout temps, les La Rochelandier se sont montrés hostiles à ma maison. Ce n'est pas en me ralliant au trône de juillet que j'ai pu me les concilier. Enfin la marquise a trop d'intérêt à me perdre dans l'esprit des Levrault pour qu'elle s'amuse à leur chanter mes louanges.

— C'est très grave, monsieur le vicomte, répéta maître Jolibois en hochant la tête.

— S'il ne s'agissait que de moi, ajouta Gaspard, j'en prendrais aisément mon parti. Je me suis jeté dans cette affaire uniquement à cause de vous, mon cher monsieur Jolibois. Je n'ai travaillé que pour vous. Sachez bien qu'en vue de moi-même, je n'aurais jamais abaissé la dignité de mon caractère jusqu'à courir après la fille et les millions d'un ancien marchand de drap. L'amitié que je vous porte, la reconnaissance que je vous ai vouée, ont pu seules m'y décider. Ce qui me désole à cette heure, c'est de penser que vous allez attendre encore quelque temps le remboursement de la somme que je vous dois.

— Est-ce que, par hasard, monsieur le vicomte, vous me feriez l'injure de croire qu'en vous poussant dans cette entreprise, j'ai songé un seul instant à moi? Est-ce que vous suspecteriez la sincérité de mon dévouement au point de supposer qu'en vous offrant une occasion de rétablir votre fortune, je ne cherchais que celle de rentrer dans mes fonds?

— Je le dis hautement, s'écria le vicomte en relevant la tête, ce qui importe à un Montflanquin, ce n'est pas la richesse, c'est un blason sans tache. Pour vous, pour vous seul, Jolibois, j'ai pu consentir à m'humilier devant l'opulence.

— Je n'ai pas d'armoiries, mais j'ai des panonceaux, s'écria maître Jolibois avec fierté, et je tiens autant à les garder sans tache au-dessus de ma porte, que vous, monsieur le vicomte, à préserver votre blason de toute souillure. En vous dénonçant les millions de M. Levrault, je n'étais préoccupé que de vous, de l'avenir de votre maison. J'ai eu l'honneur de vous l'écrire : servir sans arrière-pensée les personnes que j'estime et que j'aime fut toujours ma plus douce loi.

— Voilà bien quelques années que je suis votre débiteur, reprit Gaspard sur un ton moins haut.

— De grace, monsieur le vicomte, ne parlons pas de cette misère. De quoi s'agit-il en réalité? D'une somme de quatre-vingt mille francs dont vous avez négligé, depuis dix ans, de servir les intérêts. Si vous l'exigez, ajoutons-y, pour règlement de tout compte jusqu'à ce jour, les petites avances que je vous ai faites et qui vous ont permis de vous présenter avec avantage à la Trélade. Il n'y a rien dans tout cela qui doive troubler votre sommeil. Si, dans ces derniers temps, vous avez été un peu tracassé à cause des quatre-vingt mille francs, ce n'est pas à moi qu'il faut vous en prendre, mais à la succession de mon père.

— Ainsi, mon bon, mon cher Jolibois, vous voudrez bien attendre encore quelques semaines. Peut-être la fortune, acharnée après moi, se lassera-t-elle enfin de me poursuivre.

— A moins que vous ne vouliez m'offenser et me mettre à la porte, monsieur le vicomte, nous ne parlerons plus de cela. Vous ne m'avez pas raconté ce qui s'est passé à la Trélade après le retour de la petite?

Gaspard dit tout, comme à un médecin ou à un confesseur, sans omettre le moindre détail.

— Eh! vive Dieu! s'écria Jolibois, les choses sont moins désespérées que je ne l'avais cru d'abord. Tout n'est pas perdu, monsieur le vicomte. Nous avons contre nous la fille, mais nous avons pour nous le père.

— Ce que vous dites là, mon pauvre Jolibois, je me le disais à moi-même en quittant la Trélade. Vous me connaissez, vous savez si je suis

homme à me laisser abattre par une chiquenaude. Je comptais sur les inspirations de mon génie. Il me semblait impossible que M. Levrault ne courût pas ou ne fît pas courir après moi. Je me voyais déjà ramené en triomphe. Hélas! tout m'a manqué. Levrault est resté au gîte, et mon esprit, si fertile en ressources, ne m'a rien suggéré. Jolibois, mon étoile a pâli; les La Rochelandier l'emportent.

— Pas encore, monsieur le vicomte, pas encore. S'ils doivent l'emporter, à la grace de Dieu! mais nous aurons l'honneur de leur disputer la partie. Nous ne tomberons pas sans gloire, nous ne rendrons pas les armes avant d'avoir combattu. Allons, relevez-vous. Bon courage et bonne espérance! Les destins sont changeans. Nous avons eu aujourd'hui notre défaite de Waterloo, peut-être aurons-nous demain notre victoire d'Austerlitz.

— Jolibois, noble ami, s'écria Gaspard, dont la figure brumeuse venait de s'éclairer comme par enchantement, verriez-vous un moyen de rentrer dans votre argent?

— Je vois un moyen de rajeunir l'éclat du nom de Montflanquin! s'écria Jolibois avec le ton inspiré d'un prophète.

Ils tombèrent dans les bras l'un de l'autre et se tinrent quelque temps embrassés.

— Dites, parlez, ce moyen, quel est-il? demanda Gaspard avec avidité.

— Nous en causerons au dessert.... Ah çà! monsieur le vicomte, ajouta maître Jolibois en promenant un regard inquiet sur la table, est-ce que c'est là tout votre dîner?

Et comme le vicomte baissait les yeux et ne répondait pas :

— Il ne sera pas dit, s'écria le notaire avec emphase, que j'ai vu le dernier héritier d'une famille autrefois puissante dîner, dans le château de ses pères, d'une gibelotte de lapin. Galaor, ajouta-t-il à voix basse, enfourche mon cheval, cours à Clisson et rapporte-nous de quoi boire et manger convenablement. Va, mon fils, c'est moi qui régale.

Et il lui glissa dans la main quelques pièces blanches.

Une heure après, Galaor était de retour et vidait sur la table deux énormes sacoches dont la vue acheva de ragaillardir le vicomte. Le repas fut joyeux. Les deux convives mangèrent et burent comme quatre. La confiance de Jolibois était passée dans le cœur de Gaspard. M. Levrault fit tous les frais de l'entretien; on pense si les deux bons apôtres s'amusèrent à ses dépens. Ils s'en donnèrent à cœur joie et se le renvoyèrent comme une balle ou comme un volant. Si M. Levrault se fût trouvé caché dans un coin, il eût été satisfait, j'imagine. Au dessert, ainsi qu'il l'avait promis, maître Jolibois exposa le plan de la bataille qu'il se proposait de livrer le lendemain. Il s'agissait d'arrêter les progrès de La Rochelandier et d'emporter la position par un coup

d'audace. Il était permis de supposer que Laure n'avait rien négligé pour donner l'éveil à son père. Jolibois devait s'emparer du grand industriel; il se chargeait de perdre la marquise et son fils dans son esprit, de relever le vicomte, de le mettre plus haut que jamais. Pendant ce temps, Gaspard se jetterait aux genoux de Laure, et justifierait, par l'excès même de son amour, toutes les manœuvres qu'il avait employées pour l'éloigner des La Rochelandier. Maître Jolibois fondait les plus grandes espérances sur une belle scène de passion, bien conduite et chauffée à point. Le vicomte prit l'engagement d'être brûlant, irrésistible.

Gaspard, qui connaissait les devoirs de l'hospitalité, avait offert à Jolibois de passer la nuit au château. Comme il tombait une pluie fine, le notaire avait accepté cette offre hospitalière. La soirée était avancée, mais pas assez pour que nos deux amis pussent déjà songer à se mettre au lit. Pour tuer le temps jusqu'à minuit, Gaspard proposa à Jolibois une partie de lansquenet.

— Et des cartes? dit Jolibois.

— Galaor, dit le vicomte, fouille dans les poches de mon vieil habit.

Cinq minutes après, à la stupéfaction de maître Jolibois, Galaor déposa sur la table un énorme paquet de cartes.

— Et de l'argent? dit Jolibois.

— Il est vrai, dit le vicomte, que je n'ai pas encore touché mes derniers fermages; mais, grace à vous, il reste encore quelques écus dans mon escarcelle.

Ils jouaient encore à deux heures du matin, et maître Jolibois avait perdu une somme assez ronde.

Après avoir déjeuné des débris du festin de la veille, Étienne Jolibois et Gaspard partirent en même temps pour la Trélade, Gaspard à pied, Jolibois à cheval, afin d'arriver le premier, comme ils en étaient convenus. Le tabellion s'avançait au trot de sa bête et repassait dans son esprit la harangue qu'il allait débiter à M. Levrault. Il n'était plus qu'à deux ou trois portées de fusil de la demeure du grand industriel, quand tout d'un coup sa figure prit une expression étrange.

Une idée diabolique venait de traverser la tête de maître Jolibois.

Jules Sandeau.

(*La troisième partie au prochain n°.*)

MADAME DE KRÜDNER

ET

CE QU'EN AURAIT DIT SAINT-ÉVREMOND.

Vie de Madame de Krüdner, par M. Charles EYNARD.[1]

Il y a déjà plus de douze ans que la *Revue* (2) s'est occupée de Mme de Krüdner, et que nous avons classé à son rang l'auteur de *Valérie* parmi les aimables romanciers du siècle. Nous n'avions pas prétendu retracer toute l'histoire de cette femme brillante et diversement célèbre; nous ne nous étions attaché qu'à bien saisir l'expression de sa physionomie en deux ou trois circonstances principales, et à la montrer sous son vrai jour. Ayant eu l'occasion depuis de faire réimprimer ce premier travail, nous en disions : « Comme biographie, ce simple *pastel*, dans lequel on s'est attaché à l'esprit et à la physionomie plus encore qu'aux faits, laisse sans doute à désirer; un de nos amis, M. Charles Eynard, à qui l'on doit déjà une *Vie* du célèbre médecin Tissot, prépare depuis long-temps une biographie complète de M[me] de Krüdner. Renseignemens intimes, lettres originales, rien ne lui aura manqué, surtout pour la portion religieuse. Nous hâtons de tous nos vœux cette publication. »

(1) Paris, Cherbuliez, place de l'Oratoire, 6.
(2) Livraison du 1er juillet 1837.

C'est ce travail, fruit de plusieurs années d'une recherche suivie et d'un culte patient, qui paraît aujourd'hui et qui justifie amplement notre promesse. La mémoire de Mme de Krüdner est désormais assurée contre l'oubli, et, ce qui vaut mieux, contre le dénigrement facile qui naissait d'une demi-connaissance. On la suit dès le berceau, on assiste à ses jeux, à ses rêveries d'enfance, à son mariage, à sa première vie diplomatique, à ce premier débordement d'imagination qui cherchait un objet idéal, même dans son sage mari; on la voit, à Venise (1784-1786), laissant s'exalter près d'elle la passion d'Alexandre de Stakieff, le jeune secrétaire d'ambassade, dont elle fera plus tard le Gustave de *Valérie*, ne favorisant pas ouvertement cette passion, ne la partageant pas au fond, mais en jouissant déjà et certainement reconnaissante. M. Eynard établit très bien, d'ailleurs, que Mlle de Wietinghoff, mariée à dix-huit ans au baron de Krüdner, qui avait juste vingt ans plus qu'elle, qui était veuf ou plutôt qui avait divorcé deux fois, s'efforça sérieusement de l'aimer et de trouver en lui le héros de roman qu'elle s'était de bonne heure créé dans ses rêves. C'était dans les premiers temps un parti pris chez elle d'aimer, d'admirer son mari : « On ne sait d'abord, écrivait-elle, ce qu'on aime le plus en lui, ou de sa figure noble et élevée, ou de son esprit qui est toujours agréable et qui s'aide encore d'une imagination vaste et d'une extrême culture; mais, en le connaissant davantage, on n'hésite pas : c'est ce qu'il tire de son cœur qu'on préfère; c'est quand il s'abandonne et se livre entièrement qu'on le trouve si supérieur. Il sait tout, il connaît tout, et le savoir en lui n'a pas émoussé la sensibilité. Jouir de son cœur, aimer et faire du bonheur des autres le sien propre, voilà sa vie. » Quoique M. de Krüdner fût un homme de mérite, sa jeune femme lui prêtait assurément dans ce portrait flatté; toute leur relation peut se résumer en deux mots : elle était romanesque, et il était positif. Ajoutons qu'il avait quarante ans quand elle en avait vingt. Durant ce séjour à Venise, « sans cesse occupée de lui, dit M. Eynard, elle passait sa vie à lui prouver sa tendresse par des attentions infructueuses à force de délicatesse. Elle entreprenait des courses lointaines et fatigantes pour lui procurer des fleurs et des fraises dans leur primeur. D'autres fois, la vue d'un danger, les caprices d'un cheval fougueux que son mari se plaisait à monter lui causaient de si vives terreurs, qu'elle en perdait connaissance... » Toutes ces recherches et ces inventions de sensibilité étaient peine perdue. Un jour, le baron de Krüdner était allé faire une visite à la campagne; vers le soir, un orage éclate. Mme de Krüdner s'inquiète; les heures s'avancent; l'orage ne cesse pas; sa tête se monte : elle se figure le sentier qui longe la Brenta envahi par les eaux, son mari luttant avec le péril, elle veut l'en arracher. La voilà sortie au milieu de la nuit, allant à la découverte, interrogeant les rares passans.

puis raccourant au logis pour faire lever sa femme de chambre, et se mettant en route à l'aventure. M. de Krüdner, qu'elle finit par rencontrer, s'étonne, la rassure, la gronde : « Mais quelle folie, ma chère amie! Pouviez-vous croire que je courusse le moindre danger? Vous auriez dû vous coucher. Vous vous tuerez avec une pareille sensibilité. » M. Eynard, qui raconte très bien cette petite scène, ajoute que ces mots pleins de raison plongeaient un poignard dans le cœur de Mme de Krüdner : « Hélas! pensait-elle, à ma place, il se serait couché, et il aurait dormi! »

Elle cherchait évidemment l'amour; elle cherchait à le ressentir, surtout à l'inspirer; elle en aimait la montre et le jeu. Je suis très frappé, en lisant M. Eynard et les pièces qu'il produit, de ce besoin et aussi de ce talent inné de Mme de Krüdner, et combien elle s'entend de bonne heure à la mise en scène du sentiment : j'en suis presque effrayé à certains endroits, quand je songe à combien de choses cet art secret a pu se mêler insensiblement depuis, sans qu'elle-même s'en rendît peut-être bien compte. Elle ne devait pourtant pas être tout-à-fait sans se rendre compte et sans jouir déjà de son premier succès dans cette vie de Venise; et, lorsque son biographe nous l'y représente entourée, encensée du monde, *mais sans s'en apercevoir,* il la suppose un peu trop absorbée, je le crois, par son affection pour son mari. Elle ne se serait pas si bien souvenue après coup de tant de circonstances flatteuses dans *Valérie,* si elle n'y avait fait attention au moment même. Le cœur des personnes romanesques, de celles qui aiment le raffinement et l'amalgame, est capable de plus d'une attention à la fois.

Quoi qu'il en soit, il paraît bien que ce ne fut qu'à Copenhague, où elle alla en quittant Venise, que la jeune ambassadrice fut entièrement éclairée sur le genre de sentiment qu'elle avait inspiré à M. de Stakieff. Celui-ci, en sincère et véritable amant, avait pu se contenir tant qu'il avait vu l'objet de son adoration rester dans une sphère de pureté et d'innocence; mais, lorsqu'en arrivant à Copenhague la jeune femme, à bout de son essai de roman conjugal et comme en désespoir de cause, se fut lancée dans les dissipations du monde et le tourbillon de la vanité, l'humble adorateur n'y tint pas, et, en prenant la résolution de s'éloigner, il fit sa déclaration non pas à madame, mais à M. de Krüdner lui-même. « Ce qui est inexplicable, ce qui est vrai pourtant, lui écrivit-il, c'est que je l'adore parce qu'elle vous aime. Dès l'instant où vous lui seriez moins cher, elle ne serait plus pour moi qu'une femme ordinaire, et je cesserais de l'aimer. » M. de Krüdner, touché de cette lettre comme un galant homme pouvait l'être, fit avec gravité une chose imprudente : il montra cette déclaration à sa femme, et, en croyant stimuler sa vertu, il ne fit qu'irriter sa coquetterie. Dès ce

jour, Mme de Krüdner se mit sur le pied de ne pouvoir rien ignorer de ce qu'on éprouvait pour elle.

Au milieu de cette vie d'excitation et d'étourdissement, se voyant atteinte de crises nerveuses et menacée d'une maladie de poitrine, Mme de Krüdner part pour Paris au mois de mai 1789; elle n'y était venue que tout enfant, à l'âge de treize ans : c'est donc pour la première fois qu'elle va juger de cette ville, qui était bien véritablement alors la capitale du monde. M. Eynard a très bien résumé ces premières phases du développement de Mme de Krüdner, quand il dit : « Encore enfant, à Mittau, elle ne cherchait que l'amusement; à Venise, son cœur parle; à Copenhague, sa vanité s'éveille; mais c'est à Paris que son intelligence semble réclamer ses droits. » A peine y est-elle arrivée en effet, que Mme de Krüdner recherche les savans et les gens de lettres en renom, l'abbé Barthélemy, Bernardin de Saint-Pierre. M. Eynard s'étonne trop, selon nous, du goût de la curieuse étrangère pour les *Voyages du jeune Anacharsis* et pour leur aimable auteur. Il ne paraît pas soupçonner combien ce jeune Anacharsis, qu'il appelle *un Scythe glacé,* dut paraître agréable à son début, et, quand il fait de celui qui conçut cet ingénieux ouvrage *un vieil abbé, membre de l'Académie des Inscriptions,* il méconnaît l'hôte spirituel de Chanteloup, le savant supérieur qui, entre autres choses, savait vivre, savait écrire et causer. Quant à Bernardin de Saint-Pierre, on s'explique aisément l'enthousiasme avec lequel Mme de Krüdner le chercha d'abord et l'espèce de culte qu'elle lui garda toujours. Il avait beaucoup connu autrefois en Russie le maréchal de Munich, dont elle était la petite-fille; mais surtout il résumait en soi, comme écrivain, les qualités et les défauts, la forme de sentimentalité naturelle dont elle était alors idolâtre. Avec lui, elle se disait et se croyait de plus en plus voisine de la nature, et, dans le même temps, elle trouvait moyen de faire un compte de 20,000 francs chez la marchande de modes de la reine, Mlle Bertin.

Durant ces années et toutes celles qui suivent, M. Eynard, très différent en cela du vulgaire des biographes, n'a nullement flatté son héroïne; il ne craint pas de nous la montrer dans la contradiction et le désordre des sentimens qui l'agitent et qui, plus d'une fois, l'égarent. Il est si sûr de nous la présenter ensuite parfaitement convertie, qu'il s'inquiète peu de nous la voiler avec grace comme pécheresse. L'avouerai-je? en le lisant, j'ai senti la Mme de Krüdner que j'aimais perdre quelque chose de son attrait et de son mystère. M. Eynard a sans doute ajouté à l'idée qu'on peut prendre d'elle sous sa dernière forme et à son importance comme prêcheuse, mais il a ôté à son premier charme.

Dussé-je me juger moi-même et trahir mon faible, ce n'est pas pré-

cisément la sainte que je m'étais accoutumé à aimer dans Mme de Krüdner : la sainte, chez elle, je ne voudrais ni la railler ni la serrer de trop près, mais je ne puis non plus la prendre tout-à-fait au sérieux; la part d'illusion y est trop manifeste. Sa charité me touche, sa facilité et parfois sa puissance de parole mystique m'étonne et me séduit; mais, tout en me prêtant à la circonstance et en ayant l'air de suivre le torrent, je me réserve le sourire. Ce que décidément j'aimais dans Mme de Krüdner, c'est l'auteur et le personnage de *Valérie*, la femme du monde qui souffre, qui cherche quelque chose de meilleur, qui aura un jour sa conversion, sa pénitence, sa folie mystique; qui ne l'a pas encore, ou qui n'en a que des lueurs; qui n'a renoncé ni au désir de plaire, ni aux élégances, ni à la grace, dernière magie de la beauté; qui se contredit peut-être, qui essaie de concilier l'inconciliable, mais qui trouve dans cette impossibilité même une nuance rapide et charmante dont son talent se décore. La prophétesse, la sainte dans le lointain ne nuisait pas, mais dans le lointain seulement. La figure de Valérie, encore belle, se détachait sur ce fond de vapeur.

Cette figure de Valérie, qui nous était surtout chère, se trouve sacrifiée chez M. Eynard, qui se soucie moins que nous de l'intérêt poétique et qui croit que l'aimable romancier a fini par guérir radicalement de sa chimère, par obtenir en don l'entière vérité. Il raconte d'une manière intéressante, mais intéressante à regret, en s'attachant à marquer son dégoût et à exciter le nôtre, la grande aventure de cœur de Mme de Krüdner durant son séjour à Montpellier (1790), sa première faute éclatante, sa passion pour M. de Frégeville, alors officier brillant de hussards et que plus tard il rencontra lieutenant-général cassé de vieillesse. J'ai vu en tête d'une édition des *Lettres portugaises* un portrait de M. de Chamilly, devenu maréchal de France, qui représentait bien ce grand et *gros* homme dont parle Saint-Simon : M. de Chamilly était certes, à cette époque, aussi peu romanesque d'apparence, aussi peu ressemblant au jeune lui-même d'autrefois que dut le paraître le général de Frégeville à M. Eynard, quand celui-ci le rencontra à l'improviste dans un salon de Paris. « Je fus présenté au général, dit M. Eynard; je le vis plusieurs fois et toujours s'attendrissant au souvenir de Mme de Krüdner. Je m'étais imposé une entière réserve sur des faits qui pouvaient humilier un vieillard... » Que l'excellent biographe me permette de l'arrêter ici pour un simple mot : *humilier un vieillard!* et pourquoi donc? Je conçois le sentiment de discrétion et de délicatesse qui fait qu'on hésite à toucher à de vieilles blessures et à remuer les cicatrices d'un cœur; mais ce mot *humilier* en pareil cas n'est pas français : tant que la dernière source, la dernière goutte du vieux sang de nos pères n'aura pas tari dans nos veines, tant que notre triste pays n'aura pas été totalement *régénéré* comme

l'entendent les constituans et les sectaires, il ne sera jamais humiliant pour un homme, même vieux, d'avoir aimé, d'avoir été aimé, fût-ce dans un moment d'erreur. On pouvait hésiter à prononcer le nom de M[me] de Longueville devant M. de La Rochefoucauld, mais au pis cela ne l'humiliait pas. M. Eynard me dira que c'est dans le sens chrétien qu'il parle; je le sais; mais je ne voudrais pas que, dans une vie comme celle qu'il nous expose si bien, l'expression même la plus rigoureuse parût choquer une nuance sociale, une nuance féminine. Je vais continuer de lui paraître bien léger en telle matière, mais je suis persuadé que M[me] de Krüdner, déjà convertie, eût été choquée elle-même, au milieu de tous ses repentirs, qu'on vînt dire que l'homme qu'elle avait un jour aimé pût être *humilié* à ce souvenir.

Et puisque j'en suis sur cet ordre de critiques, je me permettrai de trouver encore que M. Eynard traite bien durement le spirituel comte Alexandre de Tilly, « un homme que ses ridicules Mémoires, dit-il, ont livré au mépris des uns et à la pitié des autres. » On a assez le droit d'être sévère pour le comte de Tilly, sans qu'il soit besoin d'en venir à ces extrémités de dédain qui passent la justice; d'autres diraient, qui blessent la charité. J'ai rencontré des gens de goût moins sévères. Les jolis Mémoires qu'a laissés Tilly peuvent bien ne pas être très édifians, ils ne sont certainement pas ridicules. Mais c'est au sujet du prince de Ligne surtout que M. Eynard me paraît sortir du vrai. On a dit de cet aimable vieillard qu'il n'avait jamais eu que vingt ans; il avait quatre-vingt-un ans qu'il se croyait jeune encore. Un jour, une nuit de décembre, à Vienne, après quelques heures passées dans l'attente de je ne sais quel rendez-vous, il rentra chez lui avec la fièvre, et l'idée de la mort se présenta brusquement à lui. Il essaya d'abord de chasser l'apparition funèbre, de l'exorciser gaiement; il rappela en plaisantant les vers badins que l'empereur Adrien mourant adressait à sa petite ame. Mais vers le milieu de la nuit, sa tête se prit; il eut un accès de délire, durant lequel il proféra quelques mots sans suite, qui semblaient se rapporter aux propos de la veille : « Fermez la porte!... va-t'en!... La voilà qui entre! mettez-la dehors, la camarde... la hideuse!... » Puis il mourut une heure après. M. Eynard n'a pas de termes assez forts pour flétrir ce qu'il appelle cette *épouvantable* mort, et il y voit un tableau *aussi lugubre que saisissant*. C'est ainsi que parlerait Nicole; c'est ainsi que Bossuet parle de l'horrible fin de Molière. Je conviendrai sans peine qu'il est de plus belles morts que celle du prince de Ligne; mais, à moins de se placer au point de vue de l'éternité (chose toujours rare), on devra convenir aussi qu'il est peu de morts plus aisées et plus douces. Évitons les exagérations. Il est deux points qui m'ont toujours choqué chez mes meilleurs amis jansénistes, c'est quand ils insistent sur la damnation des enfans morts sans bap-

tême, et sur celle des vieillards morts sans confession. M. Eynard, qui est peut-être choqué de ces deux duretés autant que nous, n'a pas besoin à son tour, pour nous toucher, de recourir aux couleurs outrées ni aux contrastes. Pour nous convier à bien mourir, qu'il nous peigne une belle mort, et qu'il ne nous présente pas surtout comme affreuse une fin que beaucoup d'honnêtes gens non croyans seraient plutôt tentés d'envier.

Je me laisse aller à dire la vérité comme moi-même au fond je la sens. M. Eynard me le pardonnera; il m'y a presque obligé en se plaçant sur ce terrain d'exacte vérité et en m'y appelant avec lui. Je ne demande pas mieux, en général, quand je fais un portrait de femme, et, en particulier, un portrait comme celui de Mme de Krüdner, de ne pas pousser à bout les choses, de respecter le nuage et de me prêter à certaines illusions; je crois, en cela, être fidèle encore à mon modèle. Cette discrétion devient aujourd'hui hors de propos; M. Eynard a chassé le nuage où la figure de Mme de Krüdner se dessinait; s'il y a lieu de discuter sur quelques points avec l'excellent et complet biographe, je ne craindrai donc pas de le faire. J'ai dit qu'à l'aide de ses très curieux documens il m'a gâté un peu mon idéal de Valérie. Je ne le lui reproche pas; je l'en loue, tout en le regrettant. Grace à lui, on sait maintenant à point nommé le dessous de cartes, car il y en avait un, et chacun va en juger. Mme de Krüdner, après l'éclat de son épisode avec M. de Frégeville, après avoir franchement déclaré à son mari *que le lien conjugal était rompu*, et s'être vue l'objet de sa clémence, habite le Nord pendant quelques années, et ne revient en Suisse, puis à Paris, que vers 1801, à cette époque d'une renaissance sociale universelle. Elle n'a pas alors moins de trente-sept ans; elle les déguise avec art sous une grace divine que les femmes mêmes sont forcées d'admirer; mais elle sent que le moment est venu d'appeler à son aide les succès de l'esprit et de prolonger la jeunesse par la renommée. C'est un parti pris chez elle; elle était forte pour les partis pris, et son imagination ensuite, sa faculté d'exaltation et de sensibilité tenaient la gageure. La tête commençait, le cœur après entrait en jeu. Elle se dit donc qu'il est temps pour elle d'ajouter, de substituer insensiblement un attrait à un autre; elle veut devenir célèbre par le talent, et elle ne ménage pour cette fin aucun moyen. Liée avec Mme de Staël, avec Chateaubriand, qui venait de donner *Atala*, ne négligeant point pour cela son vieil ami Saint-Pierre, accueillant les poètes et n'oubliant pas les journalistes, elle dresse ses batteries pour atteindre du premier coup à un grand succès. Le roman de *Valérie* était à peu près achevé; elle en confiait sous main le manuscrit, elle en faisait à demi-voix des lectures; elle demandait des conseils et essayait les admirateurs. Tout était prêt pour la publication désirée, quand M. de Krüdner dérangea

des mesures si bien prises en mourant brusquement d'apoplexie le 14 juin 1802.

Après deux mois de deuil et de retraite à Genève, Mme de Krüdner se rendit à Lyon pour y passer l'automne et l'hiver de cette même année. Elle était déjà très consolée; elle revoyait peu à peu le monde, recommençait à danser cette *danse du schall* qu'elle dansait si bien, et resongeait à Paris, son vrai théâtre. Mais elle ne voulait pas y revenir comme une simple mortelle, et, puisqu'elle avait été forcée de le quitter au moment d'obtenir son succès littéraire, elle voulait que le retard servît du moins à rendre le retour plus éclatant. M. Eynard, sur ce point, ne nous laisse rien ignorer, et ce chapitre de son ouvrage est un des plus piquans que nous offre l'histoire secrète de la littérature. Mme de Krüdner se trouvait très liée avec le docteur Gay, médecin homme d'esprit (1), et très propre au manége qu'elle désirait. Il s'agissait pour elle de revenir à Paris le plus tôt possible, sans plus tenir compte de son deuil, et en y paraissant comme forcée par ses nombreux amis et par ses admirateurs. Pour monter à souhait cette rentrée en scène, elle imagina de faire faire à Paris, par les soins du docteur Gay, des vers à sa louange dont elle envoyait de Lyon le canevas; ces vers adressés à *Sidonie* (Sidonie c'était, comme Valérie, l'héroïne d'un de ses romans, c'était elle-même), ces vers devaient se trouver insérés comme par hasard dans quelque journal de Lyon ou de Paris. Voici, au reste, la lettre qu'elle adressait à l'habile docteur; j'en rougis pour mon héroïne, mais M. Eynard a déchiré le voile, et il est désormais inutile de dissimuler : « J'ai une autre prière à vous adresser, lui écrivait-elle; faites faire par un bon faiseur des vers pour notre amie Sidonie. Dans ces vers que je n'ai pas besoin de vous recommander, et qui doivent être du meilleur goût, il n'y aura que cet envoi : *A Sidonie*. On lui dira: *Pourquoi habites-tu la province? pourquoi la retraite nous enlève-t-elle tes graces, ton esprit? Tes succès ne t'appellent-ils pas à Paris? Tes graces, tes talens y seront admirés comme ils doivent l'être. On a peint ta grace enchanteresse* (2), *mais qui peut peindre ce qui te fait remarquer?* — Mon ami, c'est à l'amitié que je confie cela : je suis honteuse pour Sidonie, car je connais sa modestie; vous savez qu'elle n'est pas vaine : j'ai donc des raisons plus essentielles pour elle qu'une misérable vanité pour vous prier de faire faire ces vers et bientôt : dites surtout qu'elle est

(1) Les médecins, quand ils se mêlent d'être charlatans, ne le sont pas à demi; ils connaissent mieux que d'autres la trame humaine. M. Eynard cite à ce sujet le docteur Portal et son procédé si souvent raconté pour se créer, à son arrivée à Paris, une réputation et une clientelle; mais, en rapportant ce trait de charlatanisme aux premières années du siècle, il commet un anachronisme de plus de trente ans. Portal était membre de l'Académie des sciences et professeur au Collége de France dès 1770.

(2) Mme de Staël, dans le roman de *Delphine*, qui venait de paraître.

dans la retraite, et qu'à Paris seulement on est apprécié. Tâchez qu'on ne vous devine pas. Faites imprimer ces vers dans le journal du soir... Envoyez-moi bien vite le journal où cela sera imprimé... Si le journal ne voulait pas s'en charger ou qu'il tardât trop, envoyez-moi-les écrits à la main, et on les insérera ici dans un journal... » Puis vient le prêté-rendu, la récompense offerte au bon docteur, la promesse de contribuer *à lui faire acquérir* en retour *cette réputation que méritent ses talens et ses vertus* : « Oui, digne et excellent homme, j'espère bien y travailler; j'attends avec impatience le moment où, rendue à Paris, mon temps, mes soins et mon zèle vous seront consacrés : vous me ferez connaître La Harpe, auprès duquel est déjà un de vos amis. Je travaillerai auprès de Bernardin de Saint-Pierre, de Chateaubriand, d'une foule d'étrangers de ma connaissance, et nous réussirons, *car les intentions pures réussissent toujours.* »

Là est surtout ce qui me choque, le jargon de pureté et de piété qui se mêle à de tels manéges. C'est, je le répète, ce qui m'effraie un peu pour l'avenir de Mme de Krüdner; lorsqu'on s'est livré une fois à de pareilles combinaisons et qu'on y excelle, est-on bien sûr, même en changeant de matière, de se guérir jamais? M. Eynard est de ceux qui croient qu'il y a un remède efficace et souverain par qui l'homme vraiment se régénère et parvient à se transformer du tout au tout. Des physiologistes et des moralistes plus positifs pensent seulement que celui qui a l'air de se convertir se retourne, et qu'à la bien suivre, la même nature, aux divers âges et dans les divers emplois, se retrouverait au fond jusque sous le déguisement. — Dans toutes ses lettres au docteur Gay, Mme de Krüdner continue de commander instamment les vers désirés et de varier l'inépuisable thème cher à son amour-propre; elle continue de *faire l'article*, comme on dit : « Je vous ai prié d'envoyer des vers à Sidonie, nous les ferons insérer ici. Mais, tout en disant qu'on avait peint son talent pour la danse, il ne faut pas dire simplement *on*, mais dire : *Un pinceau savant peignit ta danse, tes succès sont connus, tes graces sont chantées comme ton esprit, et tu les dérobes sans cesse au monde : la retraite, la solitude, sont ce que tu préfères. Là, avec la piété, la nature et l'étude, heureuse*, etc., etc... Voilà, mon cher ami, ce que je vous demande pour elle, et je vous expliquerai pourquoi. » Cependant les vers arrivent; elle en est enchantée, mais non satisfaite encore; elle veut plus et mieux. « Je vous remercie de vos vers, ils sont charmans. Si vous pouviez, par vos relations, en avoir encore du grand faiseur Delille? N'importe ce qu'ils diraient, ce serait utile à Sidonie. Vous savez comme je l'aime! » Et elle ajoute, avec une crudité dont je ne l'aurais jamais crue capable : « Le monde est si bête! C'est ce *charlatanisme* qui met en évidence et qui fait aussi qu'on peut servir ses amis. Je brûle de savoir votre projet et de travailler, comme je l'es-

père, de toutes mes forces à vous être utile. » Le docteur doit se tenir pour bien averti : le prix de ses services lui est à chaque instant offert comme à bout portant; qu'il soit utile avec zèle, et on le lui sera en retour. On sent le trafic. Tout cela n'est ni délicat ni beau. Dans ce même temps, Mme de Krüdner écrivait à une amie plus simple, à Mme Armand, restée en Suisse, et elle lui parlait sur le ton de l'humilité, de la vertu, en faisant déjà intervenir la Providence : « ... Quel bonheur, mon amie! Je ne finirais pas si je vous disais combien je suis fêtée. Il pleut des vers; la considération et les hommages luttent à qui mieux mieux. On s'arrache un mot de moi comme une faveur; on ne parle que de ma réputation d'esprit, de bonté, de mœurs. *C'est mille fois plus que je ne mérite, mais la Providence se plaît à accabler ses enfans, même des bienfaits qu'ils ne méritent pas...* » Le malin fabuliste avait dit précisément la même chose :

. . . . . Dieu prodigue ses biens
A ceux qui font vœu d'être siens.

Ce voyage à Paris, qu'elle désire de toute son ame et qu'elle vient de provoquer, elle le présente comme une obligation sérieuse et plutôt pénible; peu s'en faut qu'elle n'en parle presque déjà comme d'une mission sacrée : « Je regarderais comme une lâcheté, écrit-elle à Mme Armand, de ne pas produire un ouvrage qui peut être utile (son roman), et *voilà comme mon voyage à Paris devient un devoir*, tandis que mon cœur, mon imagination, tout m'entraîne au bord de votre lac où je brûle d'aller, dégoûtée du séjour de Paris, blasée sur ses succès, n'aimant que le repos et les affections douces. » En produisant de telles lettres, M. Eynard (qu'il y prenne garde) ouvre, sur l'intérieur de Mme de Krüdner, tout un jour profond qu'il suffit de prolonger désormais pour donner raison à plus d'un sceptique. M. Eynard croit qu'à une certaine heure Mme de Krüdner s'est soudainement convertie et corrigée; pour moi, j'aurais encore plus de confiance dans la sainte, s'il ne m'avait appris si bien à connaître la mondaine. Comment ne me resterait-il pas dans l'esprit un léger nuage sur le rôle que remplira près d'elle le pasteur Empeytas, depuis qu'on me l'a fait voir prenant si résolûment le docteur Gay pour compère?

Dès cette époque, elle avait l'habitude de mêler Dieu à toutes choses, à celles même auxquelles, sans doute, il aime le moins à être mêlé. Parcourant dernièrement les papiers de Chênedollé, j'y trouvais quelques passages relatifs à Mme de Krüdner, et je remarquais qu'à cette date de 1802, dans le monde de Mme de Beaumont et de M. Joubert, on la traitait un peu légèrement (1). Mais voici une parole plus grave,

(1) *Revue des Deux Mondes*, livraison du 15 juin 1849, page 919.

que je n'ai plus aucune raison pour dérober; elle est de M. de Lézay, de celui même qui est une des autorités qu'on invoque le plus volontiers quand il s'agit de sa fervente amie. « Lézay prétend (dit Chênedollé) que Mme de Krüdner, dans les momens les plus décisifs avec son amant, fait une prière à Dieu en disant : *Mon Dieu! que je suis heureuse! Je vous demande pardon de l'excès de mon bonheur!* Elle reçoit ce sacrifice comme une personne qui va recevoir sa communion. » Le mot est vif, il est sanglant, venant d'un ami intime; mais il marque quelle était alors la disposition mystico-mondaine de la sainte future, ce que j'appelle l'amalgame, et le trait s'accorde bien avec les révélations que nous devons à M. Eynard sur cette époque de transition. Ai-je donc eu raison de dire que le trop de connaissance du dedans me gâtait désormais le personnage de Valérie, et que l'idéal y périssait?

Il y a lieu pourtant de trouver que c'est bien dommage, car le talent de Mme de Krüdner, à l'heure dont nous parlons, s'était dégagé des vagues déclamations de sa première jeunesse, et devenait un composé original d'élévation et de grace. Sa plume, comme sa personne, avait de la magie. Pendant cet automne de 1802, entre autres manières de se rappeler au public de Paris, elle eut soin de faire insérer (peut-être par l'entremise de M. Michaud, alors très monté pour elle) quelques *pensées* détachées dans *le Mercure* (1); le rédacteur disait en les annonçant : « Les pensées suivantes sont extraites des manuscrits d'une dame étrangère, qui a bien voulu nous permettre de les publier dans notre journal. Quand on pense avec tant de délicatesse, on a raison de choisir pour s'exprimer la langue de Sévigné et de La Fayette. » Voici quelques-unes de ces pensées, qui sont en effet délicates et fines; l'esprit du monde s'y combine avec un souffle de rêve et de poésie.

« Les gens médiocres craignent l'exaltation, parce qu'on leur a dit qu'elle pouvait avoir des suites nuisibles; cependant c'est une maladie qu'on ne peut pas leur donner.

« Il y a des gens qui ont eu presque de l'amour, presque de la gloire, et presque du bonheur.

« On cherche tout hors de soi dans la première jeunesse; nous faisons alors des appels de bonheur à tout ce qui existe autour de nous, et tout nous renvoie au-dedans de nous-mêmes peu à peu.

« Les ames froides n'ont que de la mémoire; les ames tendres ont des souvenirs, et le passé pour elles n'est point mort, il n'est qu'absent.

« Le meilleur ami à avoir, c'est le passé.

« Dire aux hommes ne suffit pas, il faut redire, et puis redire encore; l'enfance n'écoute pas, la jeunesse ne veut pas écouter, et, si la vérité

(1) 10 vendémiaire an XI.

est enfin accueillie, c'est que de sa nature elle est infatigable, et qu'après avoir été tant rebutée, elle trouve enfin accès par sa persévérance.

« Les ames fortes aiment, les ames faibles désirent.

« La vie ressemble à la mer, qui doit ses plus beaux effets aux orages.

« C'est un bel éloge à faire de quelqu'un, au milieu de la corruption du monde, que de le croire digne d'être appelé romanesque. Ce sont des titres de chevalerie où chacun ne ferait pas facilement ses preuves.

« Il y a des femmes qui traversent la vie comme ces souffles du printemps qui vivifient tout sur leur passage. »

Elle était elle-même une de ces femmes; dans le monde comme dans la pénitence, toute son ambition fut qu'on la prît pour une de ces brises vivifiantes du printemps, et, quand il n'y eut plus moyen de se faire illusion sur le printemps terrestre, elle aspira, elle avisa à paraître dès ici-bas un souffle et un soupir du printemps éternel.

Ces quelques pages du *Mercure* se terminaient par cette pensée, qui exprimait à ravir son rêve et sa prétention du moment : « La mélancolie des ames tendres et vertueuses est la station entre deux mondes. On sent encore ce que cette terre a d'attachant; mais on est plus près d'une félicité plus durable. » Cette sorte de *station* intermédiaire est précisément l'état dans lequel elle se plaisait à se dessiner alors, et dans lequel nous nous plaisions nous-même à la considérer, en nous prêtant à sa coquetterie à demi angélique. Il n'y a plus moyen, après les révélations récentes, de s'en tenir à ce demi-jour douteux entre le boudoir et le sanctuaire. Nous savons trop bien de quoi il retournait dans la coulisse, et on nous a fait toucher du doigt les ficelles.

Valérie parut en décembre 1803. « Toutes les batteries de Mme de Krüdner, dit M. Eynard, étaient montées pour saluer son apparition. Aucune ne manqua son effet. Amis dévoués, journalistes, littérateurs indépendans, adversaires, envieux, chacun à sa manière s'occupa de Mme de Krüdner et de son livre. Elle-même ne se fit pas défaut, et pendant plusieurs jours, se dévouant avec la plus persévérante ardeur à assurer son triomphe, elle courut les magasins de modes les plus en vogue pour demander incognito tantôt des écharpes, tantôt des chapeaux, des plumes, des guirlandes, des rubans *à la Valérie*. En voyant cette étrangère, belle encore et fort élégante, descendre de voiture, d'un air si sûr de son fait, pour demander les objets de fantaisie qu'elle inventait, les marchands se sentaient saisis d'une bienveillance inexprimable et d'un désir si vif de la contenter qu'il fallait bien qu'on parvînt à s'entendre... Grace à ce manége, elle parvint à exciter dans le commerce une émulation si furieuse en l'honneur de Valérie, que pour huit jours au moins tout fut à la Valérie. » On est aux regrets d'apprendre de telles choses, si piquantes qu'elles soient. En les ap-

prenant hier, une admiratrice de *Valérie*, qui avait pleuré en la lisant autrefois, disait spirituellement : « Ah ! que je voudrais reprendre mes larmes! »

Par cette page si agréablement écrite, M. Eynard nous montre que s'il avait voulu appliquer dans tout son ouvrage le même esprit de critique, il s'en fût acquitté très finement; mais dès qu'il aborde la vie religieuse de Mme de Krüdner, lui qui a été si adroit à pénétrer la personne mondaine, il croit tout d'abord à la sainte : il s'arrête saisi de respect, n'examinant plus, et ne voulant pas admettre que, même sur un fond incontestable de croyance et d'illusion, c'est-à-dire de sincérité, il a dû se glisser bien des réminiscences plus ou moins involontaires de ce premier jeu, bien des retours de cet ancien savoir-faire. Quand on a été une fois excellente comédienne, cela ne se perd jamais. Remarquez que dès-lors elle entrait dans sa seconde veine; elle commençait à voir partout le doigt de Dieu; et, même après avoir monté de la sorte ce succès de *Valérie*, elle est toute disposée après coup à s'en émerveiller et à y dénoncer un miracle : « Le succès de *Valérie*, écrivait-elle à Mme Armand, est complet et inoui, et l'on me disait encore l'autre jour : Il y a quelque chose de *surnaturel* dans ce succès. *Oui, mon amie, le Ciel a voulu que ces idées, que cette morale plus pure, se répandissent en France, où ces idées sont moins connues...* » En écrivant ainsi, elle avait déjà oublié ses propres ressorts humains, et elle rendait grace de tout à Dieu. Mais cette facilité d'oubli et de confusion me rend méfiant pour l'avenir. Qui me répond qu'elle n'ait pas fait plus d'une fois de ces confusions, qu'elle n'ait pas eu plus tard de ces oublis-là?

Parmi les témoignages d'admiration en l'honneur de *Valérie*, M. Eynard cite le passage d'une lettre d'Ymbert Galloix, jeune homme de Genève, mort à Paris en 1828, et il le proclame *un jeune poète plein de génie*. Puisque j'en suis aux sévérités et à montrer que M. Eynard, sur quelques points, n'a pas eu toute la critique qu'on aurait pu exiger, je noterai (et le biographe du médecin Tissot me comprendra) qu'Ymbert Galloix, que nous avons beaucoup connu et vu mourir, n'avait réellement pas de *génie*, mais une sensibilité exaltée, maladive, surexcitée, et qu'il est mort s'énervant lui-même. Il suffirait que sur quelques autres articles le biographe eût apporté la même complaisance et facilité de jugement pour que nous eussions le droit de modifier certaines de ses conclusions.

Malgré tout, c'est chez lui désormais, et nulle part ailleurs, qu'il faut apprendre à connaître la vie religieuse de Mme de Krüdner; journaux manuscrits, correspondance intime, entretiens de vive voix avec les principaux personnages survivans, il a tout recherché et rassemblé

avec zèle, et, dans la riche matière qu'il déroule à nos yeux, on ne pourrait se plaindre, par endroits, que du trop d'abondance. Les événemens de 1815 surtout, et le rôle qu'y prit Mme de Krüdner par son influence sur l'empereur Alexandre, sont présentés sous un jour intéressant, dans un détail positif et neuf, emprunté aux meilleures sources. M. Eynard a été guidé, pour le fil de cette relation délicate, par une personne d'un haut mérite, initiée dès l'origine à la confidence de Mme de Krüdner et de l'empereur, Mlle de Stourdza, depuis comtesse Edling. Sur quelques points chemin faisant, M. Eynard, qui veut bien tenir compte avec indulgence de notre ancienne esquisse de Mme de Krüdner, a pris soin d'en rectifier les traits qu'il trouve inexacts, et de réfuter aussi l'esprit un peu léger où se jouait notre crayon. Il a raison assez souvent, je le lui accorde; en deux ou trois cas seulement, je lui demanderai la permission de ne pas me rendre à ses autorités. Par exemple, j'ai raconté une visite de Mme de Krüdner à Saint-Lazare, l'effet que la prêcheuse éloquente produisit sur ces pauvres pécheresses, la promesse qu'elle leur fit de les revoir, et aussi son oubli d'y revenir. M. Eynard s'autorise à cet endroit du témoignage de M. de Gérando, qui avait conduit Mme de Krüdner à Saint-Lazare, et il me réprimande doucement du sourire que j'ai mêlé à mon éloge; mais cette critique, qu'il le sache bien, ce n'est pas moi qui l'ai faite : c'est M. de Gérando lui-même, qui, interrogé par moi, me répondit en ce sens. Il y a différentes manières d'interroger les témoins, même les plus véridiques. Quand j'interrogeai M. de Gérando sur Mme de Krüdner, cet homme de bien me répondit comme à une personne qui ne désirait à l'avance aucune réponse plus ou moins favorable, et qui se bornait à écouter avec curiosité. Quand M. Eynard l'interrogea, M. de Gérando vit en sa présence une personne qui désirait avant tout savoir tout le bien, et lui-même (qui d'ailleurs par nature souriait peu) il supprima son sourire. C'est ainsi que M. Eynard range parmi ses autorités bien des témoins qui faisaient leurs réserves, et qui même n'épargnaient pas la raillerie quand il leur arrivait de causer en liberté. La duchesse de Duras, qu'il a l'air de ranger parmi les adhérens, était de ce nombre. — Dans le récit que j'ai fait du voyage de Mme de Krüdner en Champagne, pour la grande revue de la plaine de Vertus, M. Eynard me suppose plus d'imagination que je n'en ai en réalité; il se croit trop sûr de m'avoir réfuté à l'aide du journal de Mme Armand. J'ai pour garant de mon récit un témoin oculaire, très spirituel, appartenant à la famille chez qui Mme de Krüdner avait logé pendant le peu d'heures qu'elle passa en ces lieux. Ce peu d'heures avait tout-à-fait suffi pour que la prédication commençât auprès des hôtes. Les personnes enthousiastes qu'un beau zèle anime n'y mettent pas tant de façons. A peine

arrivée le soir au château où elle devait coucher, M[me] de Krüdner et son monde se mirent donc à prêcher et le maître et les gens; et, comme il y avait menace d'orage ce soir-là, le bon gentilhomme de campagne, qui craignait que le vent n'enlevât sa toiture, et qui avait hâte d'aller fermer les fenêtres de son grenier, se voyant arrêté sur l'escalier par une prédication, trouvait que c'était mal prendre son heure. J'aurais, de la sorte, bien des petites réponses à faire à M. Eynard; mais c'est assez d'en indiquer l'esprit essentiel et le principe.

Là, en effet, est entre nous la dissidence, et il faut oser l'articuler. Il croit à une transfiguration et à une régénération complète, là où je ne vois guère qu'une métamorphose. Un spirituel et sage moraliste, Saint-Évremond, qui avait vu en son temps bien des conversions de femmes du grand monde, a écrit d'agréables pages pour expliquer et démêler les secrets motifs et les ressorts qu'il continuait de suivre sous ces changemens (1). Une vie comme celle de M[me] de Krüdner, et de la façon dont vient de l'écrire M. Eynard, serait la pièce à l'appui la plus commode dans laquelle un moraliste de l'école de Saint-Évremond et de Fontenelle trouverait à justifier son point de vue. Voici, j'imagine, à peu près comme il raisonnerait, et j'emprunterai le plus que je pourrai les paroles mêmes des maîtres :

« Les dames galantes qui se donnent à Dieu lui donnent ordinairement une ame inutile qui cherche de l'occupation, et leur dévotion se peut nommer une passion nouvelle, où un cœur tendre, qui croit être repentant, ne fait que changer d'objet à son amour (2).

« A qui voyons-nous quitter le vice dans le temps qu'il flatte son imagination, dans le temps qu'il se montre avec des agrémens et qu'il fait goûter des délices? On le quitte lorsque ses charmes sont usés et qu'une habitude ennuyeuse nous a fait tomber insensiblement dans la langueur. Ce n'est donc point ce qui plaisait qu'on quitte en changeant de vie, c'est ce qu'on ne pouvait plus souffrir; et alors le sacrifice qu'on fait à Dieu, c'est de lui offrir des dégoûts dont on cherche, à quelque prix que ce soit, à se défaire (3).

« La patience, a-t-on dit (4), est l'art d'espérer. L'art du bonheur dans la dévotion est de se donner une dernière illusion plus longue que la vie, et dont on ne puisse se détromper avant la mort.

« La vie ordinaire des hommes est semblable à celle des saints : ils recherchent tous leur satisfaction, et ne diffèrent qu'en l'objet où ils

(1) Voir, dans les OEuvres de Saint-Évremond, la *Lettre à une dame galante qui vouloit devenir dévote*, et le petit Essai *Que la dévotion est le dernier de nos amours*.

(2) Saint-Évremond.

(3) Saint-Évremond.

(4) Vauvenargues.

la placent (1). — Le cœur humain se retrouve partout avec les mêmes mobiles; partout c'est le désir du bien-être, soit en espoir, soit en jouissance actuelle, et le parti qui le détermine est toujours celui où il y a le plus à gagner (2).

« La dévotion, a dit Montesquieu, est une croyance qu'on vaut mieux qu'un autre; — ou du moins qu'on possède ce qui vaut mieux, qu'on est plus heureux, qu'on peut indiquer aux autres le chemin du plus gras pâturage. Si humble qu'on soit, l'amour-propre est flatté de cette idée de connaissance singulière et de privilége. — Une séduction secrète nous fait voir de la charité pour le prochain là où il n'y a rien qu'un excès de complaisance pour notre opinion (3).

« M[me] de Krüdner flottait entre quarante et cinquante ans, âge ingrat pour les femmes, quand elle se convertit décidément : avec ses goûts tendres, avec sa complexion sentimentale et mystique, qu'avait-elle de mieux à faire? Du moment surtout qu'elle eut découvert en elle cette faculté merveilleuse de prédication qui pouvait lui rendre l'action et l'influence, tout fut dit, elle eut un débouché pour son ame et pour son talent; sa vocation nouvelle fut trouvée. Elle n'avait jamais été une nature bien sensuelle; elle n'avait que l'ambition du cœur et l'orgueil de l'esprit. Elle avait un immense besoin que le monde s'occupât d'elle; sous une forme inattendue, ce besoin allait être satisfait. Elle aimait à parler d'amour; ce mot chéri allait déborder plus que jamais de ses lèvres, et des foules entières affluaient déjà à ses pieds.

« Où est dans tout cela le secret mobile? C'est l'amour-propre, toujours l'amour-propre, dont le ressort se revêt, se retourne, et a l'air de jouer en sens inverse contre lui-même. Mais tout dépend en définitive du même cordon de sonnette que tire le *moi*.

« En doutez-vous? Elle va nous l'avouer elle-même et laisser échapper son orgueil, son ivresse de sainte, sous les semblans de l'humilité : « On « ne peut méconnaître, écrivait-elle d'Aarau (en avril 1816), les grandes « voies de miséricorde du Dieu qui veut, avant les grands châtimens, « faire avertir son peuple et sauver ce qui peut être sauvé. *Il donne à « tout ce monde un tel attrait pour moi, un tel besoin de m'ouvrir leur « cœur, de me demander conseil, de me confier toutes leurs peines, enfin « un tel amour*, qu'il n'est pas étonnant que les gouvernemens qui ne « connaissent pas l'immense puissance que le Seigneur accorde aux « plus misérables créatures qui ne veulent que sa gloire et le bonheur « de leurs frères, n'y comprennent rien. Plus la terre s'enfuit sous nos

(1) Pascal.
(2) Volney, *Voyage en Égypte et en Syrie*, tome II, chap. VII.
(3) Saint-Évremond.

« pas, plus je méprise, plus je hais ce que les hommes ambitionnent, « et *plus j'ai de pouvoir sur leur cœur.* » La voilà telle qu'elle était dès l'origine : régner sur les cœurs, en se déclarant une misérable créature, voir à sa porte *servantes et duchesses*, comme elle dit, et empereur; se croire en toute humilité l'organe divin, l'instrument choisi, à la fois vil et préféré, que lui faut-il de plus? et n'est-ce pas la gloire d'amour dans son plus délicieux raffinement? »

C'est à peu près ainsi, j'imagine, que raisonnerait, en lisant les volumes de M. Eynard, un moraliste qui saurait les tours et les retours, les façons bizarres de la nature humaine; mais je ne puis qu'indiquer le sens et l'intention de l'analyse, aimant peu pour mon compte à pousser à bout ces sortes de procès. Seulement, à voir les excès de dévouement et de charité auxquels s'épuisait de plus en plus en vieillissant cette femme fragile, il faudrait, pour être juste, conclure avec Montesquieu : « J'appelle la dévotion une maladie du cœur qui donne à l'ame une folie dont le caractère est le plus aimable de tous. »

Le livre de M. Eynard est dédié *à mes amis Alfred de Falloux et Albert de Rességuier*, avec une épigraphe tout onctueuse tirée de saint Paul, ce qui semblerait indiquer que la jeune Rome et la jeune Genève ne sont pas si brouillées qu'autrefois; mais ces exceptions entre natures affables et bienveillantes, ces avances où il entre autant de courtoisie que de christianisme, ne prouvent rien au fond. Je me plais du moins à noter ce procédé-ci à titre de bon goût et de bonne grace.

SAINTE-BEUVE.

UN

ROMAN LÉGITIMISTE.

LÉONIE VERMONT,

A Story of the Present Time. 3 vol. — London. 1849, R. Bentley.

WHEN — AND HOW.

La révolution de février a fait un grand nombre de légitimistes du lendemain. Les révolutions sont comme les persécutions; elles ne convertissent aux idées qu'elles font triompher que des esprits impotens et des cœurs abjects. Les hommes de quelque valeur intellectuelle qui ont toujours éprouvé pour les doctrines radicales une aversion mêlée de dégoût ne pouvaient naturellement adorer l'idole sur son autel de barricades couronné du drapeau rouge. Les hommes qui connaissaient les meneurs du parti révolutionnaire et qui les méprisaient ne pouvaient raisonnablement accepter un évangile prêché par de pareils apôtres. Les événemens qui allument dans l'histoire les dates glorieuses à la lueur desquelles marche l'humanité ne s'accomplissent point par des mains comme celles qui ont trempé dans la révolution de février. Voir la France de saint Louis, d'Henri IV et de Louis XIV, de Bossuet, de Pascal et de Corneille, de Richelieu, de Colbert, de Turenne et de Napoléon, épouser le personnel du gouvernement provisoire! A ce seul signe, il était impossible de se méprendre. Dès le premier moment, toute ame française a dû ressentir la révolution de février non-seule-

ment comme un incalculable malheur, mais comme une humiliation sans mesure pour notre patrie. Alors un changement étrange s'est opéré dans bien des esprits; les perspectives de l'histoire de ce dernier demi-siècle se sont soudainement déplacées. Nous avions été élevés à célébrer les bienfaits et la gloire de la révolution française, et nous avions espéré qu'elle avait enfin conduit la France dans un port de salut et de repos; ces idées nous paraissaient établies au-dessus de toute discussion, elles étaient devenues en nous comme des préjugés de naissance, lorsque la révolution de février les a brutalement fauchées, ne laissant à la place qu'une déception honteuse et un doute plein d'effroi. Le procès de la révolution s'est rouvert aussitôt dans les consciences éclairées et honnêtes. L'impitoyable logique des faits a remis en question les principes que nous avions regardés jusqu'à ce jour comme incontestables. Nous avons cherché le point où la révolution a dévié. Nous avons vu qu'elle avait blessé au cœur ses œuvres légitimes et le génie de la France du même coup dont elle avait frappé le principe d'autorité et ses permanentes garanties. La révolution de février était un châtiment; tout châtiment contient une leçon; toute leçon, une espérance. Pour ne pas désespérer de la France, nous nous sommes plu à la rêver telle qu'elle aurait pu être sans les fatalités révolutionnaires. Et voilà comment beaucoup de gens sont devenus légitimistes du lendemain.

Je ne sais ce qu'il adviendra de cette curieuse transformation; mais, dans un temps où l'on fait pour se désennuyer des révolutions qui donnent le spleen, elle rompit, pour un moment du moins, la plate monotonie de notre existence. Je ne suis pas étonné qu'un esprit observateur, une imagination vive, une plume étrangère y ait trouvé le motif d'une intéressante étude de mœurs. Le roman qui a paru à Londres, il y a un mois, sous le titre de *Léonie Vermont*, est consacré à la peinture de cette nouvelle variation des esprits en France. Je ne serais pas surpris non plus que la lecture de *Léonie Vermont* fût fort recherchée en Angleterre. Je ne partage pas toujours la manière de voir de l'auteur de ce livre; mais il est évident qu'il connaît la France, qu'il peint sur le vif, qu'il écrit dans notre mêlée. Puis les Anglais sont habitués au roman politique. Ils aiment à suivre, dans les combinaisons de la vie ordinaire, l'influence des affaires publiques. Au fait, c'est un attrayant spectacle que de voir derrière cet appareil artificiel de la politique l'homme véritable, celui qui travaille, qui sent, qui aime, qui doute, qui souffre, qui vit enfin. Le roman politique peut avoir l'intérêt des *mémoires*, avec ce double avantage de plus qu'il ouvre les coulisses pendant que la pièce se joue, et qu'il idéalise les caractères. Tandis que l'émeute nous arquebusait, que les clubs nous proscrivaient, que les journaux nous donnaient leur fatigante et infatigable

parade de tous les matins, que l'assemblée constituante s'agitait et que Dieu nous menait, il y avait toujours au-dessous des hommes qui vivaient; il y avait les grands passionnés, ceux qui, dans cette époque misérable, ont eu le bonheur de s'absorber dans un religieux enthousiasme ou dans une tendresse infinie; il y avait les adolescens qui aspirent les fraîches joies de la vie, les innocens qui veulent être heureux; il y avait les vieux routiers, les endurcis, les éclopés, tous ceux qui vivent des basses préoccupations et des soucis vulgaires, ceux qui se croient sages et habiles, parce qu'ils ont atteint l'âge où chaque jour nous apporte une ride et une petitesse, une laideur et un vice. Eh bien! je le répète, il est curieux de suivre l'enchevêtrement des choses générales et des destinées particulières, de voir comment les révolutions repétrissent les caractères et comment le sort des individus s'enroule aux vicissitudes de la société, d'observer cette jonction mystérieuse où un sentiment de la vie ordinaire devient une opinion politique et où les événemens publics produisent des drames domestiques. Certes, pour de pareilles études, la scène est riche depuis deux ans en France et en Europe, et pour les Anglais, ces dilettanti qui contemplent d'un lieu sûr nos orages, il y a là ample matière de romans politiques.

Je saisis donc avec empressement l'occasion que m'offre *Léonie Vermont* pour aborder quelques questions, je ne dis pas plus graves, mais plus positives que celles qui d'habitude naissent de la critique d'un roman. Je trouve dans *Léonie Vermont*, au milieu de sentimens excellens, à côté de plusieurs peintures fines, élevées et fidèles de notre société contemporaine, des jugemens qui me paraissent injustes, des appréciations que je crois légères, des préjugés qui, au moment où nous sommes, me semblent contraires au but que poursuit évidemment l'auteur. Ces injustices, ces illusions, ces préjugés, appartiennent moins, il faut le dire, au roman lui-même qu'au parti légitimiste, chez lequel ils sont trop répandus; ils seraient funestes, encore une fois, à l'avenir de ce parti, funestes à la société dans laquelle ils perpétueraient les divisions qui nous tuent, si on ne les combattait très franchement et très énergiquement. Mais, avant d'entamer ce côté sérieux, qu'on me permette d'indiquer rapidement le plan et les caractères de *Léonie Vermont*.

Le roman commence à la fin du règne de Louis-Philippe. Le comte de Briancour, ancien émigré, ancien colonel de la garde royale, avait été un des amis les plus intimes et les plus dévoués de la branche aînée. La révolution de 1830, le dépouillant de ses emplois et de ses pensions, le réduisit aux revenus d'un mince patrimoine. Il vécut depuis lors dans son château avec son fils, sa fille et deux enfans d'un ancien militaire qui lui avait autrefois sauvé la vie, et qu'il avait recueillis au

temps de ses splendeurs, Philippe et Léonie Vermont. La fille du comte, Isabelle, était restée veuve après un brillant mariage, et retourna chez son père. Philippe Vermont s'était fait peintre, et menait à Paris la folle vie d'artiste. Fernand de Briancour était parti le dernier du château paternel. Une éducation solitaire, l'oisiveté où le retinrent les opinions politiques de sa famille, donnèrent à son ame un tour rêveur et poétique. Quand il vint à Paris, un volume de vers lui fit une popularité élégante dans les salons que lui ouvrait son nom. Comme toutes les natures élevées, qui ne peuvent consentir à se désintéresser de leur temps, Fernand se sentit entraîné vers la vie active par le spectacle des affaires et des hommes. Un intérêt délicat l'y poussait d'ailleurs. Il voulait être indépendant de son père, car il aimait Léonie, et il n'espérait pas que le comte approuvât son mariage. Fernand sollicita un emploi diplomatique; il était appuyé par une des grandes dames du monde parisien : la place lui fut promise. Une intrigue, ce qu'on appelait, du temps où nous n'avions pas de plus grands malheurs, un acte de corruption, la lui escamota. La révolution survint. Le vieux comte de Briancour était en ce moment à Paris, et eut la joie de voir la chute de l'*usurpateur* et d'entrer avec... le peuple dans le palais du tyran. Philippe Vermont, l'artiste sensuel, le républicain concupiscent et envieux, devient un des meneurs du peuple, un des hauts fonctionnaires du gouvernement provisoire, un des chefs de club les plus violens et les plus influens. Fernand de Briancour est nommé représentant du peuple. Il pourra épouser Léonie Vermont; mais Philippe commande une bande d'insurgés dans les journées de juin : il se déshonore aux yeux mêmes de son parti; il est condamné à une peine infamante. Léonie, ame noble et virile, craint de ternir d'une éclaboussure de honte le nom de Fernand de Briancour : elle s'immole et se fait religieuse. Fernand accepte cet holocauste. Je ne veux point faire de byronisme; cependant, s'il y eut jamais temps où il fût permis de sacrifier une convenance à un sentiment, son intérêt à sa passion, c'est celui-ci ou pas un. Fernand reste dans la politique. Il est membre de l'assemblée législative; il y appartient à cette fraction qui cherche à réconcilier les classes pauvres avec la société par un patronage religieux et des institutions charitables. Il est aussi de ceux qui entrevoient la fin de nos maux dans une restauration, laissant à la Providence le soin de répondre à la question décisive : *When — and how,* quand — et comment? On voit que ce canevas traverse toutes les scènes de notre histoire récente : il se prête à des épisodes nombreux. Je signalerai, entre autres, comme un des côtés les plus intéressans du roman, le caractère d'un ouvrier, Pierre Larcher, et le triste drame de ses malheureuses illusions politiques et de ses plus malheureuses amours.

Je disais donc que je reproche à l'auteur de *Léonie Vermont* de n'avoir point échappé à des préjugés fâcheux qui sont encore trop accrédités au sein du parti légitimiste. Au moment même où il y a dans le pays un mouvement favorable à ce parti, où des fractions de l'opinion qui lui ont été autrefois hostiles veulent oublier les anciennes divisions, où il faut enfin que tous les élémens sauveurs de la société s'unissent dans des sentimens de confiance mutuelle; dans un pareil moment, si les légitimistes ne veulent pas trahir la cause commune, il faut qu'ils renoncent à des antipathies injustes, à des illusions puériles et à des habitudes de conduite maladroite.

La première concession qu'ils devraient faire au moins aux nécessités de notre temps, ce serait de répudier les vieilles calomnies qu'ils ont répétées pendant dix-huit ans contre le gouvernement de juillet. Je comprends que l'origine du gouvernement de juillet leur ait causé un mortel déplaisir. Hélas! pourtant dans cette France, qui depuis soixante ans a reçu du hasard, des révolutions ou de l'étranger, dix ou douze gouvernemens différens, il faudrait être stupide pour garder rancune à un pouvoir quelconque, surtout lorsqu'il est tombé, du vice de son origine. Ce que je ne puis souffrir, c'est de voir encore jeter l'injure et le mépris, aujourd'hui, après l'expérience criante des deux dernières années, à la moralité de la politique du régime de 1830. J'avoue, par exemple, que je ne garde pas mon sang-froid quand je l'entends accuser de corruption. Certes, les hommes qui ont dirigé ou soutenu la politique de 1830 ont eu un grand tort : c'est de se laisser impunément insulter pendant dix-huit ans. On les accusait d'abaisser la France vis-à-vis de l'étranger. Eux qui la sentaient se relever peu à peu, par l'ordre et la prospérité intérieure, de l'abaissement et de la faiblesse où les révolutions plongent toujours un pays, ils laissaient dire. On les accusait de favoriser les intérêts matériels; eux qui espéraient qu'une société laborieuse et économe se moraliserait en pansant ses blessures, ils laissaient dire. On les accusait d'être corrompus, et eux, sûrs de leur désintéressement, trop fiers pour se sentir atteints par l'outrage, ils souriaient; ils savaient que la calomnie est une arme inévitable dans les combats de la liberté, et pour l'amour de la liberté ils méprisaient la calomnie, comme les hommes de guerre saluent sur le champ de bataille les boulets qui leur apportent la mort. Se laisser accuser injustement quand on a le pouvoir, ce peut être une erreur de magnanimité; mais, vaincus, on ne peut tolérer une injure qui retombe sur tous ceux qui, à tous les degrés de la société, s'étaient unis, par leurs services, par leurs vœux ou par leurs espérances, au régime constitutionnel de 1830.

Quand je lis *Léonie Vermont*, ou si j'écoute les conversations des légitimistes, le plus gros crime qu'on impute à la monarchie de juillet,

c'est la corruption : on cite quelques faits particuliers, on parle de la distribution des places livrée à l'abus des influences. Poussons à bout l'accusation. Je connais trois sortes de corruption : il y a la corruption individuelle, qui tient à la faiblesse et à la dépravation de notre nature; celle-là est un venin que chacun porte en soi, et la religion elle-même désespère de l'extirper du cœur de l'homme. Il y a la corruption politique, produite par certaines institutions : celle-là est inhérente au tempérament des peuples; elle est la faute de leur histoire. Il y a la corruption générale des mœurs : celle-là tient à l'esprit, aux idées et aux passions qui dominent une société. Je nie, en serrant de près la question, que sur ces trois chefs aucun parti en France ait le droit de se proclamer, je ne dirai pas moins coupable, mais aussi innocent que celui qui a été vaincu en février.

Je prends la première catégorie, celle des fautes individuelles, des crimes personnels. Certainement la fatalité qui accumula l'explosion de plusieurs scandales sur la dernière année du règne de Louis-Philippe a contribué, grace à la malice des partis, à troubler l'opinion publique et à préparer la révolution; mais ce qui n'est permis à personne, ce qui est interdit aux légitimistes surtout, c'est de prétendre qu'ils l'aient justifiée. Est-ce donc la première fois que de grands crimes ont consterné les hautes régions de la société sous les gouvernemens même les plus grands et les plus prospères? Ne se souvient-on pas de ces empoisonnemens où furent compromises, sous Louis XIV, des grandes dames et des princesses? N'est-ce pas Saint-Simon qui a dit, à propos de cette effroyable épidémie du poison, « qu'il y a des modes de crimes comme d'habits? » L'Angleterre n'a-t-elle pas eu des ministres corrompus, des grands seigneurs déshonorés sans que ses institutions en aient été ébranlées? Je sais que d'autres fois des malheurs pareils ont servi au renversement d'institutions affaiblies. Ils ont pu être une arme aux mains des démolisseurs, ils n'ont jamais été un argument contre leurs victimes. Avec les quinze louis qu'il se laissa prendre par Mme Goësman, Beaumarchais porta un coup terrible à l'ancienne magistrature française; les légitimistes trouvent-ils que la vénalité d'une femme suffisait à déshonorer un parlement? L'affaire du collier a perdu Marie-Antoinette; parce qu'un cardinal libertin se laissa leurrer par une fille, les légitimistes croient-ils que l'opinion publique et le tribunal révolutionnaire ne furent point injustes envers cette si noble et si belle et si imprudente reine?

L'auteur de *Léonie Vermont* insiste davantage sur la seconde corruption, celle qui tient au mécanisme politique, sur la distribution des places. Plusieurs chapitres de *Léonie Vermont* sont consacrés à la description d'une course au clocher dont le théâtre est le salon d'un ministre ou de son chef de cabinet, dont les acteurs sont un député qui

veut pousser son fils, et une noble dame qui s'intéresse à un noble jeune homme, dont le but est le poste diplomatique recherché par Fernand de Briancour. L'influence du député l'emporte, et cela paraît fort immoral à l'auteur de *Léonie Vermont*. Ici il y a plusieurs choses à remarquer. D'abord, comme le disait énergiquement un écrivain du XVIe siècle, « les places se sont toujours données à l'appétit. » En second lieu, tant que nous aurons des institutions représentatives, c'est-à-dire tant qu'une influence politique supérieure pèsera d'une assemblée sur l'administration, il est mathématiquement inévitable que le choix des fonctionnaires ne dépende de ceux qui posséderont cette influence. Les révolutions ne feront rien à cela; la république n'y a rien changé. On ne se plaint de cet arrangement des choses, on ne réclame contre cet usage naturel des influences que lorsqu'on n'a pas de sujets de récrimination plus sérieux, et que le pays s'ennuie, comme disait M. de Lamartine; mais aujourd'hui M. de Lamartine nous a procuré de l'amusement, et comme au surplus on a fait assez récemment la curée des places, on ne se récrie pas encore contre l'action des députés, on ne déclame pas encore contre la corruption. Troisièmement enfin, tant que la distribution des emplois sera confiée à des hommes, il est impossible que cette combinaison de relations personnelles, de goûts réciproques, d'intérêts communs que les mécontens appellent faveur ou corruption, n'y ait un poids décisif. Mon Dieu! les solliciteurs pousseront toujours l'enchère à la façon des plaideurs de Racine :

— Monsieur, je suis cousin de l'un de vos neveux.
— Monsieur, je suis bâtard de votre apothicaire.

L'auteur de *Léonie Vermont* paraît préférer l'influence des femmes à celle des députés; je ne l'en blâme point. Je reconnais qu'il y a eu des temps où les femmes ont été plus influentes que sous le règne de Louis-Philippe, sous la restauration par exemple, sous l'ancien régime, sous le directoire aussi. Que l'auteur de *Léonie Vermont* y prenne garde cependant; cette influence aussi était appelée corruption, corruption souvent plus immorale que l'autre, je suppose. On s'en est plaint dans tous les temps, témoin ces paroles que je trouve dans les *Commentaires* de Blaise de Montluc; le vieux capitaine gascon les adressait à Charles IX : « Je voy que le premier qui vous demande un gouvernement de quelque place, une compagnie de gens-d'armes ou gens de pied, un estat de maistre de camp, sans considérer quelle perte et quel dommage peut advenir à vostre royaume et à vostre personne propre, facilement vous l'accordez, voire mesme à la requeste de la première dame qui vous en prie et qui vous aura peut-estre entretenu le soir au bal; car, quelques affaires qu'il y ait, il faut que ce bal trotte. Sire, elles n'ont que trop de crédit dans vostre cour. »

Anciens constitutionnels et légitimistes, chassons donc de nos conversations et de nos romans ces accusations injustes qui ne prouvent rien, parce qu'elles prouvent contre tout le monde. Nous avons à nous occuper de maux plus sérieux. Il y a en effet dans notre société et dans notre époque une corruption plus réelle et plus générale; elle est dans les idées, et par les idées elle envahit les mœurs. La grande corruption de la France actuelle est la concupiscence sans bornes de l'esprit et de la chair érigée de toutes parts en philosophie, en économie sociale, en politique; elle est dans cette indocilité des intelligences auxquelles on a enseigné à mépriser toute autorité, elle est dans cette fièvre des besoins et des désirs à qui l'on a prêché qu'ils devaient se satisfaire, même aux dépens des lois sociales. Tous et tour à tour nous sommes la proie du grand tentateur qui domine la civilisation moderne. A chacun dans son ambition et dans sa convoitise, il dit : Tu es souverain. — Philosophe, affronte sans trembler toutes les hardiesses de la spéculation; — citoyen, fie-toi à ton sens propre, n'aie foi qu'en ton opinion, institue-toi juge et redresseur du pouvoir; — homme, ton premier droit est le droit au bonheur; les lois morales, ce sont les vœux de tes penchans; n'obéis pas, sois ton maître et tu seras grand. — Il y a long-temps que cette tentation a fait monter l'ivresse à la tête de la société. « La liberté qu'on se donne de penser tout ce qu'on veut, disait déjà Bossuet, fait qu'on croit respirer un air nouveau; on s'imagine jouir de soi-même et de ses désirs, et dans le droit qu'on pense acquérir de ne se rien refuser, on croit tenir tous les biens, et on les goûte par avance. » Au XVIII[e] siècle, les classes supérieures de la société, celles dont les légitimistes gardent l'héritage, s'abandonnèrent à ce délire; en 1789, la bourgeoisie en fut possédée; aujourd'hui, il est descendu dans les masses. Il y a d'ailleurs, dans le génie français, dans sa légèreté, dans ses entraînemens, dans ses graces, tant de points corruptibles! L'atmosphère morale que la civilisation du XVIII[e] siècle nous a laissée et que les révolutions ne détruiront plus a des parfums subtils, des vapeurs amollissantes, des mirages sensuels qui attirent, caressent et tour à tour endorment ou embrasent les ames. Les étrangers sentent bien, en arrivant chez nous, ces pénétrantes effluves; les Anglais qualifient avec énergie ce perfide enchantement, lorsqu'ils appliquent à la physionomie de Paris le mot *meretricious*. Il y a un moment de la jeunesse où le charme de ces séductions, un aspect de ce beau Paris, de ce Paris si aimé que nous avons connu dans le faste de son opulence et dans la sécurité de ses plaisirs, — une simple vue du boulevard par une de ces belles journées d'hiver qui répandent dans les rues toutes les élégances et tous les luxes, à l'heure où le portique de la Madeleine se glace de teintes roses, et où, au loin, à travers la brume violette, les vitres frissonnantes lancent des étincelles rouges

au soleil couchant, — il y a un moment de la jeunesse où cette vue donne la fièvre, où, lorsqu'on a pris la liberté de penser tout ce qu'on veut, on veut en effet jouir de soi-même et de ses désirs. Il y a dans l'existence des classes inférieures un moment où le spectacle des délices matérielles les rend folles, où elles aussi elles prennent la liberté de penser ce qu'elles veulent, où, croyant avoir le droit de ne se rien refuser, elles veulent pareillement tenir tous les biens et les goûtent par avance.

J'ai lu des pages dans *Léonie Vermont* où cette corruption qui veut envahir les classes populaires et la tentation exercée sur elles par le Satan démocratique sont peintes avec beaucoup de finesse et d'énergie : c'est la scène où Fernand et un Anglais de ses amis entendent, dans un restaurant de Saint-Cloud, la conversation de l'ouvrier représentant du peuple, qui dépeint la fascination invincible et énervante exercée sur lui par les délices du monde supérieur dans lequel l'a un moment introduit sa soudaine élévation. Telle est la corruption par où finissent les civilisations usées; mais celle-là, à qui l'imputer? quels sont aujourd'hui la classe et le parti qui n'y ont point contribué? Il n'y a qu'un moyen de combattre cette infatuation d'orgueil et de révolte et l'ivresse sensuelle qu'elle allume, c'est le respect pratique de l'autorité, le culte des idées d'ordre et de hiérarchie. Si le parti légitimiste a une valeur réelle, une force, un prestige encore dans ce pays, c'est parce qu'il paraît devoir être le dépositaire le plus naturel des traditions hiérarchiques et du respect qui unit par un lien anobli l'obéissance à l'autorité. Il est malheureusement certain cependant que, durant dix-huit ans, la portion militante du parti légitimiste a été infidèle à cette haute vocation. Pendant dix-huit ans, autant que les vices du temps le leur ont permis, les hommes qui ont été à la tête du gouvernement de 1830 ont travaillé avec ardeur à relever ce qui restait encore en France du principe d'autorité; pendant dix-huit ans, ils se sont efforcés, quoi qu'en puissent dire d'aveugles ennemis, avec un courage et un talent que l'histoire admirera, d'opposer une dernière digue morale à l'esprit de révolte et de destruction; pendant dix-huit ans, le parti légitimiste leur a fait une guerre révolutionnaire. Dans les ruines que la révolution de février a montrées d'un rapide éclair semées sur la France, le parti légitimiste peut s'attribuer une large part. Défenseur de l'autorité en théorie, dans la pratique, le parti légitimiste n'a cessé de lui porter les coups les plus violens. Il n'a pas compris qu'aujourd'hui plus que jamais le pouvoir doit être fortifié par des exemples et par des actes; il a méconnu cette haute responsabilité sociale qui, suivant ses doctrines traditionnelles, investit le pouvoir, non pas un pouvoir idéal et abstrait, mais le pouvoir existant, d'un caractère sacré; il a jeté tous les jours au pouvoir

la diffamation et le mépris; il a provoqué par les paroles séditieuses les actes séditieux. Couvrant une passion du nom d'un principe, il n'a cherché qu'à se venger d'une révolution par une révolution. Il avait des représentans dans l'émeute de février, et, comme le rapporte l'auteur de *Léonie Vermont*, au sac des Tuileries, dans le lieu même où Louis XVI et Marie-Antoinette furent abreuvés d'outrages, un jeune homme qui porte un grand nom légitimiste a joué une polka aux chahuteurs de l'orgie révolutionnaire. S'il y a dans le parti légitimiste des hommes qui, aujourd'hui même, ne comprennent pas et ne regrettent point les fautes qu'ils ont commises alors contre la société et contre la France, les honnêtes gens, les hommes qui ont défendu en tout temps, sans autre parti pris et sans arrière-pensée, la liberté, l'ordre et l'autorité, ne seront jamais avec eux. Qu'ils continuent aujourd'hui, ces légitimistes-là, le rôle qu'ils ont joué sous Louis-Philippe; qu'ils flattent les mauvaises passions et les préjugés populaires; qu'ils offrent au socialisme des amorces, comme ils ont, pendant dix-huit ans, tendu à la démocratie le suffrage universel; qu'ils caressent avec un machiavélisme imbécile certains révolutionnaires de notre temps, comme leurs pères, en 1815, courtisaient le régicide Fouché; qu'ils s'allient maintenant avec les rouges, comme ils se sont unis, avant février, aux républicains; traîtres au nom qu'ils portent, que du moins ils ne s'avisent pas d'accuser personne d'avoir travaillé autant qu'eux à la corruption de la France!

Si les légitimistes ne veulent pas repousser les seuls hommes avec lesquels ils puissent faire des alliances honorables pour eux et utiles au pays, qu'ils y prennent garde, ils doivent renoncer aux injustes accusations qu'ils ont portées trop long-temps contre les hommes du régime de 1830. Il faut que les légitimistes oublient beaucoup, car ils ont beaucoup à faire oublier. Dans les vieux ressentimens des partis, il y a du reste d'étranges anachronismes. Lorsque les luttes des partis ont été ardentes et ont duré long-temps, elles s'enveniment d'animosités personnelles qui entretiennent encore les divisions même après que les motifs en ont disparu. Je comprends que quelques-uns des légitimistes qui ont pris part aux luttes de la restauration aient gardé contre les hommes éminens du parti libéral qui étaient alors leurs adversaires, et ont paru diriger la révolution de 1830, des ressentimens difficiles à déraciner; mais ne serait-il pas absurde que les deux partis conservassent comme un héritage les haines d'une autre époque? On ne réfléchit pas assez que le temps change le personnel des partis. Les hommes qui ont aujourd'hui quarante ans étaient encore dans les écoles lors de la révolution de juillet; les hommes qui ont aujourd'hui trente ans entraient à peine au collége en 1830. Ces deux générations sont la force de la France actuelle, elles n'ont rien à dé-

mêler avec les querelles de la restauration, qui ont laissé tant d'amertume dans l'ame des légitimistes de cette époque. Parmi les hommes de ces générations qui sont entrés dans la vie après 1830, il est incontestable que la majorité des jeunes gens instruits, sages, honnêtes, laborieux, s'était ralliée au régime constitutionnel : en choisissant leur parti, ils ne subissaient l'influence d'aucun antécédent d'intérêt, de passion, de fidélité; ils obéissaient simplement aux dictées de leur raison et de leur patriotisme. Ils voyaient devant eux des institutions établies, un gouvernement organisé, — au-dessous une société qui avait besoin d'ordre pour guérir ses blessures, une société libre, prospère, qui semblait ne demander que de la paix et de la sécurité pour continuer ses développemens et réaliser tous les progrès. Ils voyaient l'ordre, la paix, la sécurité menacés par des républicains et des socialistes qui brûlaient de faire subir à la France de cruels déchiremens et d'effrayantes épreuves. En honneur et en conscience, que devaient-ils faire? Fallait-il rester à l'écart, déserter la cause des institutions et du gouvernement chargés de défendre la société, se désintéresser des affaires de son pays, se borner à prévoir, à souhaiter peut-être, à laisser du moins s'accomplir le naufrage de la société, dans le morose espoir qu'un principe incertain ressusciterait au-dessus du cataclysme? Non, pour l'honneur de l'élite de la jeunesse française, elle n'a point choisi cette lâche et chagrine inertie. Dans l'armée, dans l'administration, dans la politique, elle s'est associée modestement, laborieusement et consciencieusement au régime libéral et conservateur de 1830.

Notre lot à nous, enfans de cette génération, a été, je le sais, triste et sévère. Nous n'avons pas eu pour nous les ardeurs de l'enthousiasme, l'éclat des aventures, les grandes prouesses du talent, les fanfares de la popularité, si douces aux jeunes cœurs. Nous n'avons connu que les devoirs obscurs, les services arides, la muette discipline des carrières sérieuses et des fonctions inférieures. Nous n'avions pas même, si j'ose le dire, le bénéfice de nos vertus. Aux yeux mêmes de ceux que nous servions, notre modestie passait pour médiocrité d'esprit, notre dévouement quelquefois pour ambition vulgaire. Un de nos hommes d'état dont la jeunesse a été des plus brillantes sous la restauration me disait, peu d'années avant la révolution de février, en se plaignant de la stérilité de notre époque en jeunes renommées : « Les jeunes gens de votre temps sont très estimables; ils ont des qualités solides. Ce sont d'excellens sous-préfets. » Je me souviens de l'étonnement naïf que témoignait devant moi un de nos orateurs les plus éloquens en parlant à un très jeune écrivain qui défendait le dernier ministère de la monarchie de juillet. Il n'en revenait pas. « Vous voulez donc être préfet? » lui dit-il avec assez d'impertinence. Hélas! l'écrivain n'est que trop vengé aujourd'hui. Le grand orateur, et ce

fut un de ses plus beaux triomphes, le triomphe de la conscience et de la sincérité, s'est publiquement repenti de l'opposition, pourtant si loyale et si noble, qu'il avait faite lui-même sous le régime déchu.

La portion de la jeunesse qui avait adhéré à la royauté constitutionnelle de 1830 a servi une cause vaincue; mais, dans ses intentions et dans l'accomplissement de ses devoirs, elle ne s'est point trompée. Je me demande quel intérêt pourrait avoir le parti légitimiste à la froisser, à l'éloigner de lui, en attaquant un passé auquel cette jeunesse est attachée par des souvenirs honorables et des affections qu'une révolution ne fait que rendre plus pieuses et plus chères. Le parti légitimiste s'est renouvelé, lui aussi, de plusieurs générations. Nous avons dans son sein des contemporains d'âge, d'études, nous pourrions presque dire des compagnons de sentimens, de goûts, de tendances. Cette jeunesse légitimiste, placée dans un parti par la naissance et les traditions de famille, ne s'est pas mêlée aux violences de la politique; comme nous, elle est pure des ressentimens aigres et injustes que laissent dans les cœurs les anciennes luttes. Jusqu'à la révolution de février, elle a cherché un noble aliment à son activité dans la défense des intérêts religieux et dans le patronage des institutions charitables. Nous nous sommes souvent rencontrés avec elle dans les œuvres qui ne font appel qu'aux généreuses émulations de l'esprit ou à la foi du chrétien. Entre elle et nous, l'alliance est naturelle, elle est facile, elle est faite. Que ceux qui ont plus vécu dans le passé qu'ils n'ont à vivre dans l'avenir aient assez de clairvoyance et de patriotisme pour ne pas rallumer les dissentimens que le temps efface entre les hommes que le temps rapproche.

Quelques passages de *Léonie Vermont* se ressentent un peu de l'esprit de présomption que des actes récents d'une certaine fraction du parti légitimiste ont trahi avec un fâcheux éclat. Certains légitimistes tirent du nom même qu'ils portent une fatuité très maladroite. Ils croient posséder, c'est à peu près leur langage, le *principe*, le seul *principe* qui puisse terminer les douloureux ébranlemens de notre pays. On a besoin de nous, disent-ils; on sera forcé de venir à nous. Et là-dessus ils pensent pouvoir se dispenser de dissimuler leur dédain pour les fractions considérables du parti de l'ordre qui n'ont pas eu l'insigne bonheur de recevoir à la naissance le baptême légitimiste ou de ne jamais varier dans l'orthodoxie. Cette morgue est commune à tous les partis exclusifs; elle n'est pas nouvelle chez les légitimistes. Nous l'avons vue briller très récemment au front des républicains de février; avec quel aplomb et quelle magnanimité polie ces citoyens n'invitaient-ils pas la France à faire exclusivement à leur profit la première épreuve du suffrage universel! La république, disaient-ils, est désormais le seul abri de la France; la république ne peut être constituée que par des répu-

blicains : de républicains, il n'y a que nous; nous sommes assez peu nombreux pour être bien connus : électeurs, nommez-nous. — Nous avons été témoins du beau succès de cette prétention. La même chose s'était passée aussi en 1815 pour les ultras du temps. Je lisais dernièrement un curieux livre sur cette époque, l'*Histoire de la session de* 1815, de M. Fiévée. Cet écrivain doit être peu suspect, j'imagine, aux royalistes; il faut voir pourtant avec quelle finesse il se raille de ces braves émigrés se disputant entre eux l'honneur d'avoir quitté la France les premiers et d'y être rentrés les derniers. Il semblait que la restauration fût leur bien, leur chose. Combien de temps elle leur appartint, on l'a vu. C'est que, dans la situation politique et morale où se trouve la France depuis soixante ans, ce que les partis exclusifs, absolus, regardent comme un privilége, est, au contraire, un de leurs torts aux yeux de la masse de la nation. La majorité de la France a certains sentimens, certaines tendances, certaines humeurs, certains préjugés, si l'on veut, mais elle n'est enrôlée à aucun parti absolu: elle n'est ni républicaine, ni légitimiste. Elle redoute même les partis exclusifs, parce que ces partis, prétendant la régir au nom d'un principe absolu, ont l'air, au jour de leur triomphe, de la vouloir traiter comme leur conquête.

Bien loin donc de regarder ce qu'ils appellent leur principe comme un avantage qui les rend arbitres de l'avenir, les légitimistes soulèveraient moins de défiances, s'ils en faisaient moins ostentation. Qu'ils n'espèrent pas l'imposer de haute lutte, comme une de ces nécessités qui révoltent toujours la fierté du peuple obligé de les subir par la trahison des événemens. Pour que la Providence réserve un jour dans l'avenir aux principes légitimistes, il faut que les hommes de ce parti y aient préparé l'opinion du pays par un large esprit de conciliation, par une alliance sans réticence et sans arrière-pensée avec tous les partis dévoués au maintien de l'ordre. Parce que la révolution de février a un moment dispersé les intérêts, les opinions, les hommes qui s'étaient groupés autour du gouvernement de 1830, qu'ils ne s'imaginent point que l'œuvre de ces dix-huit années soit abolie dans la conscience et dans l'ame du pays. Après les surprises révolutionnaires, après les essais nouveaux, il viendra un jour, nous vous le prédisons infailliblement, où le règne de Louis-Philippe réveillera en France des regrets avec des souvenirs. On se souviendra de ces dix-huit années de vie libre, de mœurs douces, de travail prospère et de progrès pacifiques; on se souviendra des hommes qui consacrèrent leur courage, leur talent et leur vie à faire à la France ces courtes années de bonheur; on se souviendra surtout de cette famille royale si vaillante et si patriotique dans ses jeunes princes, si charitable, si vertueuse, si pieuse dans ses princesses; on se souviendra aussi de celui que, dans

cette noble famille, on nommait le *père*, de ce roi tant de fois sacré par les balles des régicides, qui furent les éclaireurs de la révolution de février.

Pour ceux qui ont le droit de s'appeler légitimistes, je ne sais aujourd'hui qu'une manière de justifier leur nom. Si ce parti représente un principe grand et vrai, c'est le principe de l'autorité et du respect. L'hérédité monarchique n'en est qu'une conséquence. Le droit divin, le droit national que l'on invoque ne sont que des argumens variables avec les temps, par lesquels on s'efforce de rajuster la conséquence au principe. L'hérédité est une garantie pour la perpétuité et la majesté du pouvoir. Je crains que, par une fausse position trop long-temps prolongée, les légitimistes n'inclinent trop encore à sacrifier le but aux moyens, la force et l'honneur du pouvoir à la question héréditaire. Il y a des époques de troubles dans l'histoire des peuples monarchiques où la transmission héréditaire s'interrompt, où, dans la confusion universelle, le droit du plus brave et du plus digne fonde des légitimités nouvelles. Il est permis de croire, je présume, que l'époque où nous sommes, où, dans le cours de la vie d'un homme, on a vu la France changer dix ou douze fois de gouvernement, est un de ces temps. Or, durant ces crises, le premier devoir des défenseurs du principe d'autorité, des vrais légitimistes, est de penser plus au dieu qu'au prêtre, et de défendre l'autorité dans l'homme qui la représente, tant que cet homme ne la laisse pas s'avilir dans ses mains. Mais faire au pouvoir existant une opposition impatiente, inconsidérée, systématique; contribuer à dégrader l'autorité, en combattant à l'étourdie ses dépositaires, en incriminant leurs actes sans en connaître les motifs et avant d'en avoir pu apercevoir la portée; se livrer contre le pouvoir à ces attaques quotidiennes d'épilepsie qui constituent malheureusement ce qu'on appelle, chez nous, la liberté de discussion et la liberté de la presse, — quand on agit ainsi, on a beau se parer d'un nom historique, on a beau se donner comme un disciple de M. de Chateaubriand, parce qu'on écrit comme M. d'Arlincourt, — quand on agit ainsi, on n'est pas légitimiste, on est révolutionnaire.

Je regrette que ces réflexions, en m'entraînant un peu loin de *Léonie Vermont*, m'aient empêché de rendre justice au talent que révèle ce livre et aux intentions généreuses qu'il manifeste. Je ne voudrais pas pourtant que l'on attribuât à ce roman toutes les fausses tendances légitimistes contre lesquelles je me suis élevé. Ce qui domine plutôt dans *Léonie Vermont*, c'est, sous une forme chaleureuse et élégante, la meilleure partie de l'esprit légitimiste, celle que j'ai signalée tout à l'heure : un sentiment religieux élevé, une sollicitude éclairée et sincère pour les classes pauvres.

EUGÈNE FORCADE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 septembre 1849.

La raison politique et l'histoire veulent toutes deux que le chef suprême de l'église catholique soit en même temps un souverain temporel. C'est une indispensable garantie pour les intérêts spirituels, dont il est l'arbitre, de lui savoir une place indépendante parmi les princes de la terre. Il ne suffit pas que le pape soit indépendant vis-à-vis du dehors, il faut encore qu'il le soit chez lui : le pape ne peut être ni sous la main d'une puissance extérieure, ni sous la pression d'une majorité parlementaire. Le pape, sans un état qui soit à lui, n'est plus qu'un préfet ecclésiastique au service de la puissance chez laquelle il résidera; le pape, obligé de capituler avec les directions d'un premier ministre, de subir un cabinet ou de jouer aux coups d'état, le pape n'est plus qu'un roi constitutionnel avec les chances de l'emploi. Voilà le point de départ de tous nos jugemens dans l'affaire de Rome, et ce *credo* nous semble assez orthodoxe pour ne permettre à personne de supposer, ou que nous veuillions camper à perpétuité sur le patrimoine de saint Pierre, ou que nous engagions Pie IX à reprendre la constituante de M. Mazzini. Nous lui demandons, au contraire, de venir régner chez lui en toute liberté pour donner à nos soldats le droit de s'en retourner chez eux; mais nous lui demandons aussi de renoncer, dans sa prudence et dans sa charité, au regrettable avantage qu'il trouverait à nous mettre en trop mauvaise position, et nous le supplions de n'être point trop habile avec des gens qui le sont si peu.

La situation ne laisse pas, en effet, d'être bien singulière. La république française est devenue par substitution la fille aînée de l'église, et elle a rempli les devoirs que lui imposait ce titre héréditaire avec un zèle que la monarchie aurait peut-être calculé davantage. Son argent et son sang, elle n'a rien ménagé. La démagogie européenne avait chassé le pape de la ville éternelle. La France y est rentrée d'assaut; le pape ne l'a point avertie qu'elle pût ainsi lui

déplaire, et il n'a pas défendu à nos généraux de lui présenter les clés de sa capitale. Était-ce donc pour n'y point entrer, ou pour y entrer en autre compagnie que la nôtre? Il semble maintenant que Pie IX fuie nos baïonnettes protectrices avec autant de répugnance que le poignard des assassins de M. Rossi, et peu s'en faut que nous n'ayons l'air de le violenter en le rétablissant sur son siége. Il se dérobe à nos poursuites les plus respectueuses et les déconcerte par ses froideurs; il s'éloigne quand nous le conjurons de se rapprocher. Il était à Gaëte, il va se réfugier à Portici; de là peut-être ira-t-il à Lorette ou bien même à Bologne, chez les Autrichiens; on ne sait encore là-dessus rien de très positif, rien du moins, si ce n'est qu'il ne viendra point à Rome, parce que nous y sommes. La belle avance à présent que nous y soyions! Oui, sans doute, cette ironie ne serait pas mal placée dans la bouche des ennemis déclarés de l'expédition; mais convenait-il au pape de leur en donner le sujet?

D'où viennent donc ces cruels dissentimens qui tiennent en échec le repos de l'Europe, et retardent une pacification si désirée après tant de secousses? C'est toujours un mauvais procédé de demander aux gens qui ont déjà fait beaucoup pour vous plus encore qu'il ne leur appartient de faire, et principalement quand il est bien clair qu'ils ont été tout d'un coup jusqu'aux dernières limites du possible dans les conditions où ils étaient eux-mêmes placés. Pie IX devrait avoir appris, par son expérience personnelle, ce qu'il y a de dur et de peu équitable dans les exigences croissantes des opinions ou des passions une fois éveillées par des encouragemens trop complets. Un pape peut bien aimer la popularité; il peut savourer les acclamations qui montent de la rue jusqu'aux balcons du Vatican, et ne pas dédaigner une promenade triomphale au Corso, fût-ce même sous l'égide de Ciceruacchio; il peut, dans un noble accès de patriotisme, souffrir assez volontiers qu'on crie tout à la fois, en face de l'Autriche, et *vive le pape!* et *dehors les barbares!* Il peut même, par une sincère passion pour les libertés modernes, commencer et précipiter des réformes nécessaires. Tout cela ne justifie pas les partis extrêmes qui croient pouvoir compter sur lui comme sur un héraut de révolution, comme sur un tribun d'avant-garde. Vouloir que le souverain pontife prêchât une croisade italienne contre des catholiques parce qu'ils étaient étrangers, vouloir qu'il se dépossédât de son autorité traditionnelle et cessât d'être un prince par la grace de Dieu, c'était méconnaître sans pitié la nature de son gouvernement, et tirer parti de ses premiers bienfaits pour l'attaquer dans ses dernières réserves. Voilà comment on est passé, vis-à-vis de Pie IX, de la reconnaissance à l'ingratitude. On ne s'est pas résigné à comprendre qu'avec la meilleure intention du monde d'être agréable à son peuple, il ne pouvait pas cesser d'être lui-même et démentir par ses actes l'éternel caractère imprimé sur la tiare.

La France aussi porte un caractère qui est à elle et point à d'autres, qui lui vient du génie, du courage, de la gloire de ses enfans, de la consécration des siècles. Elle a jusque parmi ses écarts, jusqu'au fond de ses abaissemens, un rôle marqué dans le monde, un rôle dont elle ne saurait se départir sans y être aussitôt ramenée par la force des événemens. La France ne peut pas se mettre à la place de l'Autriche, pas plus que l'Autriche ne peut se mettre à la sienne. Il est donc excessif de lui imposer de trop fortes contradictions avec elle-même, et ce n'est pas d'un grand cœur, comme est celui de Pie IX, d'oublier tout le

dévouement qu'on lui a montré pour ne chercher qu'à profiter des embarras que ce dévouement même a créés.

Nous prions qu'on nous pardonne de le dire, le pape se comporte un peu avec nous comme les radicaux italiens se sont comportés avec lui : il ne paraît plus nous savoir gré des services que nous lui avons rendus, parce que nous ne sommes pas précisément à sa disposition pour l'obliger en d'autres points où il ne saurait nous convenir de l'aider. De ce que nous avons enlevé Rome à la démagogie, on en conclut trop vite, autour du saint-père, que c'est notre devoir de la livrer derechef à l'absolutisme théocratique, et l'on nous boude parce que nous ne nous accommodons point d'un retour en arrière auquel il n'est pas sûr que l'Autriche elle-même, dont nous parlions, voulût donner les mains. C'est donc là bien réellement l'histoire de Pie IX, mais à l'envers : de ce qu'il avait évoqué la liberté, on en a conclu qu'il était obligé de patroner la licence. Il a compris qu'il était temps de prouver aujourd'hui qu'on s'était trompé, et il le prouve de reste. Nous sommes bien obligés de l'avertir aussi qu'à son tour il a trop compté sur nous, comme on avait trop compté sur lui.

Notre *credo* nous met à l'aise. Encore une fois, nous n'aurions pas le moindre goût à voir le pape entouré du voile très peu mystique des fictions constitutionnelles, et nous ne croyons pas que les Romains aient une fureur innée pour les délices du mécanisme parlementaire; mais les Romains, et nous entendons par là les honnêtes gens de Rome, les Romains ne peuvent se résigner à la pensée de retomber sous l'empire des abus qui avaient signalé l'ancienne administration cléricale aux justes réformes de Pie IX lui-même. Nous ne croyons pas qu'ils aient tort dans leur désespoir, et ce serait, selon nous, une faute grave de les y abandonner. La politique de la France est tout entière avec eux sur ce point-là; depuis des années, la France n'a pas tenu d'autre langage au saint-siége, et les puissances catholiques se sont unies à son influence pour la seconder. La sécularisation raisonnable de l'administration, l'intervention progressive des corps élus dans les affaires des communes, des provinces et de l'état, une assemblée consultative à défaut d'assemblée souveraine, tous ces changemens qui feraient aujourd'hui la joie de l'Italie et la tranquillité de l'Europe, si on les avait réalisés pour prix de notre récente victoire, étaient déjà indiqués dans le memorandum du 21 mai 1831. C'était encore le sens de notre direction en 1847, nous ne voulions ni plus ni moins, et ce n'était pas nous alors qui pressions le pape; c'était, s'il nous en souvient, le pape qui nous accusait de lenteur. Aujourd'hui, les triumvirs rouges, qui usent si malheureusement à Rome de la procuration dont ils ont été investis à Gaëte, peuplent le gouvernement de prélats, de prêtres et de moines; légations, magistratures et ministères sont livrés aux mains qui les occupaient sous Grégoire XVI. Les prisons se remplissent d'honorables suspects; les livres de Rosmini et de Gioberti sont mis à l'index comme par une affectation de bravade. La réaction la plus aveugle poursuit et efface, quoi? — les traces de la démagogie mazzinienne? — non, les souvenirs des temps les plus prospères et des essais les plus justement applaudis de Pie IX. Pie IX s'abdique lui-même devant son entourage de Gaëte et de Naples, devant les conseils de l'absolutisme, autant qu'il se serait abdiqué, s'il eût fléchi dans Rome devant les émeutes radicales.

Il y a d'étranges illusions d'optique dans les aperçus de la faveur populaire.

Ce doux et mobile pontife a pourtant passé dans l'opinion fugitive de nos dernières années pour un sage intrépide, pour une ame vigoureuse et constante! Dieu nous garde d'effleurer encore d'une atteinte indiscrète un cœur déjà si blessé; mais nous ne pouvons pas nous dissimuler qu'après avoir contribué beaucoup au déchaînement révolutionnaire par les avances peut-être trop caressantes qu'il faisait à la popularité, Pie IX risque aujourd'hui de contribuer à précipiter l'Europe dans des collisions encore plus graves par la passion avec laquelle il se rend impopulaire. Le saint-père n'est, comme nous tous, qu'un homme de ce temps-ci, trop sujet aux impressions exagérées des idées incomplètes, trop accessible à ces mouvemens des choses extérieures qui compriment ou qui surexcitent la faiblesse de nos caractères. Sur cette figure presque effacée, dans ce vague sourire, dans ces yeux à demi clos, dans cet air de béatitude facile, ne cherchez pas les traits énergiques des Grégoire et des Alexandre. Combien de fois ne lui est-il pas arrivé, aux heures ardentes de son pontificat, de trembler le lendemain du grand pas dont il s'était enorgueilli la veille! Combien de fois, par exemple, M. Rossi, qu'il n'écoutait point assez dans ses accès d'enthousiasme, a-t-il été obligé de le reconforter dans ses découragemens! L'homme est ainsi fait chez Pie IX, le pape n'y peut rien, et la sincérité de sa conscience ajoute encore au trouble de sa conduite. Livré maintenant tout entier au parti grégorien, qu'il avait repoussé dès son avénement, dominé par l'esprit d'autorité absolue qui règne à Naples, Pie IX semble prendre à tâche de se fermer d'avance toutes les portes par où il pourrait revenir à ses premiers erremens, et nous lui sommes suspects rien que pour les lui rappeler.

La France doit-elle cependant rester l'arme au bras en face de cette politique obstinée à contrarier la sienne? La France, présente à Rome dans la personne de ses soldats, n'a-t-elle pas quelque droit de se sentir blessée du mépris qu'on professe pour ses vœux les plus naturels? Peut-elle se figurer qu'elle est allée à Rome pour y restaurer le régime de Grégoire XVI? Les décorations et les honneurs dont les triumvirs pontificaux et le roi de Naples ont comblé le général Oudinot ne suffisaient pas pour nous convaincre que son expédition eût ce but-là : la lettre à la fois trop particulière et trop publique du 18 août a surabondamment prouvé qu'elle en avait un autre. Cette lettre, pour parler franchement, a provoqué des colères et des sympathies dont nous ne partageons l'excès en aucun sens.

Nos soldats étaient mal logés, nos officiers médiocrement traités par les nouveaux triumvirs; notre armée ne recevait qu'un très mince tribut de reconnaissance dans les proclamations officielles; les négociations diplomatiques traînaient en longueur, et il faut avouer que le sang-froid et la force d'inertie qu'on nous opposait pouvaient bien aisément venir à bout de nos impatiences, de nos reviremens, des chassés-croisés de nos ambassadeurs. Bref, on gouvernait à Rome devant nous, sans nous et contre nous. M. le président de la république a deux vertus très réelles : la première, de s'identifier de tout cœur à la France et de se croire sûr qu'elle pense souvent comme lui; la seconde, de se plaire aux initiatives personnelles et d'enlever les positions sans crier gare. Comme ces deux vertus ont fini par lui réussir assez bien, il a souvent l'envie d'en user encore, et, quand l'occasion s'en présente, il a bientôt passé par-dessus les bagatelles. La lettre qu'il écrivit naguère pour encourager l'armée française sous

les murs de Rome, après l'échec du 30 avril, avait été d'un effet très heureux; il a voulu, cette fois, encourager, non plus les soldats, mais les diplomates. Le tort qu'il a eu, ç'a été de s'y prendre avec les uns comme avec les autres. On n'est pas obligé d'être le vainqueur de Lodi pour dire aux gens : Battez-vous bien; mais il est plus délicat de prendre trop vite le ton du négociateur de Campo-Formio. Nous reconnaissons le juste ascendant, l'utile emploi des souvenirs héréditaires; le tout est de les placer à propos.

Sérieusement, on ne saurait disconvenir que la lettre du président n'ait répondu à un premier mouvement de la pensée publique. Non, nous ne pouvons pas vouloir ce que nous n'avons voulu à aucune époque depuis dix-huit ans : nous avons poursuivi jusqu'à Rome le radicalisme qui nous menaçait hier chez nous; ce n'est pas pour y relever l'absolutisme qui s'installerait demain sur nos frontières. Tout le monde sent cela en France d'une manière plus ou moins vive, et la vivacité même du petit message présidentiel flattait assez agréablement une disposition très générale. Nous en demandons bien pardon aux zélés ultramontains, la détresse du pape qui nous touchait beaucoup nous était cependant peut-être moins sensible que le triomphe de la démagogie romaine : de même la restauration du pape ne nous éblouit pas au point de nous fermer les yeux sur les inconvéniens qu'une administration trop justement décriée ramènerait avec lui. Les triumvirs de la vieille Italie ne nous agréent pas plus que ceux de la jeune. Est-ce à dire qu'il faille tout de suite enfermer le saint-père dans le cercle impérieux de la lettre du 18 août et *résumer* pour lui son gouvernement dans une note confidentielle adressée tout exprès à l'indiscrétion d'un colonel d'état-major? Ce serait beaucoup hasarder que de trouver là un excellent procédé de conciliation; c'est de la diplomatie éperonnée et qui lève un peu trop la cravache. Le successeur du général Oudinot, le général Rostolan, avait à porter le poids de la difficulté qu'on ajoutait si bravement à tant d'autres dans la louable pensée de les écarter toutes en un tour de main. Le général en était, depuis quelque temps, à compter les visites avec les triumvirs; il a vu qu'elles allaient du coup devenir ou plus rares encore ou plus fâcheuses : il a demandé qu'on lui épargnât le reste et qu'on le rappelât. Il semble cependant, d'après les plus récentes nouvelles, que cet accident n'a pas eu et n'aura pas au dehors les suites fâcheuses qu'il était de nature à provoquer. Une mise en demeure aussi directe pouvait offenser assez péniblement le gouvernement pontifical pour interrompre tout-à-fait des relations déjà malaisées; il aurait au contraire été décidé, dans un dernier conseil de cardinaux à Gaëte, que le caractère officieux de cette lettre serait tenu pour une raison suffisante de ne la point relever comme un grief. Nous ne voyons pas de mal à ce que les choses s'arrangent de la sorte, et des concessions émanées du bon vouloir de Pie IX auront toujours meilleur air que si l'on prétendait les lui arracher. Telle n'a jamais été nous en sommes sûrs, l'intention du président de la république; il n'aurait point écrit de manière à ce qu'on eût pu seulement la lui prêter, si la politique romaine n'avait trompé trop d'espérances. Dépouillé de son importance officielle, ce document aura donc toujours été là-bas un avertissement utile; mais il ne faudrait pas que, pour en donner de pareils, le chef de l'état se familiarisât ainsi trop souvent avec la publicité : il finirait par y perdre, même en commençant par y gagner.

Nous ne voulons pas entrer bien longuement dans le débat constitutionnel

qui s'est élevé ici à l'occasion de cette même lettre. Il est des républicains qui ne trouvent pas inconséquent d'appliquer à la république tout le rituel de la monarchie. Puisque le président est responsable, il agit comme il l'entend; puisque les ministres ont aussi leur responsabilité, ils se défendent comme ils peuvent. Le président n'a pas à les consulter quand il lui plaît d'aller de son chef; ils sont bien libres de le contredire quand il ne leur plaît ni de le suivre ni de faire contre fortune bon cœur. Que tout cet ordre soit la perfection de la perfection, nous ne le soutiendrons pas; nous ne savons qu'une chose: ainsi le veut la constitution de 1848! et cela suffit à notre impartialité pour ne point accuser mal à propos les hauts fonctionnaires qui la pratiquent si complétement. Il est seulement une observation que nous ne pouvons nous empêcher de présenter. La constitution de 1848 n'a pas interdit plus qu'une autre aux membres du cabinet de se mettre d'accord à huis-clos; nous regrettons qu'ils ne profitent pas de la permission. Il va sans dire qu'on ne peut point toujours s'entendre avec ses collègues, mais est-il bien à propos de se le déclarer dans le *Moniteur* avec une réciprocité si exacte? Chacun couvre ainsi son honneur devant sa coterie, mais il découvre son parti tout entier, le grand parti de l'ordre, devant l'ennemi commun.

Pendant que Paris était préoccupé de ces questions intimes, la province tenait publiquement ses nouvelles assises politiques. Tel est en effet le caractère que les circonstances devaient presque inévitablement imprimer aux délibérations des conseils-généraux, les circonstances, disons-nous, beaucoup plus encore que les tendances très marquées ou très universelles des honorables représentans de la pensée départementale. Ce n'étaient certes pas les encouragemens qui leur avaient manqué pour s'ériger, chacun chez soi, en constituans au petit pied. Ce temps-ci est tout-à-fait propice aux esprits à outrance. Comme il ne reste guère de règle très évidente en matière de conduite, puisque les conduites les plus extraordinaires n'en aboutissent quelquefois pas plus mal, il paraît presque aussi sage de suivre sa passion que d'appliquer une règle. Puis, comme personne ne saurait prévoir même à peu près ce que sera le lendemain, l'on est fort à son aise pour ne s'en point occuper du tout, et l'on pousse sa pointe au jour le jour, sans se soucier des embarras qu'on peut se créer dans l'avenir, du moment où l'on a réussi à s'arranger une satisfaction dans le présent. Il est donc des gens qui, à force de s'irriter contre les brusques mouvemens de la capitale et de chercher à sa prépondérance révolutionnaire des contrepoids modérateurs, n'avaient rien trouvé de mieux que de provoquer un retour offensif des provinces sur Paris et de soulever partout l'agitation qu'ils détestaient là. Le motif était d'ailleurs bien choisi, et le grief au nom duquel on conviait les départemens à cette levée de boucliers est un grief très sérieux. La France jouit d'une constitution en beaucoup d'articles qui ne lui plaisent pas tous; mais il en est un en revanche qui lui plaît infiniment: c'est celui par lequel la constitution déclare elle-même qu'on la pourra changer. Cet article a fait des fanatiques, et nous le concevons bien. Révisons tout de suite, puisque nous devons à la fin réviser, et puisque nous ne sommes pas encore à notre goût, pourquoi tarder davantage à nous y mettre? Voilà des argumens qui ont de la valeur, et nous avouons que pour notre part ils nous touchent.

Le moyen seulement de les imposer? Là-dessus nous tirons le chapeau à notre souverain maître le hasard, confessant humblement que c'est là sa be-

sogne et non la nôtre, ni celle peut-être de personne; mais de ce que nous ne voyons pas de moyens très directs d'arriver au but, ce n'est pas une raison pour nous déterminer à prendre des moyens très dangereux. Induire les conseils-généraux à solliciter en commun la révision immédiate de la constitution, ce n'était pas seulement endommager le pacte de 1848, que nous n'avons pas mission de protéger d'une façon particulière : c'était ébranler tout l'ancien état de notre pays tel que l'ont, à la longue, édifié les siècles; c'était compromettre le génie unitaire de la France, qui est la France même. Nous qui ne sommes pas encore d'humeur à en appeler au fédéralisme pour nous venger des abus qu'on a faits de l'unité, nous avons été heureux de reconnaître que la province ne s'était pas très vivement pressée d'entrer dans la sphère où on l'appelait. Les habitudes de centralisation et d'unité se sont pour ainsi dire incorporées à la France; elles y sont devenues un fond naturel dont on ne se départ plus volontiers.

La province, il est vrai, ne voit guère dans la constitution de 1848 qu'un cadeau de Paris, et c'est une raison de moins d'y tenir. Vainement la charte républicaine a été sanctionnée par une assemblée nationale; il paraît toujours à la province qu'on avait bâclé trop de besogne avant l'assemblée même, et que celle-ci a trouvé quelque chose tout fait qu'elle n'aurait sans doute point mis dans la constitution, si on l'eût consultée à temps. Ce quelque chose est la république, telle du moins que l'ont inventée nos démocrates, la république avec un président non rééligible au bout de ses trois années, la république de l'agitation perpétuelle. La seule façon dont les coqs de la démocratie défendent de toucher à cela suffirait pour donner l'envie de le défaire, et c'est à quoi l'on a tout bonnement exhorté les conseils-généraux. Ceux-ci néanmoins ont compris qu'ils pénétreraient ainsi dans un domaine étranger à leur mission, et l'immense majorité s'est arrêtée bien en-deçà de la limite permise. Ils n'ont pas voulu faire acte de législateurs; ils n'ont pas cru, comme M. Laennec, le président du conseil-général de la Loire-Inférieure, que les questions les plus générales comme les plus particulières rentrassent dans leur compétence; ils sont restés en dehors de la grosse question politique enfermée dans le vœu d'une révision immédiate de la constitution, parce que cette question ainsi posée à tous les coins de la France, au lieu d'être débattue dans une grande et unique assemblée, n'était plus qu'un appel à toutes les passions de localités.

Le conseil-général de la Gironde a cependant persisté à exprimer le souhait que l'assemblée nationale donnât plus de stabilité au pouvoir exécutif en lui donnant plus de durée. Il a même repoussé un amendement qui ajournait expressément la réalisation de son vœu « à l'époque légale de la révision; » il a donc implicitement voté la révision immédiate. Mais il y a là plutôt une fantaisie d'indépendance girondine qu'un acte politique capable d'un grand contre-coup. Ces mêmes conservateurs qui soupirent avec cette énergie aventureuse après la révision de la constitution républicaine combattent aussi violemment que les plus chauds républicains le rétablissement de l'impôt sur les boissons. Bordeaux assurément gagnerait à la suppression des droits, mais Bordeaux oublie toujours qu'il n'est pas toute la France, et il a trop de penchans à se gouverner pour lui seul. Voyez déjà comme chacun tirerait à soi, sans souci du reste, dès l'instant où ces comices départementaux influeraient davantage non-seulement sur leurs propres affaires, ce qui est désirable, mais sur les affaires générales du pays! Laissons donc la politique à sa place. La discussion du con-

seil-général de l'Aube, au sujet de cette même révision, nous a plus satisfaits, et pour n'être pas véhémente, comme celle de M. Denjoy, l'argumentation de M. Casimir Périer n'en était pas moins d'un homme politique. La proposition de M. Périer, à l'inverse de celle qu'on a votée dans la Gironde, tenait scrupuleusement compte du délai marqué par l'article 3 de la constitution comme époque où l'on pourrait la changer. Ce n'était plus ainsi qu'un vœu à distance, une sorte de témoignage d'un état moral du pays, et non pas un commandement impérieux qu'il fallût au plus vite exécuter. M. de Boissy a été battu dans le Cher sur le même terrain où M. Denjoy l'avait emporté dans la Gironde : il a reconnu qu'il n'avait pas l'habitude des plaidoyers heureux.

Le gouvernement avait lui-même appelé les conseils-généraux à dire leur avis sur les questions maintenant ouvertes d'organisation départementale; il est remarquable que la décentralisation n'a été prêchée à ce propos qu'en termes très mesurés. Dans plusieurs endroits, on a renouvelé le vœu tout-à-fait patriotique que les conseils eussent à se réunir spontanément le jour où, par malheur, l'assemblée nationale serait violée. Les départemens prenant alors l'administration d'eux-mêmes, ce serait au moins une chance d'éviter les commissaires extraordinaires, et nous ne tenons pas du tout à la centralisation qui les leur enverrait. Ce ne sont pas là des bienfaits qui puissent la rendre chère. Les conseils-généraux se sont également préoccupés des difficultés de la situation financière qui les touche de près par l'assiette de l'impôt. On s'est prononcé en masse contre l'*income-tax*, et les impôts abolis, ceux qui portaient sur les boissons, sur le sel et sur l'échange des lettres, ceux qu'on avait déclarés si impopulaires, ont été presque partout redemandés. Le Loiret et le Cher, départemens vinicoles, se sont même particulièrement signalés en sollicitant le rétablissement de l'impôt sur les boissons; il eût été chimérique d'attendre la même abnégation ou la même clairvoyance de la masse des pays vignobles. Il s'agit de savoir si la France fera banqueroute pour l'amour des vignerons. Les intérêts moraux n'ont pas soulevé moins de débats que les intérêts matériels. La multiplication désastreuse des enfans trouvés a inspiré de tristes observations sur l'état des campagnes. Les difficultés qui se rattachent à l'instruction primaire ont été envisagées de tous les points de vue, et quant à la question universitaire en particulier, M. Bignon l'a sagement défendue à Nantes contre cet intrépide marquis de Regnon, qui veut la liberté d'enseigner pour tout le monde, excepté pour l'état. C'est ce qu'on appelait « la liberté comme en Belgique, » du temps où l'on n'avait pas de plus violentes distractions.

Les quelques montagnards que les dernières élections ont laissés dans les conseils-généraux se seraient crus coupables de ne point avertir le pays qu'ils étaient encore là pour lui rendre leurs services. Ils se sont, comme toujours, distingués par l'à-propos de leur éloquence. Le citoyen Marc Dufraisse s'est opposé à ce que le conseil-général de la Dordogne s'associât à la souscription ouverte pour élever une statue au maréchal Bugeaud; sa raison était précieuse : il pensait plus sage d'économiser les frais du monument, parce qu'on pourrait un jour le renverser, puisqu'on avait bien pu précipiter Marat du Panthéon dans un égout. Quelquefois cette faconde montagnarde opère à deux, et l'orateur ne va pas sans le souffleur. « Nous autres démocrates, s'écrie un conseiller du Lot, nous ne sommes pas des... des... » et sa mémoire s'embarrasse entre les qualités négatives qui peuvent parer un démocrate du Quercy. « Des Cosaques, »

souffle le voisin à demi-voix. — « Comment que tu dis, mon ami? » reprend naïvement l'orateur, et l'auditoire de rire. On rit beaucoup du fatras déclamatoire de ces pompeuses nullités qui sont heureusement devenues plus rares à la tribune du palais législatif, mais qui s'en dédommagent à l'ombre du clocher. Un émule de M. Deville, M. Duffaur, propose l'impôt progressif au conseil des Hautes-Pyrénées; il cite à l'appui Jean-Jacques Rousseau. C'est sans doute un homme qui a eu de la littérature; il écorche un peu la citation; on rit dans le public, car les débats ont maintenant leur public aussi nombreux qu'il en peut tenir. « Vous riez de Jean-Jacques, s'écrie M. Duffaur, eh bien! du fond de sa tombe, Jean-Jacques vous nargue et rit de vous. » Ce qui malheureusement prête moins à rire, c'est lorsqu'on rencontre ces arriérés de comptes, ces reliquats fâcheux que les premiers administrateurs de la république ont laissés derrière eux dans les départemens comme dans les ministères. Il y a eu de ces incidens à Rouen, à Angers et surtout dans le Puy-de-Dôme. M. Charras avouait bien que c'était mal de payer les bulletins électoraux d'un candidat avec les fonds du département, mais il a eu l'air de croire que c'était une revanche permise des mauvais tours de la monarchie. Voilà une conscience rigide!

La majorité était d'ailleurs évidemment acquise partout à l'opinion modérée; c'est dans cette opinion qu'ont été choisis les présidens des conseils, même au sein des départemens où les doctrines démagogiques avaient pris le plus d'empire, comme l'ont prouvé les élections du 13 mai. Cette ferme et sage disposition des conseils-généraux s'est produite notamment dans des félicitations solennelles adressées au président de la république. Beaucoup de départemens ont voulu reconnaître ainsi les services réels rendus à la cause de l'ordre et de la société par la bonne attitude, par la prudence ordinaire du premier magistrat que le hasard et la constitution ont élevé au sommet de l'état. Nous approuvons ces remerciemens très mérités, et nous croyons que les excursions du président sur nos nouvelles lignes de fer sont pour lui d'excellentes occasions de se communiquer et d'apprendre. Il est essentiel qu'il apprenne au contact de toutes ces populations diverses le profond besoin de paix et d'union qu'elles ressentent; les paroles qu'il est appelé à prononcer dans ces rencontres sont faites d'autre part pour rassurer bien des inquiétudes. Cette campagne en chemin de fer aura été utile à tout le monde; mais nous ne sommes pas fâchés, après tout, qu'elle soit finie : il y a toujours quelque risque à subir tant de discours, et il était temps d'ailleurs que M. Lacrosse se reposât de ses cavalcades.

A côté de la grande affaire d'Italie, qui est le nœud principal de toutes les complications étrangères, l'Europe poursuit le travail de reconstruction qui lui a été légué par l'année 1848. Ce travail n'est pas l'œuvre d'un jour, et l'on conçoit que l'on hésite beaucoup avant de jeter des fondemens quelconques, lorsqu'on a vu tous les fondemens de l'ancien ordre si vite emportés par l'orage. Faut-il donc remonter plus haut encore dans le passé qu'on ne l'avait fait aux congrès pacificateurs de 1815 et de 1820 pour emprunter au vieux monde des bases plus solides que celle du nouveau? Ou faut-il, au contraire, fouler aux pieds les restes de ces institutions antiques et bâtir à neuf un empire sans antécédens? Singulier contraste! ces deux procédés sont aujourd'hui les fantaisies systématiques et favorites des deux grandes cours allemandes. Chacune a le sien, et ni l'une ni l'autre n'a bien choisi. C'est l'Autriche qui se jette dans les nouveautés artificielles, quand les pays qu'elle veut gouverner

sont avant tout des pays de traditions; c'est la Prusse ou plutôt c'est Potsdam qui inclinerait à ressusciter des traditions perdues chez un peuple possédé par l'esprit critique. Contre le double danger de ces tendances excessives, il faudrait seulement laisser parler la liberté, mais la liberté n'est plus consultée en Autriche, et elle se modère si fort en Prusse pour ne pas ressembler à la licence, qu'il lui est difficile de s'opposer vivement à rien.

L'Autriche commence donc à sentir les embarras de la charte d'Olmütz. Nous avons dit bien des fois la pensée de cette charte. Au lieu de ces couronnes particulières de Hongrie, de Bohême, de Croatie, de Gallicie, etc., il n'y a plus qu'une couronne unique, le diadème impérial d'Autriche, porté par un prince qui n'est plus le souverain féodal de sujets indépendans les uns des autres, mais le chef d'une grande administration dans laquelle ils sont tous fondus, le premier employé d'une vaste hiérarchie bureaucratique qui les couvre tous de son réseau, sans distinction de langue ni de race. Voilà le présent qu'on a fait aux Slaves, si jaloux de leurs origines, aussitôt après qu'on les a eu chassés de la diète de Kremsier. Le présent ne s'accepte point sans résistance. Le conseil national des Croates, qui délibère dans Agram, a rompu ouvertement avec le ban Jellachich, qui lui impose de force la constitution autrichienne, et l'on prévoit déjà qu'il pourrait être nécessaire de recourir à l'état de siége. Faudrait-il donc maintenant tourner contre les Croates les Russes à peine victorieux des Hongrois? Et que deviendra l'empire, si ces continuels mouvemens intérieurs ne permettent point de renoncer à prendre au dehors des alliés si redoutables? L'empereur Nicolas et M. de Nesselrode ne ménagent pas, il est vrai, les protestations pacifiques, et tiennent à convaincre l'Europe de la modération de leur triomphe; mais la grande amitié que les Russes étalent maintenant pour les Hongrois, le peu de cas qu'ils affectent de faire des Autrichiens, les rendent trop suspects à la cour de Vienne pour que l'Europe puisse être aussi tranquille que le demande leur diplomatie. Il est à regretter que cette même constitution d'Olmütz qui a forcé l'Autriche à s'appuyer sur eux l'empêche peut-être de se joindre assez solidement à l'Allemagne pour leur résister de concert avec elle.

D'après des bruits que nous ne voulons pas accueillir et que nous ne faisons qu'indiquer, l'Autriche, au contraire, se serait définitivement réunie à la Prusse, mais pour revenir en commun aux anciens erremens absolutistes. Ce ne serait point là une véritable alliance allemande, ce ne serait qu'un pacte russe. On prétend que la coterie de M. de Gerlach aurait déterminé ce triste retour vers un passé impossible, et qu'elle s'apprêterait à refaire de son mieux une Prusse piétiste et féodale par-dessus une Allemagne esclave. L'archiduc Jean ne serait revenu à Francfort avec son ministère *in partibus* que pour assister au dénouement misérable du pauvre drame de la révolution allemande. Nous ne voulons pas croire à ces rumeurs. Nous savons tout l'ascendant que les dernières commotions ont rendu aux anciens amis de Frédéric-Guillaume, nous comprenons qu'ils songent à profiter de la chute de la Hongrie pour frapper la liberté constitutionnelle avec la démagogie révolutionnaire. Les voyages et les entrevues des princes allemands peuvent prêter à toutes les suppositions. Nous persistons cependant à penser que le parlement prussien, qui s'est accommodé dans un esprit si politique du ministère de M. de Brandenbourg, réunit en lui assez de force et de sagesse pour écarter l'idée d'une contre-révolution trop violente.

— Malgré sa récente crise ministérielle, dont on a du reste exagéré l'importance, l'Espagne continue ses réformes administratives et financières. « Le cabinet, nous écrit-on de Madrid, est définitivement reconstitué ; M. Bravo Murillo a échangé le portefeuille des travaux publics, instruction et commerce, contre celui des finances, et, chose singulière, cette nomination a été parfaitement accueillie, quoique M. Bravo Murillo ait été jusqu'ici tout-à-fait étranger à cette branche du service, et peut-être même à cause de cela. La raison en est simple : ce sont les routines bureaucratiques, ce sont les traditions perpétuées dans la direction des finances depuis Philippe V, qui ont introduit le désordre et la pénurie dans le trésor. On comprend que, pour extirper le mal, il faut un homme de bon sens, d'un caractère ferme et d'une grande capacité de travail. Or, M. Bravo Murillo réunit ces qualités à une connaissance assez étendue des ressources du pays et à une probité que ses ennemis mêmes se plaisent à reconnaître. Depuis son entrée au ministère des finances, M. Bravo Murillo travaille sans relâche au budget, qu'il se propose de porter aux cortès dès que les autres ministres lui auront fourni la part qui revient à chacun d'eux dans ce grand travail. Le grand but du nouveau ministre des finances est d'établir un parfait équilibre entre les recettes et les dépenses, afin de consacrer les premiers mois de l'année prochaine au règlement de la dette extérieure et à la fixation des sommes nécessaires pour payer les arrérages. Soyez persuadé que ce plan est sérieux et qu'il sera mis à exécution. Le conseil des ministres, qui se réunit chaque jour, s'occupe presque exclusivement des finances. Déjà on est d'accord sur la suppression d'un très grand nombre de fonctionnaires publics, qui surchargeaient inutilement le trésor, particulièrement dans les hautes administrations de la capitale. La réduction de l'armée est aussi décrétée, un grand nombre de compagnies seront renvoyées. Les hommes formeront une armée de réserve, sans solde, résidant dans leurs foyers et pouvant se consacrer à des travaux utiles. Ils se tiendront cependant prêts à reprendre les armes au premier besoin. Les officiers seront attachés à l'armée active, pour réorganiser les corps auxquels ils appartiennent, si le gouvernement juge convenable de les appeler.

« Malgré tout ce que vous lirez dans nos journaux, la retraite de M. Mon n'altère en rien l'union du parti conservateur et sa confiance dans le général Narvaez; ce qui le prouve, c'est la présence, dans le cabinet, de son beau-frère et *fidus Achates*, M. Pidal. De petites incompatibilités personnelles, des blessures qui ne devraient effleurer que très légèrement l'amour-propre, voilà les véritables causes de la démission de l'ancien ministre des finances. La majorité du corps législatif n'en reste pas moins compacte.

« Je vois dans vos journaux que la politique intérieure de notre cabinet n'est pas appréciée très exactement en France. On y paraît croire que le général Narvaez ne réussit à conserver la tranquillité publique qu'en persistant dans ce système de rigueur et de résistance à l'aide duquel il parvint naguère à vaincre la révolution. C'est une grave erreur que de porter un pareil jugement sur la situation de l'Espagne. La résistance n'est plus de mise là où il n'y a pas d'hostilité. Le gouvernement a cru qu'il pouvait sans danger rappeler tous les Espagnols au sein de leur patrie, et confier des emplois importans aux hommes de l'opposition. C'est ainsi que nous avons à présent à Madrid un grand nombre des plus chauds partisans du comte de Montémolin,

ses intimes amis, et qui pendant long-temps ont été attachés à son service personnel, ou employés dans les plus hauts grades de l'armée carliste; c'est ainsi que le général Chacon, ancien favori d'Espartero, vient d'être nommé capitaine général de Burgos, que le général Infante et M. Gonzalez, anciens ministres de l'ex-régent, ont été nommés conseillers royaux; c'est ainsi que le chef politique de Madrid permet aux progressistes de former des associations pour les prochaines élections municipales, et que celui de Séville, non content d'accorder la même permission aux démocrates de son département (qui sont de vrais républicains), a présidé la séance d'inauguration, en les engageant à parler sans contrainte et à faire usage de tous les moyens légaux en faveur de leurs candidats. Le fait est qu'on ne découvre pas dans toute l'étendue de la Péninsule le plus petit symptôme d'agitation.

« On nous dit que M. Henry Bulwer travaille, en Belgique, pour obtenir du roi Léopold sa médiation dans nos désagrémens avec l'Angleterre, posant comme condition *sine qua non* une satisfaction personnelle de la part de notre cabinet. Je puis vous assurer de la manière la plus positive qu'il n'obtiendra jamais ce résultat. Le repos parfait dont nous jouissons, et qui date précisément du jour du départ de M. Henry Bulwer, justifie suffisamment la résolution de nos ministres de refuser une déclaration aussi contraire à leur honneur qu'à leurs convictions les plus intimes. Nous nous trouvons trop bien de cette absence pour en renier les motifs. Si M. Henry Bulwer attend ce dénoûment pour se rendre aux États-Unis, le cabinet de Washington sera long-temps privé de sa présence.

« Le nouveau tarif, sur l'exécution duquel il a plu à messieurs les Anglais d'exciter et de répandre quelques doutes, va être mis en pratique d'ici à très peu de jours. Cette mesure a été suspendue dans une vue de conciliation à l'égard des manufacturiers de la Catalogne, ou, pour mieux dire, de Barcelone. C'est dans cette pensée que le marquis de la Romera est allé en mission dans cette ville, non pas, comme on l'a prétendu, pour étudier la question des tissus de coton, afin d'introduire quelques modifications dans la loi, mais pour faire comprendre aux fabricans que cette loi ne leur portait pas le moindre préjudice, aussi bien que pour éclairer le gouvernement sur les indemnités qu'il serait juste de leur accorder, si en effet ils devaient éprouver quelque perte. Or, M. de la Romera est revenu, et il a laissé les Catalans parfaitement tranquilles et satisfaits. Il est désormais démontré que l'industrie cotonnière de Barcelone n'a pas toute l'importance qu'on a bien voulu lui donner, et en voici une preuve bien frappante : toute la contribution industrielle de la province de Barcelone, la seule où les fabriques cotonnières existent, ne monte qu'à la somme insignifiante de 500,000 réaux. En supposant que l'industrie cotonnière y soit pour une moitié (ce qui est bien loin de la vérité), il en résulte une bien mince représentation du capital employé.

« Il est hors de doute que le gouvernement est décidé à changer de fond en comble son système économique, et que les doctrines du libre échange sont adoptées comme base de la législation inaugurée déjà par le nouveau tarif, et qui recevront un plus large développement dans la prochaine législature. C'est le parti conservateur qui est l'auteur de cette importante innovation, que les intérêts agricoles et commerciaux de l'Espagne demandent à grands cris. »

Revue des Théâtres.

Malgré ses belles promesses et ses largesses de 1848, la république n'est pas une mère fort tendre pour les théâtres. La triste situation qui a commencé pour eux avec la révolution de février n'a fait que s'empirer depuis quelques mois, et l'état n'en est pas moins resté sourd au cri de détresse qui, dernièrement encore, s'est élevé vers lui. Faut-il l'en blâmer, et y a-t-il donc lieu de tant s'étonner qu'on ne veuille pas renouveler en faveur des théâtres le régime des ateliers nationaux? Franchement, nous ne le pensons pas. On sait trop où mènent de pareils expédiens. Ce n'est pas que nous méconnaissions l'importance de l'art dramatique, ni ses titres à la sollicitude d'un grand pays. Bien loin de là; mais il faut se demander, avant de venir au secours de l'art dramatique, si l'art dramatique est bien réellement en cause dans cette affaire. Nous le disons à regret, ce qu'on appelle la crise des théâtres pourrait bien n'être au fond qu'une crise industrielle, et dès-lors pourquoi l'état interviendrait-il dans un domaine où rien ne remplace la libre action du public? Et même, si l'intervention de l'état pouvait être efficace, est-il donc bien nécessaire de conserver à si grands frais quelques débouchés factices aux tristes produits des faiseurs de mélodrames et de vaudevilles? Les théâtres oublient trop, en nous étalant leur misère, qu'ils donnent eux-mêmes complétement raison à l'indifférence du public.

Nous avons assisté à quelques représentations récentes du Théâtre-Français, et, quoi qu'en dise cette critique de camarades, qui a toujours un coin de journal en réserve pour fêter l'avénement des médiocrités, nous ne saurions prendre au sérieux ni ces essais de proverbes, où l'on ne saisit, à défaut d'inspiration, que de pâles réminiscences de Marivaux ou de M. de Musset, ni ce gros drame qu'on nous dit tiré d'une page de Juvénal, et qui nous arrive en droite ligne du *Caligula* de M. Dumas. En vérité, c'est s'y prendre d'une singulière façon pour ramener les spectateurs que de jeter de pareils enfantillages à travers les graves préoccupations de la société contemporaine. Dans une sphère inférieure, on a, du moins, mieux compris les nouvelles conditions de la scène, et on a cherché le succès dans quelques parodies de nos mœurs politiques. Aussi le succès n'a-t-il pas manqué, et ce fait seul devrait éclairer les théâtres sur les exigences de leur situation. En définitive, ce n'est ni à l'état ni au public qu'il faut s'en prendre de cette situation difficile, mais non désespérée sans doute. Que la scène française revienne à l'accomplissement sérieux de sa mission, qu'elle se mesure hardiment avec les vices, les ridicules et les passions de notre époque, c'est alors seulement que, si le public lui faisait défaut, elle aurait droit de se plaindre. Qu'elle sache, en un mot, faire renaître la comédie contemporaine.

Jusque-là, nous ne voyons pas ce qu'il y aurait à encourager. Serait-ce par hasard ces réformateurs étourdis qui ont voulu entreprendre ce que leurs faibles mains ne pouvaient réaliser, révolutionnant la scène à peu près comme M. de Lamartine a révolutionné l'état, et qui expient aussi maintenant leurs folles témérités dans l'impuissance et l'abandon? Qu'on nous signale un poète, un jeune esprit en mesure de doter le théâtre d'une œuvre éminente et grande; ce n'est pas nous qui conseillerons de mesurer les récompenses à l'écrivain,

les secours à la scène qui saura le produire. Un seul homme peut-être encore aujourd'hui, M. Scribe, peut réveiller la comédie; mais celui-là n'a jamais cherché ses encouragemens qu'en lui-même, et il a su trouver la fortune et la réputation où d'autres n'ont rencontré que des échecs et semé la ruine. Encore une fois, ce ne sont pas précisément des secours que le gouvernement doit à l'art dramatique : c'est d'abord moins de théâtres, une autre législation pour les régir; ce sont des réformes qui les mettent dans une meilleure voie.

Nous pourrions en indiquer quelques-unes; mais à quoi bon? Qui ne sait cela aussi bien que nous? Est-il besoin aussi de parler des plaies qui rongent les théâtres, de ces appointemens fabuleux accordés à certains artistes inhabiles même à ramener la foule? Lorsque, par exemple, des chanteurs médiocres se font attribuer des traitemens de 50,000 francs pour neuf mois au plus de service par an, comme cela se voit à l'Opéra, n'est-il pas matériellement impossible que ce beau théâtre reste debout en subissant de pareilles conditions? Quand encore une cantatrice sans grand éclat, sans puissance réelle sur le public, puisqu'avec une partition comme *le Prophète* elle ne sait pas l'attirer en foule, réussit à se faire allouer la somme de sept ou huit mille francs par mois, de quoi témoigne ceci, si ce n'est de l'habileté industrielle dont on est pourvu en dépit de toutes les théories humanitaires, de la rareté des sujets, de la force de la concurrence, du nombre sans limites avec les besoins des théâtres? Si les artistes d'aujourd'hui avaient réellement la puissance et la grandeur du talent, la noblesse et l'esprit de solidarité qui en sont inséparables, ils ne s'exposeraient pas aux fâcheuses réflexions que font naître des exigences aussi inacceptables. C'est à peine si on peut élever de pareilles prétentions quand on enrichit un théâtre, quand on traîne la foule après soi; qu'en dire donc quand le plus souvent on la laisse indifférente, et qu'on apporte la ruine aux administrations!

Si de l'Opéra nous passons au Théâtre-Français, nous y retrouvons la même situation et les mêmes souffrances. Le régime de ce que les Anglais appellent une *étoile* (*a star*) y a été en pleine vigueur depuis la république, qui a eu la gloire de venir restaurer là le petit empire d'un *star* que les derniers jours de la monarchie avaient détruit. Si le Théâtre-Français s'y est d'abord trompé, l'*étoile* a été mieux avisée, et elle, naguère encore si monarchique, célébra sa délivrance en chantant *la Marseillaise* avec une joie délirante, avec une véhémence concentrée qui lui valurent la gracieuse attention du dictateur d'alors. Voilà quelle fut, on l'ignore peut-être, la véritable cause de l'enthousiasme révolutionnaire de l'artiste. Il y a peut-être quelqu'un qui doit demander pardon à la monarchie de cette trop terrible imprécation que lui jetait l'amie de Pyrrhus. Tout allait donc pour le mieux dans cette lune de miel : la tragédienne jouait avec ardeur, attirait la foule, et son despotisme était presque doré à une époque de désastres publics; mais il fallut peu de mois pour pénétrer toutes les petites misères et tous les périls que recélait cette charmante royauté, et d'un coup de main habilement préparé on tenta une révolution. La reine de théâtre en fit une maladie ou une absence de plusieurs mois, et menace de sa retraite définitive ses sujets révoltés. C'est là qu'en sont les choses, si nous sommes bien informés, et voilà un an bientôt que dure ce grave débat.

Voyez-vous maintenant le danger pour les théâtres de ces *stars*, de ces existences excentriques que le public autrefois savait au moins contenir! Les gros

appointemens, vous le voyez aussi, conduisent trop souvent au développement des appétits et à l'usurpation; car, même en république, même au théâtre, la royauté est toujours de mise, puisque Mlle Rachel préfère l'exil à sa royauté perdue.

Voyons cependant la situation de Mlle Rachel au Théâtre-Français, qu'elle a d'abord, nous sommes les premiers à le reconnaître, fait prospérer, qu'elle pourrait faire prospérer encore, si elle avait autant de chaleur d'ame que de talent, et si elle savait, si elle pouvait comprendre l'honneur qui lui en reviendrait. Mlle Rachel jouit d'un traitement de 42,000 francs pour neuf mois de service; avec ses feux, c'est plus de 4,700 francs par mois (trouvez-vous que l'état soit assez magnifique par le temps de misère publique où nous sommes!), et pour ces 42,000 francs Mlle Rachel donne terme moyen, pendant ces neuf mois, de 40 à 50 représentations tout au plus au Théâtre-Français! Une seule année, la première de son sociétariat, en 1842, elle en a donné 72. Son service au Théâtre-Français est, pour ainsi dire, son temps de délassement, puisqu'en ses trois mois de congé et de voyages elle donne plus de représentations qu'en neuf mois à Paris; un journal racontait récemment qu'elle avait joué 85 fois en 90 jours pendant son dernier congé! Il paraît que le chiffre exact est de 83, au dire même des amis. C'est, certes, bien employer son temps. Pourquoi Mlle Rachel n'a-t-elle pas la même ardeur quand elle joue pour la caisse du Théâtre-Français? L'*illustre*, la *grande* tragédienne, comme disent les journaux, ne le verrait pas dépérir entre ses mains? La littérature contemporaine lui devrait aussi quelque souvenir, si elle savait, comme l'ont su dans leur temps Talma et Mlle Mars, doter une œuvre de 150 à 200 représentations, et lui faire produire les 40,000 fr. de droits d'auteur que *l'École des Vieillards* a valus à Casimir Delavigne. Les rares auteurs d'aujourd'hui que joue Mlle Rachel ne connaissent guère ces traditions des temps fabuleux, et, quand une pièce faite pour Mlle Rachel arrive, après mille difficultés, à sa 25e ou 30e représentation, c'est presque une exception. *Adrienne Lecouvreur* n'a pas encore eu cette bonne fortune, et s'est vu interrompre au milieu de son succès. Nous laissons tirer la conséquence.

Ainsi, Mlle Rachel, malgré son beau talent, est une médiocre sirène pour attirer les poètes et les auteurs. Eh bien! que le Théâtre-Français sache prendre son parti : si Mlle Rachel ne consent pas à se laisser administrer et à faire loyalement son service, à le faire avec la moitié de l'ardeur qu'on lui voit déployer pendant ses congés, que le Théâtre-Français la laisse partir, puisqu'elle ne sait ou ne veut pas le sauver. La demi-présence, le mauvais vouloir de la tragédienne, ce n'est pas la santé, n'est-ce pas une lente consomption? Son départ sera le signal de la crise qui amènera peut-être le salut. En fortifiant, en renouvelant cette troupe décimée, en rappelant l'ardeur, l'activité et l'ensemble, qui seuls peuvent faire vivre un théâtre d'une vie à lui, d'une vie régulière et honorable, une administration sage peut revoir de meilleurs jours, mais en n'oubliant jamais qu'on peut, qu'il faut être de son temps, sans méconnaître le culte des souvenirs. Le Théâtre-Français a 300,000 francs de subvention annuelle, 115,000 francs de rentes sur le grand livre, en tout 415,000 francs. Outre cette belle dotation, l'état lui laisse et doit lui laisser sa salle sans loyer; c'est le plus clair bénéfice qu'il ait eu à la révolution de février. Ce sont là des ressources qui doivent porter leurs fruits, si elles sont bien employées,

employées surtout pour recruter de jeunes sujets, pour appeler les écrivains, comme le voulait la constitution instituée par l'ordonnance de 1847, que la république a détruite, et à laquelle il faudra bien revenir.

A notre avis, il n'y a qu'un moyen d'échapper à cette loi sagement mûrie : c'est que la direction du Théâtre-Français soit abandonnée à Mlle Rachel, ou du moins à l'homme de son choix et de sa prédilection, comme elle en a, on l'assure, manifesté la prétention un moment, mais en l'intéressant directement elle-même dans l'exploitation. Cette solution, après tout, en vaudrait peut-être une autre, et Mlle Rachel, qui a la force de jouer quatre-vingt-trois fois en trois mois quand elle joue pour sa propre caisse, saurait bien encore trouver l'énergie et la volonté nécessaires pour donner cent représentations en neuf mois sur un théâtre qui serait le sien, pour jouer les pièces qu'on lui ferait, pour servir la littérature, lorsque sa fortune personnelle en dépendrait. Nous livrons cette idée lumineuse aux méditations des hommes graves chargés depuis un an de réorganiser un théâtre toujours en voie de réorganisation! Mais, pour en revenir à la question même, pourquoi donc, en définitive, tant de théâtres, quand il n'y a ni auteurs, ni acteurs, ni public pour les alimenter? Pourquoi surtout l'Odéon, à moins qu'on n'ait pas assez de pauvretés ailleurs, et que l'état n'ait trop d'argent? Nous défions l'homme le plus habile de découvrir assez d'écrivains dramatiques, musiciens, poètes, vaudevillistes même ou faiseurs de mélodrames pour suffire à sept ou huit théâtres à Paris, et il y en a peut-être encore plus de vingt, malgré tous les désastres que nous avons vus. Le ministre de l'intérieur, M. Dufaure, doit songer résolûment à prendre un parti sur cette question, et pour cela il n'a que faire des avis qu'on lui prépare depuis dix-huit mois; il n'est besoin ni de la commission des théâtres ni de la direction des beaux-arts pour savoir ce qu'il y a à faire. Quiconque a réfléchi un peu là-dessus, quiconque a vu la situation sait à quoi s'en tenir. Les commissions en général, la direction des beaux-arts en particulier, sont peut-être ce qu'il y a de moins propre à donner un avis fécond et pratique en pareille matière.

En attendant qu'on le réorganise encore, le Théâtre-Français nous a donc donné quelques nouveautés et la rentrée de Mlle Rachel dans *Horace*, *Phèdre* et *Mithridate*. Quant aux nouveautés, il n'y a rien à en dire; elles n'ont pas vécu et ne pouvaient vivre. Pourtant toute la presse a pris la défense de *Séjan*, et, voulant blâmer une fois l'*illustre* tragédienne, elle a reproché à Mlle Rachel de n'avoir pas abrité la pièce de M. Séjour sous son pavillon. M. Séjour a beaucoup d'amis dans les journaux, où il n'est guère pris au sérieux par le feuilleton, ce qui n'est pas d'un bon augure pour son avenir; mais nous qui venons de dire quelques vérités à Mlle Rachel, nous la défendrons contre ses admirateurs ordinaires, et nous la louerons hautement d'avoir eu le bon goût de ne pas se charger du rôle de Fulvie, qui a d'ailleurs valu à une aimable actrice un succès de comédie comme elle n'en avait jamais eu dans ses meilleures bouffonneries : c'est certainement ce que la représentation de *Séjan* avait de plus remarquable, lorsque Camille est venue lui donner le dernier coup. Pour avoir beaucoup voyagé et beaucoup *travaillé*, la tragédienne n'a rien perdu de sa force et de son amère ironie, et son public l'a reçue avec les mêmes applaudissemens que si elle lui revenait bonne princesse et sans mauvaise pensée. Le public, après tout, est plus malin qu'on ne pense, et il prend peut-être le meilleur moyen de retenir l'ingrate Hermione; peut-être aussi ne croit-il guère aux menaces

de la grande comédienne. Ce que cache d'habiletés et de profondeurs le rôle nouveau qu'on se donne, le Dieu des Juifs seul le sait, et le Théâtre-Français pourra l'apprendre bientôt.

Après six semaines de repos, qui ont été utilement employées à l'éclaircissement de certains points litigieux entre le gouvernement et la direction, l'Opéra a rouvert ses portes. Le chef-d'œuvre de Donizetti, *Lucie*, Mlle Carlotta Grisi et le charmant ballet du *Diable à Quatre* ont fait les frais de l'inauguration de la saison d'hiver, qui semble se présenter sous des auspices plus favorables. Indépendamment d'un nouveau ballet féerique et d'un petit opéra en deux actes de la composition de M. Adam, qui seront donnés avant la fin de ce mois, l'administration prépare la mise en scène d'un grand ouvrage en cinq actes de MM. Scribe et Auber. L'illustre auteur de *la Muette*, du *Domino noir* et de tant de chefs-d'œuvre remplis de grace et de fine gaieté voudrait terminer sa brillante carrière par une inspiration suprême d'un genre tout-à-fait nouveau. *L'Enfant prodigue*, tel est le titre du grand opéra dont M. Auber achève d'écrire la partition, et qui sera, sans aucun doute, l'événement musical de la saison.

Le théâtre de l'Opéra-Comique fait aussi de grands préparatifs pour la saison qui va s'ouvrir. *La Reine des fleurs*, opéra en trois actes de M. Halévy, sera représentée dans une quinzaine de jours. Après l'opéra de M. Halévy, on promet un ouvrage de M. Grisar, le musicien spirituel et heureusement doué, à qui l'on doit *l'Eau merveilleuse* et *Gilles le Ravisseur*.

Errata de ce volume. — L'auteur de l'étude sur *les Côtes de Roussillon*, insérée dans notre livraison du 1er juillet dernier, a commis, au sujet de la ville d'Elne, une erreur d'autant plus singulière, qu'au moment où il y tombait, il avait sous la main le texte d'Eutrope, et il doit des remerciemens à ceux des lecteurs de la *Revue* qui l'ont relevée. Constance Chlore et Maxence étaient tous deux morts en 335. Le prince mort à Elne était Constans, fils de Constantin, et le machinateur de l'assassinat était l'usurpateur Magnence. Ce crime fut commis en 350. Puisque nous revenons sur cet événement, nous ajouterons que la tradition locale veut que Constans ait été frappé, non dans Elne même, mais de l'autre côté du Tech, dans un quartier qui a conservé d'âge en âge le nom de la *Constantine*, et qui le porte encore sur les matrices cadastrales. La restauration d'Illiberis par Constantin est fort antérieure au meurtre de son fils Constans. J.-J. B.

Dans l'*Histoire du Parlement de Francfort*, page 390, ligne 28, au lieu de : « Un jeune empereur de dix-huit ans à qui son *père*, » lisez : *à qui son oncle*, etc.

Même page, ligne 36, au lieu de : « En descendant du trône pour y placer son *fils*, » lisez : pour y placer son *neveu*.

Dans l'article sur *les Eaux de Spa*, page 408, ligne 7, au lieu de « la journée d'*Azincourt*, » lisez : la journée de *Poitiers*.

Dans l'article sur *la Télégraphie aérienne et la Télégraphie électrique*, page 611, ligne 4 et suivantes, au lieu de : « une lame d'*acier* communique à l'*acier*, etc., » lisez : une lame de *fer* communique au *fer*. Il faut partout, dans cette page, substituer les mots aimantation du *fer* aux mots aimantation de l'*acier*. C'est une erreur de plume facile à rectifier.

V. de Mars.

TABLE DES MATIÈRES DU TROISIÈME VOLUME.

NOUVELLE PÉRIODE. — JUILLET. — AOUT. — SEPTEMBRE 1849.

FIN DE LA TABLE.